TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 098

DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 OCTOBRE 1980

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.. Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. : Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 235 CFA : Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 L ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

L'attentat contre la synagogue de la rue Copernic

Une « Internationale noire » ?

L'attentat dévastateur de Bologne en août, le massacre de Munich en septembre, la vague de violences antisémites et maintenant la bombe meurtrière de Paris en octobre : comment croire encore qu'il s'agit d'actes isolés, sans lien les uns avec les autres, seulement dus à des situations nationales particulières ou à l'initiative de déséquilibrés n'agissant qu'à titre individuel ?

Certes, les considérations locales ne sont pas étrangères à ces différents attentats, dont chacun marque un sinistre record. Mais elles ne peuvent faire oublier ce que la quasi-simultanéité de ces trois attentats peut avoir d'inquiétant. Sans doute faut-il se garder, en l'absence d'informations plus précises, d'une certaine affabulation romanesque sur le thème de l'« Internationale noire ». Climat délibérément entretenu par les représentants de nombreuses formations d'extrême droite en Europe, manifestement ravis de suggérer, tout en feignant d'en nier l'existence, qu'une telle Internationale s'est constituée ou reconstituée, qu'elle est puissante et peut frapper à sa guise par-dessus les frontières.

Mais la multiplication d'attentats d'inspiration fasciste ou néo-nazie en Europe occidentale oblige, pour le moins, à s'interroger sur certaines convergences qui paraissent de moins en moins fortuites. *D'autant plus que*, sans constituer (encore ?) la véritable machine de guerre internationale contre les démocraties que dépeignent ou suggèrent certains, différents mouvements d'extrême droite ont singulièrement renforcé ces dernières années leurs liens avec les « partis frères » étrangers. Mais il s'agissait le plus souvent de rencontres organisées au grand jour, et regroupant des formations qui se *prétendaient légalistes, même* si la participation de certains de leurs membres à des actes de violence était connue.

Il est probable qu'on assiste actuellement au contrecoup de cet effort de nombreux petits partis d'extrême droite pour s'intégrer à une vie politique plus normale. En tentant de conquérir une certaine respectabilité, et de peser discrètement sur les grandes formations de *la droite* traditionnelle, ces petites organisations ont déçu la partie la plus activiste de leurs troupes, et l'ont *rendue* à la violence clandestine, au terrorisme, qui fait partie de la mythologie droitiste au moins autant que de la geste révolutionnaire d'extrême gauche. Même s'il faut avoir un esprit singulièrement perverti pour trouver le moindre romantisme au fait de tuer aveuglément des innocents *dans une* foule, une certaine émulation peut inciter des groupes qui se sentent de moins en moins isolés à *perpétrer leurs* forfaits.

De moins en moins isolés : la concomitance de ces attentats, la technique employée dans les trois cas (qui exige notamment un certain matériel et quelques experts), autorisent, au minimum, à s'interroger sur les liaisons qui peuvent *exister entre* ces groupes. Et aussi sur les complicités qu'ils ont pu nouer durant ces longues années où le néo-nazisme n'a *guère été* considéré que comme un triste folklore.

On veut *espérer* que l'« Europe des polices », si prompte à coordonner ses services par-dessus les frontières dans sa lutte contre le terrorisme d'extrême gauche, saura faire preuve du même zèle pour démanteler d'éventuels réseaux européens fascistes ou néo-nazis. Et aussi pour permettre de répondre à la question qui vient inévitablement à l'esprit : derrière ces poseurs de bombe, qui ?

• Les autorités israélites de France dénoncent la « passivité des pouvoirs publics et l'inexplicable impuissance de la police » face aux néo-nazis

• L'explosion, qui a fait trois morts et vingt blessés, provoque l'indignation de toutes les organisations politiques et syndicales

• Treize personnes sont interpellées dans les milieux d'extrême droite

Une indignation unanime s'est manifestée en France après l'attentat à l'*explosif contre la synagogue* de la *rue* Copernic, à Paris, qui a coûté, vendredi 3 octobre en fin d'après-midi, à l'heure de la prière, la vie à trois personnes et qui a fait vingt blessés. Tous les partis, de l'extrême gauche à l'extrême droite, ont réagi. Plusieurs manifestations devaient avoir lieu ce samedi à Paris.

D'autre part, le MRAP organise, avec l'appui de *la C.G.T.*, de *la C.F.D.T.* et du P.C. un défilé de la Nation à la République, mardi 7 octobre.

Dès 10 heures, des milliers de personnes s'étaient rassemblées rue Copernic.

La colère des membres de la *communauté israélite, qui a été contenue* vendredi soir grâce aux appels au calme lancés par les autorités juives de Paris, se double d'une mise en cause de l'attitude des pouvoirs publics et de la police. C'est ainsi que M. Alain de Rothschild, qui préside le Consistoire central israélite de France et le Conseil représentatif des institutions juives de France, a lu samedi *matin. rue Copernic, une déclaration* où il a dénoncé « la passivité des pouvoirs publics et l'indifférence de nos gouvernants » et « l'inexplicable impuissance de la police ». Il a ajouté, à l'intention du chef de l'État : « Monsieur le *président de la République, il est urgent que* vous nous fassiez connaître quelles mesures exceptionnelles vous allez ordonner au gouvernement de prendre. » La veille, M. Giscard d'Estaing avait demandé à la police « une action exemplaire » pour retrouver les coupables.

Les policiers ont interpellé, ce samedi matin, vers 6 heures, à Paris et dans la région parisienne, treize personnes, membres des milieux extrémistes de droite, qui ont été placées en garde à vue à la police judiciaire.

Pendant la prière...

Trois morts et vingt blessés. Le bilan, déjà tragique, de l'attentat de vendredi aurait pu être encore plus lourd si les auteurs de ce forfait avaient pu aller au bout de leur projet. D'après les derniers éléments de l'enquête, en effet, le but des terroristes était de déposer la charge explosive à l'intérieur même de la synagogue et non à l'extérieur. Or, à l'heure de l'attentat, à l'heure de la prière, il y avait dans l'édifice plus de trois cents fidèles dont de nombreux enfants.

La charge explosive, d'une puissance équivalente à 10 kilos de plastic, aurait été déposée sur le sol ou dans la sacoche d'une motocyclette devant l'édifice religieux. Plusieurs témoignages, dont *certains remontent à plus de dix* minutes avant l'explosion, concordent sur la présence dans la rue Copernic de deux motards dont l'un portait un paquet. D'après le gardien de la synagogue, l'un des motards aurait déposé le paquet sur une voiture Méhari. De source policière, il semble acquis que les auteurs de l'attentat avaient l'intention de pénétrer dans la synagogue mais que la présence d'un policier de faction les aurait dissuadés. Les auteurs de l'attentat auraient abandonné la charge d'explosif dans la rue.

D'autres témoignages ont permis aux enquêteurs d'orienter leurs recherches vers deux motocyclistes âgés d'*environ* vingt-cinq ans qui portaient des casques de couleur noire. La moitié du numéro d'immatriculation d'une *moto* a été relevé.

(Lire la suite page 6.)

L'État sans honneur

par PHILIPPE BOUCHER

L'indignation n'a plus de sens. Le commentaire devient dérisoire et presque sans objet. Tel n'est pas le cas de la recherche — froide autant que faire se peut — de ce qui a conduit ce pays, qui croit encore *être celui des droits de l'homme et* des libertés, à laisser sur son sol croître la folie, s'épanouir l'horreur.

Par l'attentat de la rue Copernic, c'est l'État lui-même qui est atteint, du fait même de son indulgence vis-à-vis de ceux qui menacent les libertés et n'ont pas renoncé à tuer, au nom de leur délire.

Jamais, peut-on croire, l'extrême droite ne serait allée jusqu'à l'assassinat si, précédemment, on avait fait montre contre elle, à temps, de la *rigueur qui s'imposait. Jamais*, peut-on croire, l'extrême droite n'aurait tué si elle n'avait eu de bonnes raisons d'imaginer qu'il n'était pas *de limites* à son action, que, de la tolérance active à la complicité passive, il n'était pas de silence qu'elle ne pouvait attendre, de la police, des *autorités, de l'Etat.*

Quand le meurtre commis au nom des idéologies a investi la cité, la pudeur n'est plus de mise. Aussi doit-on rappeler que l'extrême droite était accueillie jusque dans l'entourage du chef de l'Etat lorsqu'il était en campagne, pour assumer son service d'ordre lors des élections de *1974 ; et qu'il y a tout lieu de penser* qu'on reverra ces mêmes sbires dans les mois qui précéderont le scrutin d'avril 1981.

Il faut rappeler que les forces de police étaient fatalement recrutées parmi ceux qui étaient le plus éloignés de cette extrême gauche vouée à toutes les vindictes officielles ; que, pendant longtemps, est venu se ranger dans les rangs de la police « *le petit lait plutôt que la crème* », aux dires mêmes de l'actuel ministre de *l'intérieur.*

Il faut rappeler enfin que les larmoyantes affirmations du ministre de l'intérieur se sentant « *jeune israélite* » — calquées ô ironie, sur le célèbre « *nous sommes tous des juifs allemands* » de mai 1968 — ne suffisent pas à restaurer l'honneur effondré de M. Bonnet, du gouvernement, de l'Etat tout entier.

Il n'est pour ceux qui gouvernent les Français que deux solutions : ou bien trouver les assassins, et empêcher désormais qu'ils n'aient des imitateurs ; ou bien se démettre et faire, s'il se peut, oublier eux-mêmes et ce qu'ils ont laissé commettre.

L'horreur prévisible

A *force de vouloir « gérer* l'imprévisible », le *pouvoir en est venu à ne plus gouverner, c'est-à-dire à* ne plus prévoir.

S'il était en effet un *événement prévisible, c'est bien l'atroce* tuerie de la rue Copernic. Les mouvements antiracistes, les syndicats de police, les néo-nazis eux-mêmes, avaient prévu cette escalade. Seul le pouvoir, là comme ailleurs, refusait de voir et de prévoir la réalité ; il s'en prenait même, comme à son habitude, à la presse.

La lutte contre le terrorisme, de quelque nature qu'il soit *n'a jamais été tâche facile, la* répression n'ayant jamais suffi à le faire disparaître. Seul le renseignement, l'infiltration, le *noyautage, permettent de pré*venir le développement du terrorisme puis de le réduire.

Or il est clair, et de son propre aveu, que la police est en retard d'un extrémisme. Depuis des mois, depuis des années, elle a pour mission *essentielle de combattre l'extrême gauche, sans trop se* soucier de l'extrême droite. Des hommes ont été tués en pleine rue sans que jamais leurs *assassins aient été retrouvés ;* des attentats ont été commis contre des particuliers ou des établissements de la communauté juive sans que les pouvoirs publics *s'en émeuvent* autrement ; des écrits circulent, qui, s'ils ne doivent pas être interdits, continuent de *bénéficier du silence ou de la* complaisance de puissants moyens d'information et même de *maîtres à penser.*

Toute à ses combats d'arrière-garde contre les *mille et* une variantes du marxisme, dont elle ne cesse pourtant de *célébrer la mort, toute une* classe intellectuelle, dominante dans les nouveaux cénacles et les grands médias, en a oublié de riposter et même de prêter attention aux *articles et aux œuvres qui* véhiculent une doctrine fondamentalement autoritaire, élitiste et raciste.

En retard d'une idéologie comme en retard d'un terrorisme, le pouvoir intellectuel et *le pouvoir politique sont incapables* de prévoir, de prévenir l'avenir. Que ne sentent-ils, pour user de leur vocabulaire, monter des profondeurs le mépris du citoyen et, pis encore, de l'étranger.

J. F.

La Turquie après l'intervention des militaires

Trois semaines après la prise du pouvoir par le Conseil national de sécurité, l'emprise de l'armée et des forces de l'ordre ne se relâche pas en Turquie.

Les mesures prises ont permis l'arrestation des assassins présumés de l'ancien premier ministre, Nihat Erim, tué le 19 juillet. Il s'agirait de membres du mouvement clandestin Gauche révolutionnaire (Del-Sol). Mais simultanément, *différentes fractions* de l'extrême gauche d'Istanbul auraient décidé de se regrouper en un « front uni », et les attentats semblent reprendre.

Les développements du séparatisme, en particulier parmi l'importante minorité kurde, inquiètent le commandement militaire. Prévues depuis plusieurs mois, des manœuvres aériennes et terrestres se déroulent dans la région du lac de Van, en présence du général Evren.

Enfin, la restauration de la laïcité et la lutte contre la résurgence de l'intégrisme islamique importent aux nouveaux dirigeants.

Un coup d'arrêt à la vague islamique ?

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Istanbul. — « *Turist Yok !* » Accompagnée du haussement de sourcils qui, en Turquie, marque le refus ou la dénégation, la petite phrase serait comprise de M. Jourdain *lui-même* : pas de touristes ici ! Le local dont le vieux cerbère, calotte, barbe, chemise et chaussettes blanches, nous refuse l'entrée fait pourtant sans conteste partie de Sainte-Sophie (Aya Sofya) l'un des plus prestigieux monuments de la ville et du monde, l'ancienne basilique byzantine de Justinien transformée en mosquée après la prise de Constantinople par les Ottomans, en 1453, et devenue musée dans les années 30 par décision de Mustafa Kemal Ataturk, père de la Turquie *moderne et laïque.*

(Lire la suite page 3.)

« Un seul monde »

LE FLÉAU DE L'INFLATION

« Le Monde » publie aujourd'hui, de la page 9 à la page 13, sous le titre « Un seul monde », le sixième supplément trimestriel qu'il réalise en commun avec quinze autres journaux d'Europe, d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, et en coopération avec les institutions du système de l'ONU, en vue de contribuer à *l'instauration* d'un nouvel ordre économique international.

Ce supplément est consacré à l'inflation, ce fléau qui sévit partout dans le monde, dans les pays du tiers-monde qui en sont les premières victimes comme dans les pays industrialisés, où il s'accompagne d'un autre fléau, le chômage, qui sera notre prochain thème. Ces deux fléaux, en effet, compliquent singulièrement la réalisation d'un nouvel ordre économique plus juste et *plus efficace* qui seul, cependant, peut permettre de les maîtriser.

ALFRED FABRE-LUCE

La parole est aux fantômes

"C'est un livre que j'ai lu avec passion, peut-être le plus beau de ses livres. Ses fantômes vont m'aider à vivre."

GABRIEL MATZNEFF "LE MONDE"

JULLIARD

AU JOUR LE JOUR

Victimes et coupables

Après l'exploit des héros blafards de la rue Copernic, toute une communauté nationale s'est réveillée avec une gueule de bois, charriant la honte de ces monstrueux retours de cauchemars où chacun se découvre à la fois victime et coupable d'une horreur.

Pour ce qui est du cauchemar, on serait absolument sûr qu'il n'a pas d'avenir si, à l'annonce de l'attentat, chaque Français, en général, et chaque policier, en particulier, s'était senti porteur de l'étoile jaune.

BERNARD CHAPUIS.

LA PHOTOGRAPHIE AU GRAND PALAIS

Lartigue le sidérant

Un homme regarde par sa fenêtre : *il fait beau, ou plutôt il ne veut* pas qu'il fasse mauvais temps, jamais, au moindre obscurcissement il entre dans sa coquille. Il évolue *pourtant dans un périmètre déjà* restreint et clos, encerclé d'un grand mur qui le protège du bruit, des nouvelles, éventuellement de la guerre. Les nouvelles qui parviendraient à percer le mur résonneraient dans ce lieu d'une façon totalement absurde, alors que des domestiques ont la charge de faire disparaître chacune de leurs traces, discrètement.

Une nappe blanche est posée sur la table, devant la baie vitrée où l'on aperçoit la ligne très calme, le bleu très dense de la mer. Un service en argent, du cristal fin, des fleurs dans des vases effilés, *des bouquets de fleurs comme des* arbres qui pousseraient à l'intérieur de la maison. Une femme est assise sur la chaise, un chapeau dissimule son visage, elle doit être très belle. La place en face d'elle est libre, une serviette froissée près de la carafe de vin, l'homme s'est levé *pour prendre* la photo.

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 15.)

EUROPE

Les élections du 5 octobre en Allemagne fédérale

Le prochain chancelier aura pour tâche essentielle de perpétuer le « miracle allemand »

Les quelque quarante-trois millions d'électeurs ouest-allemands devaient désigner, dimanche 5 octobre, les quatre cent quatre-vingt-seize membres du nouveau Bundestag élus au suffrage universel direct, selon un système qui tente de combiner la représentation proportionnelle et le scrutin uninominal (« le Monde » du 30 septembre). Près de trois mille candidats *sollicitent les suffrages* de ces électeurs. Ils appartiennent à quinze partis, dont seuls quatre — le S.P.D. social-démocrate et le F.D.P. libéral pour la coalition majoritaire sortante, la C.D.U. chrétienne-démocrate et la C.S.U. chrétienne-sociale pour l'opposition — paraissent avoir une chance sérieuse d'obtenir des sièges.

Les derniers sondages publiés en R.F.A. accordaient, vendredi, une nette avance à la coalition conduite par le chancelier Schmidt sur l'union des deux grands partis d'opposition, menés par le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss.

D'un bout à l'autre de la longue campagne qui s'achève ce samedi, la controverse électorale ouest-allemande aura d'abord opposé, davantage que deux programmes, deux hommes. Si les précédents scrutins législatifs n'avaient pas été épargnés par la vigueur polémique, et même certaines outrances verbales, c'était probablement la première fois, outre-Rhin, depuis la fondation de la République fédérale, que les électeurs assistaient à un combat aussi personnalisé.

Lorsque, le 2 juillet 1979, le groupe parlementaire chrétien-démocrate et chrétien-social avait choisi, après un vif débat interne, M. Franz-Josef Strauss comme *chef de file pour les élections*, chacun s'attendait que la personnalité du ministre-président bavarois vînt rompre la relative somnolence dans laquelle la vie politique ouest-allemande semblait être tombée, une fois tournée la page du terrorisme d'extrême gauche après l'affaire Schleyer et ses suites. Mais l'affrontement entre les deux camps a plus d'une fois revêtu, depuis un an., un aspect que nombre d'Allemands ont fini par juger déplaisant de part et d'autre.

C'est probablement cette tonalité si vigoureuse, et peut-être aussi la lassitude, qui explique que bon nombre de téléspectateurs aient été déçus, jeudi soir, par le grand face-à-face *télévisé* qui mettait aux prises M. Schmidt et son vice-chancelier, M. Genscher, *ministre* libéral des affaires étrangères, d'une part, M. Strauss, assisté du président de la C.D.U., M. Kohl, d'autre part. Déception dont plusieurs *journaux ouest-allemands* se font l'écho ce samedi et qui contraste avec l'intérêt massif que les Allemands avaient *manifesté en allumant* leur téléviseur : on estime à plus de trente-cinq millions le nombre de téléspectateurs qui avaient regardé cette émission.

Il est significatif d'autre part que, au cours de cette émission, les « seconds rôles » aient souvent été jugés meilleurs et plus intéressants que les deux grandes vedettes. Ces élections sont en effet, très probablement, les dernières qui voient s'affronter les représentants de ce que l'on pourrait appeler la deuxième génération d'hommes politiques de la République fédérale. Il y avait eu les fondateurs de la R.F.A. et les grands dirigeants des années 50 et 60 ; puis cette seconde vague dont MM. Schmidt et Strauss *constituent* l'un et l'autre l'archétype. Mais, pour les deux grandes *familles politiques qui se partagent* quelque 90 % de l'électorat ouest-allemand, il va falloir préparer la relève. La nouvelle législature permettra de mesurer si, dans l'un et l'autre camp, se lèvent les hommes nouveaux que l'opinion, manifestement, attend.

Deux adversaires bien proches

La personnalisation extrême du débat électoral aura eu, en tout cas, l'inconvénient non pas d'escamoter, mais de simplifier et de réduire l'examen des questions de fond. Là encore, ce n'est guère la tradition en R.F.A. Sans doute a-t-il bien été question de certains grands choix politiques. Telle initiative du chancelier Schmidt à Moscou, la fameuse lettre pastorale sur l'endettement *de l'Etat, le sanglant attentat* de Munich, sont venus relancer la controverse. Mais il s'est surtout agi de passes d'armes très ponctuelles entre la coalition sortante et l'opposition, pour ne pas dire entre MM. Schmidt et Strauss.

Si les partis étaient finalement assez peu portés à une confrontation entre leurs programmes respectifs, c'est peut-être aussi parce que, dans bien des domaines essentiels, les positions étaient sensiblement moins éloignées que ne le laissait croire la polémique qui faisait rage au sommet. Le système fédéral fait, en outre, qu'un certain nombre de domaines où l'attitude des partis diverge plus nettement, comme la question scolaire, sont davantage du ressort des Länder que du pouvoir central.

La situation internationale, de l'affaire afghane à la crise polonaise, a évidemment tenu la vedette, et donné lieu à des analyses sensiblement plus alarmistes de la part de l'opposition que de la coalition sortante. Mais, sur le terrain diplomatique non plus, ces analyses ne sont pas finalement aussi contradictoires que la tonalité de la campagne ne l'aurait laissé croire. M. Strauss peut bien avoir condamné la légèreté avec laquelle le chancelier considère, selon lui, la menace soviétique, et M. Schmidt avoir jugé irresponsable et dangereux le bellicisme qu'il prête à son adversaire, aucun des deux camps en présence ne remettait en cause les alliances de la R.F.A., ou — à l'inverse du phénomène auquel on assiste en Grande-Bretagne, par exemple — son appartenance à la C.E.E.

C'est pourquoi il n'y a guère de bouleversements *diplomatiques* à attendre du scrutin de dimanche, en toute hypothèse, même si la méfiance de M. Strauss vis-à-vis de la détente lui vaut l'hostilité déclarée du Kremlin (*le Monde* du 4 octobre). Les dossiers qui attendent le nouveau gouvernement ouest-allemand, au lendemain de l'élection du nouveau Bundestag, sont plutôt d'ordre économique. Quoique bien moins touchée que la plupart des nations occidentales par la crise, la R.F.A. commence à en ressentir certains effets. Le dynamisme industriel a été encouragé par un endettement public qui atteint aujourd'hui un niveau préoccupant. La solidité du mark et son appréciation par rapport au dollar permettent de faire face sans trop de difficultés aux charges très lourdes de l'*approvisionnement énergétique, mais* la concurrence étrangère, en particulier dans le très important secteur de l'automobile, va se faire plus pressante dans les mois qui viennent.

Beaucoup de grands mots, de proclamations enflammées, ont été lancés de part et d'autre depuis un an. Mais, une fois retombés les derniers éclats de la campagne électorale, le nouveau gouvernement ouest-allemand va devoir s'atteler plus discrètement à cette tâche essentielle : faire *durer, dans* un monde plus *difficile*, ce « *miracle allemand* » que chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates ont également concouru à rendre possible.

BERNARD BRIGOULEIX.

SUR FR 3

Circuit souterrain

Clou d'une campagne électorale qui trouvera dimanche sa conclusion dans les isoloirs, un grand face-à-face télévisé a opposé M. Schmidt et M. Strauss, l'un et l'autre candidats au titre de chancelier. Deux journalistes les cornaquent, les éperonnent, les provoquent, les aiguillonnent, les rappellent continuellement à l'ordre; ils sont priés de ne pas confondre programme et propagande. Ils le font cependant. Alors, en guise de conclusion : « Eh bien, messieurs, merci, on ne pourra pas dire au terme de ce débat que vous nous ayez appris quoi que ce soit. »

Vous imaginez ça ici ? Tête de MM. Giscard et Mitterrand ! Ils en tomberaient à la renverse de stupeur, d'indignation. Les Allemands, eux, n'ont rien trouvé là d'extraordinaire. Ils savent — mieux vaut tard... — que la clé de la démocratie c'est la tolérance et l'irrespect.

C'est ça qui leur a permis de sécréter, puis de digérer, cet incroyable, cet énorme réseau parallèle — il compte plus de deux cent mille membres, — cette société de l'imagination dans la société de consommation, sur la scène politique classique, cette « scène » unique au monde, la scène alternative. Au consensus, elle oppose le refus. Refus de la cellule familiale source de toute autorité, refus du système, pardon, des systèmes, qu'ils soient communistes ou capitaliste, refus des prétendus progrès de la science et de la technique, des centrales nucléaires, des Super-Phénix. Elle est bien en effet une alternative, et c'est d'ailleurs ainsi qu'on l'appelle. Sa couleur, le vert.

On a eu le choc en voyant ce prodigieux numéro du magazine V 3 en pénétrant sur les talons de Daniel Cohn-Bendit dans ce mouvement issu de la révolte estudiantine des années 60 à 70, et en découvrant de visu (1) ces petites communautés, urbaines ou rurales, accueillantes, fluctuantes, résistantes à l'usure, éparpillées; il y en a des dizaines de milliers à travers tout le pays. Travail garanti dans des cafés alternatifs, des magasins alternatifs, des restaurants alternatifs, des imprimeries, des ateliers, des cabinets d'avocats ou de médecins alternatifs, où chacun touche le même salaire ventilé selon le nombre d'enfants à charge.

Parce qu'on est très prolifique dans ce coin-là. Et beaucoup moins « amoral » qu'on le croit. Et beaucoup plus combatif que ne le laisse supposer une non-violence, constitutionnelle en quelque sorte, dès qu'il s'agit de défendre l'environnement. Des députés, des ministres, sont venus nous expliquer le sens, la portée, le prolongement de ce circuit souterrain, de ce mode de vie tout neuf offert ainsi à la jeunesse allemande. On pensait, il y a peu, que celle-ci réunirait les 5 % de voix nécessaires à l'entrée des « verts » au Bundestag. Au risque de torpiller l'alliance majoritaire entre les sociaux-démocrates et les libéraux. On le croit, j'allais dire, on le craint moins aujourd'hui. Dans le mouvement, à ne pas confondre avec le parti des verts, la tendance en cette veille d'élections serait plutôt de voter utile, de voter contre M. Strauss.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) *Le Monde* des 6, 8, 9-10 juillet 1978.

BIBLIOGRAPHIE

● LE MAL FRANCO-ALLEMAND, de Michel Meyer (Denoël, 288 p. Env. 39,50 F). — Déjà auteur d'une *Allemagne inachevée*, publié chez le même éditeur en 1976, et d'une étude sur les « rachats » de citoyens est-allemands par la R.F.A. (*Des hommes contre des marks*, Editions Stock), Michel Meyer, correspondant d'Antenne 2 à Bonn, analyse ici les racines d'un « mal » qui a dominé, pendant près d'un siècle, *les relations entre deux Etats*, mais aussi, et au-delà, entre deux peuples. Son livre présente notamment, dans un style alerte, une analyse *solidement* documentée des clichés réciproques, qui ont causé les ravages que l'on sait, et de l'évolution qui, malgré tout, a permis de passer d'un antagonisme qui paraissait immuable à la réconciliation de ce couple turbulent.

● DOCUMENTS (numéro 3, 1980, 162 pages, 20 F). — La *Revue des questions allemandes*, bien connue de tous ceux que la vie politique, économique, sociale et culturelle des deux Allemagnes intéresse, publie à l'occasion des élections du 5 octobre en R.F.A., un dossier très complet sur les enjeux, les forces et les programmes en présence. Ces derniers, en particulier, font l'objet d'une analyse comparative de Henri Ménudier.

● LE SABLE AUX SOULIERS DE BAADER, de Peter Schneider (Hachette, collection : « Bibliothèque allemande », 304 pages. Environ, 67 F). — Un recueil d'articles et courts essais souvent très virulents contre le régime de Bonn et la société ouest-allemande. On a un peu de peine à croire qu'il s'agit bien de l'Allemagne libérale, démocratique et conviviale que l'on connaît, et où ces *textes* ont, d'ailleurs, été publiés. Mais, par son outrance même, ce livre peut aider à comprendre l'état d'esprit d'une partie des jeunes intellectuels ouest-allemands en rupture complète avec la grande majorité de leurs concitoyens.

● VOYAGE AU CREUX DU DESORDRE, journal d'un antinucléaire, de Hans Christoph Buch (Hachette, collection : « Bibliothèque allemande », 344 pages. Environ, 67 F). — Là encore, l'exagération polémique n'empêche pas l'ouvrage de présenter, au moins au second degré, un réel intérêt pour l'analyse des états d'âme d'une certaine marginalité ouest - allemande. La forme particulièrement décousue *du « journal » en* rend *toutefois* la lecture difficile.

● LE JOUR OU BAADER, de Claude Bonjean (Calman-Lévy, 208 pages. Environ, 49 F). — *Le* second roman de Claude Bonjean, journaliste au *Point*, ne prétend pas être une analyse détaillée de la société ouest-allemande, qu'il égratigne cependant au passage. Il s'agit du récit de la « couverture », par un envoyé spécial français, de l'affaire Schleyer, en septembre-octobre 1977. Peu à peu, le héros et ses interlocuteurs successifs vont réagir aux événements, s'interroger, se transformer, sous les yeux du journaliste qui subira la même évolution, jusqu'à une rupture totale qu'il n'attendait certes pas au début du récit. « *Le jour où Baader* », ou : de l'Allemagne comme réactif...

● FRANZ JOSEF STRAUSS, UNE CERTAINE IDEE DE L'ALLEMAGNE (Mengès, 241 pages. Environ, 46 F). — Bernard Volker, correspondant de TF 1 à Bonn, retrace la carrière politique de celui que le chancelier Schmidt présentait récemment encore comme un rival idéal dans la campagne pour lesp rochaines élections. Au fil de l'ouvrage, conçu comme un récit plus que comme une analyse politique, et émaillé de multiples anecdotes, se dessine un portrait du « Bavarois » moins schématique que celui que l'on donne de lui hors de la R.F.A. Le livre se termine par un discret hommage à celui grâce à qui, depuis longtemps, « *secrètement, une certaine idée de l'Allemagne s'est imposée outre-Rhin et dans le monde* ».

Le Monde

publiera demain

- **ENQUÊTE** : Révolution écologique en Chine, par Marc Ambroise-Rendu.
- **IDÉES** : Irak - Iran.
- **DOSSIER** : Les deux-roues au Salon de Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

● DEUX FRANÇAIS sont toujours retenus au Bénin après la libération, mardi 23 septembre, de deux citoyens suisses retenus comme eux depuis plus d'un an, dans le cadre de l'enquête sur la société helvétique Batima (*le Monde* daté 6-7 juillet). Les deux Français, M. Estran et M. Brochard, respectivement directeur de société et comptable, sont accusés de « *faux, usage de faux, escroquerie et abus de confiance* ». Interrogé à l'ambassade de France de Cotonou, où il est, avec son confrère, en résidence sans autorisation de quitter le Bénin, M. Estran a déclaré que les chefs d'inculpation retenus contre lui sont antérieurs à son arrivée au Bénin. — (*A.F.P.*)

Cambodge

● LE CONTROLE DE LA FRONTIERE KHMERO-THAILANDAISE. — La Thaïlande a accueilli avec prudence, le vendredi 3 octobre, la nouvelle proposition vietnamienne pour le contrôle de la frontière khméro-thaïlandaise qui prévoit que les deux pays « *s'engageraient à cesser toute action hostile l'un contre l'autre.* » (*le Monde* du 3 octobre 1980.) M. Thanat Khonan, vice-ministre thaïlandais des affaires étrangères a estimé que ce plan faisait partie de l'offensive diplomatique vietnamienne dont le but est de détourner l'attention de la communauté internationale de la question cambodgienne que le Vietnam a créée. — (*A.F.P.*)

Chine

● LA PREMIERE AGENCE MATRIMONIALE DE PEKIN ET LA SECONDE EN CHINE a ouvert ses portes vendredi 3 octobre dans le parc du Temple de la Terre, dans le district de Chaoyang, à l'ouest de la ville. Le *Beijing Ribao (Quotidien de Pékin)* a qualifié cette institution de « *conforme aux intérêts des jeunes et des femmes* ».

L'agence est patronnée par le comité du P.C. pour le district et dépend des organes locaux de la Ligue de la jeunesse communiste et de la Fédération des femmes. — (*A.F.P.*)

● LA PLUS GRANDE MOSQUEE DE PEKIN, le Temple de la pureté (Qingzhen Si), fermée depuis la révolution culturelle, a été rouverte au public et au culte. — (*A.F.P.*)

● MAO TSE - TOUNG, UN PATRIARCHE FEODAL ? — « *A cause de l'emprise de la féodalité, certains camarades dirigeants ont apporté inconsciemment une mentalité patriarcale dans le parti, une chose à laquelle même le camarade Mao Tse-toung, ce grand révolutionnaire, n'a pas échappé* », écrit, le vendredi 3 octobre, le *Quotidien du peuple*. « *Même aujourd'hui, il y a encore quelques patriarches dans le parti*, a indiqué le journal, *qui préfèrent donner le ton plutôt que de prendre des décisions collectives, qui préfèrent avoir le dernier mot dans les affaires importantes plutôt que de participer à des discussions communes, qui préfèrent la flatterie aux suggestions contraires.* » — (*Reuter.*)

Danemark

● L'HOSTILITE A LA C.E.E. a été marquée le jeudi 2 octobre par les adversaires les plus acharnés de l'adhésion du Danemark au traité de Rome : dans plusieurs villes, et principalement à Copenhague, des défilés et des réunions de plein air ont marqué le huitième anniversaire de « *cette catastrophe* » que représente à leurs yeux le référendum positif de 1972. Les orateurs, dont quatre *députés du Parlement européen*, ont réclamé qu'une commission d'experts soit nommée pour faire « *honnêtement* » le bilan des profits et pertes de ces huit années d'appartenance à la C.E.E. — (*Corresp.*)

El Salvador

● FUSILLADE DANS LA CAPITALE. — Quatorze personnes au moins ont été tuées lors d'une fusillade qui a opposé pendant quatre heures le vendredi 3 octobre un groupe *de guérilleros* non identifiés à l'armée et à la garde nationale dans la capitale salvadorienne. — (*A.F.P.*)

Espagne

● ATTENTAT AU PAYS BASQUE. — Deux inspecteurs de police et leur chauffeur ont été tués le vendredi 3 octobre dans un attentat perpétré à Durango, ville située à une trentaine de kilomètres à l'est de Bilbao. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les soupçons pèsent sur l'organisation terroriste basque ETA. Cet attentat porte à cent un, dont quarante-trois militaires et policiers, le nombre des victimes du terrorisme en Espagne depuis le début de 1980. Cette dernière semaine, il y a eu six morts, dans quatre attentats, au Pays basque. Cette recrudescence du terrorisme coïncide avec le séjour à Madrid de M. Carlos Garaicoechea, président du gouvernement *autonome* de cette région. — (*A.F.P.*)

Italie

● SEPT JEUNES ROUMAINS ONT DEMANDE L'ASILE POLITIQUE après avoir franchi clandestinement, vendredi 3 octobre, la frontière entre la Yougoslavie et l'Italie. Depuis juin dernier, la police de Gorizia a enregistré soixante-dix demandes de ressortissants de pays de l'Est qui ont profité de vacances pour gagner l'Italie. — (*Reuter.*)

Norvège

● TROIS NOUVEAUX MINISTRES ont été nommés vendredi 3 octobre par M. Nordli, chef du gouvernement norvégien (nos dernières éditions du 4 octobre). Ce sont M. Arvid Johanson, pour les questions pétrolières et énergétiques, M. Oddvar Berrefjord à la justice, et Mme Harriet Andreassen au travail et aux affaires communales. M. Johanson, âgé de cinquante et un ans, a été membre du Parlement depuis plus de vingt ans; en 1979, il a été président de la commission des affaires étrangères du Parlement. De 1976 à 1979, il avait présidé celle de l'industrie. M. Berrefjord, jusque-là préfet du Telemark et magistrat de formation, avait été ministre de la justice de 1971 à 1972. Mme Andreassen, secrétaire de la fédération L.O., sera la troisième syndicaliste au gouvernement. — (*A.F.P.*)

● PROCHAINES NEGOCIATIONS SUR LE STOCKAGE DU MATERIEL MILITAIRE LOURD. — Des représentants militaires norvégiens, américains et des forces de l'OTAN entameront mercredi 8 octobre des négociations sur le stockage de matériel militaire américain lourd dans le centre de la Norvège, le département d'Etat ayant accepté que le lieu de stockage soit situé au centre et non au nord du pays. Il est question d'un tel stockage depuis 1977 afin d'équiper une brigade de « marines » américains (soit environ dix mille hommes) qui, en cas de conflit, serait envoyée en renfort pour y *défendre le « flanc nord »* de l'OTAN.

Tchécoslovaquie

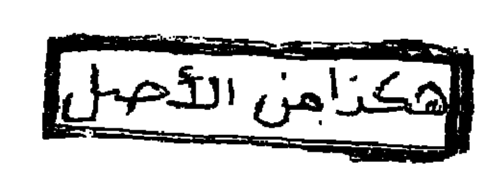
● MISE EN GARDE A UN DISSIDENT. — Les autorités *tchécoslovaques* ont mis en garde M. Jiri Hajek, qui fut ministre des affaires étrangères pendant le « printemps de Prague » et qui a été porte-parole de la Charte 77, contre tout contact avec des journalistes occidentaux, sous peine *d'inculpation*. L'intéressé aurait rétorqué que la réputation de la République serait atteinte par un éventuel procès contre lui et non par ses entretiens avec des journalistes étrangers. D'autre part, un porte-parole de la Charte, M. Rudolf Battek, arrêté le 14 juin dernier, souffre d'asthme. Son transfert à l'hôpital, demandé par sa femme, a été refusé, car il doit d'abord, selon les autorités, être soumis à un examen psychiatrique. — (*A.P.*).

Union soviétique

● LES CONSEQUENCES DE L'EMBARGO AMERICAIN SUR LES CEREALES. — L'embargo partiel appliqué par le président Carter, en janvier, sur les exportations céréalières vers l'U.R.S.S. en représailles contre l'intervention soviétique en Afghanistan interdisait à Moscou des achats en dehors des volumes prévus dans l'accord de cinq ans qui expire *l'an prochain. Or, compte tenu* de nouvelles commandes de 300 000 tonnes de blé et de 450 000 tonnes de maïs annoncées vendredi 3 octobre, l'U.R.S.S. a acheté 7,5 millions de tonnes de céréales au titre de l'année 1980 - 1981, qui se termine le 31 mai prochain. L'accord quinquennal l'autorise à acheter jusqu'à 8 millions de tonnes de blé et de maïs par an. — (*A.F.P.*).

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez





هكذا من الأصل

EUROPE

Pologne

APRÈS LE SUCCÈS DE LA GRÈVE D'AVERTISSEMENT

Le comité central du parti ouvrier unifié siège à Varsovie

Après la grève d'avertissement d'une heure organisée vendredi 3 octobre par les syndicats indépendants Solidarité, grève réussie et maîtrisée, la Pologne vit dans l'attente des résultats du plénum du parti, qui débute ce samedi, et dans les rumeurs incontrôlables sur les changements dans le personnel dirigeant. Elles ont été alimentées par un article de « Polityka » qui parle ouvertement de conflits au sein du parti entre les adversaires des accords de Gdansk sur les syndicats libres et ceux qui les ont signés et veulent les respecter.

Varsovie *(A.F.P., U.P.I.)*. — Le plénum du comité central du parti ouvrier unifié devait s'ouvrir ce samedi dans la capitale polonaise par un rapport du bureau politique sur *« la situation politique dans le pays et les tâches actuelles du parti »*. Cette session examinera aussi des *« problèmes d'organisation »*, c'est-à-dire des changements de personnes.

Un conflit au sein des instances dirigeantes du parti, en ce qui concerne l'attitude à adopter face aux grèves et au nouveau mouvement syndical indépendant, a été évoquée pour la première fois dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Polityka*, organe du comité central.

Dans un commentaire consacré au mot d'ordre de grève d'avertissement lancé par le syndicat Solidarité de M. Lech Walesa, le journal a mis en garde les nouveaux dirigeants syndicaux contre le risque que leur action renforce, parmi l'équipe au pouvoir, la tendance qui *« depuis le départ était hostile aux accords* (conclus avec les comités de grève à Gdansk, à Szczecin et à Jastrzebie) *et les considère comme une erreur »*.

Polityka reconnaît à Solidarité de *« bonnes raisons »* de manifester son *« impatience »*, mais souligne que, ce faisant, le nouveau syndicat *« renforce les arguments »* de ceux pour qui *« tout élargissement de la base du pouvoir conduit à l'anarchie »*, et *« affaiblit la position des dirigeants actuels au sein du parti et du gouvernement, qui ont signé les accords »* et qui entendent qu'ils soient respectés. A ce sujet, le journal fait une référence sans précédent dans la presse polonaise aux événements de 1956 qui amenèrent le retour au pouvoir de Wladyslaw Gomulka, pour se demander si *« une fois encore »* la Pologne, par *« excès d'appétit »*, laissera échapper la *« chance »* qui passe à sa portée.

Une grève réussie et maîtrisée

La grève d'une heure décrétée par le syndicat Solidarité a été pratiquement suivie à cent pour cent dans la région de Gdansk, Gdynia et Sopot, fief de la revendication ouvrière polonaise, et d'une façon plus pondérée à Varsovie. M. Lech Walesa est satisfait : *« Nous avons montré que nous existons et que nous ne nous laissons pas faire. Revenons au travail et rattrapons ce qui a été perdu »*, a-t-il dit. Il a précisé qu'il avait dû intervenir à Poznan pour arrêter un mouvement qui menaçait de durer toute la journée, *« tant il y a de retards dans cette région dans la satisfaction des revendications »*.

M. Walesa a annoncé qu'il était prêt à reprendre les pourparlers avec le gouvernement, notamment avec MM. Mieczyslaw Jagielski, le vice-premier ministre, Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire de la Voïvodie de Gdansk, et le voïvode (préfet) de cette région. *« Avec ces gens-là*, dit-il, *il y a encore des possibilités d'entente. »*

La radio et la *télévision* ont consacré de longues séquences à la grève, en soulignant qu'elle se traduirait par une perte économique pour toute la Pologne, mais sans prendre à partie les grévistes. Au contraire, les correspondants en province ont souligné que tout avait été mis en œuvre par les nouveaux responsables syndicaux pour que le mouvement se déroule dans le calme et la discipline, et que les services essentiels étaient maintenus.

Dans le centre de Varsovie, on a vu apparaître des drapeaux polonais sur quelques dizaines de façades d'établissements en grève, l'Ecole polytechnique et la Caisse d'épargne « P.K.O. » notamment. Les autobus et les taxis se sont mis à l'arrêt pour une heure. En revanche, les tramways, conformément aux directives de Solidarité, ont circulé normalement pour ne pas créer d'embouteillages.

Dans les deux plus grandes usines, « F.S.O.-Zeran » (automobiles) et « Ursus » (tracteurs), désignées, entre autres, pour suivre le mouvement, les consignes données par les organisateurs ont été respectées à la lettre : seuls quelques ateliers ont cessé de tourner afin d'atténuer les pertes à la production. De nombreux autres établissements, dont « Kasprzak » (mécanique), « Swierczewski » (machines-outils) et « Huta Warszawa » (aciéries), ont exprimé leur solidarité en décorant leurs bâtiments aux couleurs nationales blanc et rouge, et de très nombreux travailleurs ont arboré des brassards distinctifs pour bien marquer leur approbation.

La télévision a précisé que la grève a été particulièrement suivie dans les régions industrielles de Gdansk, Elblag et Slupsk (sur le littoral de la Baltique), à Poznan et Wroclaw, dans l'Ouest et le Sud-Ouest, dans celles de Katowice et Cracovie, au Sud, et de Lodz, dans le centre.

On apprenait vendredi, d'autre part, que le personnel du tribunal de la voïvodie (préfecture) de Gdansk venait de créer son syndicat indépendant affilié à Solidarité. Lundi, le comité de coordination de Solidarité doit se réunir pour examiner les résultats de la grève et les changements à *apporter aux statuts du syndicat*, demandés par le juge du tribunal de Varsovie. Ce dernier demande la modification de dix points des statuts afin de permettre l'enregistrement légal du syndicat.

● *Les responsables politiques roumains devront déclarer tous leurs revenus et leurs biens.* — Les autorités roumaines ont annoncé vendredi 3 octobre la mise en chantier de nouvelles lois qui obligeront les fonctionnaires et les responsables du parti communiste à déclarer tous leurs revenus et tous leurs biens. Selon *Scinteia*, organe du parti, il sera interdit aux responsables politiques d'acheter des maisons pendant la durée de leurs fonctions. — *(Reuter.)*

Turquie

Un coup d'arrêt à la vague islamique ?

(Suite de la première page.)

Il est excessif de dire, comme on l'a entendu ici et là, que Sainte-Sophie a été rendue à l'islam. Mais il est incontestable que des services religieux musulmans *y sont désormais célébrés* dans une dépendance de l'édifice.

Cette concession a été discrètement faite il y a quelques mois par le premier ministre conservateur, M. Demirel (déposé depuis lors par l'armée turque) afin, croit-on, d'assurer le soutien de M. Erbakan, leader du Parti du salut national (*islamique fondamentaliste*), à son gouvernement minoritaire.

Navrante pour la chrétienté orthodoxe, la mesure apparaît surtout hautement révélatrice de la mentalité qui, au moins jusqu'au coup d'Etat militaire du 12 septembre, prévalait face à l'islam dans les milieux dirigeants nationaux : tout en se gaussant *de l'hypothèse que* la « vague islamique » déferlant sur l'Iran voisin puisse recouvrir à son tour la Turquie, les leaders politiques d'Ankara ont fait la part du feu.

Certes, la responsabilité des uns et des autres est inégale en cette affaire, même si nul ne néglige les virtualités anticommunistes que recèle l'islam. Si, par exemple, M. Ecevit, successeur d'Atatürk et d'Ismet Inonu à la tête du Parti républicain du peuple (social-démocrate), s'était cru obligé, ces derniers temps, de ponctuer de plus en plus fréquemment ses discours de références à Dieu et à la religion, le P.R.P. demeurait, jusqu'à plus ample informé, le pilier politique, en Turquie, du laïcisme — donnée centrale de l'Etat moderne pour Mustafa Kemal.

Les conservateurs en revanche ont toujours été enclins à multiplier les concessions en ce domaine, moins peut-être par cléricalisme profond que par opportunisme. Une partie importante *de la clientèle du Parti de la* justice se recrute en effet dans les campagnes, où le poids de l'islam est demeuré le plus fort.

Concessions

La réouverture au *culte musulman* d'une partie de Sainte-Sophie est sans doute un geste essentiellement symbolique. Les conservateurs ont, depuis trente ans, au fil de leurs gouvernements successifs, laissé péricliter, en ce domaine de la laïcité au moins, le legs kémaliste : feu vert donné aux associations pour la construction de mosquées, rétablissement de l'*ezan* (appel public à la prière) en arabe, introduction à la radio de la récitation du Coran, extension au niveau secondaire des cours d'instruction religieuse qui avaient été rétablis dans le primaire par le P.R.P., et pour lesquels l'écriture arabe vient d'être réautorisée. Ensemble, ces mesures témoignent du lent « grignotage » d'un état d'esprit : celui d'Atatürk, pour qui la religion *était l'ennemie de « la civilisation et de la science »* ; l'islam, symbole d'*« obscurantisme »*, *« un cadavre putréfié qui empoisonne nos vies »*, et le clergé, un ramassis de *« fainéants suçant la moelle du peuple »* et *« sapant à sa base l'énergie de la nation »* (1).

Toutes ces concessions à l'islam ont porté leurs fruits. On a vu, ces dernières années, la Turquie se hérisser de minarets : *les écoles de religion — rouvertes* en 1951 afin de former des imams plus réceptifs aux idées républicaines — se sont multipliées et leurs élèves se comptent par dizaines de milliers. La Turquie est un des pays qui envoient le plus de pèlerins à La Mecque.

Mais tous ces faits, après tout, peuvent être considérés comme les manifestations de portée exclusivement *spirituelle d'une* religiosité populaire trop longtemps bridée par le pouvoir temporel. D'autres éléments témoignent en revanche d'une volonté délibérée d'exploitation politique du sentiment islamique en Turquie.

La vigueur des confréries est l'un des signes d'une poussée des zélateurs de la *cheria* — Etat fondé sur *la loi islamique*. Réunion des disciplines d'un saint *(veli)* décédé il y a parfois plusieurs siècles et parfois quelques années seulement, dirigées par un *cheikh* révéré, les confréries rassembleraient aujourd'hui, *selon certains auteurs* (2) plus d'un quart de la population : douze millions de Turcs. Constitués en principe à des fins spirituelles ou charitables, ces « tiers ordres » ne s'interdisent pas, tant s'en faut, des embardées dans les domaines politique, économique et social. Les plus actifs sont ceux des Mevlevis (disciples de Mevlana, fondateur, au XIIIe siècle, de l'ordre des derviches tourneurs), les Bektashis (jadis influents auprès des janissaires des sultans), des Tidjanis (également très implantés en Afrique noire), des disciples de Saïd-i-Nurci (Nurculuk), des Nakçibendis (fondamentalistes) et des Suleimancis (souvent considérés comme fanatiques).

Les données précises sur les *confréries sont* difficiles à rassembler car le sujet est quasiment tabou en Turquie. Les enquêtes faites auprès des travailleurs immigrés permettent, à tout le moins, d'entrevoir l'ampleur du problème. La seule confrérie des Suleimancis est ainsi organisée dans deux cent onze villes d'Allemagne fédérale (3) avec son centre à Cologne.

Les *murid* (disciples de ces organisations religieuses) ne se *contentent* pas, en *effet*, de prier pour l'avènement de la *cheria*. Ils entretiennent aussi des relations suivies avec des hommes politiques. Le Parti de la justice, le Parti du salut national et, à un moindre degré, le Parti du mouvement national (extrême droite) se partagent les faveurs des confréries.

Au niveau *local*, *notamment* dans les campagnes de l'est du pays, le schéma est quasiment *immuable* : l'*aga* (propriétaire foncier) et le *cheikh* se concertent sur le choix du député. De tels conciliabules peuvent « peser » jusqu'à trente mille voix !

Le « vote utile » des confréries c'est évidemment le Parti de la justice, la grande formation conservatrice. Mais beaucoup de zélateurs sont tentés par le Parti du salut *national*, qui, *bien que* la Constitution le prohibe, défend ouvertement les thèmes de la *cheria*.

Pourtant, le P.S.N. est une formation plus complexe qu'il n'y *paraîtrait de prime abord* à l'Occidental. Les « barbichus » — comme l'on désigne volontiers, à *gauche*, les *éléments cléricaux* — n'en sont pas, et de loin, la seule composante. Des ingénieurs, des *médecins*, des avocats, des hommes d'affaires, des commerçants y sont également influents. Le *P.S.N. s'inscrit en effet dans la* lignée séculaire des mouvements islamiques dit *« réformistes »*.

M. Erbakan, président du P.S.N., n'est pas seulement le défenseur de la mosquée ; il est *aussi celui de l'usine. Auteur d'un* ouvrage intitulé *l'Islam et la science*, il assure que tout est dans le Coran, jusqu'à la prédiction de la conquête de l'espace ! Opposé, en matière économique, au capital étranger et à la mainmise des banques, il est partisan de la petite et moyenne entreprise nationale. Même s'ils coexistent *parfois malaisément* au sein du parti, « technocrates » et « religieux » additionnent leurs attraits *respectifs au point d'attirer près* de 10 % des électeurs. Le P.S.N. a fait partie de plusieurs coalitions ministérielles, de droite et de gauche. Dans la dernière législature, ses vingt-deux députés étaient en position de faire et défaire les gouvernements. Le Parti du salut national penchait-il pour la Libye, comme le *croient les uns ? Ou pour l'Arabie* Saoudite, comme l'assurent les autres ? A vrai dire, cela dépendait — *M. Erbakan étant un* personnage dont l'intelligence et la foi n'ont d'égales que la versatilité et la démagogie !

Les militaires, aujourd'hui maîtres du pays, ont donné l'impression que l'agitation du P.S.N. — qui commençait, lui aussi, à avoir ses commandos armés, les *akinci* (éclaireurs) — était l'une des principales justifications de leur récent coup d'Etat.

Au total, la Turquie peut-elle être soulevée par la vague islamique fondamentaliste ? L'élite moderniste occidentalisée le refuse *de toutes ses forces*. Pour elle, la Turquie s'est engagée, il y a un peu plus d'un demi-siècle, sur un *chemin qui ne sera pas parcouru* en sens inverse : la laïcisation.

Abolissant en 1924 le califat *d'Istanbul, Mustafa Kemal* entendait non tant séparer la religion de l'Etat que subordonner celle-là à celui-ci. La laïcisation des institutions de l'enseignement et de la législation, la dissolution des confréries et la nationalisation des biens religieux se sont en effet accompagnées d'une stricte mise en tutelle du temporel par le spirituel. C'est, en effet, un directeur des affaires religieuses dépendant du ministre d'Etat qui nomme et révoque tout le personnel du culte sunnite dominant. *L'édition du Coran et des* « catéchismes » est contrôlée.

Des circulaires officielles viennent *parfois interpréter les* principes de la religion (4). Ce sont enfin des écoles d'Etat qui forment la *majorités des imams* (lesquels sont rémunérés comme des fonctionnaires). A ces arguments-massues nos interlocuteurs turcs en ajoutent un autre. En Iran, rappellent-ils, l'islam chiite est dirigé par un véritable clergé, ossature d'un pouvoir fondamentalement spirituel, mais dont les aspirations à guider le temporel *ont été démontrées par l'histoire* récente. Rien de tel en Turquie, où les sunnites dominants chercheraient vainement une figure de proue qui, à l'instar de l'ayatollah Khomeiny — au demeurant bien « démonétisé » aujourd'hui !, — pourrait prétendre incarner et diriger la communauté des croyants. Quant aux chiites turcs, *ici dénommés « alévites »*, ils forment, certes, une communauté nombreuse (sept à huit *millions de fidèles*) et *active*. Mais ces minoritaires comptent parmi les plus fermes partisans de la république laïque, certainement plus portés à se défendre contre les débordements de la secte majoritaire que ne le ferait un Etat fondé sur la loi coranique sunnite.

Les forces armées turques sont aujourd'hui considérées comme le plus solide rempart contre le *« troisième extrémisme »*, ainsi que l'on dénomme parfois le fondamentalisme musulman. Le risque n'existe-t-il pas pourtant que, dans *son volontarisme laïc*, la *« nation en armes »* ne perçoive pas un mouvement qui mûrit dans les profondeurs ?

Les militaires sont, en tout cas, bien décidés à prendre en compte certaines réalités. Le premier acte diplomatique du Conseil national de sécurité, après le 12 septembre, n'a-t-il pas été l'envoi d'un représentant de la Turquie à la conférence islamique de Fès ?...

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Cité par Benoît-Méchin dans *Mustafa Kemal ou la mort d'un empire*.

(2) Claude Reuglet, dans *40 millions de Turcs ou la démocratie sauvage*. Editions Elsevier-Sequoia. Epuisé.

(3) Il y a aujourd'hui encore plus d'un million d'émigrés turcs en Allemagne fédérale.

(4) *Cf.* la *revue trimestrielle Pouvoirs*, n° 12 : « Les régimes islamiques », au P.U.F.

AFRIQUE

LA VISITE DU PRÉSIDENT SHAGARI A WASHINGTON

Le Nigéria est devenu le principal partenaire africain des États-Unis

De notre envoyé spécial

Lagos. — En quelques années, le Nigéria est devenu l'interlocuteur favori des Etats-Unis en Afrique, et l'un des plus écoutés du tiers-monde. La visite de M. Shehu Shagari à Washington — en marge de sa participation aux débats de l'ONU — permettra *l'approfondissement de ce dialogue* privilégié.

La réconciliation entre Washington et Lagos remonte à octobre *1977*. En recevant, à l'époque le général Obasanjo — premier chef d'Etat nigérian à visiter officiellement les Etats-Unis, — le président Carter avait salué en lui *« un conseiller »* et un *« camarade baptiste »*. Ces *cajoleries dissipèrent* les anciens malentendus, notamment le soutien apporté naguère par l'opinion américaine à la sécession biafraise.

Au cours des derniers mois, plusieurs personnalités américaines de marque se sont succédé à Lagos dont le vice-président Walter Mondale. Pendant cette dernière visite, les deux gouvernements ont conclu une série d'accords économiques.

La nouvelle idylle américano-nigériane repose sur de solides *intérêts mutuels*. Les *« liens pétroliers »* entre les deux pays se sont resserrés au fil des ans. Chaque jour, le Nigéria expédie vers les Etats-Unis 1 million de barils de brut, soit près de la moitié de sa production totale, *ce qui* représente 17 % des importations pétrolières américaines. En ce domaine, le Nigéria est — après l'Arabie Saoudite — le deuxième fournisseur des Etats-Unis. C'est aussi leur premier partenaire commercial en Afrique. La *vente* du brut contribue pour plus de 90 % au volume de ces échanges fortement défavorables à Washington.

Les Etats-Unis s'emploient à réduire leur déficit commercial, le plus important enregistré par eux dans leurs *relations* avec le monde extérieur (environ 11 milliards de dollars cette année). Sans grand succès jusqu'à présent. L'industrie américaine a peu pénétré l'immense *marché* nigérian.

Les matières premières nigérianes ne sont pas toujours compétitives sur le marché américain. Un exemple : le Nigéria possèdera en 1985 à Bonny près *de Port-Harcourt*, la plus importante usine de liquéfaction de gaz naturel du monde. Quatre compagnies américaines avaient accepté en novembre dernier d'acheter au Nigéria la moitié de sa production. Elles viennent de faire machine en arrière devant la en hausse des tarifs nigérians, en affirmant qu'elles obtiendraient du gaz à meilleur compte au Canada et dans le golfe du Mexique.

La Maison Blanche a accueilli avec satisfaction l'arrivée au *pouvoir* à *Lagos* de M. Shehu Shagari, dirigeant aux idées conservatrices et adepte fervent du libéralisme économique. Washington attache naturellement du prix à l'appartenance au camp occidental de la première puissance d'Afrique noire. Même si les Etats-Unis n'en sont pas pour autant privilégiés. Certes, ils ont équipé l'aviation nigériane en appareils cargos C-130 et sont en passe d'accroître leur assistance technique à la marine, mais ils ne sont en ce domaine qu'un des *fournisseurs* du Nigéria parmi dix autres. Plus de vingt mille étudiants fréquentent les universités américaines. Les services consulaires américains à Lagos délivrent quotidiennement quelque quatre cents visas.

La principale divergence politique entre les deux pays porte sur l'avenir de l'Afrique australe. M. Shagari *s'est* solennellement engagé à tout faire pour que la Namibie soit indépendante en 1981. Il reproche aux Etats-Unis leur manque de fermeté envers Pretoria. La presse nigériane se plaît à évoquer la « complicité » de Washington *« envers les apôtres de l'apartheid »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Portugal

Sept millions de citoyens élisent 250 députés

Environ sept millions de Portugais se rendent aux urnes le dimanche 5 octobre pour élire deux cent cinquante députés. Dans *la Chambre sortante*, élue il y a moins d'un an, la coalition de centre droit, Alliance démocratique, avait une majorité de six sièges. La gauche se présente désunie au scrutin : un front *socialiste, un front communiste, et six groupes d'extrême gauche* participent à la compétition. L'Assemblée aura pouvoir de réviser la Constitution du 25 avril 1976, dont l'inspiration socialisante est aujourd'hui vivement remise en cause par les éléments conservateurs de la société portugaise. Notre confrère de « la Croix », Christian Rudel, a rappelé, dans un récent ouvrage, « la Liberté couleur d'œillet », les prémices et les épisodes de cette « révolution d'avril » dont l'élection du 5 octobre et la désignation, en décembre prochain, du nouveau président de la République cloront une étape.

Un livre de Christian Rudel

« La Liberté, couleur d'œillet »

En octobre 1910, la monarchie portugaise tombe avec une facilité dérisoire sous les coups de républicains presque étonnés d'une victoire aussi aisée. En mai 1926, l'armée intervient à Braga *d'abord, ce bastion traditionnel du* conservatisme et du nord « chrétien » opposé au sud « anarchiste », puis à Lisbonne, mais les centurions avancent *sans rencontrer* de résistance. C'est en souplesse encore qu'un jeune professeur d'université, le docteur Salazar, appelé aux finances par les militaires, va instaurer une dictature, paternaliste, cruelle et immobile, *qui a duré un demi-siècle*.

En avril 1974, la dictature mal replâtrée par le docteur Caetano, ne s'écroule pas vraiment. *Elle se* dilue, elle s'évanouit, alors que les jeunes officiers du mouvement d'avril ont mis des œillets aux fusils des soldats et rêvent d'un Portugal fraternel, progressiste et ami de ses colonisés d'hier. Mais il a fallu treize longues années d'une « sale guerre » coloniale pour que l'édifice vermoulu de *l'autoritarisme s'effondre en métropole*.

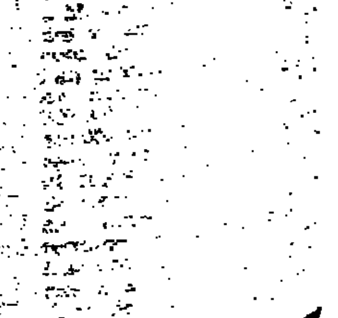
Le mérite de Christian Rudel, grand reporter à *la Croix*, et fin connaisseur de la réalité portugaise, est de bien situer la révolution d'avril 1974 dans son contexte historique, économique, social et humain. Dans une *langue simple et un style vivant*, cette histoire du vingtième siècle portugais est aussi une réflexion sur la singularité du pays.

Une histoire qui est le reflet d'un peuple séduisant, introverti, romantique, bien plus tourné vers les brumes de l'Atlantique que vers l'aridité des hauts plateaux de la meseta ibérique, ennemi de la violence, prudent, pragmatique et lent à se résoudre aux excès communs chez les autres. Petit pays qui avait bâti le plus ancien empire colonial du monde, qui aura réussi, malgré quelques bavures, une décolonisation difficile et qui *cherche*, six ans après la « liberté couleur d'œillet », une issue vers l'Europe et une nouvelle forme de société.

MARCEL NIEDERGANG.

(*) *La Liberté, couleur d'œillet*, de Christian Rudel. Editions Fayard, 338 pages. Environ 47 F.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières
Vous y trouverez peut-être
L'APPARTEMENT
que vous recherchez



LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Bagdad achemine de nouveaux renforts vers le « triangle pétrolier »

Au douzième jour du conflit, l'Iran et l'Irak paraissaient s'être installés, vendredi 3 octobre, dans une longue guerre d'usure, tandis que les perspectives de négociation semblent plus éloignées que jamais. L'Irak a acheminé samedi de nouveaux renforts sur le front sud alors que les combats pour s'assurer le contrôle des principales villes du Khouzistan iranien restent incertains.

Tandis que les forces irakiennes se heurtent à une vive résistance autour de Khorramchahr, un important convoi comptant environ soixante-dix camions, transportant des soldats, de l'eau, des munitions et des vivres a franchi un pont stratégique sur le Chatt-el-Arab, rapportent des témoins. C'est la deuxième fois en quarante-huit heures que d'importants renforts irakiens quittent *Bassorah pour le front.*

Bagdad a *été* bombardée ce samedi matin entre 6 h. 15 et *6 h.* 30 (heure locale : *3 h. 15* et 3 h. 30 GMT) pour la première fois depuis trois jours. L'aviation iranienne *a attaqué, semble-t-il,* plusieurs quartiers périphériques de la capitale. La D.C.A. a répliqué. *Il semble qu'au moins quatre* appareils iraniens aient participé à l'opération.

Selon l'Agence irakienne de presse, les forces armées de Bagdad ont repoussé vendredi plusieurs contre-offensives iraniennes dans la région sud du Chatt-el-Arab et ont maintenu leurs *positions sur toute* la longueur du front.

L'aviation iranienne a bombardé, selon *Bagdad*, des objectifs civils dans la région de Souleimaniyé (frontière nord-est), et notamment le chef-lieu de *Qalat*-Dazi, ainsi que la région d'Irbil (nord) et de Bassorah, concentrant ses *tirs sur* les *objectifs* civils au terminal pétrolier de Fao.

L'INA a également annoncé que l'aviation et l'artillerie irakiennes ont réussi à couler deux vedettes iraniennes et à détruire un grand nombre de positions de batteries sur le Chatt-el-Arab *ainsi* que trois *bases* de lancement de missiles dans la région d'Abadan.

Les combats de la journée de vendredi ont fait, selon Bagdad, 35 tués, 47 blessés et 2 prisonniers du côté iranien. Deux vedettes iraniennes, 4 hélicoptères et 3 bombardiers ont été abattus. Les Irakiens reconnaissent 17 tués, 48 blessés et 13 disparus ainsi que la destruction de 11 véhicules blindés, 4 chars et 1 canon à longue portée.

Quinze exécutions en Iran

● *EN IRAN*, 15 personnes accusées d'espionnage au profit de l'Irak et de trahison, ont été exécutées vendredi à Susanguerd (province du Khouzistan, au sud-ouest de l'Iran), indique samedi l'agence officielle irakienne Pars. La sentence a été rendue par l'ayatollah Sadegh Khalkali, juge du tribunal *révolutionnaire* islamique. Susanguerd, située à quelques kilomètres à l'est de la *frontière avec l'Irak, avait été* récemment occupée pendant vingt-quatre heures par les forces *irakiennes, selon des informations*

● AU CAIRE, le général David Jones, chef de l'état-major inter-armes de l'armée américaine, attendu vendredi 3 octobre dans la capitale égyptienne, évoquera avec les dirigeants égyptiens la question du renforcement de la coopération militaire entre les Etats-Unis et l'Egypte et les répercussions du conflit sur la sécurité de la région du Golfe.

Le général Jones inspectera la flotte américaine dans la mer d'Oman et se rendra ensuite en Israël avant de regagner Washington le 6 octobre.

D'autre part, l'escadrille de combat de l'U.S. Air Force qui participait, depuis le 10 juillet dernier, à des vols d'entraînement combinés égypto-américains, a quitté, vendredi matin, l'Egypte pour regagner les Etats-Unis. Cette escadrille était basée à l'aérodrome militaire de l'ouest du Caire et a effectué huit cent soixante-dix-sept vols d'entraînement conjoints. Le mois dernier, un F4, qui revenait d'une mission d'entraînement, s'était écrasé et ses deux pilotes américains avaient été tués.

● A TOULOUSE, M. Bennett, ambassadeur des Etats-Unis à l'OTAN, qui parlait vendredi au cours d'un colloque organisé par le Centre d'études et de recherche sur l'armée de l'université de cette ville, a mentionné, parmi les *« mesures prises à titre préventif dans la région du Golfe »*, les *« opérations menées en complémentarité dans la zone de l'océan Indien par les forces navales françaises, britanniques et américaines »*. L'ambassadeur, rapporte notre envoyé spécial Jacques Isnard, a mentionné la force d'intervention rapide mise sur pied actuellement par les Etats-Unis et *« d'autres initiatives qui risquent de s'imposer à l'avenir »*, ajoutant : *« Nous comptons sur la coopération de nos alliés, qui ne devra pas nous être accordée à la dernière minute, au moment où il pourrait être trop tard. »*

L'ambassadeur a rendu hommage aux *« efforts déployés, pour son compte, par la France, qui, proportionnellement à son budget national, a consacré à sa défense un pourcentage supérieur à celui de la plupart de ses alliés »*.

● A NEW-DELHI, l'Inde a qualifié de « dangereuse » la proposition faite par les Etats-Unis à ses alliés occidentaux de créer une force navale internationale destinée à intervenir dans le Golfe. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré qu'une telle mesure comporte le risque d'une escalade dans la région.

● *A JERUSALEM, le* premier ministre, M. Begin, a démenti vendredi les informations *« publiées dans certains organes de presse français »*, selon lesquelles les Phantom israéliens auraient *bombardé le centre de recherches* nucléaires de Tamuz (à 30 kilomètres de Bagdad).

Le premier ministre israélien estime, comme l'a souligné la radio israélienne, que *« le bombardement ne pouvait être le fait que des seuls Iraniens, qui possèdent des Phantom »*. Auparavant, M. Zibori, le vice-ministre israélien de la défense, avait attribué les rumeurs sur la participation des avions israéliens au raid de Tamuz à une *« calomnie antisémite »* (Nos dernières éditions du 4 octobre). — *(A.F.P., Reuter, A.P.).*

L'incertaine bataille pour le Khouzistan

Téhéran. — Khorramchahr brûle. Plusieurs incendies, visibles à une dizaine de kilomètres du port, éclairent le ciel dans la nuit de vendredi à samedi, selon des témoins oculaires. *Tandis que la ville était soumise*, vendredi, au double pilonnage de l'artillerie lourde et de l'aviation irakiennes, les fantassins de Bagdad tentaient de prendre le contrôle du bâtiment de la douane et des quais. Au moins l'un des cargos (de nationalité italienne), piégés par les tirs croisés provenant des deux rives du Chatt-el-Arab, a coulé. Son équipage a miraculeusement réussi à se *réfugier sur un navire grec, d'ailleurs* tout autant menacé.

Les combats au corps à corps, commencés vendredi, se poursuivent samedi matin, selon la radio de Téhéran, dans une ville hérissée de barricades. Les soldats irakiens se heurtent à la farouche résistance, *non seulement des parachutistes* iraniens largués la veille, mais aussi des *« gardiens de la révolution »*, des milices populaires constituées ces derniers jours par diverses formations, notamment de gauche et d'extrême gauche, aux mollahs dépêchés de diverses parties du pays, en *particulier par l'école théologique* Elmieh de Qom, pépinière du clergé radical. Les forces irrégulières, selon *un reportage filmé diffusé par la* télévision, sont munies de grenades à main et surtout de mortiers R.P.G. 7 de fabrication soviétique. Le Kurdistan mis à part, c'est la première fois que l'on signale officiellement la présence en Iran d'un armement venant des pays de l'Est. Ville à *majorité arabophone, Khorramchahr*, qui est un important centre ouvrier, était, avec Abadan, l'un des bastions des partis marxistes.

Les communiqués diffusés par les *états-majors généraux des deux pays* au sujet de Khorramchahr ne sont pas nécessairement contradictoires. En effet, Radio-Téhéran a laissé entendre, samedi matin, que le port a plusieurs fois changé de main au cours de la journée de vendredi. Rejetées sur l'autre rive du Chatt-*el-Arab, les forces irakiennes ne* cessent de revenir à la charge. Les victimes militaires et civiles sont « innombrables », selon Radio-Téhéran.

De notre envoyé spécial

Khorramchahr est virtuellement coupé du reste du pays. On ne peut plus communiquer par téléphone avec le port. Le nœud ferroviaire, situé dans la ville, est paralysé par *les bombardements. La route qui* conduit à Ahwaz et, au-delà, à Téhéran, ainsi que celle que relie Khorramchahr à Abadan, sont *soumises* à un constant pilonnage par des canons situés sur la frontière irakienne, celle-ci étant distante de trois cents mètres à quelques kilomètres des cibles. Malgré cela, les témoins rapportent que des centaines de jeunes gens, à pied, à bicy*clette ou à vélomoteur, venant de* diverses agglomérations voisines, convergeaient vers Khorramchahr pour porter secours aux assiégés ; les *« gardiens de la révolution »*, postés aux accès des routes, les contraignaient parfois à rebrousser chemin tant le tir de l'armée irakienne était intense.

De violents bombardements

L'offensive irakienne paraît avoir comme objectif d'isoler l'ensemble de la province, riche en pétrole, du Khouzistan. A l'exception de Tabriz, dans l'extrême nord-ouest de la République, toutes les cibles de son aviation sont situées, vendredi, dans la partie méridionale du pays : Desfoul, Ahwaz, Khorramchahr, Masjed-*e-Soleiman et Bouchehr, port sur le* Golfe.

Sur terre, de sérieux combats se sont déroulés toute la journée de vendredi autour de Soussanguerd, *Boustan et Ahwaz, dans l'alignement* qui relie cette dernière ville (capitale du Khouzistan) à la frontière irakienne. L'assaut donné par les blindés de Bagdad dans ce secteur paraît être particulièrement dangereux, s'il se confirme que cent cinquante chars ont été mis hors de *combat près de Soussanguerd par* les forces iraniennes.

Un pas supplémentaire dans l'escalade militaire a été franchi vendredi par le bombardement de la ville — et non plus de la base — de Desfoul, qui commande l'accès de la route nationale reliant le Khouzistan à Téhéran. La base aérienne, en majeure partie souterraine, passe pour être la plus importante du pays et abrite, entre autres, des rampes de fusées sol-air. Trois Mig irakiens ont été abattus vendredi au-dessus de Desfoul, après qu'un bombarde*ment eut coûté la vie — selon* un communiqué officiel diffusé à Téhéran — à quinze civils et blessé soixante-quinze autres personnes. Le président Bani Sadr a dénoncé cette *« criminelle agression »* contre la population civile, avant d'assurer que l'Iran ne se livrera pas à des *représailles* et que son aviation continuera à viser des objectifs militaires exclusivement.

De longues colonnes de réfugiés quittent les zones de combats, *entassés* dans des camions avec leurs effets personnels, encombrant diverses routes secondaires conduisant *à Téhéran ou à Chiraz. « Des poltrons ! des fuyards ! »*, s'est exclamé l'ayatollah Khameni, lors de son sermon du vendredi prononcé à Téhéran. De retour du front, la veille, le dignitaire religieux, qui est également membre du conseil supérieur de la défense, a accusé ces *réfugiés d'être des « richards » indif*férents au sort de la patrie. Selon un voyageur qui vient de rentrer du Khouzistan, les camions sont loués pour l'équivalent de 25 000 F l'un ; les familles aisées y trouvent leur compte, tandis que les gens de condition modeste s'entassent par *dizaines dans un véhicule.*

L'ayatollah Khameni s'en est pris, tout comme l'imam Khomeiny il y a quelques jours, aux moudjahidin du peuple (musulmans progressistes) *et aux* fedayin (*marxistes-léninistes*) qui, selon lui, *« ont disparu de la circulation le jour où les irakiens ont tiré leurs premières balles »*. Les représentants de ces deux formations à Téhéran nous ont assuré que leurs militants se battent sur tous les fronts, en collaboration avec les *« gardiens de la révolution »*, parfois malgré la volonté des autorités dans certaines localités. De toute évidence, le patriotisme ne l'a pas encore emporté partout sur l'esprit partisan.

ÉRIC ROULEAU.

AMÉRIQUES

Argentine

Désigné pour succéder au général Videla

Le général Viola disposera de pouvoirs limités pour conduire l'ouverture politique

La junte militaire argentine a désigné, le vendredi 3 octobre, le général Roberto Viola, ancien commandant en chef de l'armée de terre, pour succéder, le 29 mars 1981, au général Jorge Videla à la tête de l'Etat. Agé de cinquante-six ans, le général Viola, qui est à la retraite depuis le début de cette année, exercera ses fonctions durant trois années.

Chef d'état-major de l'armée de *terre lors du coup d'*Etat du 24 mars 1976, qui renversa le gouvernement d'Isabel Peron, puis commandant de l'armée de terre à partir de 1978, le général Viola a été le plus proche conseiller politique du chef de la junte militaire. S'il s'est souvent qualifié de « modéré », c'est que, face aux officiers « ultras », qui souhaiteraient mettre définitivement hors jeu les partis et anéantir les syndicats, *il estime que le « processus de réorganisation nationale »* engagé par les forces armées ne peut être mené sans un dialogue, et même une *« convergence entre civils et militaires »* Mais, comme tous ses pairs, il a eu pour premier souci de combattre la guérilla et tous ceux qui, selon la junte, lui apportaient leur aide. De mars 1976 à la fin de 1977 cette lutte sans merci a fait un nombre *indéterminé de victimes ;* cinq mille six cents personnes au moins ont disparu, et mille deux cents *autres sont actuellement* détenues. Les méthodes de l'armée ont fait l'objet des plus vives critiques de la part d'organismes *internationaux et* d'organisations humanitaires.

Soucieux de « dialogue », le général Viola n'en est pas moins d'accord avec les objectifs du « *processus de réorganisation nationale » :* limitation du rôle des syndicats, création d'un puissant parti conservateur, et attribution à l'armée d'un rôle de « chien de garde » sur le futur pouvoir civil

La junte a tenu à *limiter* sérieusement ses prérogatives. En particulier, il *ne pourra pas interprété aussi* librement qu'il l'entendait les vagues *« bases politiques »* édictées en *décembre 1979 par les forces armées.* Le général Harguindeguy, ministre de l'intérieur, vient d'annoncer que ces lignes directrices seront précisées dans un proche avenir. La sensible limitation de la marge de manœuvre du *futur* président a été le prix qu'il a fallu payer aux éléments « ultras », et notamment à la marine, pour faire accepter sa désignation à l'unanimité.

Cela n'a pas été sans heurts, comme en témoigne le retard pris par la junte des commandants en chef à s'accorder sur le nom du général Viola. Les officiers considérés comme « durs » réclament, outre une limitation de l'ouverture politique, une révision de la ligne économique ultra-libérale du ministre Martinez de Hoz. Celle-ci, font-ils remarquer, a en partie *ruiné* l'industrie natio*nale, en raison de l'ouverture des* frontières aux importations, sans mettre fin à l'inflation, toujours supé*rieure à 130 %, ni stimuler la pro*duction et les exportations

Le général Viola sera le trente-septième chef de l'Etat argentin et le quatorzième militaire à assumer la magistrature suprême depuis Bartolomé Mitre, premier président élu de l'Argentine unifiée en 1862.

Bolivie

● LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES va engager des poursuites contre le ministre de l'intérieur bolivien, le colonel Luis Arce Gomez, et d'autres responsables gouvernementaux, accusés d'avoir dévalisé sous la menace les membres d'une mission d'enquête de la C.I.S.L. Cinq membres de la mission furent arrêtés et emmenés au ministère de l'intérieur. L'un d'eux fut torturé, tandis que les autres étaient menacés. Leurs objets personnels furent confisqués et ils furent forcés de signer des chèques pour une valeur de *28 900* dollars représentant le montant des fonds des syndicats européens à des fins d'assistance. *Le ministre* préleva personnellement sa part sur le produit du vol et les membres de la délégation furent ensuite expulsés de Bolivie.

Canada

Le projet de révision constitutionnelle de M. Trudeau provoque de vives réactions

De notre correspondant

Montréal. — Le projet de révision constitutionnelle annoncé, *jeudi 2 octobre par le premier* ministre canadien, M. Pierre-Elliott Trudeau, a provoqué une *levée* de boucliers dans l'ensemble du pays, et plus particulièrement au Québec. Dans un discours prononcé vendredi soir à Montréal, le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque, a estimé que le projet de M. Trudeau était *« à la fois injustifiable politiquement, insultant et pernicieux »*.

M. Lévesque a reproché au chef du gouvernement canadien de chercher à *« imposer un régime sournoisement unitaire »* et de s'ingérer dans des domaines de compétence exclusivement provinciale.

Pour le Québec, et pour plusieurs autres provinces qui ont adopté une certain nombre de lois visant à accorder la priorité à leurs résidents pour certaines *catégories d'emplois, le gouvernement* fédéral chercherait à accroître ses pouvoirs en matière économique à leur détriment. L'introduction d'un article sur le libre choix par les citoyens de la langue d'enseignement est plus inacceptable encore pour le gouvernement actuellement au pouvoir au Québec, qui s'est doté d'une législation très précise dans *ce domaine pour protéger la population* francophone d'une assimilation à la *majorité* anglophone du *continent* nord-américain. Il ne veut pas relâcher les contrôles sur l'accès à l'école anglaise, comme le demande M. Trudeau.

M. Lévesque a déclaré qu'il utiliserait *« tous les moyens disponibles pour faire échouer le projet de M. Trudeau »*. Comme il l'avait fait lors des négociations constitutionnelles de l'été, il a évoqué la possibilité de constituer un front commun avec les partis d'opposition représentés à l'Assemblée nationale du Québec. Le chef de l'opposition libérale, M. Claude Ryan, ne semble pas favorable à cette idée, il n'en a pas moins sévèrement condamné M. Trudeau, auquel il a reproché d'avoir *« mal interprété les résultats du référendum »*. M. Ryan, qui fut étroitement associé au chef du gouvernement canadien au *cours de la* campagne référendaire, n'hésite plus aujourd'hui à le menacer d'un recours devant les tribunaux *pour bloquer le* processus de révision constitutionnelle.

Après le chef du parti conservateur et ancien premier ministre du Canada, M. Joe Clark, qui a dénoncé avec véhémence *« cette décision arbitraire »*, plusieurs provinces ont adopté une position similaire. Le premier ministre de Terre-Neuve a parlé d'un *« acte illégal »* et celui du Manitoba considéré qu'il s'agit d'un *« affront à l'égard des provinces »*. Seul l'Ontario, dont les inté*rêts ont toujours* coïncidé avec la politique menée par le gouvernement fédéral, a apporté un soutien sans réserve à *M. Trudeau.* Les chefs des gouvernements provinciaux se réuniront d'« ici » deux semaines » pour décider de la marche à suivre. Un affrontement avec M. Trudeau n'est pas exclu, puisque les provinces disposent de deux recours : faire appel aux tribunaux ou intervenir auprès de Londres, qui, dépositaire de *l'Acte d'Amérique* du Nord, peut empêcher Ottawa d'agir sans consulter les provinces.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LE MONDE diplomatique

Numéro d'octobre

LA REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN

Une voie semée d'embûches

(Eric Rouleau)

●

Idéologie de la dictature militaire et droits de l'homme en Argentine

●

Le numéro : 8 francs

5, rue des Italiens - 75427 PARIS cedex 09

Publication mensuelle du Monde (En vente partout)

ASIE

La sécurité du Pakistan est de la plus haute importance pour les États-Unis

déclare le président Carter après un entretien avec le général Zia Ul Haq

Les difficiles relations entre Washington et Islamabad ont été au centre de l'entretien d'une heure, vendredi 3 octobre, à la Maison Blanche, entre le président Carter et le général Zia-Ul-Haq, chef de l'État pakistanais. A l'issue de cet entretien, le président Carter a déclaré que « l'indépendance, la sécurité et la liberté du Pakistan sont de la plus haute importance pour les Etats-Unis ». « Si le Pakistan est en danger, a-t-il ajouté, l'accord de défense signé en 1959 entre les deux pays est encore valable aujourd'hui. »

L'intervention soviétique en Afghanistan a poussé Washington à chercher à améliorer ses relations avec Islamabad. Le général Zia avait repoussé, en mars, une offre d'aide américaine de 400 millions de dollars, réclamant une somme nettement supérieure. Les Etats-Unis et le Pakistan, a encore déclaré le président Carter à l'issue de la rencontre entre les deux chefs d'Etat, demandent à l'U.R.S.S. de « retirer immédiatement ses troupes d'occupation » d'Afghanistan.

De notre envoyé spécial

Rawalpindi. — S'adressant à la presse étrangère avant son départ du Pakistan pour les Etats-Unis, le général Zia Ul Haq a confirmé son intention, d'une part, de réaménager son cabinet afin d'y inclure *« des personnalités bénéficiant, dans l'opinion publique, d'un certain soutien »*. D'autre part, de mettre en place un conseil fédéral qui tiendrait lieu de Parlement ou d'Assemblée nationale (*le Monde* du 3 octobre).

Tout *en précisant qu'il* n'envisage pas d'assigner, dans le texte même de la Constitution, un rôle spécial à l'armée et tout en affirmant qu'il essaiera de redonner le pouvoir aux civils, le général Zia a souligné ce qu'il a appelé *« une dure réalité »*. *« Au Pakistan, comme dans la plupart des pays en voie de développement, l'armée, que cela plaise ou non, continuera de jouer un rôle déterminant, que ce dernier soit ou non inscrit dans la Constitution. »*

Le tout était suivi d'un étonnant aveu : *« Au Pakistan, le chef d'état-major de l'armée* (chief of army staff) *jouira d'une grande autorité et pourra toujours faire, au moment requis, ce qu'il voudra* (do what he likes, at required times). *Voilà la réalité. Alors, pourquoi ne pas l'accepter ? »*

Tout en considérant que l'armée *ne doit* pas être politisée, le général Zia a longuement insisté sur le rôle qui est le sien : celui d'une *« gardienne du Pakistan »*, d'une *« championne de la liberté nationale »*. Et de noter que, dans ce pays, *« l'armée est la seule institution stable et que c'est elle, par conséquent, qui assure la stabilité de la nation tout entière »*. *« Cette caractéristique, l'armée,* a-t-il indiqué, *doit l'utiliser non comme une épée maintenue au-dessus du cou* (sic) *des futurs dirigeants civils du pays, mais comme un instrument destiné à renforcer l'autorité du pouvoir civil. »*

Comment voit-il son avenir ? *« Je dois faire mon travail, dans le laps de temps le plus court possible »*, répond-il. *« Il ne serait pas souhaitable que je me maintienne indéfiniment* (perpetuate my stay), *mais cela ne veut pas dire que je doive me retirer brutalement en disant : « Qu'ils aillent au diable »*, et en laissant les choses aller à vau l'eau. *« Cela serait de ma part anti-patriotique. »*

La volonté de Dieu

Ainsi est apparu le chef de l'Etat. Vêtu comme le plus humble des Pakistanais, il joue les sages et les modestes. D'où lui vient alors cette assurance, cette force tranquille, cette apparente sérénité ?

Une rumeur court Islamabad selon laquelle le général Zia serait le premier étonné de sa longévité à la tête du pays. Astucieux, quoi que certains en disent, il aurait trouvé une *réponse* à sa propre interrogation. *« Si je suis encore là, c'est que Dieu le veut. »*

Vraie ou fausse, la rumeur n'en éclaire pas moins la foi avec laquelle il s'attache, aujourd'hui, à mettre en place dans son pays un système économique conforme aux principes islamiques, et la foi avec laquelle il entend couler la démocratie dans le moule du Coran.

PATRICK FRANCÈS.

هكذا من الأصل

Le Monde

politique

La composition du gouvernement après le remaniement ministériel

Premier ministre	RAYMOND BARRE app. U.D.F.

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice..............	Alain PEYREFITTE, R.P.R.
Ministre de l'intérieur........	Christian BONNET, U.D.F.-P.R.
Ministre des affaires étrangères	Jean FRANÇOIS-PONCET, U.D.F.
Ministre de la défense.......	Joël LE THEULE, R.P.R. (2).
Ministre de la *coopération*...	Robert GALLEY, R.P.R.
Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine......	Monique PELLETIER, U.D.F.-P.R.
Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des réformes administr....	Jean-François DENIAU, U.D.F.-P.R. (4).
Ministre de l'économie.......	René MONORY, U.D.F.-C.D.S.
Ministre du budget..........	Maurice PAPON, R.P.R.
Ministre de l'environnement et du cadre de vie........	Michel d'ORNANO, U.D.F.-P.R.
Ministre de l'éducation......	Christian BEULLAC, maj. prés.
Ministre des universités......	Alice SAUNIER-SEITE, U.D.F.-P.R.
Ministre de la santé et de la sécurité *sociale*...........	Jacques BARROT, U.D.F.-C.D.S.
Ministre du travail et de la *participation*...............	Jean *MATTEOLI*, R.P.R.
Ministre de l'agriculture.....	Pierre MEHAIGNERIE, U.D.F.-C.D.S.
Ministre de l'industrie.......	André GIRAUD.
Ministre des transports......	Daniel HOEFFEL, U.D.F. (4).
Ministre du commerce extér.	Michel COINTAT, R.P.R. (1).
Ministre de la jeunesse, des sports et *des loisirs*........	*Jean-Pierre SOISSON, U.D.F.-P.R.*
Ministre de la culture et de la communication..........	Jean-Philippe LECAT, maj. prés.
Ministre du commerce et de l'artisanat	Maurice CHARBETIER, U.D.F.-P.R.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUTONOMES (*)

Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.....	Norbert SÉGARD, app. U.D.F.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Maurice PLANTIER, R.P.R.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

......	Jacques DOMINATI, U.D.F.-P.R.
Relations avec le Parlement..	Jacques LIMOUZY, R.P.R.
Recherche	Pierre AIGRAIN.
Industries agro-alimentaires.	Michel DEBATISSE, maj. prés.
Formation professionnelle....	Jacques LEGENDRE, R.P.R. (3).

SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS D'UN MINISTRE

Secrétaire d'Etat auprès du *ministre de la justice*......	Jean-Paul *MOUROT*, R.P.R.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale..........	Jean FARGE. Rémy MONTAGNE, U.D.F.-C.D.S. (1).
Secrétaire d'Etat auprès du *ministre* de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer)	Paul DIJOUD, U.D.F.-P.R.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre des *affaires* étrangères	Olivier STIRN, U.D.F.-rad. Pierre BERNARD-REYMOND, *U.D.F.-C.D.S.*
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation (travailleurs manuels et immigrés).....	Lionel STOLÉRU, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la particip. (emploi féminin).	Nicole PASQUIER, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environn. et du cadre *de vie (environn.)*	François DELMAS, U.D.F.-P.R.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture...	Jacques FOUCHIER, U.D.F.-*CNIP.*
Secrétaire d'Etat auprès du *ministre de* l'industrie (petite et moyenne industr.)	Jean-Pierre PROUTEAU, U.D.F.-rad.

(1) Nouveaux membres du gouvernement.

(2) *Membres du précédent* gouvernement qui changent d'attributions.

(3) Membres du précédent gouvernement qui changent de titre.

(4) Membres du précédent gouvernement qui changent de titre et d'attributions.

(*) Les secrétaires d'Etat « autonomes », créés lors de la constitution du gouvernement *de M. Chirac*, le 8 juin 1974, disposent d'un budget et d'une administration propres : ils ne dépendent pas de ministres, mais n'assistent pas, en principe, au conseil des ministres.

Le baromètre « Figaro-SOFRES »

MM. GISCARD D'ESTAING ET MITTERRAND EN BAISSE

Le *Figaro-Magazine* publie le sondage mensuel de la SOFRES sur la cote des personnalités politiques. L'enquête a été faite du 19 au 25 septembre auprès d'un millier de personnes.

51 % d'entre elles, contre 54 % le mois précédent, déclarent avoir confiance en l'action du président de la République. 43 %, au lieu de 41 %, n'ont pas confiance. M. Barre passe, d'un mois à *l'autre*, de 34 à 35 % de personnes qui lui accordent leur confiance.

Dans la majorité, Mme Simone Veil est toujours en tête, avec 42 %, du palmarès. M. Chirac à *33 % (au lieu de 35 %)*, Mme Pelletier, 32 % et MM. Chaban-Delmas et Debré 27 % (au lieu de 25 %). Dans l'opposition, M. Rocard se maintient à 48%, M. Mitterrand obtient 31 % (au lieu de 33 %) et M. Marchais *19 % (au lieu de 21 %).*

Questions orales à l'Assemblée nationale

Vendredi 3 octobre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants ont été notamment abordés :

● La conférence de Madrid.

Répondant à une question de M. BEAUMONT (N.I., Val-de-Marne) qui, insistant sur la nécessité de réaffirmer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se demande s'il ne serait pas plus conforme *« à notre fidélité traditionnelle à ce principe de ne pas aller à Madrid »*, M. Pierre Bernard-Rémond, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, déclare notamment : *« Si le gouvernement attache une grande importance à ce qu'on investisse une conférence du désarmement d'un mandat précis pour décider de mesures significatives, contraignantes et applicables à l'ensemble du territoire européen, il entend aussi voir aboutir des propositions substantielles en matière de coopération économique et dans le domaine des relations entre les personnes. Il est clair*, ajoute-t-il, *que les événements d'Afghanistan pèseront lourd sur le climat de la réunion. Aussi la France aborde-t-elle la conférence de Madrid sans optimisme excessif mais sans pour autant sombrer dans un pessimisme systématique. Elle entend que la rencontre fournisse l'occasion de dresser sans complaisance le bilan de l'application des principes relatifs au respect des droits de l'homme ainsi que des dispositions de l'Acte final d'Helsinki. Elle souhaite que les travaux débouchent sur des résultats tangibles et elle ne se contentera pas de faux-semblants : la détente est non pas une commodité de vocabulaire, mais une discipline à observer.* »

● Manufrance.

M. VIAL-MASSAT (P.C., Loire) estime que quelle que soit la solution retenue, l'intervention du gouvernement reste indispensable pour sauver l'entreprise Manufrance. Il ajoute : *« Débloquerez-vous rapidement les 15 millions promis au mois d'août par le ministre de l'économie ? »* M. MONORY, ministre de l'industrie, déclare : *« Ceux qui ont conduit l'entreprise Manufrance au point où elle en est devraient bien faire leur examen de conscience. Le gouvernement, quant à lui, ne se moquera ni du personnel de l'entreprise ni du contribuable : il n'acceptera pas de laisser croire au personnel que des solutions existent s'il n'y en a pas, il ne demandera pas au contribuable de boucher les trous d'une entreprise que ses responsables sont incapables de faire fonctionner.* » M. Monory précise que l'entreprise perd actuellement plus de 10 millions par mois et ajoute : *« De nouveaux investisseurs semblent se manifester mais les pouvoirs publics ne sont saisis d'aucun élément de dossier : ils espèrent que ceux qui accréditent la thèse de nouveaux investisseurs, sur des éléments encore bien fragiles, ont conscience des responsabilités qu'ils prennent vis-à-vis du personnel de cette entreprise.* »

● Industrie sidérurgique.

M. ROSSINOT (U.D.F., Meurthe-et-Moselle) insiste sur les divergences des différents pays européens en ce qui concerne l'avenir de l'industrie sidérurgique. M. PROUTEAU, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie indique que la production française a augmenté de 14 % au premier semestre 1980 par rapport au premier semestre 1979. Il ajoute : *« Les informations disponibles font apparaître une baisse des commandes prises par la sidérurgie française en juillet-août 1980, de 10 % environ par rapport à la même période de 1978 et de 17 % par rapport à 1979. C'est pourquoi*, poursuit-il, *nous estimons que la demande faite par la Commission des Communautés européennes aux producteurs de réduire leur production de 10 % au second semestre de cette année était réaliste. Or, certains sidérurgistes ont rejeté cette proposition et ont continué à livrer des quantités dépassant les possibilités d'absorption du marché ; d'où des chutes de prix très importantes d'abord en Allemagne puis, par contagion, sur tous les marchés des Etats membres. Une telle situation ne peut être longtemps tolérée sans mettre en péril l'avenir même de la sidérurgie européenne (...). Le gouvernement estime que l'heure est venue pour la Commission de tirer les conséquences de la désorganisation du marché et de mettre en œuvre tous les moyens que lui confère le traité de Paris.* »

DÉFENSE

Le projet de budget pour 1981 confirme la priorité accordée aux forces nucléaires

Le projet de budget de la défense pour 1981, tel qu'il a été présenté, jeudi 2 octobre, à la commision de défense de l'Assemblée nationale, s'élève à 104,4 milliards de francs (1), ce qui représente une augmentation en volume de 17,9 % par rapport à l'année dernière *(le Monde du* 28 août). Pour le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, remplacé à son poste dans le nouveau gouvernement par M. Joël Le Theule, il s'agit d'un « *bon budget* » qui « *marque la volonté politique de donner à notre défense les moyens qui lui sont nécessaires* ». « *Ainsi*, a-t-il dit, *pour la cinquième année consécutive, se trouve confirmée la décision prise en 1976 d'accroître l'effort financier consenti par la nation pour la défense* ».

Pour 1981, le projet de budget prévoit que 56,7 milliards de francs, soit une augmentation de 19,7 % par rapport à 1980, seront consacrés aux dépenses d'équipement.

Priorité à l'équipement

Lors de sa présentation, l'ancien ministre de la défense s'est plu à rappeler que, abstraction faite des dépenses de carburant, les dépenses de fonctionnement de la défense connaissaient une progression inférieure à celle des budgets civils. Ces sommes permettent de financer les rémunérations et les charges sociales — parmi lesquelles figurent notamment le relèvement au 1er avril *1981 du prêt du soldat et celui* de l'indemnité de séjour des appelés servant dans les forces françaises en République fédérale d'Allemagne, — le fonctionnement et la vie courante des forces armées ainsi que les dépenses de carburant. Sur ce *chapitre*, M. Bourges a précisé qu'avec les choix qui avaient été faits, les armées pourraient maintenir leurs activités à leur niveau prévu pour 1981 : quinze heures de vol par mois pour tout pilote de combat de l'armée de l'air ; cent jours de sortie de camps pour l'armée de terre ; quatre-vingt-six jours à la mer pour les unités de la marine, les bâtiments de combat approchant pour leur part les cent jours.

Pour ce qui concerne les crédits d'équipement, il convient de noter que la priorité leur est donnée *même si* cela n'apparaît pas clairement dans les chiffres : « *En quatre ans*, a rappelé M. Bourges, *leur part est passée de 40,7 % à 45 % du budget de la défense et, pour 1981, elle progresse encore pour atteindre 45,7 %.* » Exprimés en autorisations de programme, ces crédits, qui permettent de financer le lancement des commandes des matériels prévus pour l'équipement et la modernisation des armées, s'élèvent à 64,4 milliards *de francs* (22,7 %).

D'une manière plus concrète, les effets du projet de budget de la défense pour 1981 se feront sentir de la façon suivante :

● FORCES NUCLEAIRES STRATEGIQUES ET TACTIQUES. — Elles recevront le tiers du budget d'équipement en crédits de paiement — le quart pour les autorisations de programme — confirmant ainsi la priorité qui leur est donnée. Cela correspond essentiellement à la modernisation de la force stratégique océanique dont le nouveau missile à tête multiple (M4) sera mis en service opérationnel en 1985 et au développement du missile air-sol moyenne portée (A.S.M.P.) qui équipera les Mirage 2000 en 1983. Le ministre de la défense a rappelé à ce sujet qu'une quinzaine d'appareils Mirage IV seront maintenus en service jusqu'en 1993 et équipés de ce système *d'armes*. Parallèlement *se* poursuivent les études sur le missile balistique mobile pour lequel un choix définitif interviendra d'ici à 1983.

● ARMEE DE TERRE. — Avec des *autorisations* de programme en augmentation de plus de 30 %, elle poursuivra son effort en vue de moderniser ses divisions blindées. A cet effet un certain nombre de véhicules devraient être commandés en 1981 : soixante chars AMX 30, cinquante véhicules de reconnaissance AMX 10 R.C. (roue-canon), vingt-deux hélicoptères Gazelle, etc. D'autre part, des crédits seront débloqués pour accélérer la cadence de fabrication du fusil FAMAS 5,56.

● MARINE. — Les autorisa*tions de programme destinées aux* constructions neuves sont en hausse de près de 50 % car il y a *« un rattrapage à faire »*, a affirmé M. Bourges. Cela se traduira notamment par la commande d'un certain nombre de bâtiments parmi lesquels le quatrième sous-marin nucléaire d'attaque, une sixième corvette anti-sous-marins, un chasseur de mines et deux patrouilleurs de 300 tonnes. Il est à noter que 1981 sera également marquée par le démarrage du programme de renforcement des *moyens* de services publics en mer de la marine nationale. A ce titre, deux bâtiments, sur les onze prévus, devraient être commandés cette année-là.

● ARMEE DE L'AIR. — Avec des *autorisations de programme* en augmentation de 23,6 %, elle poursuivra le renouvellement de son aviation de combat — vingt-deux Mirage 2000, vingt et un Mirage F-1 et cinq Transall seront commandés — et le développement de capacité de détection et de défense à basse altitude de nos forces.

● GENDARMERIE. — Le budget dont elle bénéficie — autorisations de programme en croissance de 17,8 % — devrait lui permettre d'accroître son parc de matériel et de créer sept cent *vingt-cinq emplois auxquels* s'ajouteront, grâce à un fonds de concours versé par E.D.F., une vingtaine de postes supplémentaires destinés à renforcer les brigades territoriales là où il y a des centrales nucléaires.

(1) Avec le montant des pensions militaires le projet de budget s'élève à 123,2 milliards de francs.

Mme Simone Veil, première invitée de l'émission R.T.L.-« le Monde »

Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, ancien ministre de la santé, sera le mardi 7 octobre, de 18 h 15 à 19 h 15, la première invitée de l'émission produite par Radio-Télé-Luxembourg et *le Monde*. Mme Veil répondra aux questions que voudront bien lui poser les auditeurs de cette station et les lecteurs du journal en les envoyant par écrit à l'adresse suivante : R.T.L. - *le Monde*, Cedex 807, 75300 Paris - Brune.

En raison de ses responsabilités européennes, Mme Simone Veil s'interdit d'intervenir dans la politique intérieure des pays membres de la C.E.E. Compte tenu de ses fonctions et de sa personnalité, *les thèmes plus particulièrement traités seront ceux des institutions* européennes, des rapports avec l'Est, des droits de l'homme et de la participation des femmes à la politique. En cours d'émission, *R.T.L. appréciera, auprès d'un échantillon de cinq cents auditeurs,* l'effet produit par les réponses de la personnalité invitée.

TERRORISME : POURQUOI LES NAZIS JETTENT LEUR MASQUE
LE CLASSEMENT DES DEPUTES SELON LEUR MERITE
DEUX GRANDES ENQUÊTES



L'HISTOIRE BOUGE, LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI

M. DOUFFIAGUES (U.D.F.) EST ÉLU MAIRE D'ORLÉANS

(De notre correspondant)

Orléans. — M. Jacques Douffiagues, (P.R. - U.D.F.), député du Loiret, a été élu maire d'Orléans, vendredi 3 octobre, par trente-quatre voix contre une, attribuée au Dr Grosbois, adjoint au maire (radical U.D.F.). Il y a eu six bulletins blancs. M. Douffiagues est le troisième maire de la ville depuis les élections municipales de 1977, après le décès de M. René Thinat (radical) en mars 1978 et celui de M. Gaston Galloux (R.P.R.), le 31 juillet dernier.

La querelle qui s'était élevée entre le R.P.R. et l'U.D.F. à propos de la candidature de M. Douffiagues *(le Monde* du 27 septembre) ne semble pas apaisée puisqu'on a relevé plusieurs bulletins blancs. L'U.D.F. avait pourtant affirmé que toutes les formations politiques composant le conseil municipal, y *compris le R.P.R., s'étaient* mises d'accord sur le nom de M. Douffiagues.

[Né le 28 janvier 1941 à Paris, M. Jacques Douffiagues, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, est entré à la Cour des comptes en 1966. Chef de la mission économique de la région Centre de 1971 à 1975, puis sous-directeur de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'intérieur, il a occupé les fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Pierre Soisson, successivement secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (janvier-août 1976) et secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (jusqu'en 1977). Délégué général du parti républicain, M. Douffiagues représente depuis mars 1978, la première circonscription du Loiret à l'Assemblée nationale. Il était entré au conseil municipal d'Orléans à l'occasion d'une élection partielle en 1978.]

● *Le comité de soutien* à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à l'élection présidentielle de 1981, vient de publier le premier numéro d'un hebdomadaire de huit pages intitulé *R.L.P.-Hebdo*, dont l'objectif est de « *briser le mur du silence* » qui entoure, affirme-t-il, les activités et le programme de son candidat.

★ 11, rue Bernoulli, 75008 Paris. Tél. : 522-28-91 et 522-05-69.

Le Monde

société

L'ATTENTAT CONTRE LA SYNAGOGUE

Plusieurs manifestations de protestation sont organisées à Paris

Des milliers de personnes s'étaient rassemblées samedi matin 4 octobre, à 10 heures, dans la synagogue et le quartier de la *rue Copernic, à Paris (16e), pour une assemblée de prières qui* devait être suivie d'une manifestation en direction de la place Beauvau, devant le ministre de l'intérieur. Après l'attentat commis vendredi, à 18 h. 20, devant cette synagogue à l'heure où étaient réunis plus de trois cents fidèles, attentat qui a coûté *la vie à trois personnes et fait vingt blessés, l'émotion* de la communauté israélite de France rejoint l'indignation atterrée de l'ensemble des forces politiques, syndicales et des autorités religieuses.

Si, dès l'attentat connu, les responsables de la communauté *juive ont multiplié les appels au calme pour éviter* le piège de la « provocation », et ont été suivis, ils ne cachent pas une irritation croissante devant l'attitude des pouvoirs publics. C'est ainsi que M. Alain de Rothschild, président du consistoire et du conseil *représentatif des institutions juives de* France, a dénoncé samedi matin, à la synagogue « la passivité des pouvoirs publics et l'indifférence de nos gouvernants ». Il a aussi évoqué « l'inexplicable impuissance de la police » et déclaré, à l'adresse du chef de l'Etat : « Monsieur le président de la République, il est urgent que *vous nous fassiez connaître* quelles mesures exceptionnelles vous aller ordonner au gouvernement de prendre. »

De nombreuses personnalités ont participé à la réunion de ce samedi matin, notamment Mme Simone Veil, président du Parlement européen, l'ambassadeur d'Israël, le rabbin Jacob Kaplan, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., etc.

D'autres manifestations étaient prévues ce samedi. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) appelait les Parisiens à se rendre en délégation au ministère de l'intérieur de 14 heures à 17 heures. Enfin, le comité de liaison des étudiants *sionistes socialistes* a appelé à une manifestation place de l'Opéra, à 20 heures.

Au lendemain de l'attentat, le bilan s'élevait à trois morts et une vingtaine de blessés, dont un dans un état très grave. Les principales victimes de l'attentat sont des passants qui se trouvaient dans la rue par hasard : *Mme Aliza Shagrir*, quarante-deux ans, de nationalité israélienne ; M. Jean-Ernest Barbe, quarante et un ans, et M. Philippe Buisson, vingt-deux ans, qui passait à motocyclette, ont été tués sur le coup. M. Joseph Lario, quarante ans, est dans un état désespéré.

Unis comme jamais

Dites bien qu'ils sont venus pour tuer. » M. Lucien Finel, le *président de l'Union libérale* israélite de France, enlève sa *veste : sa chemise est tachée* de sang. Il était dans la synagogue *de la rue Copernic*, à 18 h. 20, vendredi, avec trois *cent vingt juifs*, pour assister à l'office consacré à la Sim'Hath-*Thorah où les enfants sont plus* nombreux que d'habitude à la *veille du sabbat.* La verrière a volé en éclats et les staffs du *plafond sont tombés sur les* fidèles. « *Il n'y a pas eu de panique, mais nous avons tout de suite compris qu'il s'agissait d'un attentat antisémite.* » Une fillette avait le visage couvert de sang, *les enfants se* sont mis à pleurer. « *Nous ne sommes pas sortis tout de suite parce que nous craignions à l'extérieur une fusillade.* » Alors le rabbin, M. Mike Williams, un Anglais — « *mais la religion n'a pas de frontières* » a repris ses prières et des *Shalom* ont monté dans l'assistance.

Dehors, à la *hauteur du numéro* 24, où la synagogue a été bâtie, en *1907, une colonne de* fumée s'élève à plusieurs dizaines de mètres de hauteur. Trois voitures au moins sont en flammes. Une Mazda et une 305, les roues en l'air, barrent la chaussée ; une méhari orange a déjà presque entièrement brûlé. Un voisin du 28 venait juste de prendre à l'angle la rue Villarceau quand il entendit l'explosion — «*très forte, très sèche* » — *Je suis revenu sur mes pas, il n'y avait plus personne dans la rue, déjà les gens s'étaient retirés chez eux, il n'y avait que des bris de verre, des flammes et des morts sur le trottoir.* » Un enchevêtrement de motocyclettes et de voitures ; sous un sens interdit, un jeune homme déchiqueté ; près d'un mur, un autre cadavre calciné, et une passante la face contre le sol. Dans le vestibule de la synagogue on avait déposé un blessé.

Pas une vitre n'a résisté. Au 28, *tous les appartements ont été* soufflés, les portes défoncées, les *volets pendent aux fenêtres. « Je me souviens*, dit un habitant, *en 1941, les miliciens avaient fait sauter la synagogue, mais ce n'est pas comparable. A peine si nous avions été réveillés* ».

La nuit s'installe. *La file des* ambulances occupe toute la largeur de la rue. Un médecin fait le bilan : « *Trois morts et une quinzaine de blessés, dont quatre* « *poly-criblés* » *dans un état graves*.

Les forces de police repoussent *les curieux, on pose des barrières* car les vitres tombent encore des *immeubles. Les lieux du drame* sont condamnés. Au loin donc, *sous les lueurs des gyroscopes*, les officiels : MM. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Richer, chef de cabinet du ministre, Pierre Somveille, préfet de police de Paris, assistent à l'organisation des secours. M. Alain Poher est venu. M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, très ému, se fraye un passage parmi les journalistes qui le pressent de questions. Le rabbin Williams, encore en costume liturgique, fatigué, parle du « *cancer de l'antisémitisme qui ronge les Français. Il a honte pour la France* ». Plusieurs députésc de tous partis sont présents : MM. Paul Quilès, Claude-Gérard Marcus, Jean Tibéri, Jean-Pierre Pierre-Bloch, et *les déclarations s'enchaînent* les unes aux autres. Toutes unitaires, *solidaires, empreintes de la* volonté de « *sauvegarder la démocratie* », « *trouver les vrais coupables* », « *donner à la police plus d'efficacité* ». M Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.F.) insiste, pour « *ne pas se laisser intimider par des actes de terrorisme* », mais aussi pour « *ne pas céder à la provocation* ».

Au-delà du barrage. Ils sont presque une foule, partisans de la riposte ou de l'apaisement. « *On veut déstabiliser le pays* », « *Des manifestations il y en a assez, il faut agir* », « *Si vous répondez par la violence, vous aurez l'opinion publique contre vous et c'est ce qu'ils cherchent* ». De temps en temps, on regarde si on est écouté. Les plus virulents sont priés de se taire. En hébreu :« *J'ai le droit de parler, je ne comprends pas l'hébreu, je ne me reconnais pas en M. de Rothschild.* »

Le passé remonte. « *J'avais six ans quand mes parents ont été déportés.* » Les jeunes, les vieux, ceux qui portent une calotte, ceux qui n'en portent pas se prennent à partie, se houspillent même. Mais ils sont là.

Le chef de cabinet d'un ministre déplore : « *Ma mère est juive, et pourtant elle lit le* Figaro Magazine. Un responsable de la *communauté juive* d'Aulnay-sous-Bois constate : « *Nous sommes tous concernés ; d'ailleurs les morts ne sont pas des juifs.* » *Une femme traverse la foule, elle* habite tout près, rue Lauriston. *Elle a vu le drame.* Mme Gisèle Charzat (P.S.), membre du Parlement *européen, témoigne et se* souvient : « *J'étais en Italie récemment et je pensais à Bologne. Je me disais qu'en France nous n'étions plus épargnés pour longtemps.* » Des amis se retrouvent : « *Nous en parlions hier soir, nous n'étions pas d'accord, moi je disais que quelque chose de grave allait finir par arriver.* » M. Jean Pierre-Bloch qui est resté sur place accuse : « *J'ai dit récemment : après Bologne, après Munich, ce sera le tour de Paris, mais on ne m'a pas pris au sérieux...* » On apprend que les *faisceaux nationalistes européens* revendiquent l'attentat. Un fidèle *de la synagogue, encore sous le* choc, au bras de sa fille, condamne violemment « *ceux qui veulent en finir avec l'Etat d'Israël, les Palestiniens, la Libye.* » *Tout se mêle dans la cohue.* « *Il ne doit plus y avoir de militants d'extrême droite dans la police* ». C'est dit sur tous les tons. Un brigadier annonce le bilan, à sa manière : « *Trois morts, dont deux victimes innocentes.* » Mais le commissaire du quartier flétrit « *l'attentat affreux qui, s'il s'était produit quelques minutes plus tard, aurait pu tuer plusieurs dizaines de personnes* ». On parle d'une charge d'une puissance équivalant à 10 kilos de plastic.

A tous les étages, on entend encore le bruit des vitres brisées qu'on balaie dans les appartements éclairés à la bougie. Au rez-de-chaussée une vieille dame attend sur un fauteuil, sans un carreau, sans un volet. Le gardien de la synagogue reprend devant les journalistes le récit de sa déposition : « *J'ai vu dix minutes avant l'explosion un homme à motocyclette qui a déposé un paquet sur la Méhari, cela faisait environ 60 centimètres et c'était roulé dans du papier journal. Puis il a repris le paquet, au moment de la prière dans la synagogue, quand j'ai entendu l'explosion, j'ai tout de suite pensé à cet homme-là.* »

M. Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle de la préfecture de police, estime avoir peu d'indices pour l'instant... : une motocyclette Honda, un numéro d'immatriculation incomplet. « *N'importe qui peut revendiquer n'importe quoi !* » Par petits groupes les jeunes quittent la rue Copernic pour une manifestation improvisée aux Champs-Elysées. Un homme, la tête couverte d'une calotte, retenu par sa femme, veut encore franchir le cordon des forces de l'ordre. Les responsables de la communauté lui font comprendre que c'est impossible. On le retient, mais il est plein de force : « *C'est sa conscience* », dit l'un. « *Laissez-le* », prie un autre. « *Pourquoi ?* » « *Pour me recueillir.* » Assis sur une barrière, romantique, un jeune homme attend, tandis qu'un ami cherche parmi les journalistes : « *Ça vous intéresserait une interview de Bernard-Henri Lévy ?* »

Vingt-trois heures : le premier blessé léger rentre en ambulance. Dans la synagogue au plafond crevé, les membres du conseil d'administration posent des barcar lsi, samedi, il y aura des centaines de fidèles. Ce sont des hommes à la force de l'âge et de la réussite sociale. Ils sont unis comme jamais.

CHRISTIAN COLOMBANI.

LA FÊTE DE LA « JOIE DE LA THORAH »

Vendredi, les juifs célébraient la fête de *Sim'hath-Thorah* (la « Joie de la Thorah » ou don de la loi mosaïque), qui succède aux sept jours de la fête *du Souccoth* (fête des tentes ou des cabanes) et marque la fin du cycle annuel de la lecture de la Thorah.

Après l'austérité de la Fête des cabanes, *qui évoque la* traversée du désert et la fragilité de la vie humaine, la fête de *Sim'hath-Thorah* est une fête importante de joie et d'allégresse, *au cours de laquelle* les rouleaux de la Thorah sont portés en procession solennelle dans l'enceinte du Temple.

Non seulement cette fête attire *un grand nombre de fidèles* — même les enfants sont invités ce jour-là à lire des passages des Livres sacrés, — mais l'assistance dans les synagogues *était particulièrement importante* cette année, puisque la fête tombait un vendredi, veille du sabbat.

DE LA RUE DES ROSIERS A L'ÉLYSÉE

« Nous frapperons aussi »

« Le jour où nous connaîtrons les vrais coupables, ce jour-là, croyez-moi, nous frapperons nous aussi, dans l'ombre, comme, comme ils le font... Mais nous ne nous attaquerons pas, comme eux, aux innocents... » A trois pas de la rue des Rosiers, au carrefour des *rues des Ecouffes et du Roi-de-Sicile*, une quarantaine de personnes *se sont rassemblées*. Il est presque 20 heures. Dans l'un des rares cafés-restaurants restés ouverts en dépit du sabbat, qui avait fait se baisser, comme chaque vendredi soir, les rideaux de fer des commerçants, *chacun hurle son* indignation : « *ignoble, odieux, immonde, intolérable* » : ces épithètes reviennent sans cesse dans les conversations avec le mot « *vengeance* ».

Le silence se fait passagèrement, au moment des informations à la *radio. Lorsqu'on* apprend que les tués sont au nombre de quatre (ce n'est que très tard dans la nuit qu'on comptera trois morts), une vieille femme éclate en larmes. « *Si notre religion nous interdit de porter la mort, elle ne saurait nous empêcher ni de nous défendre ni de nous venger*, dit calmement un homme d'une cinquantaine d'années. *Si on cherche à nous tuer, nous tuons ! La communauté est prête à rendre coup pour coup, sans exception et sans pitié. Pour un œil, un œil ; pour une dent, une dent.* »

« *Les coupables seront punis, Monsieur. Faites-nous confiance. S'ils le sont par la justice officielle, tant mieux pour eux, car la nôtre ne s'embarrassera pas des mêmes procédures. La nôtre est autrement moins tendre...* », nous dira encore un jeune homme qui porte, piqué sur ses longs cheveux roux, la petite calotte traditionnelle.

« *Israël vivra, Israël vaincra, le fascisme ne passera pas !* » Il est 22 h. 30, et un cortège de quelque trois à quatre cents *manifestants, tous sans exception jeunes et très jeunes gens des* deux sexes, a descendu les Champs-Elysées. Trois délégués ont été reçus au palais de l'Elysée par M. Michel Mosser, chef de cabinet de la présidence de la République. Ils lui ont exprimé le souhait de la *communauté* juive de voir le gouvernement *déclarer hors la loi les mouvements* d'extrême droite. Le collaborateur de M. Valéry Giscard d'Estaing leur a fait part du « *très vif émoi* » ressenti par celui-ci.

Six millions...

Si plusieurs cars de C.R.S. *barrent l'extrémité de la rue* Saint-Honoré débouchant sur la place Beauveau et si le ministère de l'intérieur est solidement gardé, les forces de l'ordre se *montreront néanmoins d'une rare* discrétion.

En tête du cortège, deux véhicules, l'un à *gyrophare*, l'autre banalisé. « *Giscard, Bonnet, complices des assassins !* » scandent les manifestants qui traversent, aux environs de 0 h. 15, la place de la Concorde et remontent à nouveau les Champs-Elysées. « *Six millions de juifs, cela suffit ! Après Munich et Bologne, Paris !* »

A hauteur du *rond-point*, un jeune homme, monté sur le capot d'une voiture, tente de convaincre les manifestants de se disperser, leur donnant rendez-vous pour samedi. Mais la *manifestation* ne se disloque pas encore et ne le fera finalement qu'aux abords de la place de l'Etoile. On peut encore entendre quelques slogans de-ci de-là, comme « *les élections sont proches, les juifs s'en souviendront* ». Il est près de deux heures. Les automobilistes du vendredi soir reprennent possession de la chaussée.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Pendant la prière...

(Suite de la première page.)

Cet attentat a été revendiqué, vers dix-neuf heures, à l'A.F.P., par un correspondant anonyme affirmant parler au nom des Faisceaux nationalistes européens (F.N.E.), organisation qui remplace la Fédération d'action nationale et européenne (FANE) dissoute le 3 septembre par le gouvernement. Comme pour les attentats antisémites précédents revendiqués par les F.N.E., les policiers doutent cependant que les auteurs de ces actions appartiennent réellement à une organisation extrémiste connue.

M. Marc Fredriksen, le leader de l'ex-FANE, a déclaré vendredi peu avant minuit : « *Je démens que les Faisceaux nationalistes européens soient à l'origine de l'attentat, je condamne ce genre d'activité et je souhaite qu'il y ait une reconnaissance des identités des différents peuples habitant l'Europe.* »

Les policiers estimaient, ce samedi, que l'attentat n'était probablement pas le fait d'une organisation extrémiste ayant pignon sur rue. L'étroite surveillance policière dont ces organisations font depuis quinze jours l'objet incite à penser, dans les milieux de la police, qu'il s'agirait d'autres groupuscules encore mal identifiés.

Les attentats de ces derniers temps avaient suscité des interrogations sur le rôle de certains policiers soupçonnés d'agir avec une mollesse complaisante à l'égard des extrémistes de droite. La tragédie de la rue Copernic a déjà abouti, de la part du président du consistoire, à la dénonciation de l' « *inexplicable impuissance* » de la police. D'autres voix se sont élevées et les mises en cause du recrutement et des méthodes de la police se multiplient. *L'Humanité* relève que « *les fascistes ont été laissés libres de leurs mouvements pendant de longs mois* » et déclare : « *M. Bonnet était prévenu...* » M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du parti socialiste, dénonce « *la passivité de certains services de police* » et attend du ministre de l'intérieur qu'il prenne « *enfin* » les mesures de protection nécessaires.

Les syndicats de policiers font état de préoccupations identiques et lancent des accusations précises. M. José Delthorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil, affirme qu'un cinquième des membres « *actifs* » de l'ex-Fédération d'action nationale européennes sont des policiers, et dénonce l'utilisation que l'on fait des Renseignements généraux. Le fonctionnement des R.G. est aussi la cible du Syndicat national autonome des policiers en civil qui déplore l'attention exagérée portée par ce service aux partis traditionnels, qui constituent « *un danger plus immédiat* (...) *pour la majorité en place* » alors, souligne-t-il, que les organisations « *extrémistes* » représentent « *un danger réel pour la société dans son ensemble* ».

Mis en cause de manière répétée, M. Bonnet n'a pas encore réagi, sinon pour exclure, le 19 septembre, de la police M. Paul-Louis Durand, ancien inspecteurs des Renseignements généraux, membre de l'ex-FANE, le seul policier appartenant à un groupuscule néo-nazi qui ait été jusqu'ici *officiellement* identifié. Encore a-t-il fallu, pour que le ministère de l'intérieur réagisse que le nom de M. Durant soit prononcé lors de l'enquête sur l'attentat de Bologne. Etranger à *cette affaire*, M. Durand avait rencontré dans cette ville une dizaine de jours avant l'attentat, des militants d'extrême-droite italiens.

Anvers, Bologne, Munich...

Trois attentats meurtriers ont été commis au cours des trois derniers mois en Europe.

A ANVERS, le 27 juillet, un homme avait lancé deux grenades contre un groupe d'adolescents juifs. L'attentat avait coûté la vie à un jeune Français, David Kohan, et fait seize blessés, dont deux grièvement atteints. Un homme avait été arrêté aussitôt, porteur d'un passeport marocain au nom de Al Saïd Nasser. Déclarant s'appeler *Abdel Wahid*, il appartiendrait, pensent d'abord les enquêteurs, au Front populaire pour la Libération de la Palestine du Dr Georges Habbache. *L'arrestation, le lendemain, d'un* autre terroriste qui avait projeté de commettre un attentat contre un appareil d'El Al, arrivant à Bruxelles, avait orienté la police vers un groupe arabe non organisé, du nom de Fatah Revolution Line, sans rapport avec le Fatah.

A BOLOGNE, le 2 août, un engin explosif, placé dans une des salles d'attente de la gare, faisait quatre-vingt-quatre morts, dont certains décédés les jours suivants, et près de deux cents blessés. A la suite de cet attentat, la justice italienne a inculpé trente et une personnes, dont six sont en fuite, nous indique *notre correspondant, pour « participation à association subversive et constitution de bande armée »*. Elles sont accusées d'avoir fait partie d'une organisation terroriste d'extrême droite, qui serait la reconstitution *d'Ordine nuovo*, dissouts en 1973 pour son rôle dans les attentats à la bombe des années 1969-1974. L'attentat de Bologne, affirment les enquêteurs, ferait partie des objectifs de cette organisation. Trois de *ces trente et un inculpés sont* directement accusés « *de la conception et de l'organisation exécutive du massacre du 2 août* ». L'un d'eux, M. Francesco Furlotti, vingt-six ans, néo-fasciste romain, est soupçonné *d'être l'exécuteur matériel* de l'attentat.

A MUNICH, le *27 septembre*, l'explosion d'une bombe causait la mort de douze personnes qui participaient à la Fête de la bière, et faisait cent quarante blessés. Les *enquêteurs devaient* découvrir parmi les victimes le corps d'un étudiant en géologie, Gundolf Wielfried, qui entretenait des contacts épisodiques avec une organisation paramilitaire néo-nazie, le groupe Hoffmann. Aussitôt après cet attentat, que la police attribue à Gundolf Wielfried, le « *Führer* » de ce groupe, M. Karl Heinz Hoffmann, était arrêté avec plusieurs de ses amis, et remis, comme eux, très vite en liberté, la police n'ayant pas rassemblé de charges lui permettant de leur attribuer des complicités dans cette affaire.

M. Begin : la politique anti-israélienne du gouvernement français alimente indirectement les attaques antisémites

De notre correspondant

Jérusalem. — En raison de la gravité de l'événement, le premier ministre, M. Menahem Begin, a dérogé à la règle du silence généralement *observée par les autorités* et les principales institutions israéliennes *durant le sabbat*, qui a commencé à Jérusalem deux heures avant l'attentat de la rue Copernic. « *La politique anti-israélienne du gouvernement français alimente indirectement les attaques antisémites en France* », a déclaré, vendredi soir, M. Begin, en ajoutant : « *Je suis persuadé que le gouvernement français aurait voulu ne pas avoir à faire face à cette vague de néo-nazisme sur son territoire. Mais on ne peut séparer l'antisionisme et la politique anti-israélienne de l'antisémitisme.*

Il est significatif que cette mise en cause ait un caractère très politique. Elle est tout à fait dans le ton des précédentes prises de position du premier ministre *israélien* et de son gouvernement contre l'attitude de la France et des autres pays de la C.E.E. à propos du conflit israélo-arabe et du processus de paix de Camp David. M. Begin considère que, à cause du passé, des persécutions longtemps subies par les juifs en Europe, et surtout de l'holocauste, les Européens sont mal placés pour critiquer Israël. Des observateurs et des *diplomates* en poste à Tel-Aviv estimaient, vendredi soir, que les dernières manifestations néo-nazies, l'attentat de la rue Copernic et celui qui a eu lieu *récemment à Munich*, seraient pour le gouvernement israélien l'occasion de relancer une contre-attaque diplomatique pour neutraliser les politiques françaises et européennes.

Il y avait encore très peu de réactions et de commentaires en Israël, ce samedi matin ; les journaux de paraissant pas pendant le sabbat. La radio et la télévision ont seulement diffusé des reportages en provenance de Paris. D'autre part, *nombre de juifs pratiquants* n'auront appris la nouvelle que vendredi soir après la fin du sabbat. Il faut signaler que, sans doute en raison des règles religieuses, la déclaration de M. Begin aura été ignorée par la majorité des Israéliens, car elle n'a *été communiquée que dans les émissions* en français de Kol Israël (« La voix d'Israël »).

Avant l'attentat de vendredi, plusieurs organes de presse israéliens *avaient déjà souligné, au cours des* derniers jours, les dangers de la vague d'agressions antisémites en France. Ainsi, l'éditorialiste du *Jérusalem Post*, sans se montrer aussi sévère que M. Begin, a repris l'essentiel des thèmes développés par ce *dernier, et qui reflètent les réactions* d'une grande partie de l'opinion israélienne. Il affirme que l'antisémitisme déclaré qui réapparaît aujourd'hui en Europe n'est pas seulement le fait de groupes d'extrême droite. Il est aussi la conséquence d'un « *antisionisme* » de plus en plus répandu dans tous les courants politiques.

FRANCIS CORNU.



DE LA RUE COPERNIC

LE MESSAGE DU CHEF DE L'ÉTAT

Voici le texte du communiqué diffusé vendredi soir par l'Elysée :

« Immédiatement informé de l'odieux attentat contre la synagogue de la rue Copernic, le président de la République, après avoir exprimé sa très profonde émotion et son indignation, a indiqué au ministre de l'intérieur l'importance essentielle qu'il attache à l'action exemplaire de la police pour retrouver les auteurs de ce crime qui soulève la réprobation de tous les Français. »

M. RAYMOND BARRE : ignoble.

M. Raymond Barre a déclaré, vendredi soir, avant de quitter Lyon :

« Je voudrais exprimer mon indignation devant l'ignoble attentat de la rue Copernic et dire ma tristesse pour tous ceux qui en ont été les victimes. Je rentre sur-le-champ à Paris de manière à pouvoir examiner avec le ministre de l'intérieur les mesures prises, d'une part pour rechercher ceux qui sont coupables de cet attentat, d'autre part pour éviter le renouvellement d'actes aussi odieux.

» Ce soir nous devons nous dire qu'un pays démocratique, qui respecte la tolérance, qui est fidèle à la liberté, ne peut admettre des actes de ce genre. »

M. CHRISTIAN BONNET : retrouver les assassins.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a déclaré, sur les lieux de l'attentat :

« Ma première réaction est celle de l'indignation devant un acte criminel au sens propre du terme. J'appelle chacun à garder son calme. Je réagis comme pourrait réagir un jeune Israélite mais je supplie la communauté de garder son calme. Les pouvoirs publics mettront tout en œuvre pour retrouver les assassins. »

M. PEYREFITTE : la rigueur de la loi.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a déclaré : *« Un horrible attentat, une fois de plus, frappe des innocents. Il manifeste, en même temps que la montée redoutable de la violence, une intolérable résurgence de l'antisémitisme. Des criminels n'ont pas hésité à frapper sur son lieu de culte une communauté déjà tant éprouvée. Je donne des instructions pour que les auteurs de ce crime odieux soient recherchés et poursuivis avec toute la rigueur de la loi. »*

● M. GASTON DEFFERRE, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : *« Ce n'est pas en minimisant le danger que représentent les organisations d'extrême droite, comme l'a fait le gouvernement, que l'on parviendra* [à lutter efficacement contre les extrémistes]. *Il faut que les responsables politiques qui commandent les forces de l'ordre agissent vite et fort. Il faut aussi que les forces démocratiques s'organisent pour la défense et la riposte. »*

● M. GEORGES MARCHAIS, secrétaire général du parti communiste : *« Je tiens, au nom du parti communiste français, à exprimer ma vive indignation devant cet acte intolérable et à m'incliner devant les victimes innocentes de ces agissements meurtriers, provocateurs. Toutes les mesures doivent être enfin prises par le gouvernement pour que les criminels soient arrêtés et châtiés. Il convient, en particulier, comme notre parti ne cesse de le réclamer, de mettre un terme aux activités inadmissibles des groupes qui se réclament du nazisme. »*

● LE SECRETARIAT NATIONAL DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE : *« Après Bologne et Munich, voici Paris meurtri à son tour de la manière la plus odieuse et la plus sanglante. Le M.R.G. exige que tout soit enfin mis en œuvre par le gouvernement pour mettre hors d'état de nuire les auteurs de ces attentats criminels. Il serait inacceptable que le pouvoir continue de manquer à ses devoirs les plus élémentaires en persistant à faire preuve de carence ou de laxisme envers des organisations terroristes dont il n'a cessé de minimiser le danger avec une coupable imprudence. »*

● *LA FEDERATION PROTESTANTE DE FRANCE « appelle tous les protestants à œuvrer pour qu'un sursaut de l'opinion publique, accompagnant une ferme action des pouvoirs publics, rende impossible la poursuite d'un tel acharnement raciste dans lequel elle voit le signe d'une redoutable dégradation morale ».*

M. HENRI NOGUÈRES : les terroristes bénéficient de protections.

M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a déclaré :

« Depuis les derniers attentats nous savions que les fascistes et les néo-nazis cherchaient à tuer et si possible à tuer des enfants. C'est aujourd'hui chose faite.

» Cette escalade du crime est la conséquence directe de l'impunité et, on regrette de devoir le dire, des protections dont jouissent les terroristes dès lors qu'ils sont d'extrême droite.

» Le gouvernement doit savoir que seul le démantèlement immédiat et durable de réseaux dont la police connaît fort bien les membres et les chefs peut encore éviter l'engrenage des représailles que ne manquerait pas d'entraîner une juste colère.

» La Ligue des droits de l'homme s'incline devant les victimes de ce crime monstrueux et appelle au rassemblement et à l'action toutes les forces de progrès et de liberté. »

M. PIERRE-BLOCH (LICRA) : l'internationale nazie.

M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme a déclaré :

« Je lance un appel à ceux qui me font confiance, et, en particulier aux jeunes. Il ne faut pas répondre à la provocation. Je comprend leur indignation et notre peine. Si la bombe avait éclaté une demi-heure plus tard il y aurait eu cent, deux cents morts. Bologne, Munich, et, ce soir, Paris : j'accuse l'Internationale nazie d'organiser ces attentats criminels.

» Je demande à tous nos amis de ne pas répondre à la provocation mais nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. Les nazis français sont en contact régulier, je le répète depuis un an, avec les fascistes italiens, les nazis espagnols, belges, allemands. Même si ceux de Paris ne sont que deux cents petits voyous, ils ont derrière eux toute une organisation. »

Mgr MARTY : je demande pardon au Seigneur.

Le cardinal François Marty s'est déclaré, à Antenne 2, *« profondément ému par ce climat de violence qui s'installe un peu partout et par ce qui vient de se produire dans un lieu de prière. Je suis pour une non-violence active. Je suis trop ému... Je demande pardon au Seigneur de tous les actes de violence d'où qu'ils viennent. (...) Pour nous, chrétiens, le peuple juif est le peuple messianique. »*

M. JACQUES CHIRAC : solidarité.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui se trouve actuellement à Brazzaville, a déclaré : *« Bouleversé par ce crime de sang qui, en plein Paris, vient de frapper d'innocentes victimes, j'adresse à la communauté juive et aux familles si injustement atteintes mes sentiments de profonde solidarité dans l'épreuve. Je renouvelle, comme maire de Paris, avec la plus grande vigueur, mon appel aux autorités gouvernementales pour qu'elles assurent avec le maximum de moyens la sécurité à laquelle ont droit tous les Parisiens. »*

● M. JACQUES CHABAN-DELMAS, président de l'Assemblée nationale : *« Je condamne l'odieux attentat qui vient d'être perpétré à Paris et qui a fait d'innocentes victimes. Il n'est pas tolérable que des différences de religions ou de races s'expriment par le sang. Tous ceux qui se souviennent de l'idéal de liberté des hommes qui animait les combattants de l'ombre aux heures sombres de l'occupation sont révoltés par cette résurgence du fascisme et du racisme. Le deuil des familles, ce soir, concerne tous les Français et toutes les Françaises. »*

● M. JEAN LECANUET, président de l'U.D.F. : *« Le lâche attentat contre la synagogue de la rue Copernic rappelle des scènes abominables que l'on croyait à jamais disparues. Je m'incline avec une grande émotion devant les innocentes victimes et m'associe à tous ceux qui réclament une action exceptionnellement vigoureuse pour retrouver et châtier les coupables. »*

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

LES RÉACTIONS

DANS LA COMMUNAUTÉ ISRAÉLITE

LE CRIF DÉNONCE LA PASSIVITÉ DES POUVOIRS PUBLICS

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) met en cause la « passivité » des pouvoirs publics :

« La communauté juive de France, déclare le CRIF, *s'incline avec une profonde émotion devant les victimes d'un acte de terrorisme aveugle sans précédent en France. La communauté s'adresse au président de la République pour déplorer que la passivité des pouvoirs publics devant le terrorisme international et les attentats dont ont été frappés les juifs depuis plusieurs années ait abouti au drame de la synagogue de la rue Copernic.*

» L'indifférence de nos gouvernants lors d'attentats atteignant la communauté juive et Israël a laissé croire aux terroristes qu'ils bénéficiaient d'une totale impunité. Après la libération d'Abou Daoud, après le manque d'efficacité de l'enquête qui a suivi l'explosion sanglante du foyer Médicis, après l'absence de la moindre réaction devant l'assassinat à Anvers d'un enfant juif de Paris et après l'impuissance inexplicable de la police devant les multiples attentats dont ont été victimes plusieurs associations de défense des droits de l'homme, il ne faut pas s'étonner d'avoir vu les néo-nazis relever la tête, afficher au grand jour leur sinistre doctrine et maintenant s'en prendre à la vie d'innocents.

» M. le président de la République, vous qui êtes responsable de la sécurité des citoyens et garant des libertés, il est urgent que vous nous fassiez connaître les mesures exceptionnelles que vous allez demander au gouvernement de prendre.

» Quant à nous, responsables de la communauté juive de France et ayant en mémoire la tragédie subie par elle du fait de l'occupant nazi et de ses complices, nous ne saurions rester sans réagir. Aussi, dès aujourd'hui, nous prenons des mesures de protection à l'intérieur de la communauté juive pour tenter, à notre niveau, d'empêcher de nouveaux crimes. »

LE RABBIN KAPLAN : le piège de la violence.

Le grand rabbin Jacob Kaplan a déclaré : *« Je ne trouve pas de mots pour dire mon indignation, ma douleur, ma colère devant cet abominable attentat qui me paraît impardonnable. C'est un acte que nous ne devons pas laisser passer sans obtenir les plus grandes garanties du gouvernement pour qu'il ne puisse pas se reproduire.*

» Je lance un appel à mes coreligionnaires pour qu'ils ne tombent pas dans le piège de la violence. Nous devons nous garder de faire du mal aux autres mais nous devons compter absolument sur les mesures qui sont prises par le gouvernement. Le CRIF et le grand rabbinat vont se réunir pour envisager les meilleures mesures qu'il faut prendre. »

De nombreuses associations de la communauté juive ont réagi pour condamner l'attentat. L'Association Auschwitz-Birkenau-Monowicz *« appelle les pouvoirs publics et la nation tout entière à une riposte immédiate pour que soit mis un terme définitif à ce retour au nazisme. Il ne saurait y avoir de modération ni pour les assassins ni pour ceux qui ont inspiré leurs crimes ».*

L'association Socialisme et Judaïsme déclare : *« L'impunité dont jouissent les tueurs indigne. La responsabilité du ministre de l'intérieur est patente. L'honneur exigerait qu'il démissionne. Mais, au-delà, la responsabilité du chef de l'Etat est engagée. Qui, parmi les juifs de France, n'en prendrait pas conscience faillirait et à ses devoirs de juif et à ses devoirs de citoyen soucieux de défendre la démocratie. »*

Le général Lecomte, président, et MM. Alfred Coste-Floret, Pierre Giraud, Joël Le Tac et Francis Palmero, vice-présidents de l'Alliance France-Israël, *« condamnent avec indignation l'attentat criminel de la rue Copernic et s'inclinent devant les innocentes victimes. Devant la montée de la violence, les mots ne suffisent plus. Il importe que très rapidement les groupuscules fascistes soient dissous, les criminels arrêtés et déférés aux tribunaux. Il appartient au gouvernement d'enrayer l'escalade des tueurs antisémites. C'est sur les actes et non sur les paroles que les Français jugeront les responsables de l'ordre public ».*

L'Association des déportés, internés, résistants et patriotes de Paris *« exprime sa profonde émotion devant le criminel attentat néo-nazi commis devant la synagogue, s'incline avec émotion devant les victimes, exige du ministre de l'intérieur que des mesures soient prises pour mettre un terme à ces agissements criminels et châtier les responsables ».*

L'Amitié judéo-chrétienne de France *« tient à exprimer son indignation devant le lâche et odieux attentat contre des fidèles, dont un nombre important d'enfants, réunis pour prier en un jour de fête, renouvelle sa sympathie à la communauté juive, et particulièrement à la communauté libérale qui vient d'être touchée, demande instamment au ministre de l'intérieur, devant l'inefficacité des mesures actuelles, de réexaminer les possibilités de protection des institutions juives et appelle ses membres chrétiens à témoigner d'une façon concrète leur solidarité avec leurs frères juifs ».*

L'Association de solidarité franco-arabe *« exprime son indignation contre les auteurs de tels actes terroristes qui ont causé plusieurs morts et de nombreux blessés. L'Association de solidarité franco-arabe dénonce avec force les auteurs de cette manifestation raciste criminelle et tient à adresser toute sa sympathie attristée aux familles des victimes ».*

L'Union des juifs pour la résistance et l'entraide *« élève une protestation indignée devant l'ignoble attentat perpétré à la synagogue de la rue Copernic. Elle s'incline avec douleur devant les victimes et leurs familles et exige des pouvoirs publics qu'il soit mis fin aux agissements criminels des bandes fascistes ».*

Dans un communiqué publié à New-York, M. Gérard Daniel, président de l'Union mondiale pour le judaïsme progressiste, qui a son siège à Jérusalem, exprime son indignation et déclare : *« L'humanité est la cible, le juif est la première victime. La méthode du terrorisme est le meurtre. L'outil du terrorisme est la peur. Le but du terrorisme est la tyrannie. »*

M. A. DE ROTHSCHILD (CRIF) : le dernier degré de l'escalade.

M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a déclaré, rue Copernic :

« Je suis encore sous le coup de l'émotion. Se venger ? Non. Il faut que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour faire arrêter cette violence. Nous assistons à une escalade : d'abord des slogans sur les murs, des tombes profanées dans les cimetières, il y a quelques jours des attentats à la mitraillette. Maintenant ils ont la volonté de tuer. Nous subissons le dernier degré de l'escalade. Il faut mettre un terme à la haine. Les pouvoirs publics sont placés devant leurs responsabilités. Il faut éliminer ces groupes. Si la bombe avait explosé cinq minutes plus tard, à l'issue de cet office qui s'achevait, nous aurions eu plusieurs dizaines de morts. »

● *Le rabbin William,* rabbin de la synagogue de la rue Copernic : *« C'est une honte pour la France ! Français, Françaises, faites quelque chose contre ces meurtriers ! Ils doivent savoir que nous n'avons pas peur. Que veulent-ils ? 42, 43, 44 encore ? La communauté juive doit rester calme et unie. Tous les non-juifs et les gens normaux doivent réagir fortement auprès de leurs députés, de leurs sénateurs, de leurs journaux, pour protéger l'honneur et la justice en France. »*

Brésil

SUICIDE D'UN NAZI AU BRÉSIL

Le criminel de guerre Gustave-Franz Wagner s'est suicidé le 3 octobre dans l'après-midi à son domicile d'Itabia, près de Sao-Paulo. C'était sa quatrième tentative. La dernière remontait à novembre 1979, peu après la diffusion d'un épisode du film *Holocauste* par la télévision brésilienne. Ancien sergent S.S., devenu commandant adjoint des camps de concentration polonais de Treblinka et Sobibor, surnommé « la Bête humaine », Gustav-Franz Wagner était accusé d'avoir exterminé des centaines de juifs. Entré au Brésil en 1959 sous sa propre identité, il avait été arrêté pendant quelques mois, puis libéré après le rejet par le Tribunal suprême brésilien des demandes d'extradition présentées par l'Allemagne fédérale, la Pologne, Israël et l'Autriche (*le Monde* des 22 et 23 juin 1979). Ses crimes avaient été considérés comme couverts par la prescription. Depuis lors, il avait été hospitalisé dans un établissement psychiatrique de Brasilia. — (A.F.P.)

DANS LES SYNDICATS

Des organisations de policiers s'inquiètent du « laxisme » des autorités

● La C.G.T. : *« Une nouvelle fois, un attentat fasciste aux conséquences dramatiques confirme les réels dangers que représente l'activité de groupes néo-nazis dans notre pays. La responsabilité gouvernementale, celle du ministre de l'intérieur, maintes fois mises en évidence, en raison même de leur complaisance à l'égard de ces groupes, se trouvent confirmées dans ces tragiques circonstances. La protestation doit gagner en ampleur à la mesure même de la gravité de l'attentat. La C.G.T. s'incline devant les victimes de cet acte odieux. »*

● La C.F.D.T. : *« Exige que toute la lumière soit faite et s'inquiète que les pouvoirs publics soient plus occupés d'attenter aux libertés que de mettre hors d'Etat de nuire les éléments fascistes. La situation est grave. Il faut réagir. La C.F.D.T. propose aux autres organisations syndicales, aux forces démocratiques de ce pays, de se réunir dans les plus brefs délais pour envisager la riposte qui s'impose. »*

● La C.G.T.-F.O. : *« L'acte inqualifiable de la rue Copernic rappelle fâcheusement des périodes et des méthodes que l'on croyait révolues. La confédération F.O. considère la situation comme suffisamment préoccupante pour exiger des pouvoirs publics que des dispositions soient prises afin de préserver les libertés. La démocratie ne saurait être mise en cause par quelques groupes fanatisés ou manipulés. »*

● LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE : *« La faiblesse et la complaisance manifestée à l'égard de ceux qui ne se cachent même pas pour propager leurs théories et narguer la justice, ont permis que soit à nouveau poussée au bout la logique effroyable qui conduit à la mort. La FEN exige que justice soit faite, que la loi soit appliquée dans toute sa rigueur à ceux qui osent prôner en toute impunité les thèses nazies. »*

● M. AUGUSTE BLANC, secrétaire général de la Confédération des syndicats libres : *« Dans un pays qui se dit libre, démocratique et républicain la violence d'où qu'elle vienne ne peut avoir sa place et doit être sévèrement réprimée. »*

D'autres organisations ont réagi, notamment le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège et le Syndicat national de l'enseignement supérieur.

● LA FEDERATION AUTONOME DES SYNDICATS DE POLICE ET LE SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES POLICIERS EN CIVIL condamnent ce lâche attentat et déclarent : *« Depuis plusieurs mois les deux organisations syndicales n'ont cessé de dénoncer et de mettre en exergue la montée du nazisme en France. Elles s'étonnent, face à cette recrudescence de la violence fasciste, du laxisme des pouvoirs publics et du ministre de l'intérieur qui, jusqu'alors, a toujours déclaré qu'il ne fallait pas donner plus d'importance à l'affaire qu'elle n'en avait. »*

● LA FEDERATION C.F.D.T. DE LA POLICE estime que *« la police nationale a pris un retard considérable pour lutter efficacement contre les assassins racistes d'extrême droite ». « Sans la police italienne, l'inspecteur Durand, de la FANE, serait encore vraisemblablement dans la police française »,* déclare la fédération qui ajoute : *« Le ministère de l'intérieur (...) doit rapidement déterminer les priorités, donner les hommes et les moyens nécessaires à la neutralisation des assassins de la rue Copernic. »*

● LE SYNDICAT INDEPENDANT DE LA POLICE NATIONALE (gardiens de la paix) demande au ministre de l'intérieur *« de mettre tout en œuvre afin que les auteurs de ces attentats ne puissent continuer à perpétrer leurs méfaits, compromettant gravement l'équilibre et la paix dans notre pays. »*

● LE SYNDICAT GENERAL DE LA POLICE, déclare par la voix de son secrétaire général, M. Bernard Delaplace, dans *Libération* : *« Nous sommes étonnés par l'attitude du ministre de l'intérieur, qui minimise le danger des mouvements néo-nazis. Nous sommes également inquiets parce que des mouvements d'autodéfense risquent de se créer à la suite de cette action (...). Notre police est-elle donc la plus mauvaise du monde qu'il faille que l'Italie nous renseigne pour savoir qui fait quoi dans le mouvement nazi ? »*

● L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU JOURNAL *LE MONDE « s'élève avec indignation contre l'attentat antisémite de la rue Copernic.*

» Cet attentat s'ajoute à la longue liste d'agressions perpétrées contre des immigrés, des organisations politiques et syndicales, des personnalités, forfaits devant lesquels le pouvoir giscardien reste inactif. Son laxisme et ses liens avec des éléments troubles ont conduit au drame de vendredi.

» Le personnel de l'entreprise proteste contre cette collusion, il déclare s'opposer aux pratiques d'un gouvernement qui prétend sauvegarder la « sécurité et la liberté » des Français et il appelle à la manifestation de ce samedi 4 octobre, de 14 heures à 17 heures, place Beauvau. »

L'ÉMOTION A « APOSTROPHES »

Sur l'invitation de Bernard Pivot, les médecins qui participaient, vendredi soir, à l'émission d'Antenne 2 « Apostrophes », *ont pu exprimer leurs premières* réactions après l'attentat de la rue Copernic.

Sévère et ferme, le professeur Paul Milliez, rappelant son rôle dans la Résistance, a fustigé des *« faits que je ne pensais revoir de ma vie ».* Bouleversé, le professeur Alexandre Minkowski a rappelé le long cheminement d'attentats impunis, les meurtres de Curiel et de Goldman, mettant en cause l'« *incurie* » ambiante. « Médecin au monde », Bernard Kouchner s'écria : *« Parfois on a envie de ne plus être médecin... »*

Ces quelques minutes de forte émotion ont ensuite donné un autre tour à l'émission littéraire, marquée par l'intrusion d'une *actualité dramatique.* Bernard Pivot devait ensuite préciser qu'il avait eu l'idée d'interroger ses invités, en apprenant la nouvelle *à la radio. Les participants, eux,* semblaient soulagés d'avoir pu se livrer, à chaud.

A. L.

TERRORISME : POURQUOI LES NAZIS JETTENT LEUR MASQUE
LE CLASSEMENT DES DEPUTES SELON LEUR MERITE
DEUX GRANDES ENQUÊTES
LE NOUVEL OBSERVATEUR
CETTE SEMAINE
L'HISTOIRE BOUGE, LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI

SOCIÉTÉ

L'ATTENTAT CONTRE LA SYNAGOGUE DE LA RUE COPERNIC

Les réactions

DANS LES MILIEUX D'EXTRÊME DROITE

● *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national : « *Le terrorisme criminel, qui avait tué à Bologne et à Munich, a aujourd'hui assassiné à Paris. Il ne fait pour nous aucun doute que ces crimes entrent dans une stratégie de provocation qui ne peut profiter qu'à la subversion communiste et à ses desseins d'agression contre le monde libre. Les forces de liberté doivent s'unir pour faire face aux actions révolutionnaires qu'ils annoncent.* »

● *M. Pascal Gauchon*, leader du Parti des forces nouvelles : « *Avec tous les Français, je pleure les victimes du monstrueux attentat commis aujourd'hui rue de Copernic et je me sens solidaire des innocents qui étaient visés. Mais les pleurs ne suffisent pas. Il n'est plus possible de perdre une minute. Je réclame qu'un plan d'urgence soit mis sur pied afin de mettre hors d'état de nuire les responsables de cet attentat et de toutes les agressions antisémites qui ont lieu depuis un mois.* »

● *La Nouvelle Droite française* (anarchiste antirépublicaine), que dirige M. Michel-Georges Micberth, « *exprime son indignation devant cette escalade irréversible de la violence et réaffirme sa condamnation de toute action terroriste quels qu'en soient les auteurs et quelle que soit la folie idéologique qui puisse les inspirer* ». Elle « *recommande à tous les hommes qui se sentent concernés ou menacés par ces menées extrémistes, de ne pas tomber dans le piège de la provocation qui leur est tendu* ».

● *L'Association des amis de Rivarol* (monarchiste) : « *Les récents attentats dirigés contre la communauté juive suscitent l'indignation de tous les honnêtes gens. Ils sont le fait de criminels téléguidés par une puissance étrangère, ou ses alliés, dans l'évidente intention de distraire l'Occident des événements de Pologne et d'Afghanistan. Les Amis de Rivarol réclament que soit mise en œuvre toute la vigilance des pouvoirs publics et de la justice pour que soient châtiés les artisans de cette subversion.* »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

M. J.-F. KAHN : la démission des pouvoirs publics

Jean-François Khan écrit dans *le Matin* :

« *Nous assistons simplement à une phase nouvelle et absolument prévisible de l'offensive fasciste qui se développe depuis 1974 en France et qui se nourrit à la fois de la démission des pouvoirs publics, de la complicité de certains éléments policiers et du mutisme des grands médias (...).*

» *Les assassins ont frappé plus de cent cinquante fois. Leurs victimes ? Des juifs comme Curiel, des Algériens comme Labal, mais aussi des résistants des droits de l'homme, des démocrates.*

» *Cent cinquante fois. Bilan du côté des défenseurs patentés de l'ordre public : aucune arrestation, aucune inculpation, aucune suite judiciaire. Le néant. (...)*

» *Les néo-nazis agissent impunément, mais Simon Malley est expulsé : voilà le symbole de la politique poursuivie depuis six ans. La prose de Simon Malley est dangereuse, par celle de Louis Pauwels. On n'a rien compris si on n'a pas assimilé cette équation fondamentale. Si les Italiens n'avaient pas montré du doigt cet inspecteur néo-nazi, nul doute que Paul Durand serait toujours dans la police. La preuve : un responsable du principal syndicat de la police affirme que 20 % des membres de la FANE se sont infiltrés au sein des forces de l'ordre. Le propre journal de la FANE*, Notre Europe, *dit exactement la même chose.*

» *Et le ministre se tait et la radio se tait et la télévision se tait.*

» *Qu'on y réfléchisse : ces assertions sont fausses ou elles sont vraies. Dans le premier cas, le responsable syndical ferait preuve d'une grande légèreté et on serait en droit de lui demander des comptes, mais, dans le second cas, le ministre de l'intérieur, et c'est un euphémisme, serait bien coupable. Et dans de nombreux pays, dits démocratiques, il aurait déjà donné sa démission.*

Dans le « Figaro - Magazine »
M. PAUWELS ET LE PSEUDO-ANTIRACISME

M. Louis Pauwels, directeur du *Figaro-Magazine*, dont Jean-François Kahn met en cause la prose dans *le Matin*, écrit dans l'éditorial du dernier numéro de l'hebdomadaire : « *Convient-il d'encourager ou d'enrayer la naissance d'une société multiraciale en France ? Est-ce un bien pour tous ? Ou une source de maux pour tous, et particulièrement pour les ethnies rapportées ? Faut-il considérer comme un progrès l'essai d'une « civilisation commune » ? Mais ne serait-ce pas au risque d'une déculturation générale et d'une perte d'identité pour tout le monde ? Nous sommes en démocratie. Les choix essentiels de société y doivent être soumis au sentiment populaire. Le silence des gouvernants et des médias est, là-dessus, épais. Pourquoi ?*

» *Puis-je poser ces questions sans passer pour raciste ? Voilà le mot lâché. On en fait, aujourd'hui, un tel usage que la confusion est totale (...).*

» *Il faut s'expliquer une bonne fois sur le racisme. Reconnaître et vouloir maintenir l'existence d'ethnies dissemblables, et par là de cultures et de sociétés spécifiques, c'est admettre, saluer, protéger la diversité du monde humain. Etre raciste, c'est nier ou refuser cette diversité. C'est entreprendre de ramener l'humanité à un modèle unique. Un modèle génétique : le nazisme. Un modèle social et économique : la république marchande universelle de type américain ou le communisme universel. Il y a donc un pseudo-racisme, qui est, en réalité, une ignorance, un mépris et un rejet des identités ethniques et culturelles, et dont le but est le broyage des peuples, l'uniformisation de l'humanité, sa réduction à un comportement unique.* »

« FRANCE-SOIR » : un raccourci sanglant.

« *L'antisémitisme n'a jamais été qu'un raccourci sanglant vers le pouvoir. Un pouvoir morbide, destructeur et qui porte en lui les germes d'un suicide collectif.*

» *Pourchasser les responsables du crime d'hier, c'est donc protéger la démocratie. Sans doute est-il temps de prendre au sérieux ceux qu'on a appelés jusqu'à présent « nazillons » ou « néo-nazis », et qui, en vérité, sont des assassins, les plus lâches et les plus cruels des assassins.* »

LE FIGARO : la place des terroristes est en prison, ou à la morgue.

« *La police ne peut se retrancher derrière la difficulté de confondre les coupables. Nous ne demandons pas que l'on arrête n'importe qui. Nous exigeons que l'on s'intéresse de très près — et durement — à tous ceux qui — matériellement ou moralement — de près ou de loin, ont un rapport quelconque avec les assassins de la rue Copernic (...). Le terrorisme, quelles que soient ses motivations, politiques ou raciales, sa coloration, rouge ou noire, ses manifestations, antisémites ou anti-arabes, est un cancer que le peuple français doit extirper de son sein sous peine d'en mourir. Ce qui vient de se passer n'est pas seulement l'affaire de la police. C'est aussi et d'abord la vôtre, la nôtre. Les Français doivent — chaque Français doit, — sans la moindre équivoque, dire non aux tueurs (...).*

» *Nous disons : non ! Nous répétons : la place des terroristes est en prison. Ou à la morgue.* »

MAX CLOS.

L'AURORE : l'infâme.

« *Il est évident que cela n'a pour but que d'inciter la communauté israélite à appliquer la loi séculaire du talion. Puissent les plus jeunes ne pas tomber dans le piège...*

» *Mais aujourd'hui, il ne suffit plus d'être vigilant ni de s'indigner : il faut écraser l'infâme.* »

JEAN MIOT.

LIBERATION : le rôle du gouvernement.

« *Qui cherche quoi ? Qui veut nous persuader d'une vague d'antisémitisme, nous piéger dans des leurres et faire exister à coups de bombes un ghetto mental dans lequel on enfermerait les juifs et petit à petit tous les autres qui n'acceptent pas ? Qui invente la guerre ?*

» *Il n'est qu'une seule réponse. L'identité des tueurs et leurs complicités où qu'elles soient. C'est entre autres le rôle d'un gouvernement qui tire théoriquement sa justification de sa capacité à assurer la coexistence des différences dans un peuple sans qu'aucune ne meure. Le gouvernement ne fait pas, ou ne peut pas répondre à la question, parce que sa police n'est pas toute, loin de là, antifasciste. Le gouvernement est sommé de répondre à cette question vite, avant que les tueurs n'aient atteint leur objectif : la ghettoïsation progressive des esprits.* »

SERGE JULY.

L'HUMANITE : une question de volonté.

« *Les groupes fascistes sont connus des services du ministère de l'intérieur. Ils sont fichés. Ce n'est pas la première fois qu'ils frappent. Des collèges juifs ont été déjà mitraillés, des synagogues incendiées, Curiel, Goldmann, Laïd Sebaï assassinés, le M.R.A.P., la Ligue des droits de l'homme, la C.G.T. ont été plastiqués. Et la liste n'est pas exhaustive.*

C'est assez. Il est temps de mettre hors d'état de nuire les tueurs. Le gouvernement a tous les moyens pour cela. Encore faut-il qu'il en ait la volonté. (...) Au lieu de lancer sa police contre les travailleurs en grève et de traduire devant les tribunaux les militants ouvriers, le gouvernement ferait mieux [illegible] d'arrêter les coupables et de les frapper, vite et fort. »

RENÉ ANDRIEU.

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la justice ou la vengeance.

« *Les assassins sont parmi nous. A présent, tapis quelque part dans la jungle qu'est une grande ville, ils sont une poignée d'hommes, une poignée de criminels qui ne représentent rien d'autre que leur haine, rien d'autre que leur fanatisme, rien d'autre que leur bestialité, qui attendent, qui espèrent que certains membres de la communauté israélite se laisseront aller à leur tour aux mouvements incontrôlables de la colère et de la haine.*

» *Le sang qui a été versé crie justice. Si justice n'était pas faite, prompte, claire, impitoyable, il crierait vengeance.* »

DOMINIQUE JAMET.

LE MONDE diplomatique

numéro d'octobre

LA POLOGNE SUR LA CORDE RAIDE

Une quête d'authenticité et d'honnêteté (**Jean Offredo**). - La stratégie des intellectuels : vers la solidarité (**Ignacio Ramonet**). - La grande faiblesse de l'économie : Choix erronés et dogmatisme (**Wilfred Jampel**) ; Le poids de la dépendance à l'égard de l'Occident (**François Gèze**) ; La coopération au sein du Comecon (**Marie Lavigne**). - Unicité du pouvoir politique, pluralité sociale et idéologique (**Victor Fay**).

●

LES SYNDICATS ET LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Marie-Claude Céleste, Jacques Chérèque, Mireille Lemaresquier et Nicolas Valticos

●

Le numéro : 8 F.

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout.)

L'expulsion de M. Simon Malley suscite de nombreuses protestations

M. Simon Malley, *directeur d'* « *Afrique-Asie* », a été expulsé, vendredi 3 octobre, à 16 h. 15, en direction des Etats-Unis. Sous le coup d'une procédure depuis le 27 juin, M. Malley a été interpellé à 13 heures devant la Chambre des députés et conduit au premier avion d'Air France en partance pour New-York. Bien qu'originaire d'Egypte, le directeur d' « Afrique-Asie » possède un passeport américain. Selon *certaines informations*, M. Simon Malley, qui n'était muni d'aucun papier d'identité, aurait été refoulé des Etats-Unis à son arrivée à New-York et renvoyé vers une autre destination, peut-être Genève.

Il s'était présenté quatre heures plus tôt devant la commission spéciale des expulsions de la préfecture de Paris, qui semble avoir émis un avis défavorable. L'avis de la commission n'est cependant que consultatif.

L'expulsion très rapide de M. Malley a provoqué de très nombreuses réactions. Plusieurs organisations, dont le P.C., le P.S., la C.G.T. et la C.F.D.T., ainsi que l'Union nationale des syndicats de journalistes, ont protesté contre ce que M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., a appelé « une mesure inacceptable, sans fondement juridique ».

Répondant dans la matinée, à l'Assemblée nationale, à une question orale de M. Laurent Fabius, député (P.S.) de Seine-Maritime, M. Christian Bonnet avait estimé que le directeur d' « Afrique-Asie » risquait de « nuire, par ses propos, aux intérêts de la France dans des Etats ayant avec elle des relations diplomatiques normales ». « Certains de ses articles, avait ajouté le ministre de l'intérieur, sont de véritables appels au meurtre de chefs d'Etat étrangers. »

Enlèvement

Il va être 13 heures. Accompagné d'une collaboratrice de la revue *Afrique-Asie*, M. Simon Malley s'apprête à quitter son taxi, devant l'entrée de l'Assemblée nationale, place du Président-Herriot. Il doit déjeuner avec M. Laurent Fabius, député (P.S.) de Seine-Maritime. Il n'a pas le temps de payer sa course : deux voitures, remplies de policiers des renseignements généraux, viennent de bloquer le taxi, tandis qu'une demi-douzaine de motocyclistes en civil interdisent l'accès à la chaussée et aux trottoirs.

« *Vous devez nous suivre pour prendre connaissance d'un arrêté d'expulsion vous concernant.* » M. Malley vient de reconnaître les inconnus qui, le matin même, l'avaient suivi, de son domicile à la préfecture de police, où il s'était présenté devant la commission spéciale des expulsions. Il proteste, demande à voir les papiers des policiers qui s'impatientent. L'un d'eux, plus civil, montre une carte au nom de Guy Barre.

Simon Malley change de voiture et se retrouve assis entre deux inspecteurs. Sa collaboratrice veut monter à son tour. On le lui interdit.

« *Allons, madame, c'est une voiture administrative...*

— *Je vais vous suivre avec le taxi* », propose-t-elle.

Le cortège de voitures démarre en trombe. Le taxi veut s'engager. Les motards l'en empêchent en formant un cercle autour du véhicule. Simon Malley vient d'être kidnappé, en plein midi, devant la Chambre des députés.

Il est déjà près de 14 heures. Un policier des renseignements généraux téléphone à l'épouse du directeur d'*Afrique-Asie*, lui demande de préparer une valise. L'opération est mal coordonnée : moins d'une minute plus tard, un inspecteur se présente pour prendre la valise. On indique à Mme Barbara Malley qu'elle pourra voir son mari « *une dernière fois* ». Ni la préfecture de police ni le ministère de l'intérieur n'ont encore confirmé la nouvelle de l'arrestation de M. Malley.

Dans le bureau de la préfecture de police où il est gardé, Simon Malley se voit proposer Alger, puis Genève comme destination. Mais ces deux villes sont trop proches : un ordre supérieur arrive : ce sera New-York.

Une demi-heure plus tard, Mᵉ Jean-Denis Bredin, l'un des avocats de M. Malley, laisse libre cours à son indignation : « *Je suis certain*, dit-il, *que l'arrêté d'expulsion était prêt et signé avant même que mon client ne se présente devant la commission.* » Il estime qu'on a joué une comédie à M. Malley. A 9 heures du matin, le directeur d'*Afrique-Asie* était arrivé à la préfecture de police, accompagné de ses conseils et de quatre « témoins » : MM. Georges Montaron (*Témoignage chrétien*), Jean Daniel (*le Nouvel Observateur*), Paul-Marie de la Gorce (*le Figaro*) et Père Coste. Les membres de la commission — un magistrat, un conseiller du tribunal administratif et un fonctionnaire de la préfecture — s'étaient montrés fort courtois. Des officiers de paix avaient accueilli les journalistes avec chaleur. On avait même cru comprendre que la commission avait donné un avis défavorable à l'expulsion de M. Malley.

Le directeur d'*Afrique-Asie* était ressorti à 11 h 20. Il avait ensuite regagné son journal. Des fonctionnaires avaient alors dû battre un record de vitesse pour obtenir l'avis de la commission, le rédiger, le porter au ministère, rédiger un arrêté d'expulsion, le faire signer et prévenir les R.G. Tout cela en une heure quarante ! A moins, comme le croit Mᵉ Jean-Denis Bredin, que cette mise en scène ait été de pure diversion.

Il va être 16 h 15. Dans son bureau, M. Jacques Bourderie, directeur de la rédaction d'*Afrique-Asie*, vient d'apprendre que M. Simon Malley est dans l'avion pour New-York depuis dix minutes. Il n'est plus temps de battre le rappel des amis du journal. Simon Malley a été expulsé. « *Nous continuerons*, affirme Jacques Bourderie, *à faire paraître le journal, comme si notre ami était encore parmi nous.* »

PHILIPPE BOGGIO.

Une illégalité

Dans l'hypothèse où la France est encore un Etat de droit, le droit vient d'être violé à l'occasion de l'expulsion de M. Simon Malley, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Afrique-Asie*. Il suffit pour s'en convaincre de rapprocher les fautes officiellement notifiées à M. Malley de la légalité applicable à celles-ci.

Selon une « décision » restée verbale apparemment (puisqu'il n'en est pas de trace écrite) du ministre de l'intérieur, en date du 9 juin, le responsable d'*Afrique-Asie* s'est vu retirer le 27 juin suivant un titre de séjour dont il disposait depuis le 28 janvier 1972. Dans le même souffle une procédure a été engagée contre lui sur la base de la « loi Bonnet », pour s'être « maintenu sur le territoire » alors que le renouvellement de son titre de séjour lui avait été refusé (article 23, 6° de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers, révisée par M. Bonnet).

Telle est l'unique base légale de la procédure engagée contre M. Malley et pour laquelle il a comparu, vendredi 3 octobre, devant une commission d'expulsion. Aucun autre reproche n'a été officiellement notifié à l'intéressé.

Or l'article 9 de la loi Bonnet modifiant la législation sur les étrangers prévoit que « *les étrangers qui, au 1er juillet 1979, étaient titulaires depuis plus de cinq ans d'une carte de résident temporaire ne peuvent, s'ils se maintiennent sur le territoire français postérieurement à la décision refusant de renouveler leur titre, être expulsés qu'après leur condamnation définitive pour défaut de titre de séjour* ».

Cet article 9 prévoit deux exceptions à cette relative mansuétude si « *l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ou le crédit public* », « *si l'étranger se prévaut d'un titre de séjour contrefait* ». Aucune de ces deux exceptions ne figure dans les poursuites engagées contre M. Malley, qui n'a, d'autre part (on ne lui en a pas laissé le temps !), jamais été condamné pour défaut de titre de séjour ; à qui, de plus, n'ont jamais été expliquées les raisons de cette « décision » du 9 juin refusant le renouvellement de son titre. Or une telle explication est *obligatoire depuis la loi du 17 juillet 1979 sur la motivation des décisions administratives*. La circulaire d'application de cette loi vise expressément une telle explication dans le cas de « *refus de renouvellement du titre de séjour* » (*Journal officiel* du 15 janvier 1980, page 512).

L'illégalité dont est manifestement victime M. Malley n'est assurément pas sans précédent. Mais la publicité faite autour de cette personnalité rappelle que le séjour des étrangers en France peut n'être assorti d'aucune garantie de droit quand parle la raison d'Etat. Au moins, pour cette fois, l'a-t-on vu clairement. — Ph. B.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITE : lèse-majesté.

« *En fait, les griefs que nourrit le gouvernement à l'égard d'Afrique-Asie sont politiques. La revue avait pris position pour les Etats progressistes du tiers-monde et critiqué les gouvernements qui ont gardé des relations étroites avec le colonialisme français. C'est ainsi qu'elle avait eu, notamment, le mauvais goût de dénoncer la répression de Mobutu au Zaïre, les expéditions de Hassan II au Sahara occidental et les assassinats d'enfants au royaume de Bokassa. (...)*

» *En vérité, ce qui nuit aux intérêts et au prestige de la France, c'est le retour à la lettre de cachet et d'expulsion d'un journaliste pour délit d'opinion. Ou crime de lèse-majesté. Car tel est le bon plaisir du prince.* »

RENÉ ANDRIEU.

LIBERATION : lettre de cachet.

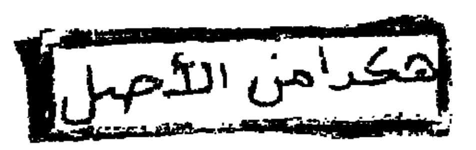
« *Mais pour qui se prend l'occupant provisoire de l'Elysée ? Pour l'empereur d'Afrique ? Pour un monarque absolu libre de dire à quiconque, entre deux chasses, son bon ou son mauvais plaisir ? Après les diamants, après le parent centrafricain, après les expéditions et contre-expéditions du Tchad, après les coups fumeux du S.D.E.C.E., après les interdictions de livres, le voilà qui maintenant envoie, sur simple lettre de cachet, R. Delpey en prison et expulse, pour le motif désormais ouvertement avoué que ses écrits ne plaisent pas, le journaliste S. Malley aux Etats-Unis. S. Malley énerve les comtes africains de Giscard. Leur suzerain, bon prince, fait place nette. Et qu'importe si cela viole la liberté de la presse, le statut des correspondants étrangers à Paris, la loi, le droit et tout le reste. Pas touche à son Afrique...* »

J.-L. P.

LE MATIN : république des faux-nez.

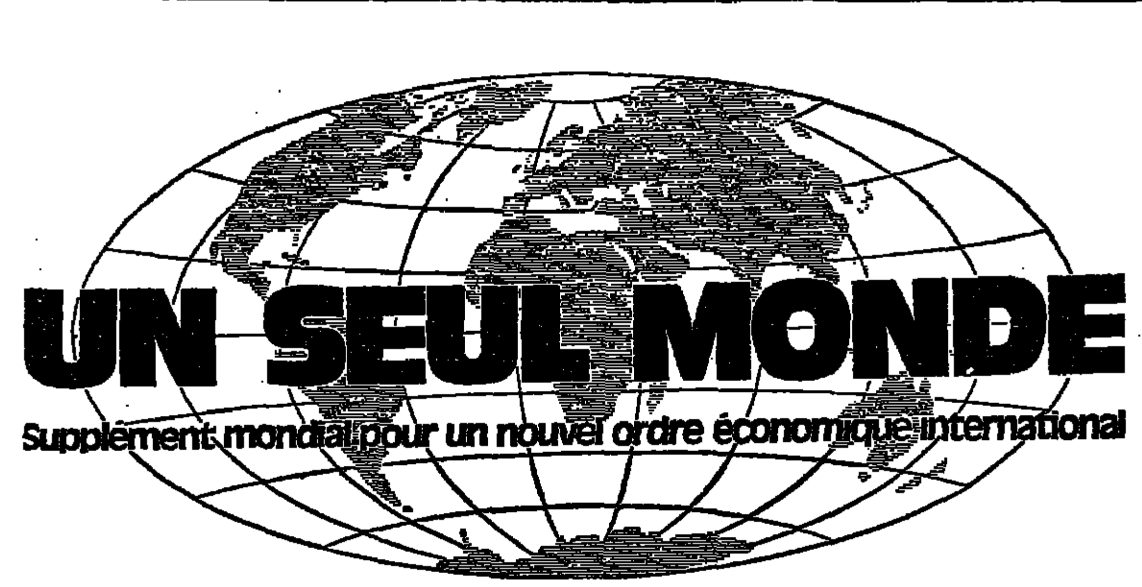
« *Simon Malley est indésirable parce qu'on l'a dépouillé de ses papiers. Ailleurs, la police place un sachet de drogue dans la poche de celui qu'elle veut perdre. Cela participe de la même technique.*

» *Roger Delpey, à qui son ami Bokassa a fait quelques confidences probablement malencontreuses, est malheureusement français. On ne peut donc pas l'expulser. Alors on l'a mis en prison, inculpé d'intelligence avec des puissances étrangères. A son sujet aussi, on a parlé de lettre de cachet. Mais celle-ci avait le mérite, si présentait la commodité, de se passer d'inculpation. Encore une fois, c'était plus franc... Lettre de cachet ? Décidément non ! mais république des faux-nez. C'est la définition de l'Etat giscardien que retiendront peut-être les historiens de l'avenir après s'être penchés sur ces deux dossiers.*



Le Monde

FORUM DU DÉVELOPPEMENT • ŻYCIE WARSZAWY • EL MOUDJAHID • Magyar Nemzet • EL PAIS • JORNAL DO BRASIL • Frankfurter Rundschau • 朝日新聞



« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, *proclamons solennellement* notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement... »

(Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1er mai 1974 par la sixième assemblée spéciale des Nations unies.)

• TO BHMA • LA STAMPA • ПОЛИТИКА • Die Presse • EXCELSIOR • INDIAN EXPRESS • Le Monde • DAWN • le soleil •

EN MAL D'INFLATION

L'INFLATION est partout. Les seize grands journaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe qui réalisent, avec les services d'information des organisations internationales du système de l'ONU, un supplément commun publié tous les trois mois, la même semaine, ne pouvaient l'ignorer.

C'est en vain que les économistes et les spécialistes les plus éminents s'efforcent de se mettre d'accord sur les causes profondes de cette maladie qui ronge tant d'économies — si elle les dope parfois un temps, — et sur les remèdes qui seraient susceptibles de l'enrayer efficacement.

Pour les opinions publiques, en tout cas, l'inflation se traduit par une hausse irrépressible des prix qui *accroît partout le sentiment* d'insécurité. Non seulement dans les pays en voie de développement, contraints d'« importer » l'inflation des pays industrialisés — qui s'ajoute à la leur, — de payer leur énergie plus cher et de s'endetter de *façon catastrophique sans pouvoir pour autant* développer leurs investissements, mais encore dans les pays industrialisés, où des couches nombreuses de la population, notamment les jeunes, les vieux, les femmes et les minorités, voient leur *niveau de vie* se réduire inexorablement quand elles ne sont pas frappées par le chômage.

Voilà la situation que constatent les rédacteurs de ce supplément. Soucieux de ne pas esquiver ce problème *crucial*, les uns et les autres se sont cependant bornés le plus souvent à décrire les ravages causés par l'inflation dans leurs pays respectifs, laissant au lecteur le soin de comparer ces expériences diverses et la possibilité de tirer de cette comparaison des conclusions, voire des leçons. Peut-on leur reprocher de ne pas avoir analysé plus profondément les causes de ce phénomène ni recherché les responsabilités, qui ne sont pas seulement étrangères ? Leur reprochera-t-on également de ne pas réclamer plus vigoureusement les remèdes que toutes les nations se devraient de prendre, ensemble et séparément, pour venir à bout de ce mal ?

L'auraient-ils fait qu'on les accuserait sans nul doute de *s'ériger en juges et d'écrire* plus en idéologues ou moralistes qu'en informateurs. Et pourtant... il faudra bien comprendre un jour que les grands problèmes économiques de l'heure sont fondamentalement des problèmes humains et qu'on ne parviendra à *les maîtriser* qu'en accordant une véritable priorité à leurs aspects sociaux et moraux.

C'est bien ce que veulent dire les cent vingt pays en développement du groupe « des 77 », lorsqu'ils dénoncent l'absence de volonté politique des pays industrialisés qu'ils rendent responsables des échecs successifs des négociations Nord-Sud depuis 1974. Ont-ils tort ? Ont-ils raison ? Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'un problème comme l'inflation, dont ils sont les premiers à souffrir ne sera jamais résolu par de simples aménagements techniques et financiers que n'inspirerait pas une grande détermination morale et sociale.

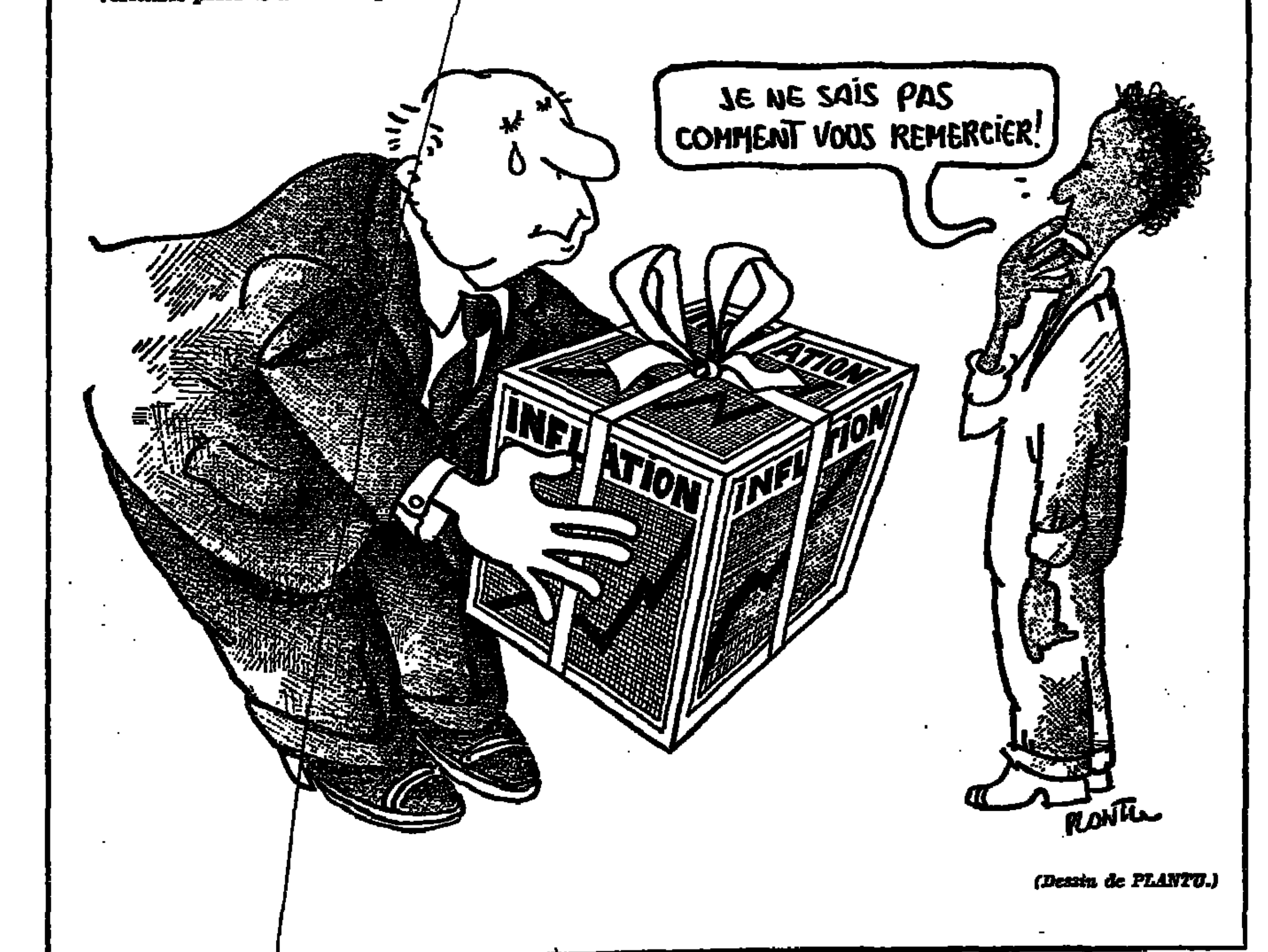
Dans une large mesure, en effet, l'inflation est aujourd'hui le prix que coûtent à la société internationale le maintien de privilèges et de rentes de situation qui constituent autant d'injustices, de gaspillages de toutes sortes dont le plus colossal reste la course mondiale aux armements, et dont la raréfaction des matières premières, la diminution des rendements et les pollutions coûteuses ne sont pas les seules conséquences (1). Bref, l'inflation est l'un des prix qu'il faut payer pour l'égoïsme des uns et la volonté de puissance des autres. Et ce prix tend à s'élever.

Comme un cancer, l'inflation ronge les tissus économiques et sociaux des sociétés, risquant même à la longue de mettre en cause leur existence, si celles-ci n'engageaient pas contre elle la lutte avec la détermination suffisante. Des historiens modernes révèlent ainsi que la disparition subite et totale dans le passé, de plusieurs civilisations brillantes n'est plus une énigme, et que celles-ci se sont effondrées parce que leurs dirigeants avaient trop demandé aux hommes et à la nature.

Certes, l'histoire doit être interprétée avec prudence. Mais qui peut douter aujourd'hui que les injustices et les gaspillages ne soient partout, plus ou moins, à la racine du désordre économique actuel et que l'instauration d'un nouvel ordre économique international, visant à réduire les unes et les autres, ne constitue le meilleur moyen sans doute de maîtriser une inflation généralisée qui menace les fondements même de l'ordre actuel ?

JEAN SCHWOEBEL.
(Coordonnateur.)

(1) Le prix également de conflits et de tensions sociales *qui résultent de la contestation croissante à l'égard de ces* injustices et de ces gaspillages.



(Dessin de PLANTU.)

TRIBUNE DES NATIONS UNIES

Des effets dévastateurs

A l'heure actuelle, pratiquement tous les pays du monde sont atteint par l'inflation. Celle-ci a eu des effets dévastateurs tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Alors que les pays développés à économie de marché *connaissent des taux d'inflation* de 10 % à 15 % par an, dans beaucoup de pays en développement les taux d'inflation ont, depuis 1979, atteint ou même dépassé 30 %.

L'inflation est devenue un obstacle essentiel à la croissance de l'économie mondiale et, de ce fait, également, à l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Elle encourage l'adoption de politiques déflationnistes qui réduisent la demande et élèvent des barrières dans le domaine du commerce extérieur. Les pays en développement non exportateurs de pétrole, qui sont ceux qui ont le plus grand besoin d'un ordre économique plus équitable, seront probablement les premiers à ressentir les conséquences de telles politiques et aussi ceux qu'elles atteindront le plus durement.

Cependant, l'inflation, si ses effets sont universels, peut avoir des origines variées, et on l'explique de façon diverse dans les différentes parties du monde :

● Dans les *pays développés à économie de marché, on considère qu'elle* est due à la fois à des facteurs agissant sur la demande et à des facteurs influant sur les prix de revient. Il y a « inflation par la demande » lorsque *des injections* excessives *de monnaie*, à la suite d'un financement gouvernemental des déficits, d'une politique de crédit libérale ou d'une politique monétaire laxiste (à bas taux d'intérêt), font monter les prix. Quant à l'« inflation par les coûts », elle est due à une politique salariale trop généreuse, à des taxes à la valeur ajoutée, à la dépréciation du taux de change, à l'augmentation des prix à l'importation, à des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement (qui peuvent être provoqués par des grèves, des lock-out, une insuffisance des moyens de transport ou, tout aussi bien, par des causes naturelles).

Aux Etats-Unis, on fait remonter l'origine de la tendance inflationniste actuelle à l'année 1968, le gouvernement ayant assuré alors le financement d'un énorme déficit pour couvrir les dépenses afférentes à la guerre du Vietnam. Dans l'ensemble des pays développés à économie de marché, des politiques trop tolérantes à l'égard de la régulation de la masse monétaire mise en circulation se sont traduites par des liquidités excessives : trop d'argent face à un volume décroissant de biens.

Aux Etats-Unis, l'inflation par la demande a été aggravée par l'inflation par les coûts lorsque, au début des années 70, le dollar a commencé à se déprécier, tandis que le prix du pétrole et celui des matières premières de base se mettaient à monter. On estime que l'augmentation du prix du pétrole a eu des effets inflationnistes particulièrement graves à partir de 1974.

ERVIN LAZLO
et AK. BHATTACHARYA.

(*) Le docteur Ervin Laszlo (Etats-Unis) *est chargé spécial de recherche et* M. A.K. Bhattacharya (Inde) est attaché de recherche auprès de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde *(Paris)*

Dissolvant ou moteur de la société

LA France a une solide tradition d'inflation. Longtemps même, à l'époque où ce cancer rongeait moins ses concurrents, elle a *fait figure de spécialiste en la matière*. A l'exception de courtes *périodes* — celles, par exemple, où M. Pinay, l'ancien président du conseil, venait aux affaires, — *la hausse des prix a été à l'ordre du jour, l'opinion ne* croyant guère, à vrai dire, aux chances durables de « l'expansion dans la stabilité des prix », adage que popularise un autre président du conseil, M. Edgar Faure.

L'année 1980 ne déroge pas à la règle. Au premier semestre — le doublement des prix du pétrole brut aidant, — l'augmentation des prix a même battu ses records : 15 % de rythme annuel, avec des taux *supérieurs encore pour les produits manufacturés* (aux prix redevenus libres). On prévoit actuellement que, pour l'ensemble de l'année, la hausse sera de 13 % à 14 %, un tiers de plus que les années précédentes. C'est moins qu'en Italie et en Grande-Bretagne, certes ; mais c'est aussi plus du double de celle constatée en Allemagne.

Du coup chacun cherche des boucs *émissaires. C'est la faute au gouvernement* qui libère les prix industriels et, maintenant, alimentaires; qui invite le patronat à augmenter ses bénéfices (donc ses prix); qui *répercute* intégralement les hausses du *pétrole brut et les élargit même aux autres* sources d'énergie... Ce discours de l'opposition est exact. Mais insuffisant. Car l'inflation croissante que connaît le pays tient à des causes infiniment plus variées et durables : politiques, économiques, sociologiques.

Causes *politiques* : l'acceptation des relèvements des prix agricoles pour maintenir les revenus des paysans ; l'extension *des lois sociales (relèvement du salaire* minimum, cotisations sociales supplémentaires, taxes pour la formation permanente ou l'indemnisation du chômage...), qui alourdit *les* coûts de *production*. Mais *causes économiques aussi : le renchérissement* du pétrole et de certaines matières premières ; le désordre monétaire international, qui mine les principales monnaies d'échange, sabote les politiques nationales de paiements, stimule l'inflation interne ; les pratiques de cartels ou d'ententes, qui rançonnent un peu plus chaque année le consommateur, même quand la demande faiblit (l'exemple de l'automobile est caractéristique à cet égard) ; le gonflement des profits depuis deux ans, bien que le marché n'ait guère été porteur.

Les causes sociologiques ne sont pas les moindres : la course universelle au revenu supplémentaire, chacun voulant gagner autant que le voisin, le collègue mieux payé bien qu'il n'ait pas de mérite particulier à cela ; la résistance générale à la suppression des rentes de situation, à la remise en cause des « droits acquis » (« société bloquée ») ; la tendance, même en cette période de crise et de stagnation — parfois de baisse — du pouvoir d'achat, à gaspiller, à remplacer au lieu de réparer, à faire de l'avoir un élément d'ostentation non de mieux-être.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 11.)

TRIBUNE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Une révolution tranquille dans le domaine de la santé

IL faisait autour de 40 degrés à l'ombre. Tandis que j'attendais, mal abrité du soleil par un bosquet de bambous, mon guide courait d'une maison à l'autre, quittant ses sandales chaque fois qu'il franchissait le seuil d'une maison et les réenfilant pour se précipiter clopin-clopant à travers la boue desséchée par le soleil vers la maison suivante. Ses efforts furent enfin récompensés.

Mme Ampom Laechel sortit timidement de l'ombre de sa demeure et s'avança au soleil en nous lançant, à mon guide et à moi, un regard interrogatif. Lorsqu'elle sut que je venais de l'O.M.S. et que je souhaitais assister à une partie de la tournée journalière qu'elle effectue en qualité d'agent des services de soins de santé primaires, elle rentra vivement dans sa maison pour troquer sa blouse noire et sa jupe verte à dessins contre son bel uniforme : une veste légère de couleur fauve par-dessus une jupe rouge et or, avec un insigne portant une inscription en caractères thaï, mais aussi les lettres D.E.I.E.S, initiales des mots « Development Evaluation of Integrated Health Delivery Systems ».

A vingt-six ans, elle est l'agent sanitaire bénévole du petit village agricole de Ban Kuang, en Thaïlande septentrionale. Le gouvernement lui fournit l'uniforme, ainsi qu'une petite trousse de base pour les premiers secours : aspirine et comprimés contre les maux de tête, comprimés vitaminés, sirop contre la toux, alcool pour nettoyer les plaies et iode pour les désinfecter. Elle est également munie de quelques dispositifs et moyens contraceptifs — quelques stérilets pour démonstrations, un petit stock de « la » pilule — et de sels hydratants à administrer par voie orale pour le traitement de la diarrhée. C'est sa propre maison qui tient lieu de « centre sanitaire ».

Poliment, elle m'offrit l'abri de son ombrelle noire, tandis que nous cheminions lentement d'une maisonnette de bois à la suivante sous le soleil implacable. Dans chacune, elle s'enquérait amicalement de la santé de la famille. Devant la dernière maison du village, une femme tenant un bébé de quelques mois dans ses bras était assise à même le sol, sur une petite aire dégagée au pied de l'escalier. Un léger souffle de brise rafraîchissait tant soit peu l'air tandis que la mère, accroupie sur le sol, écossait des arachides amoncelées en un grand tas à côté d'elle. Sans affectation aucune, Mme Ampom s'assit par terre à côté de la mère et se mit à écosser, elle aussi, tout en s'enquérant de l'état de santé du bébé.

Pierre de gué

Les « soins de santé primaires » que concrétise Mme Ampom sont la garantie de l'avenir de Ban Kuang, ainsi que l'une des « pierres de gué » qui permettront à la Thaïlande de passer de son état sanitaire actuel à la réalisation du but mondial de l'O.M.S. : « Santé pour tous en l'an 2000 ».

Jusqu'à une époque toute récente, dans cette province, il n'y avait qu'un médecin pour trois cent mille habitants et une seule infirmière pour cent mille personnes. Dans ce village, personne assurément ne pouvait se permettre de faire venir un médecin de la capitale de la province, Lampang, située à 25 kilomètres de là, et bien moins encore d'assumer le paiement de ses honoraires.

L'agent de santé bénévole, en revanche, après avoir été choisi par le « comité » du village et avoir suivi un cours de formation de deux semaines à Lampang, est parfaitement à même de faire face, à 80 % à peu près, aux problèmes de santé qu'il rencontre et qui sont, par ordre de fréquence : de simples rhumes, des diarrhées (généralement sans gravité), des accidents (le plus souvent causés par la circulation sur la grand-route voisine), des pneumonies et des maladies respiratoires. Il ne touche aucun salaire, mais il acquiert du prestige et jouit du respect de ses voisins. L'avènement de cette fonction représente une révolution tranquille dans le domaine des soins de santé.

Mme Ampom n'est pas pour autant livrée à ses seules ressources. Si un cas dépasse sa compétence — et durant le bref cours de formation l'on a beaucoup insisté sur la nécessité, pour les agents bénévoles, de bien savoir reconnaître les limites de leur compétence, — elle peut requérir les avis du wechakorn ou de la sage-femme de village, de la petite communauté la plus proche. Ainsi, par exemple, elle ne pratique pas les immunisations contre les maladies les plus courantes : c'est la sage-femme qui les administre.

Tout comme les agents bénévoles, les wechakoms sont une catégorie relativement nouvelle d'agents sanitaires créée par les autorités sanitaires thaï pour répondre aux besoins d'une population en majeure partie rurale. Cette catégorie comprend des agents sanitaires proprement dits, ainsi que des sages-femmes. Le ferme appui du gouvernement, dont cette catégorie bénéficie, est indispensable pour assurer le succès de cette forme d'approche novatrice du problème des soins de santé.

Après Mme Ampom, j'avais rendez-vous avec la sage-femme locale, Mme Nipa Namatanchum, trente ans, qui avait accompli son cours de formation de dix-huit mois dans le sud du pays, non loin de la capitale, Bangkok. Son centre d'obstétrique et de nutrition infantile, impeccable, dessert les cinq communautés du voisinage, dont chacune a son propre agent de santé bénévole. Elle m'indiqua que chaque fois qu'une femme enceinte vient pour la première fois à cette clinique, on lui fait un petit exposé sur la santé de la mère et de l'enfant. A sa deuxième visite, on lui fait un petit cours de planning familial. « Dans cette clinique ainsi que lors des visites à domicile, nous faisons porter notre effort éducatif sur les questions sanitaires, les soins aux bébés, l'allaitement maternel, les principes d'une alimentation rationnelle et le planning familial. »

Sous son uniforme blanc impeccable et tout entourée d'affiches murales brillantes transmettant les messages de l'éducation pour la santé, Mme Nipa poursuivit : « L'hygiène pose de véritables problèmes dans cette région. Les gens sont réellement pauvres et jusque tout récemment, il n'existait nulle part de latrines. Les gens allaient faire leurs besoins dans les champs ou derrière les buissons. Alors, je me suis adressée au centre d'hygiène de Lampang et j'ai demandé aux fonctionnaires de ce centre comment faire pour résoudre ce problème.

» Ils ont tout de suite accepté de me venir en aide, mais ils m'ont dit qu'il fallait aussi obtenir la participation de la communauté villageoise elle-même. Nous nous sommes réunis et avons cherché comment rassembler la somme nécessaire. Nous sommes parvenus à disposer de 3 000 baht (150 dollars U.S.A.) et, moyennant un prêt du centre pour compléter cette somme, nous avons été en mesure d'acheter du ciment et du fer. Une vingtaine d'hommes ont été volontaires pour le moulage des dalles de béton et la construction des cabinets et maintenant, des tas de familles ont leurs propres cabinets, à l'extérieur des maisons. »

Dans cette région, l'approvisionnement local en eau propre et pure est assuré au moyen de petites pompes à main fournies par l'O.M.S. Les villageois construisent eux-mêmes ces simples puits tubulaires, qui tirent de l'eau de la nappe phréatique à quelques mètres de profondeur seulement. Ils s'efforcent de maintenir le puits et la pompe en bon état de fonctionnement, ceux-ci constituant une protection contre les maladies transmises par l'eau. Ayant été grandement éprouvées, il y a deux ans, par une grave sécheresse qui a mis à sec les vieux puits superficiels, certaines communautés envisagent actuellement d'unir leurs ressources financières afin d'édifier en commun des citernes pour recueillir l'eau de pluie.

La décennie de l'eau

Toutes ces activités témoignent des bases solides qui ont d'ores et déjà été jetées en vue de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990). L'objectif que vise cette décennie est de faire en sorte que toute famille, tant rurale qu'urbaine, ait accès à un approvisionnement sûr en eau potable et bénéficie d'un système sanitaire correct.

Dans des pays tels que la Thaïlande, l'O.M.S. a constaté que les gens qui ont participé, soit par l'apport d'une quote-part en espèces, soit en fournissant un travail, à l'amélioration de leurs modes et conditions de vie, apprécient invariablement ces améliorations bien davantage que si elles leur avaient été simplement apportées en don par les pouvoirs publics ou par des institutions d'aide bénévole.

C'est pourquoi on s'attache avant tout à promouvoir l'effort individuel des intéressés et les résultats ont d'ores et déjà démontré qu'en Thaïlande l'esprit communautaire est même plus développé qu'on ne s'y attendait. Des villageois tels que ceux de Ban Kuang reconnaissent que, tout comme l'eau et l'hygiène sont inséparables de la santé de la famille, la bonne santé est inséparable du développement économique.

JOHN BLAND,

rédacteur en chef de Santé du Monde, le magazine illustré de l'Organisation mondiale de la santé.

Une université sans étudiants

PLUS de la moitié des 4 milliards d'hommes vivent dans des zones rurales, et la plupart sont pauvres. Les habitants des villages n'ont guère profité de la croissance économique, dans le tiers-monde en particulier. La plupart survivent à peine, et une soudaine mauvaise récolte, ou une catastrophe naturelle, peut représenter la différence entre la vie et la mort. Sur le simple plan quantitatif, ces habitants constituent l'un des problèmes les plus urgents et les plus graves, celui de la « majorité oubliée », ignorée des projets de développement.

La cause des masses rurales pauvres, afin de leur donner les moyens de prendre elles-mêmes leurs propres décisions, a, dans l'Université des Nations unies (UNU), un de ses défenseurs les plus convaincus et les plus organisés, même si l'action est moins spectaculaire que celle en faveur des masses urbaines pauvres il y a une décennie environ. Ayant son siège à Tokyo, mais s'étendant, par ses activités sur le terrain, dans plus de soixante pays, cette université est une institution peu habituelle. Sa charte, adoptée par l'Assemblée générale en 1973, lui donne pour mandat « de consacrer ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité ». Ses trois domaines de programme sont la faim dans le monde, le développement humain et social, l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Son mode de fonctionnement a été élaboré en consultation avec des représentants éminents de la communauté universitaire internationale.

Des réseaux de savants

L'université n'a ni étudiant, ni personnel enseignant, ni campus, au sens traditionnel. Elle offre, par contre, à des chercheurs du monde entier collaborant à ses réseaux la possibilité d'appliquer leur savoir à la solution de problèmes mondiaux réels.

● Dans les régions arides et montagneuses de l'Indonésie, la quête quotidienne de l'eau peut occuper, presque toute une matinée, des enfants qui seraient sans doute mieux à l'école. Existe-t-il une solution, qui permette à la fois d'éviter le recours à de coûteuses techniques importées et d'utiliser les aptitudes traditionnelles locales ?

● En Amérique centrale, de précieuses quantités de haricots secs, qui sont une source essentielle de protéines, sont perdues du fait de techniques de stockage défectueuses. L'analyse des ressources locales, faite par les chercheurs, peut-elle mettre les agriculteurs en mesure de réduire ces pertes ?

● Au Soudan, la collecte du bois combustible se fait à des distances de plus en plus grandes. La désertification s'en trouve accélérée, et le phénomène a fait l'objet de recherches nombreuses. Pourquoi celles-ci n'ont-elles pas été mieux utilisées ? Que faut-il faire pour communiquer l'information voulue à ceux qui en ont le plus besoin ?

● Dans l'ensemble du monde en développement, l'anémie ferriprive a un effet grave sur les enfants les plus défavorisés et contribue de façon importante au cycle complexe de la malnutrition. Par quelles mesures alimentaires peu coûteuses serait-il possible de l'éliminer ? Comment diffuser le plus efficacement les travaux entrepris dans ce domaine ?

Les travaux de l'UNU donnent une place de choix à une des préoccupations fondamentales de ceux qui réfléchissent sur le développement, elle a été exprimée plusieurs fois en 1979 à la Conférence des Nations unies sur la science et la technique au service du développement : « Pourquoi la science et la technique contribuent-elles si peu au développement ? » Cela résulte en partie de deux défauts structurels de la société internationale auxquels l'UNU tente de remédier.

Le premier est le déséquilibre Nord-Sud croissant pour les ressources consacrées à la science et à la technique qui a pour effet d'accroître l'avantage des pays riches tout en entravant l'évolution des nations pauvres. Le second est la fragmentation de la communauté scientifique mondiale en blocs pratiquement isolés.

Comment traduire ces préoccupations générales en solutions concrètes pour les masses rurales pauvres ? La méthode adoptée par l'UNU est l'établissement de réseaux mondiaux de savants abordant des thèmes particuliers. Par exemple, dans le réseau de l'UNU sur l'anémie ferriprive, M. Abraham Stekel, de l'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires du Chili, un établissement associé à l'UNU, travaille depuis plusieurs années sur les moyens de remédier à cette carence par une modification du régime alimentaire des enfants chiliens défavorisés. Avec une subvention de l'UNU, M. Stekel a pu continuer à tester la solution offerte par une formule enrichie en fer du lait pour bébés, nouvellement élaborée. Ses recherches ont permis de montrer qu'il y avait là un moyen efficace et économique de ramener à des proportions négligeables l'anémie ferriprive infantile.

M. Stekel a pu exposer ses résultats à un séminaire organisé par l'UNU à Caracas et en discuter avec d'autres chercheurs latino-américains. Les travaux de ce séminaire sont distribués aux chercheurs d'autres pays travaillant sous l'égide de l'UNU sur des aspects voisins des besoins nutritionnels. Se trouve ainsi en évidence le cycle des premiers contacts, du financement de la recherche, de la diffusion de la connaissance, de l'effet de rétroaction et de l'élargissement des contacts, éléments qu'on retrouve dans les dix-neufs réseaux de l'UNU.

La carence de fer est l'un des thèmes du programme mondial contre la faim. Les deux autres programmes portent sur le développement humain et social (pourquoi la croissance économique a-t-elle aussi peu contribué, pour beaucoup, à un développement authentique ?) et sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles.

Avant tout, l'UNU cherche à dégager des solutions d'un intérêt pratique pour les masses rurales pauvres. Le nouveau recteur de l'université, M. Soedjatmoko (Indonésie), entré en fonctions en septembre, a depuis longtemps milité en faveur d'une approche consistant à aider les hommes à s'aider eux-mêmes. Dans une série de conférences qu'il a faites l'an dernier, M. Soedjatmoko montrait que les besoins essentiels des masses rurales pauvres devaient être satisfaits par des moyens « qui libèrent leurs énergies créatrices, constituent progressivement leur autonomie et leur confiance, les rendant ainsi plus libres ».

DONALD A. MAKER,

écrivain américain établi au Japon. Traite des problèmes du développement.

Des effets dévastateurs

(Suite de la page 9.)

Des augmentations de prix annuelles de l'ordre de 30 % à 40 % se sont répercutées très fortement sur les coûts et les prix. On estime qu'elles se sont traduites, en une seule année, par une diminution des revenus réels de 1,5 %. On admet que le pourcentage exact de cette diminution varie d'un pays à l'autre, selon leur degré de dépendance à l'égard du pétrole de l'OPEP, l'importance du « coefficient pétrole » et les effets du recyclage des excédents de l'OPEP.

● *Les économistes des pays de l'OPEP* ne partagent généralement pas l'opinion selon laquelle le prix du pétrole importé est le principal agent de l'inflation dans les pays industrialisés. Selon eux, l'inflation dans ces pays est provoquée par des rigidités structurelles, aucune branche du processus de production n'acceptant que sa part relative subisse une réduction, même en cas d'accroissement relatif de ses coûts de production, de sorte que cette hausse se répercute sur le produit final.

Les économistes de l'OPEP estiment qu'il n'y a aucune raison de penser que l'inflation des pays industrialisés diminuerait si le prix du pétrole cessait de monter. D'autres composantes du processus de production contribueraient, de toute façon, à gonfler les prix. En Europe occidentale, par exemple, 0,5 % à 2 % seulement de l'inflation sont dus à la hausse du prix du pétrole, alors que, dans la plupart des pays de la C.E.E., le taux de l'inflation a largement dépassé 10 %.

● Dans les *pays en développement*, l'inflation est due à une série de facteurs dont le plus important est la pression exercée par les coûts. La politique de financement budgétaire par le déficit — dont beaucoup d'économistes des pays en développement croyaient qu'elle était susceptible de permettre un déplacement des ressources financières relativement indolore pour assurer la réalisation de projets de développement — a aggravé les tendances inflationnistes, tout particulièrement en Amérique latine, où elle a été largement pratiquée.

A l'heure actuelle, toutefois, on a de sérieux doutes quant à l'opportunité d'une telle politique, car l'inflation aggrave le déficit du commerce extérieur, décourage les investissements privés, accroît l'écart entre la partie riche et la partie pauvre de la population, et exige un mécanisme bureaucratique de contrôle extrêmement pesant.

La pression des coûts est considérée comme la cause la plus importante de l'inflation dans l'ensemble des pays en développement. La hausse des prix de revient y est provoquée avant tout par l'augmentation du prix des importations, dont le pourcentage annuel moyen, qui était de 4,1 % durant la période 1967-1972, a presque doublé depuis lors. La dépréciation et les fortes fluctuations du taux de change du dollar, qui se sont traduites par l'érosion de la valeur des monnaies de réserve de la plupart des pays en développement, ont constitué une difficulté supplémentaire.

Bien que la hausse du prix du pétrole soit assurément à l'origine de graves difficultés (la facture nette des importations de pétrole des pays en développement non producteurs de pétrole est passée de 16 milliards de dollars en 1978 à 21,3 milliards en 1979 et l'on s'attend qu'elle soit considérablement plus élevée dans les années 80), celles-ci sont compensées, dans bien des cas, par une aide de l'OPEP. La vraie difficulté, c'est que le taux de l'inflation, supérieur à 10 %, continue d'accroître les factures d'importation des pays en développement, alors que leurs exportations ne reflètent pas toujours des augmentations de prix correspondantes.

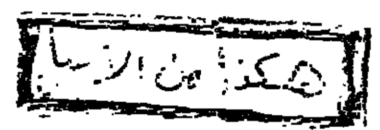
Les mesures restrictives adoptées pour combattre l'inflation rendent le problème plus complexe en freinant la croissance économique réelle. Les pays en développement non producteurs de pétrole, qui paient à la fois leur pétrole et leurs importations plus cher, se considèrent à juste titre comme les principales victimes de l'inflation mondiale.

● *Les pays socialistes d'Europe*, quant à eux, attribuent généralement l'inflation mondiale aux liquidités excessives des économies capitalistes. D'après les économistes socialistes, ces liquidités excessives tendent à être un phénomène général inhérent au capitalisme. A la longue, le système capitaliste produirait une masse monétaire plus importante que ne l'exige le processus d'accumulation (épargne excédentaire par rapport aux possibilités internes d'investissements), d'où une quantité croissante de liquidités sans débouchés et, par suite, la nécessité d'exporter des capitaux concentrés et centralisés. Cette internationalisation des capitaux excédentaires aggrave le problème de l'inflation dans l'ensemble du monde et cause des déséquilibres dans les relations commerciales et monétaires.

Quant à l'inflation dans les pays socialistes eux-mêmes, sur laquelle on ne dispose pas de statistiques exactes, il apparaît que les difficultés sont dues à une inflation par les coûts, créée elle-même par la hausse des prix à l'importation combinée avec des goulets d'étranglement internes de nature structurelle, en particulier dans les transports. L'Union soviétique, par exemple, dépendait de la Sibérie pour 10 % de sa production pétrolière il y a dix ans ; mais, à l'heure actuelle, l'importance relative du pétrole sibérien s'est considérablement accrue. Il en résulte toute une série de pressions dues à l'augmentation des prix de revient résultant, d'une part, des distances considérables à franchir, de l'autre, de l'éloignement des usines d'Asie soviétique par rapport aux consommateurs de l'Europe soviétique.

Pratiquement, tous les pays sont touchés par l'inflation, et il va de l'intérêt de chacun de la maîtriser. Toutefois, tant ses causes que les explications qu'on en donne sont très diverses. Aussi longtemps que l'on ne se sera pas mis d'accord sur les véritables origines profondes de l'actuelle inflation mondiale, aucune mesure efficace ne pourra être prise pour la maîtriser. Une étude plus approfondie de ce phénomène, conjuguée avec de sérieux efforts pour harmoniser les points de vue divergents, est une condition *sine qua non* pour parvenir à stabiliser l'économie mondiale, actuellement en état de fléchissement, et à créer un nouvel ordre, bénéfique du point de vue international.

ERVIN LASZLO et K.K. BHATTACHARYA.



LA CONTAGION DE L'INFLATION A L'EST

ZYCIE WARSZAWY *(Varsovie)*

Les structures économiques de la Pologne en question

LORSQUE le lecteur polonais, il y a dix ans à peine, consultait les cours de la Bourse, il considérait les informations qu'il y découvrait comme de curieuses particularités d'un monde plutôt distant. Il en va tout autrement aujourd'hui et, quand il apprend par les journaux que de mauvaises conditions climatiques compromettent la récolte de coton au Brésil ou que l'OPEP a décidé d'augmenter le prix du pétrole, il sait qu'il ne s'agit plus de données abstraites et que les réajustements de prix auront tôt ou tard une incidence sur les possibilités d'approvisionnement en pétrole, en café et autres produits d'importation.

Le monde s'est en quelque sorte rétréci, les distances géographiques se sont effacées, et ce sont les écarts de niveau technique et les relations économiques qui occupent maintenant le devant de la scène. Dans les années 1970-1980 le processus inflationniste s'est considérablement accentué à la suite de la flambée des prix du pétrole brut au cours du deuxième semestre 1973.

Les pays socialistes sont tributaires du commerce extérieur à des degrés divers. La part du commerce dans le revenu national est d'environ 5 % pour l'Union soviétique, 25 % pour la Pologne et 40 % pour la Hongrie. De toute évidence, l'U.R.S.S., qui ne dépend que peu du commerce extérieur, n'a pas eu vraiment à pâtir de l'inflation importée, mais les autres pays ont dû faire face à ce danger. La cohésion du monde socialiste a pu, dans une certaine mesure, permettre de freiner l'inflation. Les transactions entre les pays membres du CAEM se font sur la base de prix mondiaux ajustés. Ces prix étaient fixés initialement pour des périodes quinquennales. Ils correspondaient aux prix mondiaux, non affectés par les fluctuations de la conjoncture économique et de la spéculation sur les marchés capitalistes. C'est pourquoi l'augmentation de ces prix se répercutait sur les pays du CAEM avec un retard considérable. Ainsi les prix moyens pratiqués par le CAEM en 1969-1973 ont-ils été maintenus jusqu'en 1974, indépendamment des prix en vigueur sur le marché mondial. Face à la montée de l'inflation partout dans le monde après 1973, et compte tenu de la hausse des prix des matières premières, il a été décidé de modifier les prix pratiqués dans les échanges entre les pays du CAEM non plus tous les cinq ans mais chaque année. Ce sont toutefois les prix moyens des cinq années antérieures qui servent de base de calcul. De ce fait, l'augmentation des prix mondiaux se répercute avec un certain délai sur les échanges entre les pays du CAEM.

L'insuffisance des exportations

Il convient évidemment de tenir compte du volume de l'activité commerciale des pays du CAEM avec les pays capitalistes. Le commerce mondial s'est développé au cours des dix derniers années, et les échanges entre pays du CAEM et pays capitalistes ont connu un essor tout à fait remarquable de 1970 à 1975. Le volume de ces échanges est variable mais, ces dernières années, le commerce avec les pays capitalistes a fourni environ 50 % de ses recettes en devises étrangères à la Roumanie, 40 % à la Pologne, à la Hongrie, à l'U.R.S.S., à la R.D.A. et à la Tchécoslovaquie, et environ 20 % à la Bulgarie.

Dans le cas de la Pologne, l'augmentation des échanges avec les pays capitalistes et l'incidence de l'inflation sur les paiements en devises fortes ont été plus importantes en raison de l'écart entre les valeurs à l'importation et les valeurs à l'exportation. La Pologne exporte quelque 40 millions de tonnes de charbon dont les prix ont doublé depuis 1975, mais importe chaque année 17 à 18 millions de tonnes de pétrole brut dont les prix ont sextuplé dans le même laps de temps. Quant aux denrées alimentaires, la Pologne, qui avait toujours été un exportateur net est devenue depuis 1975 un importateur net. Bien entendu, le déséquilibre entre les exportations et les importations a été une cause importante d'inflation, en raison des crédits croissants qu'il a fallu affecter aux achats. Selon les estimations de l'Office principal de la statistique, ces dépenses en zlotys négociables ont représenté à peu près un tiers du déficit de la balance des paiements avec les pays capitalistes.

L'insuffisance des exportations a obligé à réorienter le commerce extérieur, malgré l'utilisation de crédits étrangers dont le coût de plus en plus élevé, ajouté à la hausse des taux d'intérêt, avait des effets fâcheux sur la balance des paiements. Les importations ont donc été rationalisées et les activités d'exportation stimulées. Les chiffres globaux ne donnent peut-être pas une juste idée de l'ampleur de ce changement.

Il y a une limite aux subventions

Les pays socialistes sont en mesure de neutraliser l'influence des tendances inflationnistes du commerce extérieur sur les prix du marché intérieur, en ce qui concerne en particulier les biens de consommation. Il est nécessaire à cet effet d'abaisser le taux de change ou d'intérêt sur les prix de gros, ou encore de fournir des subventions sur le budget de l'État, de façon à amortir les chocs. On peut recourir à une telle pratique, comme le font d'ailleurs de nombreux pays dont la Pologne, pendant une période de temps prolongée, afin d'atteindre le niveau de vie planifié. Mais les prix mondiaux ne cessant de monter, il n'est pas possible d'accroître les subventions budgétaires ad infinitum.

Il faut donc modifier les rapports entre les prix intérieurs fixés dans un contexte totalement différent. En Pologne, par exemple, environ 500 milliards de zlotys, soit la moitié des dépenses budgétaires, consistent en subventions destinées à soutenir les prix de détail très bas d'un certain nombre d'articles de consommation, denrées alimentaires principalement. Il est nécessaire en l'occurrence de limiter les dépenses budgétaires afférentes à d'autres postes et qui sont souvent urgentes du point de vue social, comme l'extension des services de santé, les investissements dans l'enseignement, etc.

Il convient également, pour des raisons économiques, d'aligner les prix du marché national sur ceux du marché mondial. Le fait de laisser inchangés les prix intérieurs pendant une longue période, malgré la montée en flèche des prix mondiaux, fausse l'analyse économique des entreprises et risque de dérégler les mécanismes de l'économie. Dans cette optique, l'économie polonaise sera placée à partir de 1981 sous un nouveau régime de prix à la production, qui favorisera une gestion rationnelle et surtout une meilleure utilisation de matières premières de plus en plus onéreuses.

Ainsi, des réformes de structure de l'économie sont absolument nécessaires pour faire échec à l'inflation. Ces réformes, selon un éminent économiste polonais, le professeur Stanislaw Raczkowski, pourraient consister en la mise au point de programmes appropriés d'investissements productifs et d'échanges extérieurs en vue d'opérer un changement dans la structure des exportations et des importations. Il s'agit d'améliorer l'efficacité de la gestion, d'adapter en souplesse la production à l'évolution du marché afin d'exporter les produits qui sont le plus profitable. La Pologne occupe depuis ces dernières années une place de plus en plus importante sur le marché mondial des importations. Le moment est venu pour elle d'accroître aussi de la façon la plus profitable sa part sur le marché des exportations.

HENRYK CHADZYNSKI.

Le Monde *(Paris)*

Dissolvant ou moteur de la société

(Suite de la page 9.)

L'inflation ne persisterait pas aussi durablement si elle n'avait de solides racines. Cancer de la société française, elle frappe spécialement les plus faibles, les détenteurs de revenus fixes ; ceux qui n'ont pas les moyens suffisants pour placer leur épargne en capitaux se valorisant au rythme même de l'inflation (terres, logements, bijoux) ; ceux qui n'ont pas de fonds permettant de varier les mises, arbitres entre les placements. Enrichissement des riches, n'épargnant pas les faibles, l'inflation est injuste. Mais elle opère aussi clandestinement les mutations que la société refuse de décider avec franchise.

Laminant silencieusement des revenus individuels, elle dégage des épargnes forcées collectives : la reconstruction de l'industrie française après la guerre aurait été impossible sans elle. Dépréciatrice des investissements de sociétés non réévaluée, elle fait apparaître des bénéfices comptables, affectés au financement d'équipements nouveaux ou de paiements d'impôts souvent dévolus à des tâches productives. En rongeant les comptes nationaux, elle opère ex post les ajustements impossibles à conserver ex ante.

Moteur aveugle de la société, l'inflation exercera des effets semblables dans bien d'autres pays industrialisés que la France, imposant de nouveaux équilibres économiques et sociaux. Entre les peuples aussi l'inflation est cancer et moteur.

Cancer, quand la hausse des prix manufacturés des pays riches réduit la possibilité pour les pays pauvres d'acheter des biens d'équipement dont ils ne peuvent se passer ; quand le désordre monétaire international dégrade les termes de l'échange des pays pauvres ou réduit la valeur de leur monnaie (donc le prix des denrées qu'ils exportent) ; quand elle oblige les peuples déshérités à rembourser en monnaies fortes (relativement de plus en plus chères) les emprunts qu'ils ont été obligés de faire pour se nourrir ou s'équiper.

Mais inflation accoucheuse de société quand elle modèle de nouveaux rapports de forces, déprécie des dettes anciennes, oblige à se soumettre les peuples incapables d'équilibrer leurs comptes extérieurs.

Mal en soi, l'inflation joue, à l'échelle nationale comme internationale, le rôle d'une accoucheuse pacifique — mais pourtant meurtrière — de contradictions et de conflits souvent inexprimés. L'homme s'y est habitué. Comme au malheur. Sans cesser d'espérer le vaincre.

GILBERT MATHIEU.

Magyar Nemzet *(Budapest)*

Une seule solution pour la Hongrie : coopérer avec l'extérieur

LES experts et les organisations économiques internationales n'ont jamais, en dix ans, été aussi pessimistes dans leurs prévisions qu'ils le sont aujourd'hui. Si l'on en croit le Bureau londonien d'informations économiques, qui regroupe d'éminents spécialistes, la croissance, cette année, des quatre grands pays d'Europe occidentale que sont la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ne dépassera pas 0,8 %, tandis que la hausse moyenne des prix devrait atteindre 10,5 %. Les prévisions du Fonds monétaire international et de l'O.C.D.E. sont plus sombres encore, où l'on s'attend à une croissance de 0,5 % pour une hausse des prix de 11,5 %.

Il y a quelques années, les organismes économiques hongrois ne prêtaient que peu d'attention à de telles prévisions, et l'opinion publique ne s'en inquiétait guère. Jusqu'au milieu des années 70, en fait, on a cru que ni la stagnation ni l'inflation ne mettraient en danger le développement de la Hongrie, car son économie — du fait de la planification et de l'appui de la communauté des pays socialistes — pourrait à coup sûr éviter les difficultés rencontrées par l'économie mondiale. La majorité des économistes pensaient ainsi que la hausse des prix était un phénomène transitoire que l'on pouvait arrêter aux frontières et que, même en cas d'infiltration, le gouvernement pourrait combattre les augmentations — qu'elles soient mineures ou importantes — par des moyens financiers tels que taxes et subventions.

Avant la fin des années 70, cependant, il est apparu que les processus qui avaient surgi, puis s'étaient installés au sein de l'économie mondiale, étaient de telles dimensions qu'ils ne pouvaient être supprimés par des mesures improvisées et provisoires. L'« ouverture » de l'économie hongroise s'y oppose : le pays manque, en effet, de presque toutes les sources d'énergie et des matériaux de base ; de plus, l'ensemble de ses exportations représente près de 50 % du revenu national. Durant ces quinze dernières années, cette tendance s'est particulièrement accélérée : les exportations augmentaient deux fois plus vite que la production. Plus de la moitié des produits fabriqués dans une dizaine de secteurs — parmi lesquels l'industrie pharmaceutique, des transports et d'ingénierie — étaient exportés.

Dans de telles conditions, les changements intervenant dans l'économie mondiale ne pouvaient manquer de causer à la Hongrie des pertes considérables, et de détériorer les termes de l'échange. La hausse des prix touchait l'énergie importée, les matières premières et les matériaux de base, en même temps que les produits semi-finis et les biens d'investissement, parmi lesquels figurent les technologies les plus récentes. Sortir de cette impasse était d'autant plus difficile que la majorité des pays socialistes se trouvaient dans une situation semblable, leurs échanges mutuels pâtissant également de cet état de fait.

Avec l'accélération du processus inflationniste qui frappait l'économie capitaliste, les responsables hongrois comprirent que ces modifications des conditions économiques au niveau mondial constituaient un défi qu'ils ne pourraient esquiver. Les premiers pas vers l'adaptation furent marqués par la mise en place d'une politique à long terme du commerce extérieur ; il devint alors évident que pour que les producteurs locaux s'orientent vers le marché intérieur les prix devaient y être proches de ceux qui avaient cours sur le marché mondial.

Il fut établi comme principe de base que producteurs et consommateurs devaient être conscients des changements permanents intervenant au niveau des prix sur les marchés extérieurs, qu'il s'agisse de l'énergie, des matières premières ou des produits finis. Ainsi des fluctuations devaient-elles également intervenir dans les prix des producteurs et des consommateurs. C'est là une condition indispensable pour que le système d'évaluation au niveau de la direction de l'entreprise s'insère dans un contexte économique mondial nouveau.

La concurrence s'est en effet accrue sur les marchés ; on est plus exigeant sur le plan de la qualité, des techniques et des conditions de livraison ; le protectionnisme enfin s'est accentué. Tout cela implique, en conséquence, une approche différente et des méthodes nouvelles de gestion : des décisions plus pesées, la réalisation d'économies et le courage de prendre des risques. Seuls des produits de qualité ou les plus récents dans leur conception peuvent, vendus sur tous les marchés, compenser l'augmentation des prix des matières premières.

Modernisation de la gestion

Une gestion plus stricte — modernisation de la structure du produit, amélioration de la qualité, élargissement des marchés — a permis, depuis deux ans, de faire progresser la balance commerciale de la Hongrie avec l'étranger. En 1979, le volume du commerce extérieur non comptabilisé en roubles s'est accru de 11 %, parallèlement à une augmentation de 26 % des exportations. La détérioration des termes de l'échange a été limitée à 1,2 %, ce qui est appréciable lorsqu'on sait qu'elle a été, dans le même temps, de 3 % dans les pays capitalistes. En dépit des conditions plus difficiles, les entreprises ont pu poursuivre, à un rythme accéléré, leurs activités de coopération : en l'espace d'une année, elles ont conclu avec des firmes de pays capitalistes développés soixante-dix accords, dont un tiers impliquait une étroite association et le transfert de produits intellectuels.

A partir de ces premières expériences, les méthodes de gestion de l'entreprise ont été, davantage encore cette année, modernisées. De nouvelles mesures ont été prises pour régulariser la formation du revenu, le développement, la planification des stocks, et même l'ensemble du mécanisme des prix. On encourage les entreprises à pénétrer sur le marché mondial ; mieux, on leur conseille de s'y adapter.

Une importance plus grande sera à l'avenir accordée à la liberté des prix, et les prix plafonds officiels ne seront maintenus que pour les biens de consommation de base. Leur contrôle a cependant été rendu plus sévère — le système des prix à deux sens (producteur et consommateur) ne sera adopté qu'à long terme, — de peur que les « débordements » de l'inflation n'aillent à l'encontre des buts premiers de la politique du niveau de vie.

Dans la situation internationale actuelle, où se mêlent conflits politiques et pressions économiques, la seule alternative réaliste pour l'économie hongroise est de développer sa coopération avec l'extérieur.

GABOR TOTH.



(Dessin du « Jornal do Brasil »)

هكذا من الاصل

LE TIERS-MONDE, PREMIÈRE

Un avertissement de M. Perez-Guerrero (Venezuela):

"NE PAS CONVERTIR LE VENT EN TEMPÊTE"

Après la Tunisie (Afrique) et l'Inde (Asie), le Venezuela, au nom des Etats latino-américains, assure depuis le 1er octobre et pour un an, la présidence du groupe des « 77 » qui représente les cent-vingt pays en développement participant aux discussions au sein de l'ONU sur le nouvel ordre économique international avec les pays industrialisés. Ainsi le tiers-monde conserve-t-il un porte-parole modéré mais qui, cette fois, appartient à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont l'attitude est appelée à être déterminante sur l'évolution du dialogue Nord-Sud.

Le président des « 77 » est M. Manuel Perez-Guerrero, conseiller personnel du chef de l'Etat vénézuélien. Il a été mis à la disposition du groupe des « 77 » pour assurer cette charge. C'est l'une des personnalités du tiers-monde engagée depuis de nombreuses années dans les discussions avec le Nord (1). Sa première initiative a été de demander l'inscription de l'examen du projet de négociations globales Nord-Sud, à l'ordre du jour de l'actuelle assemblée générale des Nations unies.

Dans quel esprit, lui avons-nous demandé, les « 77 » souhaitent-ils poursuivre les conversations avec les pays riches en vue de parvenir à un accord pour le lancement de négociations globales ?

« Nous voulons éviter de souscrire un engagement écrit qui ne réponde pas à une réalité vivante. Nous voulons une « identité de vues », un accord authentique, sans réserves verbales ou mentales.

— Peut-on en arriver là ?

— C'est la première fois que nous pouvons discuter au niveau mondial des problèmes mondiaux dans tous leurs aspects. Le cadre *global* a des avantages pour les « 77 ». Il ne faut pas *laisser trop de pays en dehors du* coup, comme lors de la Conférence de Paris. Nous pensons d'autre part que nous n'arriverons à aucun résultat notable en poursuivant l'approche fragmentée actuelle (dans chaque institution spécialisée) sans faire le point au début et à la fin des négociations. Il nous faut donc profiter des instances compétentes existantes (C.N.U.C.E.D., F.M.I., bien que ce *dernier ne réponde pas à ce que nous* voulons, etc.) et les incorporer dans *les travaux. Mais il faut aussi nous* assurer que la conception globale des *négociations est respectée*. La dialectique doit aboutir à un résultat *acceptable pour tous*, pourvu qu'on ne démolisse pas l'édifice.

— Tous les pays du tiers-monde, de l'OPEP en particulier, ainsi que les pays industrialisés sont-ils convaincus de l'intérêt de cette démarche multilatérale ?

— Le vent souffle dans nos voiles : il peut se convertir en tempête. Nous n'y tenons pas du tout. L'OPEP et d'autres sont prêts à contribuer à l'entreprise, à prendre leurs responsabilités. L'OPEP tiendra compte de l'intérêt de tous les pays en développement.

Un manque de sagesse

« D'autre part, des discussions sur le nouvel ordre économique international peuvent aider à résoudre certains problèmes des pays développés (récession). *Si nous renforçons notre* pouvoir d'achat, par exemple, nous *pourrons importer davantage. Il devrait* y avoir un renouveau, une reprise économique, grâce au développement des pays pauvres. Nous ne pouvons continuer à subventionner la prospérité des pays riches par le biais des bas prix des matières premières. Il faut donner une forte impulsion dans cinq domaines : commerce, matières premières, énergie, aide au développement, monnaie et finances. C'est la seule façon de sauver le monde. Les réserves (dans le Nord) à l'égard de notre démarche sont en train de s'estomper. On nous donne, au fond, raison, *mais tout le monde est absorbé* par le court terme.

— Quelles sont les grandes lignes des réformes que réclame aujourd'hui le tiers-monde dans le domaine monétaire et financier.

— Il faut que le système monétaire existe vraiment, ce qui n'est pas le cas actuellement ; qu'il soit stable ; que les monnaies cessent de flotter car il est plus dur pour les pays pauvres que pour les pays riches de compenser leurs pertes. Il faut donc *établir une discipline* monétaire et aussi que les pays en développement *bénéficient de droits de tirage* spéciaux plus importants. On ne peut concevoir de bon système *commercial* sans bon système monétaire.

— Les pays en développement vous paraissent-ils suffisamment unis et organisés au sein des « 77 » pour aborder de grandes et complexes négociations avec les pays industrialisés ?

— Les « 77 » représentent une force morale, politique et économique dans le monde. Nous voulons que cette force joue un rôle positif et contribue à résoudre les *problèmes économiques* mondiaux. La situation est à un tel point critique *que certains pays ne se rendent même* pas compte qu'elle l'est. Ce n'est pas *seulement de leur part un manque* de générosité, mais aussi un manque de sagesse. »

Propos recueillis par
GÉRARD VIRATELLE.

(1) Il a été notamment président du Conseil économique et social des Nations unies, secrétaire général de la CNUCED et coprésident de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale.

JORNAL DO BRASIL *(Rio de Janeiro)*

Une maladie sans danger

LE mot « inflation » désigne, en général, un phénomène qui a des causes, des mécanismes et des effets distincts. Les différents types d'inflation varient d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Ils n'ont en commun que la hausse des prix. L'inflation « hausse des prix » doit en tout cas être distinguée du processus inflationniste dû à une augmentation obstinée du niveau des prix.

A ce sujet, deux opinions très répandues doivent être évoquées :

— Selon l'une, l'inflation est injuste, quelle que soit son origine, et même s'il est très rare qu'on puisse le prouver dans la pratique.

— L'autre est que l'inflation ou le *processus inflationniste sont étroitement* liés à la diminution du taux de *croissance*, et *donc* à la diminution du nombre d'emplois ; ils constitueraient donc un ennemi à combattre. Or l'augmentation du chômage et le ralentissement des taux de croissance s'expliquent, non pas par l'inflation elle-même, mais par des politiques qui visent à contrôler le processus inflationniste.

En fait, l'inflation n'est pas obligatoirement injuste. Elle ne représente pas non plus une maladie à combattre coûte que coûte. Coexister avec l'inflation peut, en effet, prendre plusieurs sens, selon la situation particulière de chaque pays et la nature de chaque processus inflationniste. Des remarques strictement théoriques peuvent cependant s'appliquer à la majorité des cas :

1) En admettant que l'inflation soit la hausse des prix, trois sortes d'inflation sont à distinguer :

a) Les hausses des prix de caractère accidentel suscitées par des phénomènes typiques de pénurie tels que les mauvaises récoltes, les longues périodes de grève, etc.

b) Les hausses des prix des produits d'importation.

c) D'autres sortes de hausses non spécifiées ici.

2) Cette distinction est importante parce que rigoureusement seules les hausses classées dans le troisième groupe constituent une inflation considérée comme macro-économique. Celles du premier groupe représentent des *variations de prix normales*, qui tendent à équilibrer l'offre insuffisante par rapport à la demande. Leur caractère particulier et accidentel les exclut automatiquement de l'analyse macro-économique. Mais, comme il s'agit de hausses de prix, nous allons désormais les appeler « inflations accidentelles ». Les hausses du deuxième groupe ressemblent à celles du premier, et reflètent des modifications dans *les relations d'échange. Dorénavant*, nous les désignerons par le terme *« inflation importée »*.

3) L'« inflation accidentelle » et l'« inflation importée » doivent être traitées en tant que problèmes de pénurie, puisqu'elles représentent des restrictions de fait imposées à la société. L'inflation accidentelle est le réflexe, au niveau des prix, d'une économie de marché, et, selon les principes généraux de fonctionnement des économies ouvertes, c'est la liberté des mouvements des prix qui règle le système, en le conduisant aux ajustements nécessaires, les prix relativement hauts stimulant l'offre à venir.

L'inflation importée, aujourd'hui à la mode, en raison des sucessives hausses des prix du pétrole, doit être envisagée d'une façon semblable.

4) Reste l'inflation du type macro-économique. Les hausses des prix de la troisième catégorie peuvent avoir *leur source dans les pressions de* coûts *(cost-push)* ou l'excès de la *demande (demand pull)*.

Dans le premier cas, quelques facteurs de renchérissement des coûts poussent la hausse des prix, tels que l'augmentation salariale au-dessus des niveaux de la productivité, la majoration d'impôts, les revenus décroissants, etc., ou bien, ce qui contribue énormément à engendrer des confusions, les hausses provoquées par l'inflation accidentelle ou importée.

Dans le second cas, la demande globale suscite la hausse des prix. Cela veut dire que les entrepreneurs sont obligés de payer plus cher leurs *inputs* face à cette demande globale et à l'exacerbation de la concurrence, ou, ce qui revient au même, certains d'entre eux augmentent les taux de *bénéfices face à l'accroissement de la* demande.

Accepter la coexistence

Du point de vue de la politique économique, il est extrêmement important de connaître les mécanismes qui permettent *la propagation des prix ou la perpétuation des hausses*, parce qu'il n'existe qu'un moyen efficace d'enrayer l'inflation : c'est d'agir sur le processus inflationniste, en ralentissant ou en bloquant les interactions et les réajustements des prix.

5) S'il s'agit d'une i n f l a t i o n de coûts, on doit prendre en compte l'inflation accidentelle et l'inflation importée. Si celles-ci comportent des *effets, il faut bien les éliminer* radicalement en évitant ainsi leur propagation à d'autres secteurs. *D'une façon* générale, les méthodes de contrôle de ces types de processus inflationnistes doivent chercher à alléger ou à éliminer l'action des causes perturbatrices.

Soit, maintenant, le cas d'un « feed-back » résultant d'une demande globale excédentaire (ce qui, à mon avis, constitue un cas très rare), tôt ou tard les bénéfices additionnels ou l'intervention du gouvernement, par le biais d'une réduction des taux d'intérêt, de l'expansion des dépenses publiques et de l'encouragement à l'initiative individuelle, créeront des investissements capables d'absorber la demande additionnelle et de rétablir l'équilibre à un niveau plus élevé d'emploi et d'efficacité. La meilleure stratégie, du point de vue social, serait d'essayer postérieurement d'accroître l'offre globale en soutenant cette demande excessive.

6) On remarque une forte tendance à traiter l'inflation sans analyser son origine, et surtout à confondre les trois catégories signalées au début de cet article. Les théories monétaires orthodoxes et leurs applications simplistes en constituent un bon exemple, puisqu'elles envisagent la réduction des moyens de paiement comme la seule façon de bloquer un processus inflationniste, quelle que soit sa cause, ou, ce qui revient au même, elles ont recours à *la hausse des taux d'intérêt*, à la diminution des dépenses publiques et à la *majoration* des impôts.

Les arguments orthodoxes se fondent très souvent sur de fausses relations de cause à *effet, telles les corrélations* entre les moyens de paiement et les taux d'inflation *pour compenser* les fluctuations du produit réel. Mais il n'est pas possible d'augmenter le volume des ventes sans augmenter les dépenses, de même qu'il n'est pas viable d'augmenter les dépenses sans beaucoup changer les structures et sans accroître les moyens de paiement. Pourtant, aussi incroyable que ce soit, cette politique est la plus souvent adoptée pour enrayer l'inflation.

Bref, en acceptant la coexistence avec l'inflation, il faut accepter également la coexistence avec des problèmes techniques et pratiques, qui n'aboutissent pas cependant à rendre la vie insupportable. Certaines nécessités imposeront aux autorités monétaires un plus grand effort en ce qui concerne les contrôles directs et indirects des prix (ce qui est bien), un plus haut niveau des interventions de l'Etat en matière de politique fiscale (ce qui est bien aussi), mais surtout une campagne d'explications en vue d'éclairer l'opinion publique (ce qui est toujours souhaitable)

On peut dire en conclusion que les problèmes de pénurie ne sont généralement pas insurmontables. L'histoire montre comment l'homme, tôt ou tard, les a toujours surmontés grâce à l'imagination, à la créativité et au travail. Ce qui est difficile en revanche et parfois même impossible, *c'est* de coexister avec des fausses théories, et des mythes périmés. Il est grave que l'inflation soit considérée à partir d'une optique déformée et d'une perspective erronée. Car l'inflation n'est pas une maladie dangereuse en elle-même. Ce qui est dangereux, c'est l'erreur de diagnostic, et, par conséquent, de remède, qui peut mener à l'exacerbation de la pauvreté et de la misère. « *Pire que d'être malade est d'avoir un mauvais médecin.* » (Quevedo y Villegas.)

SERGIO VALLADARES FONSECA,
ingénieur, économiste et entrepreneur au Brésil.

ПОЛИТИКА *(Belgrade)*

Les pays pauvres paient pour les autres

ON trouve actuellement sur le marché mondial un produit dont nul n'a besoin, mais que tous achètent et vendent en usant d'artifices inconnus dans la littérature économique traditionnelle et dans les notes des marchands phéniciens, flamands ou vénitiens. Ce produit c'est l'*inflation*, aussi indésirable qu'inévitable. Comment se prémunir contre celle des autres et exporter la sienne propre ? Une question de vie ou de mort, à la Hamlet.

On n'ignore certes pas que les prix et le coût de la vie, dont l'effet conjugué engendre l'inflation, atteignent un peu partout dans le monde des hauteurs vertigineuses. C'est dire que la crise économique sévit sur le globe.

Les données de l'O.C.D.E., publiées au moment de la rédaction du présent *texte*, indiquent que cette année un seul des pays membres de cette organisation qui comprend notamment les sept Etats industriels les plus développés de l'Ouest, connaissait une hausse des prix que l'on s'accorde à considérer comme tolérable. En Suisse, le taux de l'inflation était de 4,1 % en avril (moyenne annuelle entre deux mois d'avril) Quelques autres pays seulement pouvaient se *prévaloir de résultats similaires* : la République fédérale d'Allemagne avec 5,8 % et l'Autriche avec 5,9 %. Le Japon qui *avait* l'année précédente, avec la Suisse, une hausse des prix ne dépassant guère 3,6 % et étayait de ce fait les assises de la pyramide de la stabilité, en était déjà à 8,4 %; ce taux lui-même ayant tendance à augmenter.

Les nombres à deux chiffres ont été allégrement franchis par des puissances économiques aussi considérables que l'Italie (20,9 %), la Grande-Bretagne (21,8 %), les Etats-Unis (14,7 %) et la France (13,9 %). Que dire de la Turquie qui tient fermement la tête du peloton avec 117,4 % ?

La revue du Fonds monétaire international pour le mois de juin révèle que la moyenne mondiale de la hausse des prix avait atteint 13,9 % au cours du dernier trimestre de 1979. En décomposant ce pourcentage on obtient *le premier des éléments indispensables* pour pouvoir répondre à la question : quels sont ceux que l'inflation affecte le plus ? L'autre membre de l'interrogation étant : qui exporte l'inflation (et avec quel succès) et qui l'importe ? L'inflation moyenne se répartissait ainsi : Etats industriels 10,6 %, pays exportateurs de pétrole [illegible] % et pays en développement qui n'ont pas la chance de posséder des gisements de pétrole 33,1 %. Au milieu, les pays industriels moyennement développés comme la Grèce, le Portugal ou la Yougoslavie avec une i n f l a t i o n moyenne variant entre 20 et 25 %.

Un feu qui existait déjà

Où est le « bon vieux temps » des années 60, lorsque, pour prendre l'exemple de l'O.C.D.E., la hausse moyenne des prix n'était pour toute une décennie et pour toute l'organisation que de 3,4 % ?

Une analyse tant soit peu serrée de ce tourbillon donnerait sans doute raison à ceux qui considèrent qu'il faut commencer sur ses propres rives à apaiser des mouvements économiques aussi tumultueux. Il est indéniable que la multiplication des prix du pétrole au cours des périodes 1973-1974 et 1979-1980 a considérablement accéléré l'inflation. Mais il est tout aussi exact que *le pétrole est tombé sur un* feu qui existait déjà et qu'il n'a fait *que l'attiser. Pour les pays en développement* les plus démunis, c'est un véritable bûcher. *Ils se consument* dans les dettes, estimées à plus de 300 milliards de dollars. Ajoutons que, rien que l'an dernier, le déficit de leur balance des paiements était de 76 milliards de dollars.

S'agissant de commerce — y compris celui de l'inflation — tous les pays peuvent être classés, nous semble-t-il, en trois grands groupes.

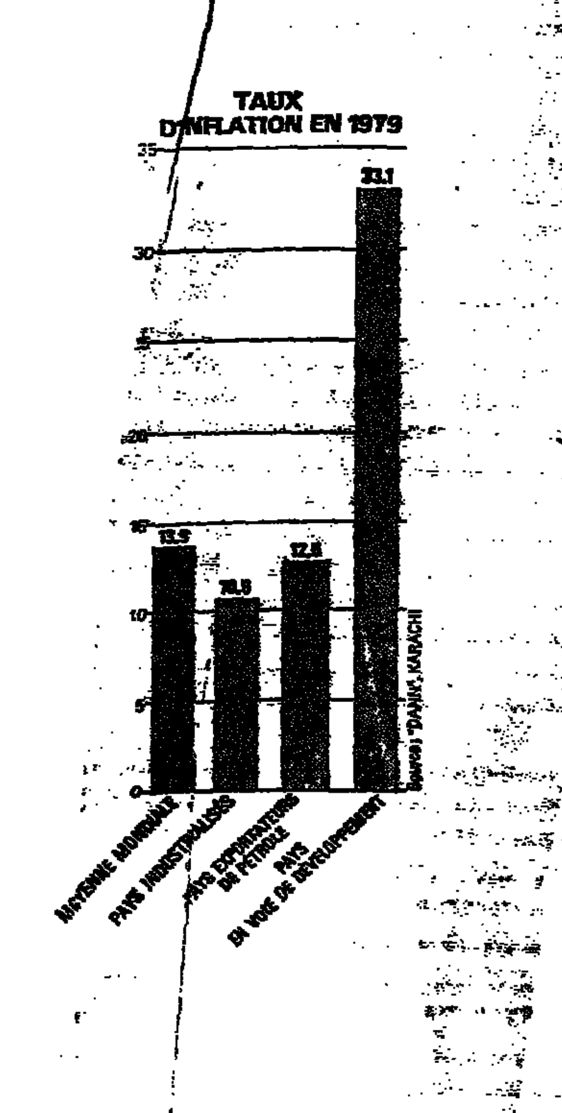
Le premier comprend les Etats industriels dont l'économie est bien organisée : *ils* importent l'inflation des autres, y ajoutent la leur et vendent *le tout*. Leurs prix à l'exportation sont plus élevés que leurs prix à l'*importation*. Grâce à leur productivité, à leurs exportations de biens d'équipement *et* de produits de haute technicité, ils parviennent pour l'essentiel à maintenir une *stabilité* relative sur leurs marchés, à éviter des taux de chômage excessifs et à communiquer à d'autres la crise économique menaçante.

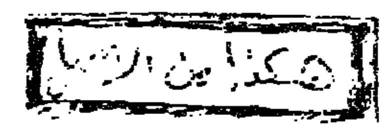
Le deuxième est celui des pays qui importent l'inflation des autres, mais qui réussissent à la neutraliser en accroissant leurs exportations et en augmentant les prix des produits qu'ils exportent. Ce sont les pays qui exportent les matières premières les plus demandées, et les bailleurs classiques de capitaux. Indiquons, à ce propos, que, dans les Etats industriels développés, le taux d'intérêt sur le marché libre des capitaux est passé de 4,43 % en 1971 (moyenne) à 17,61 % en 1980.

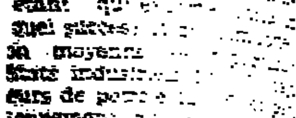
Le troisième groupe est constitué par les pays qui importent l'inflation, *y ajoutent la leur et en subissent les* effets cumulatifs pour la bonne raison *qu'ils ne sont pas en mesure de la* transmettre à d'autres. Il s'agit de la *plus grande partie de notre planète*, aussi bien par l'espace que par la population. Cette liste comprend pour ainsi dire la totalité des pays en développement. Soit qu'ils achètent des biens d'équipement pour développer leurs propres productions, soit qu'ils se procurent des matières premières ou des denrées alimentaires et des biens de consommation courante, ils se heurtent au même problème : ils achètent l'inflation des autres !

Pour donner une idée de ce qui se passe dans le domaine du commerce, qu'il nous suffise de rappeler que l'an dernier, dans les 1 508 milliards de dollars d'exportations mondiales totales la part des Etats industriels était de 1.056 milliards, celle des pays exportateurs de pétrole de [illegible] milliards, et celle des pays en développement extra-européens de [illegible] milliards.

MIRKO DJEKIC.







VICTIME DE L'INFLATION

le soleil (Dakar)

Le plus grand obstacle au développement

PURETE des temps, difficultés des *choix à opérer* pour penser le futur. Faut-il, dès lors, se résoudre à ne plus rien acheter, chez soi comme à l'extérieur ? Les *commandes voient* leurs prix doubler d'une période à l'autre. Les prix des marchandises valsent, au rythme des arrivées.

Si, au moins, l'armée des chômeurs, dans nos pays à démographie galopante, s'en trouvait réduite, le *transport abordable*, les services nombreux... A tous les niveaux, nous vivons, comme sous d'autres cieux avec d'autres peuples, le drame du quotidien. Chacun se découvre, à l'heure des comptes, des dons d'équilibriste. L'inflation est là, incendie qu'il faut éteindre si nous ne voulons *pas* désespérer de toutes nos luttes.

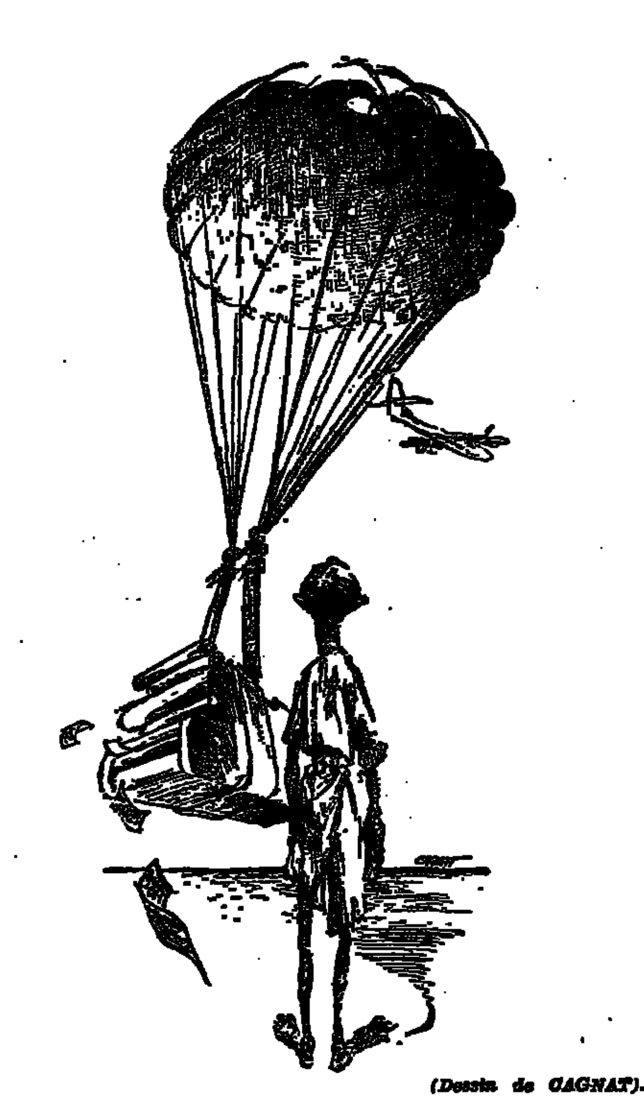
En effet, aucun pays, comme le faisait remarquer le *premier ministre français*, M. Raymond Barre, ne peut durablement s'accommoder de l'inflation sans risquer de succomber à de graves désordres économiques.

Ceci est vrai des pays riches. Des pauvres, encore plus. L'état de sous-développement, accentué par le caractère extraverti de nos économies, nous impose des batailles plus dures. Au cœur de la tempête, *notre esquif est bien dérisoire*. Dame inflation nous a si bien secoués qu'il serait plus judicieux de se passer du mot, et de parler... d'inflammation.

des relèvements de salaires de 15 % en moyenne et des augmentations du prix à la production de l'arachide, du coton et du mil, vient se greffer une inflation *par les coûts. Les hausses enregistrées dans les pays avec lesquels nous faisons* le gros de notre commerce sont répercutées sur nos importations. C'est ici que l'indexation des prix des produits pétroliers sur ceux des produits manufacturés, différentes mesures de compensation, de subvention des produits à la consommation, de tarification spéciale, de préférences généralisées, etc., prennent tout leur sens dans le *nécessaire dialogue* Nord-Sud. C'est, bien sûr, en ces temps de crise généralisée que l'aide des pays industrialisés à ceux du Sud doit *être plus substantielle, nos programmes* de développement et nos plans d'investissement plus soutenus.

Avec des capitaux de plus en plus chers, des mécanismes de financement très complexes, une lourde dette extérieure, des biens d'équipements coûteux, les investissements se font *rares*. Et il nous faut vivre. Nous importons alors en plus des biens d'équipement, des biens de consommation industrielle, des produits alimentaires, des céréales, du riz principalement.

On le voit donc, il n'y a pas de plus grand obstacle au *développement* que l'inflation qui *réduit* de manière très sensible nos chances de nous équiper tout en constituant une menace sérieuse pour l'équilibre social. Il nous faudra sans doute compter encore avec une inflation accrue dans les années 80. Le sacrifice est donc nécessaire, et la *solidarité qu'on célèbre dans les grands* forums entre le Nord et le Sud trouve, maintenant, plus que par le passé, un terrain propice pour éclore. Mal de notre temps, l'inflation n'arrange personne, si *ce n'est les spéculateurs, réfugiés dans* l'immobilier et le commerce sauvage.



(Dessin de CAGNAT).

Car, comment résister, sans prendre le difficile choix de remettre à demain, toujours repousser le développement économique. La maladie inflation, importée des pays industrialisés, à l'inverse de la croissance qui, par une curieuse répartition des rôles, reste *au centre, exige de* nouvelles thérapeutiques. Mais, souvent, la machine qui doit aider à la *solution* des *équations du futur* reste bloquée.

Apocalypse et sécheresse

Croissance économique, plein emploi, stabilité des prix plaidant pour le maintien du pouvoir d'achat : sur les trois tableaux, le feu est chez nous à *l'orange*, prêt à virer au rouge. Le temps presse. Nous savons que les plus faibles, dans *l'arène, risquent d'être* emportés par la bourrasque. Ambiance d'apocalypse dans un décor de sécheresse. Test de la volonté des gouvernants à voler au secours des populations.

Au Sénégal, 9 % d'inflation en moyenne. La dose importée est de 15 %. Pour atteindre ce résultat, tout de même acceptable si on le compare aux taux enregistrés dans les pays africains et même dans les pays *industrialisés* au moment où l'inflation à deux chiffres court la planète, il a fallu, on n'en doute pas, une *intervention rigoureuse* de la puissance publique).

Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que la hausse continue du brut explique tous nos malheurs, car si le pétrole s'est renchéri au point que notre facture est passée de 5 milliards de francs C.F.A. en 1973 à 50 milliards de francs C.F.A. en 1980, la hausse des prix des produits *manufacturés a été* aussi forte. De plus, à l'inflation, par la demande intérieure qui s'est accrue, avec

La dureté de sa prise sur notre quotidien peut cependant *nous* conduire à raffermir le consensus social, pour engager de nouvelles conquêtes.

Différentes mesures ont été prises au Sénégal *pour lutter contre les effets* pervers de l'inflation : austérité des populations, mais aussi de l'Etat qui doit donner l'exemple, intervention marquée dans les investissements, surveillance plus étroite des importations, contrôle du commerce extérieur, encadrement des *crédits*, négociations des conventions collectives pour soutenir le pouvoir d'achat, maintien à un niveau acceptable de la consommation, sans laquelle l'investissement *n'est pas possible*.

Il reste que la crise que nous vivons est structurelle. La stagflation continuera encore de nous menacer, comme au nord du pays, le désert qui avance. Combattre le mal est d'autant plus difficile que nous baignons dans un monde interdépendant. Certains remèdes ne peuvent, à la limite, qu'aménager, au gré des évolutions *brutales, notre temps*. L'exigence d'un *développement* autocentré qui rompt avec les modèles anciens *n'en est que plus pressant pour* débloquer les impasses du dialogue Nord-Sud et étendre les cadres possibles de la *coopération* Nord-Sud.

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA.

DAWN (Karachi)

La part de responsabilité des multinationales

A la *fin* des années 60, les gouvernements, se référant aux schémas traditionnels, ont été amenés à croire que l'inflation était le prix à payer pour la croissance et qu'on ne pouvait contenir la première qu'en sacrifiant la seconde. *Soucieux de juguler l'inflation, ils se* sont rabattus sur les vieilles méthodes visant à restreindre la demande pour réduire les taux d'inflation et refroidir les économies.

Le débat entre économistes néo-classiques et disciples de Keynes au sujet des causes et des remèdes de l'inflation s'est *ranimé* après la crise traumatisante de 1970-1971 durant laquelle la récession économique s'accompagna d'une montée en flèche des prix sans précédent. La détermination des prix fondée sur le modèle néo-classique de la concurrence parfaite est bien loin de correspondre à la réalité. La distribution *du revenu national pose également* un problème sans cesse aggravé par la construction de monopoles économiques, *et par le fait que la fixation des prix dépend dans une large mesure de la politique suivie en la matière par de puissants blocs économiques monopolistiques et que les travailleurs syndiqués sont assez forts pour défendre leurs acquis.*

Le prix des transferts de technologie

La lutte pour la répartition du revenu national entre le capital et le travail et le désir des monopoles de *s'approprier* une part plus importante du « gâteau national » influent considérablement sur le mécanisme de l'inflation actuelle. La volonté des monopoles de réaliser le maximum de profits et le combat que livrent en même temps les syndicats dans les *pays* industrialisés *pour* que se maintienne la part des salaires dans le revenu national obligent les sociétés multinationales à gonfler les prix de leurs exportations vers les pays en développement et, en particulier, ceux des transferts de technologie.

Selon le rapport de la commission Brandt, une bonne partie des échanges internationaux des sociétés multinationales s'effectuent « en famille », entre la maison mère et ses filiales, et cette importante activité interne représente, selon une estimation, plus de 30 % *du commerce mondial*. D'autres opérations ont également lieu sur une grande échelle entre les différents partenaires de ces entreprises, par exemple l'octroi de prêts, la délivrance de licences d'exploitation technologique et la fourniture de services. *On peut, dans toutes ces opérations*, fixer des prix de transferts différents du prix qui aurait été arrêté entre des partenaires absolument indépendants. Ces écarts de prix traduisent certes les préoccupations commerciales légitimes des entreprises, mais ils peuvent aussi fort bien *servir à transférer* des bénéfices. Les *échanges entre filiales d'une même* société permettent à celle-ci d'imposer des pratiques restrictives à l'intérieur de son propre système.

Les multinationales sont ainsi en mesure de dicter leurs conditions *puisque le marché* de la technologie est très imparfait. Pour le vendeur, le coût marginal dans la vente d'une technologie déjà bien au point peut être faible, mais, pour l'acheteur, s'en passer ou la mettre au point lui-même pourrait lui coûter très cher. Il y a *là une telle disparité que, toujours* selon le rapport Brandt, c'est la position de force relative des partenaires dans la négociation qui détermine essentiellement le prix. Et en l'occurrence les pays en développement se trouvent automatiquement en position *de faiblesse parce qu'ils sont très* largement tributaires de la technologie importée. Leurs difficultés sont accrues par le manque de personnel ayant les compétences nécessaires pour *mettre au point* des technologies de rechange et opérer des choix judicieux.

La propagation des fluctuations économiques

Les pays développés à économie *de marché ont connu, au cours des* décennies 1950-1960 et 1960-1970, une relative stabilité des prix qui ont augmenté en moyenne de 1,3 % et 3,5 % par an respectivement. En 1970-1977, l'augmentation annuelle a été d'environ 7,15 %. Les dévaluations *successives et la chute du* dollar flottant dans les années 70 ont beaucoup contribué à cette accélération du mouvement inflationniste. Les poussées inflationnistes se sont encore accentuées à partir de 1978 et les hausses renouvelées du prix du *pétrole déclenchées par l'OPEP n'ont* fait que mettre de l'huile sur le feu. Les pays développés connaissent maintenant les uns après les autres un taux d'inflation à deux chiffres. Une nouvelle vague de stagflation, porteuse d'une crise encore plus *grave que la précédente*, semble prête à déferler.

Les fortes poussées inflationnistes ou récessionnistes auxquelles sont en butte les pays en développement sont en général déclenchées par la propagation à l'échelle internationale des fluctuations économiques que subissent les pays industrialisés. Les pays comme le Pakistan, dont le commerce *est très tourné vers l'extérieur, sont* particulièrement vulnérables à cet égard. *Aussi la montée inflationniste au Pakistan a-t-elle suivi de près, au fil des années, le mouvement international.*

La hausse annuelle des prix de gros a été de 1,6 % pour la période quinquennale 1955-1960, de 2,4 % pour la période 1960-1965, de 4,5 % pour la *période* 1965-1970, et 16,9 % *pour* la période 1970-1975. Des chiffres records d'augmentation annuelle de 32,8 % et 23,7 % ont été enregistrés en 1973-1974 et *1974-1975 à la suite* de la très forte dévaluation de la roupie pakistanaise en mai 1972, de la hausse *mondiale du prix du pétrole* déclenchée par l'OPEP à partir d'octobre 1973, et de la stagflation mondiale la plus grave de l'après-guerre, qui s'est instaurée en 1974-1975. Les prix moyens des importations du Pakistan ont augmenté d'environ *10 % en 1978-1979 et d'environ* 30 % en 1979-1980. Pour les importations autres que le pétrole, le taux d'augmentation a été d'environ 8 % en 1978-1979 et de 20 % en 1979-1980.

R.M.U. SULEMAN.

INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

L'Inde victime de la stagflation

LES Indiens ont été si préoccupés par l'inflation au cours des derniers dix-huit mois qu'ils n'ont prêté aucune attention à un problème autrement plus sérieux qui lui est *sous-jacent : le marasme qui sévit* dans l'économie indienne depuis 1966, date de l'expiration du troisième plan.

L'inflation et la *stagnation* dont souffre le pays ne sont pas des phénomènes indépendants. Au contraire, ils se sont renforcés l'un l'autre, et ont inexorablement précipité l'économie dans sa chute. Ce cercle vicieux se manifeste surtout dans les secteurs non *agricoles de l'économie. Si le* pays a pourtant réussi à progresser à pas de tortue, avec une croissance de 3,5 % du P.N.B., c'est seulement grâce à une percée technologique dans le domaine de l'agriculture, qui a masqué l'échec du développement industriel après 1966.

Il est à présent généralement admis que la cause principale de cet échec remonte à la décision du gouvernement, prise en avril 1967, de suspendre le plan pendant trois ans, lorsque le troisième plan serait arrivé à terme. *A l'époque, la décision semblait sensée.* Le pays accusait le double coup de deux sécheresses et de deux guerres, qui, conjointement, avaient fait monter le niveau des prix de presque 50 % depuis 1963, dont 32 % pendant les seules années 1965-1966 et 1966-1967. Il *semblait donc sensé de freiner l'investissement* pour réduire l'inflation et d'assurer une croissance de la production par une meilleure exploitation du grand nombre d'entreprises qui avaient été créées au cours des IIe et IIIe plans.

Le financement par le déficit

Selon le même ordre d'idées, l'investissement prévu par le plan fut réduit en termes réels, au cours des trois années de suspension du plan, de 30 % par rapport au niveau atteint en 1965-1966, quoique la mise de fonds restât la même, en moyenne.

Les dirigeants ne prirent cependant malheureusement pas en compte l'effet accélérateur d'une baisse de l'investissement public sur les industries à haut capital. La plupart de celles-ci avaient été créées au cours des IIe et IIIe plans dans l'anticipation d'un niveau d'investissement en hausse constante et sans heurts. Ce tassement a donc suscité un arrêt abrupt des commandes et a plongé les *industries de biens d'ingénierie*, puis les industries de base comme la sidérurgie, dans une récession profonde qui s'est étendue implacablement au reste de l'industrie.

Le ralentissement de la croissance *industrielle qui en est résulté* a eu une autre conséquence imprévue. Il a fait chuter le taux d'accroissement des revenus de l'Etat (qui ont une relation directe avec la croissance industrielle) et aggravé la crise financière dans laquelle il se débattait. Le moment venu de reprendre la planification et de lancer le IVe plan (en 1969), les ressources nécessaires pour accélérer le taux d'investissement s'étaient évanouies.

Ce fut là l'origine du recours massif au financement par *le déficit* au cours des quatre premières années du IVe plan. Comme les trois premières coïncidèrent avec le démarrage de la révolution verte et une succession de moussons excellentes, les prix restèrent relativement stables. Mais l'échec partiel *de la mousson de 1972 libéra le* potentiel latent d'inflation créé par le gouvernement. La hausse des prix qui en résulta, de 1972 à 1974, annula la valeur réelle des ressources qu'il avait cherché à créer.

Conséquemment, la valeur réelle de l'investissement prévu par le plan resta en dessous du niveau atteint en 1965-1966 jusqu'à la fin du IVe plan en *1974, à l'exception de l'année 1972-1973*, lorsqu'il dépassa légèrement la pointe précédente. La situation ne s'est guère améliorée depuis *1974-1975*, l'année de lancement du Ve plan. Il y a bien eu une importante augmentation de l'investissement en valeur nominale, mais le gouvernement l'obtint en bonne partie en changeant tout simplement la définition d'investissement prévu par le plan. Alors que précédemment les provisions de renouvellement du capital en étaient exclues, celles-ci figuraient *désormais dans* l'estimation totale.

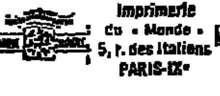
Les conséquences n'en furent pas *négligeables, même* pendant la première année du Ve plan. Sur un investissement total de 2 335 Rs crores (8 milliards de dollars), quelque 350 Rs crores (440 millions de dollars) furent alloués au renouvellement du *capital. La proportion n'a cessé d'augmenter* depuis, car pendant les *quatorze* longues années de marasme les usines flambant neuves construites lors des IIe et IIIe plans se sont détériorées et leurs machines de plus en plus ont dû être remplacées.

L'investissement annuel *prévu* par le plan n'a finalement dépassé les niveaux 1965-1966 qu'au cours du VIe *plan, mais d'une marge qui reste* faible. Les 12 500 Rs crores (15 milliards de dollars) investis en 1978-1979 reviennent seulement à 3 500 Rs crores (4,4 milliards de dollars) en prix 1965-1966. Si on compte qu'un cinquième de cette somme est allouée aux frais *d'amortissement (c'est la proportion* globale pour le pays, mais celle-ci pourrait être encore supérieure dans l'industrie où les actifs en capital tendent à avoir une vie plus courte), l'investissement net réel n'a pas dépassé Rs 2 800 crores (3,5 milliards de dollars), *soit une progression de seulement* 18 % par *rapport* au *niveau* atteint treize ans auparavant. Ce résultat ne fut d'ailleurs atteint qu'au prix de déficits monumentaux dans les budgets de *1977-1978* et *1978-1979*. Cette période connut une nouvelle poussée d'inflation due à la sécheresse de 1979. Le niveau de l'investissement public, en valeur réelle, se mit conséquemment à sombrer en 1979, puis de nouveau en 1980-1981.

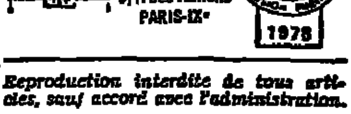
Les choses se répètent selon un schéma désormais clair. Depuis 1966, *chaque effort pour élever le niveau* d'investissement prévu par le plan, c'est-à-dire le niveau des dépenses pour le développement, a créé un vaste potentiel d'inflation qui, concrétisé et aggravé par une mauvaise récolte, a effacé les gains nominaux effectués au *cours des années* précédentes.

PREM SHANKAR JHA.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 5 OCTOBRE

« Les abbayes de Fontevrault », 7 h. 30, place de la Concorde, Mme Oswald.

« Le Sénat », 10 h. 30, 15, rue de Vaugirard, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.

« L'abbaye de Sainte-Geneviève », 15 h., 2, rue Clovis, Mme Bouquet des Chaux.

« Les missions étrangères », 15 h., 128, rue du Bac, Mme Pennec.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h. et 16 h. 30, entrée, hall gauche, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée Tavet-Delacourt », 15 h., 4, rue Lemercier, à Pontoise (L'Art pour tous).

« Cimetière Montmartre », 15 h. 15, avenue Rachel (Mme Barbier).

« Vieux Montmartre », 15 h. 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Mme Camus).

« La basilique de Saint-Denis », 15 heures, devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'ancien collège des Ecossais et l'église Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, 65, rue du Cardinal-Lemoine (Mme Ferrand).

« Hôtel de Soubise », 15 h., 60, rue des Francs-Bourgeois (Mme Hauller).

« L'Académie française », 15 h., 23, quai Conti (M. de La Roche).

« De Saint-Etienne-du-Mont à Mouffetard », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (Lutèce-Visites).

« Le Marais inconnu », 15 h., métro Rambuteau (Résurrection du passé).

« Les synagogues de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h., 3, rue Malher (le Vieux Paris).

« Le Père-Lachaise », 15 h., entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Visages de Paris).

LUNDI 6 OCTOBRE

« Les thermes de Cluny », 15 h., 6, place Paul-Painlevé, Mme Allaz.

« Renan à Issy-les-Moulineaux », 15 h., 33, avenue du Général-Leclerc, 15 h., 33, avenue du Général-Leclerc.

« La Sainte-Chapelle », 15 h., entrée, Mme Guillier.

« Connaissance de Boffrand », 15 h., métro Chambre-des-Députés, Mme Lamy-Lassalle.

« L'Arsenal », 15 h., 1, rue de Sully, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Manet », 14 h. 30, musée du Jeu de Paume (Arcus).

« Collège des Bernardins », 15 h., parvis de l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Histoire et Archéologie).

« Hôtel du Marais. Place des Vosges », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h., 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

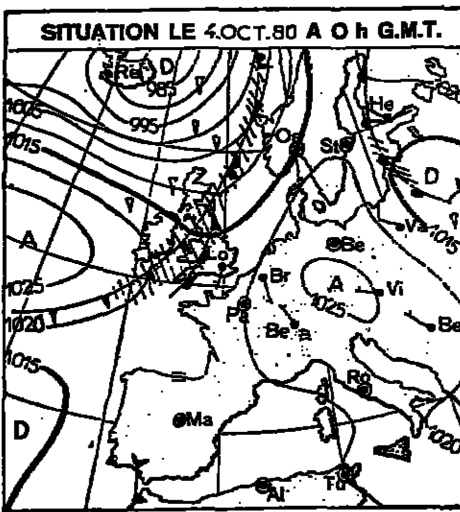
14 h. 45, Institut de France, 23, quai Conti, M. François Ceyrac : « Socialisme et progrès social ».

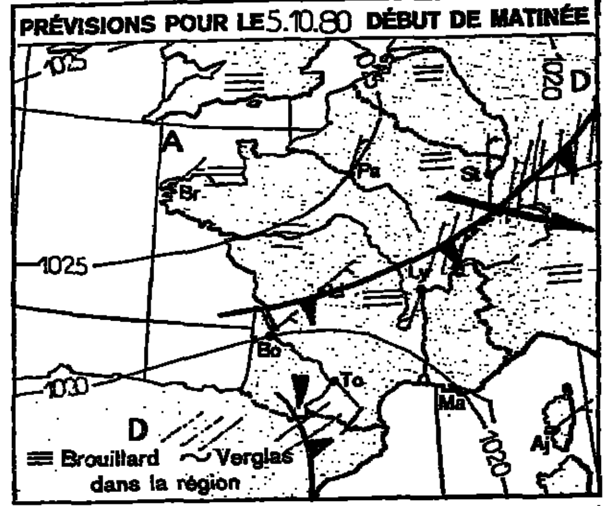
14 h. 45 : centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, Mme Odette Boucher : « L'Atlantide et Santorin ».

18 h. 30, 35, avenue Franklin-Roosevelt : « La Belgique » (Grandes Conférences de Paris).

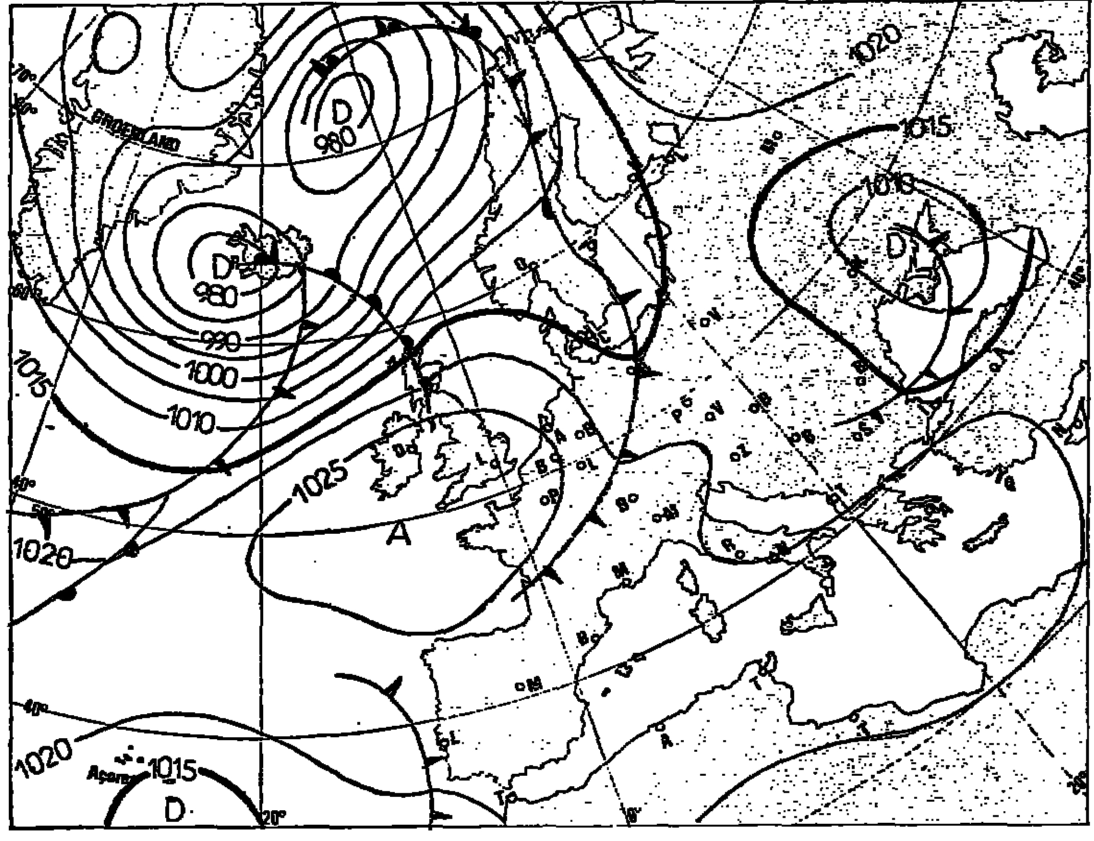
18 h. 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, MM. Pierre-Louis Asselineau, Georges Cherlere, Paul Meunier, Armand Panigel : « La critique du disque ».

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 octobre à 0 heure et le dimanche 5 octobre à 24 heures :

La perturbation qui atteignait la Manche samedi matin pénétrera sur la France en perdant encore de son activité et sera peu marquée. Elle sera suivie par le nord-ouest d'une nouvelle hausse du champ de pression. Les nuages orageux de la péninsule Ibérique pourront déborder temporairement sur le sud-ouest du pays.

Dimanche, le temps sera nuageux à très nuageux et parfois brumeux le matin du Jura et du nord des Alpes au Bassin aquitain. Quelques ondées orageuses éparses pourront être observées sur le Bassin aquitain, près des Pyrénées, ainsi que de rares pluies passagères près des frontières de l'Est. Dans la journée des éclaircies se développeront. Il fera beau sur le Sud-Est tandis que des nuages brumeux seront présents sur les côtes du golfe du Lion le matin. Sur le reste de la France, le temps sera ensoleillé après la dissipation des brumes et des brouillards matinaux. Dans l'ensemble, les vents resteront faibles. Le début de matinée sera un peu frais dans l'intérieur sur la moitié Nord. Les températures maximales baisseront un peu dans le Midi ; ailleurs elles varieront peu.

Le samedi 4 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 018,8 millibars, soit 764,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 26 et 16 ; Bordeaux, 25 et 11 ; Bourges, 21 et 9 ; Brest, 21 et 10 ; Caen, 19 et 6 ; Cherbourg, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 24 et 7 ; Dijon, 19 et 9 ; Grenoble, 24 et 9 ; Lille, 18 et 5 ; Lyon, 17 et 10 ; Marseille, 25 et 16 ; Nancy, 16 et 2 ; Nantes, 20 et 7 ; Nice, 24 et 16 ; Paris-Le Bourget, 19 et 4 ; Pau, 27 et 11 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 20 et 5 ; Strasbourg, 17 et 4 ; Tours, 21 et 7 ; Toulouse, 25 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 13 ; Amsterdam, 16 et 5 ; Athènes, 23 et 15 ; Berlin, 14 et 4 ; Bonn, 16 et 3 ; Bruxelles, 17 et 7 ; Le Caire, 28 et 15 ; îles Canaries, 27 et 23 ; Copenhague, 15 et 2 ; Genève, 19 et 7 ; Lisbonne, 28 et 17 ; Londres, 17 et 9 ; Madrid, 28 et 16 ; Moscou, 8 et 6 ; Nairobi, 27 et 10 ; New-York, 19 et 14 ; Palma-de-Majorque, 27 et 14 ; Rome, 26 et 13 ; Stockholm, 12 et 0.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 771

HORIZONTALEMENT

I. Permettent de reprendre rapidement connaissance. — II. Qui ne fait donc pas de vagues. Qui est donc un peu comme la chicorée. — III. Une des Cyclades. Démonstratif. Un fleuve et deux lacs. — IV. Noire quand elle est profonde. Qui pourront avoir du mal à passer. — V. Commerçants qui se mettent en grève. Pronom. — VI. Celui qu'on attend. Deux lettres pour attirer l'attention. — VII. Article arabe. N'est parfois qu'un filet. Nourriture pour un rongeur. — VIII. Abréviation pour le patron. N'aura pas besoin de retouches. Pronom. Apprécié par les amateurs de biscuits. — IX. Peut frapper celui qui est assis. — X. Galantes, à l'Opéra. Où il y a donc du gras. — XI. Qui ont fait l'objet d'un enlèvement. Petit, devient rarement une moitié. On trouve sa monnaie au jardin. — XII. Fit l'innocent. Un petit ennui. Priver du superflu. — XIII. La scie et le marteau, par exemple. Peut être assimilée à la coqueluche. — XIV. L'action de celui qui descend. Utile quand on veut percer. — XV. Evoquent un coup hasardeux. Dans les Alpes-Maritimes. Pas libres. N'a pas un grand lit.

VERTICALEMENT

1. Inutiles tant qu'il y a du *bouillon*. — 2. Belle quand il n'y a pas de couvert. La part de l'administrateur. — 3. Nom qu'on donnerait à tort à ce qui est parfait. Qui n'auront donc pas à être revues. — 4. Symbole pour un métal léger. Où l'on ne voit plus d'accidents. Article. — 5. Mettre la main à la pâte. Peuvent figurer à côté des fraises. Qui peut donc piquer. — 6. Grand prêtre. Nom d'ami. — 7. Répété plusieurs fois, imite le bruit qu'on fait en arrosant. Croix. Utile pour distribuer des grains. — 8. Dans le nom d'un fleuve de Suède. Conjonction. Permet d'avoir deux parts égales. — 9. Article. Puissance. Le chef d'un certain monde. — 10. Boisson. Alla ruminer. Arrose Gisors. Est vite rattrapé. — 11. Peuvent s'attendre à être toujours repoussés. Adverbe. Le revers de la médaille. — 12. Atomes. Bien bouchés. — 13. Lisières. Fleuve côtier. Une belle pièce. — 14. Arrivé. Peut être *classé* avec *les gens* de robe. Lire comme un débutant. — 15. Comme certaines cordes. Période.

Solution du problème n° 2 770

Horizontalement

I. Volières. — II. Enormités. — III. Gênée ; Ave. — IV. Tapi. — V. Tourtière. — VI. Apeurés. — VII. Ratée. — VIII. I! ; Plat. — IX. Eider ; Ire. — X. NS ; Noroît. — XI. Section.

Verticalement

1. Végétarie. — 2. One ; Opalisé. — 3. Longuet. — 4. Ire ; Ruèrent. — 5. Emettre ; Roi. — 6. Ri ; Aïe ; Ro. — 7. Etapes ; Lion. — 8. Sévir ; Tari. — 9. Se ; Eu ; Tête.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	337 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	334 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 4 octobre 1980 :

DES DECRETS

● Relatif aux sanctions professionnelles applicables aux personnels navigants des corps militaires de l'armement ;

● Portant réglementation applicable aux faits professionnels aéronautiques dans la marine, le personnel sous-marinier, l'armée de l'air et la gendarmerie ;

● Modifiant le décret du 5 juin 1967 relatif aux conditions de remboursement des médicaments aux assurés sociaux.

DES ARRETES

● Portant nominations et réintégrations dans des établissements d'hospitalisation publics ;

● Modifiant un précédent arrêté relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds.

CARNET

Naissances

— M. Bernard VAUCELLE et Mme, née Joëlle Bonnin, Aurélien, ont la joie d'annoncer la naissance de

Flore,

le 9 septembre 1980.
24, avenue Duquesne, 75007 Paris.

Baptêmes

— Joëlle VIDAL, sa mère,
Régine Langendorff, sa marraine,
Le Père Jean-François Six, son parrain,
Sa famille et ses amis,
sont heureux d'annoncer le baptême, *le 5 octobre,* de

François-Vivien,

né le 8 juillet 1980.
2, square Grangé, 75013 Paris.

Décès

— Lanester (Morbihan).
Les familles Beglin, Frealle, Le Berd et Mme Le Bellec ont la douleur de faire part du décès de

Josselin,

survenu le 2 octobre 1980.
Ses obsèques ont été célébrées à Lanester, le 3 octobre, dans la plus stricte intimité.

— Le docteur Gérard Berthelot a la douleur de faire part du décès du

docteur Jeannine BERTHELOT-SENCE,
chirurgien-dentiste,
docteur ès sciences odontologiques,
licenciée en droit,
docteur en sciences économiques,

son épouse, survenu en son domicile le 12 août 1980, à l'âge de cinquante-sept ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
16, rue d'Hauteville, 72000 Le Mans.

— M. Jacques Buriat, ses enfants, petits-enfants et toute sa famille,
M. et Mme Roger Chabard et leur fils,
Mme Paul Chabard, son fils et ses petits-enfants,
Les familles Casseau, Pacaud, Tarou et Aublé,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Mme Jacques BURIAT,
née Hélène Chabard,

survenu à Paris, le 14 septembre 1980, dans sa soixante-huitième année, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.
La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Epinay-sur-Orge (Essonne).
19, rue du Cirque, 75008 Paris.
Lixy, 89140 Pont-sur-Yonne.
66, rue Blomet, 75015 Paris.

— Anne-Marie,
Marguerite,
Jean-Marie Englebert,
Robert et Nicole Englebert et leurs enfants, Catherine, François, Thierry,
ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Dominique ENGLEBERT,

leur frère, beau-frère et oncle, décédé à Mareil-Marly, le 25 septembre, à l'âge de trente-cinq ans.
La messe d'enterrement a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Etienne de Mareil-Marly, le 29 septembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, rue de Saint-Germain,
78750 Mareil-Marly.

— Grégory Masurovsky, son mari,
Marc, Jean Masurovsky, son fils,
ont la douleur d'annoncer la mort de

Shirley GOLDFARB,
artiste peintre,

L'enterrement aura lieu le lundi 6 octobre 1980, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, porte principale boulevard Edgar-Quinet.
Cet avis tient lieu de faire-part.
(Lire page 15.)

— Mme Jean Margot,
Le docteur et Mme Patrick Bordenave et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Dauger et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Margot,
Les familles Honoré, Giacomoni, Clavel, Espinouse,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MARGOT,
magistrat honoraire,

survenu le 27 septembre 1980, dans sa soixante-neuvième année.
Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu le 30 septembre 1980 à Antibes, dans la plus stricte intimité.
La Rouvière,
83, boulevard du Redon,
13009 Marseille.

— Mme Gabriel Ollagnier,
Denyse et Michel Ollagnier,
Jean Ollagnier,
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick OLLAGNIER,

survenu à Paris le 25 septembre 1980, à la suite d'une maladie tropicale.
L'incinération aura lieu le mardi 7 octobre 1980, à 13 h. 30 précises, au columbarium du Père-Lachaise, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation, à 16 heures, au cimetière ancien, rue du Lieutenant-Ricart à Chatou (Yvelines).
Cet avis tient lieu de faire-part.

27, avenue de Brimont,
78400 Chatou.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. Henry Pinatel, notaire honoraire, et ses enfants, Roger, Jacqueline et Christiane,
Mme Raymond Bayer et ses enfants, Claude et Francis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henry PINATEL,
née Germaine Bréhier,

survenu le 1er octobre 1980, à Saint-Jean-de-Luz.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 octobre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16e).
40, rue de l'Yvette, 75016 Paris.

— Angoulême.
Mme Fernand Poncelet,
M. Paul Poncelet,
M. et Mme Jean-Marie Bardinet,
M. et Mme Camille Saumon,
M. et Mme Valentin Gauthier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Fernand PONCELET,

leur époux, frère, beau-frère et cousin.
Ses obsèques auront lieu le lundi 6 octobre 1980, à 9 h. 45, en l'église cathédrale Saint-Pierre, où l'on se réunira.
Ni fleurs ni couronnes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
2, rue de la Préfecture,
16000 Angoulême.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Eli-Itzhak WERBA,

survenu le 2 octobre 1980, à l'âge de soixante-douze ans.
De la part de :
Mme Eli-Itzhak Werba,
Le docteur et Mme Jean-Claude Werba et leurs enfants,
Ses frère, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, cousins, cousines, alliés et leurs familles.
Les obsèques auront lieu le lundi 6 octobre.
Réunion à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 15 h. 30.
Ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

— Mme Jean Gorini et ses enfants,
M. et Mme Marc Gorini,
très touchés par les témoignages de sympathie qui leur ont été adressés à l'occasion du décès de

Jean GORINI,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

— Mme Roger Sananès,
M. Patrick Sananès,
Liza et Anna,
Et leur famille,
très touchés de l'hommage et du profond témoignage d'attachement rendus à

Roger SANANÈS,

adressent à chacun leurs vifs remerciements.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-I, lundi 6 octobre, à 16 heures, salle des commissions (Centre Panthéon). M. Daniel Pfligersdorffer : « Le papier et son industrie dans la C.E.E. ».

— Université de Paris-III, jeudi 9 octobre 1980, à 14 heures, salle Louis-Liard. Mme Claude Lacassagne : « Joseph Hall, homme de la voie moyenne ».

— Université de Haute-Bretagne, vendredi 10 octobre 1980, à 14 heures, bât. D., salle D 413, M. F. Morvannou : « Aspects de la littérature bretonne vannetaise dans la première moitié du dix-neuvième siècle ».

— Université de Paris-IV, vendredi 10 octobre 1980, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Michel Carmona : « Le grand Paris. L'évolution de l'idée d'aménagement de la région parisienne ».

— Université de Paris-IV, samedi 11 octobre 1980, à 14 heures, salle Louis-Liard, Mlle Evelyne Hanquart : « Un humaniste dans la cité moderne : E. M. Forster ».

— Université de Haute-Bretagne, lundi 20 octobre 1980, à 14 h. 30, bât. B., salle B 137, Mme A. M. Harmat : « Katherine Mansfield et l'art de la nouvelle ».

— Université de Paris-III, jeudi 23 octobre 1980, à 14 heures, salle Gréard. M. Michel Delabre : « Etude syntaxique des systèmes de comparaison avec, comme, ainsi que, de même que, en français contemporain ».

— Université de Paris-II, vendredi 24 octobre 1980, à 9 heures, salle des commissions, Mlle Dominique Delon : « La jurisprudence source de droit ».

— Université de Paris-II, mardi 28 octobre 1980, à 17 heures, salle des commissions, M. Philippe Lauvaux : « Le droit de dissolution dans les

Communications diverses

— La Fédération anarchiste organise, le mercredi 8 octobre, à 20 h. 30 (hippodrome Jean Richard, métro Porte-de-Pantin) un gala de soutien au monde libertaire, avec la participation de Bernard Lavilliers.
Les places peuvent être retirées 3, rue Ternaux, 75001 Paris (35 F), à la FNAC (40 F) ou sur place (50 F).

Tout passe, tout lasse...
sauf les SCHWEPPES :
« Idian Tonic » et Bitter Lemon.



S.T. Dupont a ouvert sa boutique
84 Faubourg Saint-Honoré Paris 8.

Le Monde

culture

VARIÉTÉS

Julien Clerc au Palais des congrès

Comme tous ceux de sa génération formés en partie par le rock, Julien Clerc se méfie des mots qui composent une chanson dans la mesure où on accorde encore à ceux-ci trop d'importance dans notre pays. La chanson est évidemment pour lui un mariage de sons et de mots ; cependant l'émotion instinctive, l'enthousiasme, l'énergie, ne doivent pas être relégués au second plan mais déployés à plein vent avec cette façon américaine d'aller à l'essentiel en musique.

Entre vingt et trente ans, Julien Clerc a néanmoins été victime des mots et il est généralement apparu au public comme un adolescent insaisissable, planant, une sorte de romantique bon genre, plein de pudeur dans les sentiments.

Sûr aujourd'hui de ne plus vouloir se laisser enfermer dans des phrases, désireux de gommer une image qui ne correspond plus à sa façon d'être, d'ouvrir son horizon de chanteur aux palpitations plus concrètes de la vie, au regard nouveau d'un adulte de trente-trois ans, Clerc s'est offert la collaboration de nouveaux auteurs (Jean-Loup Dabadie, Luc Plamandon) qui lui offrent des histoires où il lui est possible de s'emporter hors de lui-même, de crier, de hurler, d'être grave ou ironique, de jouer sur une palette plus large de sentiments, d'émotions — il y a notamment une magnifique chanson sur la peine de mort écrite par Jean-Loup Dabadie (*L'assassin assassiné*) et la reprise de *la Quête de Don Quichotte*, de Jacques Brel.

Parallèlement, Julien Clerc a poursuivi son chemin musical, a constitué un nouveau groupe composé de musiciens américains, anglo-saxons et français, une formation solide qui lui a donné des musiques plus éclatantes, swingantes, musclées, qui dansent et décollent, qui rendent littéralement heureux le chanteur et lui permettent de transcender ce qu'il offre dans ses mélodies et ses mouvements.

Il est rare qu'un chanteur français de variétés éprouve le besoin de sortir du créneau qu'il s'est un jour trouvé. C'est le mérite de Julien Clerc de le tenter et de le réussir au Palais des congrès.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Palais des Congrès. 21 heures.

■ Jazz à la brasserie Bofinger. .. Des dîners-concerts ont lieu à partir du 3 octobre à la brasserie Bofinger, 5, rue de la Bastille, Paris 75004. Premiers invités : le duo Caratini-Fosset, les 3 et 4 ; D. Friedman, avec J.-L. Chautemps le 10 ; D. Humair et J.-F. Jenny-Clark le 11. Dîner à 21 heures, concerts à 22 h. 15.

ROCK

The Undertones au Palace

Derry est une petite ville coincée entre l'Irlande et l'Ulster où le couvre-feu est comme une seconde nature et où l'on vit avec l'éventualité permanente d'un affrontement sanglant entre catholiques et protestants. Autant dire que les *loisirs* y sont pratiquement inexistants. Il y a les clubs où les mineurs sont interdits, peut-être six concerts dans l'année, et il y a les Undertones. Les Undertones qui, pour avoir *enregistré deux albums* et connu un hit avec Teenage Kicks, sont devenus de véritables idoles pour les adolescents de Derry.

Les Undertones se sont formés autour du chanteur Fergal Sharkey et, pour chacun d'eux, le groupe s'est imposé comme une alternative à l'ennui. Du coup leurs chansons sont chargées de tout ce qui leur échappe et de tout ce dont ils ont rêvé à travers les disques de leurs groupes préférés, c'est-à-dire le sexe et le « fun » avant toute chose. Tout cela aurait pu donner un groupe local sans envergure si les Undertones ne possédaient un sens développé de la mélodie.

Il suffit pour s'en convaincre d'écouter un titre comme « Wednesday Week » sur leur second 33 tours, « *Hypnotised* », qui rappelle étrangement la magie des Beatles. La voix chevrotante et suave de Fergal Sharkey, l'énergie qui passe sur deux accords remarquablement sentis, des riffs dévastateurs, des compositions ramassées et parfaitement construites, tels sont les ingrédients essentiels d'un rock acidulé et percutant.

ALAIN WAIS.

★ Au Palace, le 3 octobre à 20 h. 30. Discographie chez Pathé-Marconi.

ARTS

La mort du peintre Shirley Goldfarb

Nous apprenons la mort, survenue à Paris le 28 septembre dernier, du peintre Shirley Goldfarb. Michel Butor *évoque le souvenir* de cette artiste qu'il connaissait bien. Née à Altoona (Pennsylvanie), elle a vécu à Paris depuis les années 50, après avoir travaillé à l'Art Student League de New-York.

Dès son arrivée à Paris en compagnie de Gregory Masurovsky, Shirley Goldfarb était tombée amoureuse de Montparnasse qu'elle n'a plus quitté, sauf pour de rares vacances et quelques retours aux Etats-Unis, et dont elle était devenue *l'une des figures* marquantes. Très proche à ses débuts de l'impressionnisme abstrait, elle a toujours gardé une exceptionnelle sensibilité à la lumière, mais elle a développé, pour l'exprimer, des moyens de plus en plus personnels. Elle affectionnait les très grands formats placés comme dans son atelier, de telle sorte qu'il était presque impossible de les embrasser d'un seul coup d'œil, tels des mosaïques ou tapisseries, situation admirablement retrouvée lors de sa dernière exposition l'hiver dernier, au musée de Pontoise ; *ou bien les formats* très petits, tels des miniaturisations des autres.

C'est au cours d'un séjour à New-York qu'a commencé pour elle, après tant de floraisons irisées, l'aventure monochrome qu'elle a menée d'une façon toute particulière, alignant de petites touches quasi rectangulaires, les unes à côté des autres, jusqu'à faire de la toile couverte une sorte d'ultra-bas-relief, de piège infra-mince captant, modulant, infusant de telle couleur l'éclairage. L'or de son nom se mit à étinceler en immenses ou menus lingots aériens, élixirs visibles et respirables. Puis toutes les mines de l'arc-en-ciel creusées de galeries avec leurs carrefours et passages ? Se *sachant* menacée, elle a longuement construit sa méditation dans une grande toile entièrement noire, manifestant, dans les vibrations de ses strates, la *même* joie de vivre que les plus printanières d'antan.

MICHEL BUTOR.

EXPOSITIONS

LA PHOTOGRAPHIE AU GRAND PALAIS

Lartigue le sidérant

(Suite de la première page.)

Il a eu le sentiment de l'exception de cet instant, il sait bien qu'au bout du compte, la vie n'est faite que de ces instants-là, qu'il ne reste dans le souvenir que ces quelques instants rares qui font croire au bonheur.

Cet homme peint aussi, dans son *jardin, devant un grand miroir* posé sur un chevalet, ses yeux sont bleus, il est encore jeune, il va vieillir et ses yeux vont pâlir, il le sait. Il note dans son journal le temps qu'il fait et la qualité de la lumière, c'est important pour un photographe.

Enfant, cet homme avait des petites voitures auxquelles il faisait faire des courses, puis on a mis à sa disposition des engins plus importants, un appareil photo justement, de vraies voitures, des Hispano, des bobsleighs dingos, des *aéroplanes qui* se cassent la figure et, dans son plaisir du jeu, cet homme a tout mélangé, la photo et le mouvement, le sport, la course, le rire exténué.

Pendant que cet homme faisait joujou, au-delà du mur le pire s'est passé. La guerre de 14-18, puis le second conflit mondial, les fours crématoires, les femmes tondues, la faim, la torture. Rien vu, rien entendu, motus et bouche cousue : un témoin dont on aurait acheté l'aveuglement, un œil à œillères.

On pouvait croire que cet homme, condamné au plaisir, victime d'un narcissisme de classe, était un homme mutilé, auquel il manquait un don, le don de l'angoisse, et une dimension, celle de la mort. On était en droit d'aimer Cartier-Bresson contre Lartigue, parce que, partis tous deux d'un même milieu, le premier l'avait *quitté, presque pieds nus*, pour aller vers l'aventure, vers la conscience, tandis que le second s'y était enraciné et l'avait assumé.

On était aussi en droit d'aimer Boubat contre Lartigue, parce que le premier est un bienheureux immatériel, dénué, qui peut prendre son bonheur dans n'importe quel cadre de vie, de ciel, de vide, tandis que le second cadre le bonheur dans un confort, un raffinement préétablis. Or une exposition au titre bonhomme et un peu niais, *Bonjour, monsieur Lartigue*, ne remet pas les choses à leur place — car Cartier-Bresson et Boubat restent Cartier-Bresson et Boubat — mais chasse les idées toutes faites et réhabilite magnifiquement un homme, une œuvre. Pour la première fois, l'exposition dans ses courbes et dans son parcours sans angle, par la grâce *du choix d'Isabelle Jammes, révèle* un très grand artiste.

Par quel sort malin a-t-on voulu nous faire croire que Lartigue n'était qu'une ombrelle sur une femme emmaillotée de tulle, ou l'instant suspendu d'un plongeon ? On dirait qu'on a toujours voulu étouffer, minimiser Lartigue, à travers les livres ou le choix des revues (même son livre principal, *Instants de ma vie*, en donne une idée mineure), en le réduisant à une photographie du mouvement, du saut, de la *prouesse technique liée à la prouesse sportive, comme une machine* emballée à qui le mouvement aurait tourné, vidé la tête, mais qui continuerait à produire, à vide, des images.

La vérité de Lartigue, elle est ailleurs : dans la violence de la sensation, de l'amour, dans la puissance d'une individualité et d'une *intelligence visuelle*. Le nombre de photos sublimes, parmi les cent cinquante-cinq tirages de l'exposition, est à peine croyable.

Une tempête sur la promenade des Anglais, à Nice ; la silhouette dorsale, étrangement noire, d'un homme devant le ressac de la mer ; cet autoportrait au quadruple visage, visage du miroir, visage peint du tableau, visage du peintre tourné *vers sa toile, et visage absent* du photographe qui laisse l'appareil à la dérive, comme un bateau conduit par un gouvernail automatique, le déclencheur à retardement. Le départ d'un *ballon sphérique* qui rappelle les illustrateurs de Jules Verne.

Un énorme *cerf-volant*, météore tombé sur une plage devant la foule *affolée, par un collage comme un* effet d'optique. Deux visages d'enfants pauvres qui entrent dans le cadre, avec leurs casquettes et leurs cache-nez croisés sur leurs vestes *grises*, tandis qu'une femme regarde la mer, au Havre, en 1909, ils sont seuls mais ils suffisent à dire le labeur et la misère. La vision vacillante d'un appartement *désert aux murs* couverts de graffiti, au moment où Lartigue va emménager à Neuilly, avec Bibi, en 1927. *Ou ce précédent et stupéfiant portrait de Bibi, pris en* 1923 lors d'une séance de pose, et dont Lartigue a brouillé le visage, au moment du tirage de la photo, pour le remettre à l'état de la peinture et le confronter à celui du tableau (*les quelques tableaux de* Lartigue, un peu Van Dongen, un peu Bonnard, sont jolis et maladroits).

Le plus sidérant est de trouver toute la photographie dans Lartigue, aussi bien Atget, dans la photo des petites voitures de course au bas du meuble recouvert, en 1905, que *David Hockney ou Joël Meyerowitz*, dans les photos de piscine prises à Biarritz en 1930, ou John Batho, dans certains autochromes. Le portrait de Richard Avedon, pris dans son *studio en 1972, avec sa grosse* hélice de ventilation, ses portraits aux visages tristes et sa caisse de bois verticale comme un cercueil, semble d'une plus grande modernité que les photos de son modèle. Quand on demande son âge à Lartigue, il répond : « Six ans plus quatre-vingts ans. » ; ses yeux sont encore très bleus et il pose pour un photographe, en costume bleu pâle devant le Grand Palais. Lartigue a la chance de croire en Dieu.

HERVÉ GUIBERT.

(*) Grand Palais des Champs-Elysees. Jusqu'au 31 octobre. Catalogue : 40 F.

(*) *Les Autochromes de Lartigue*, aux Editions Herscher. Environ 150 F.

La donation

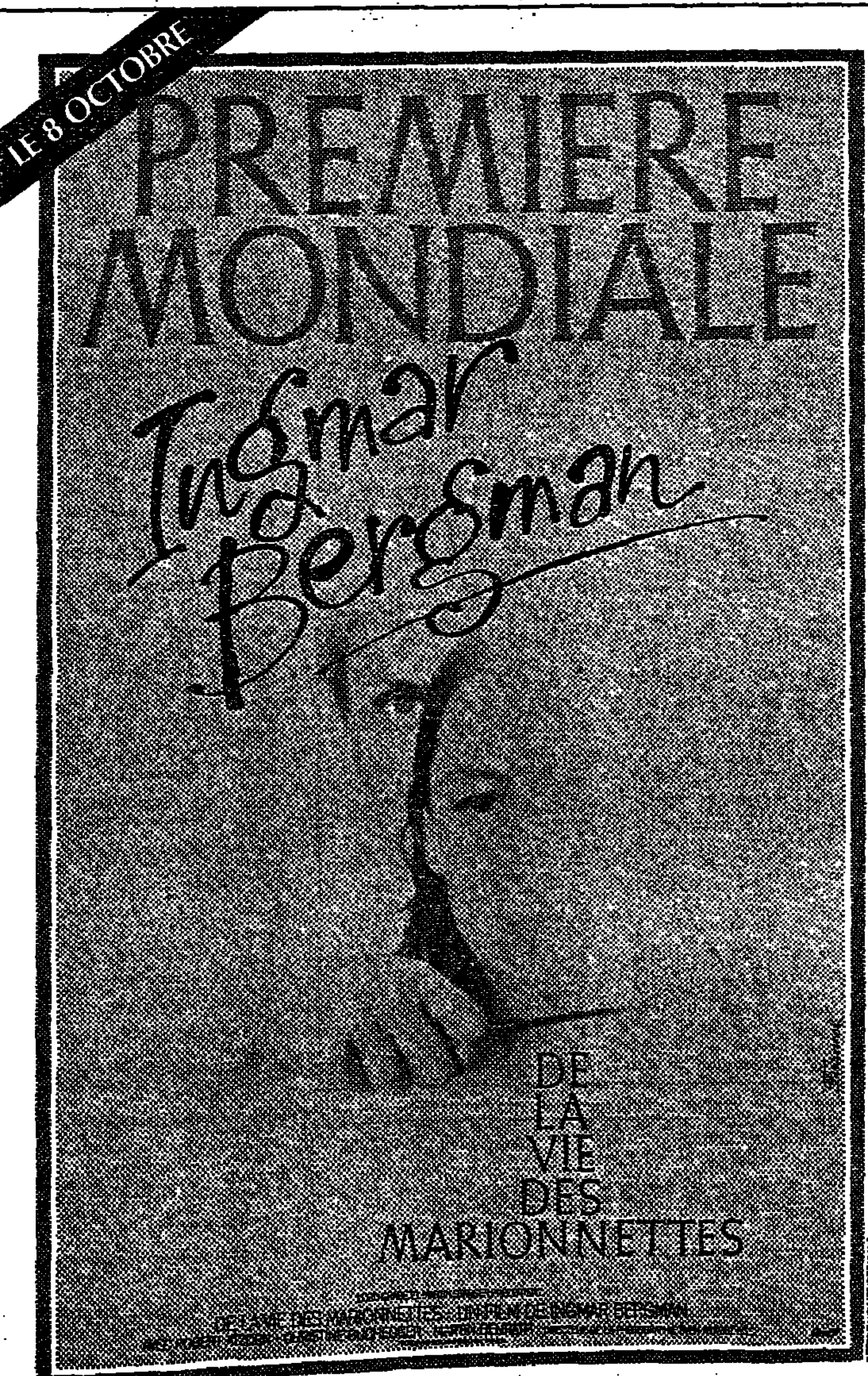
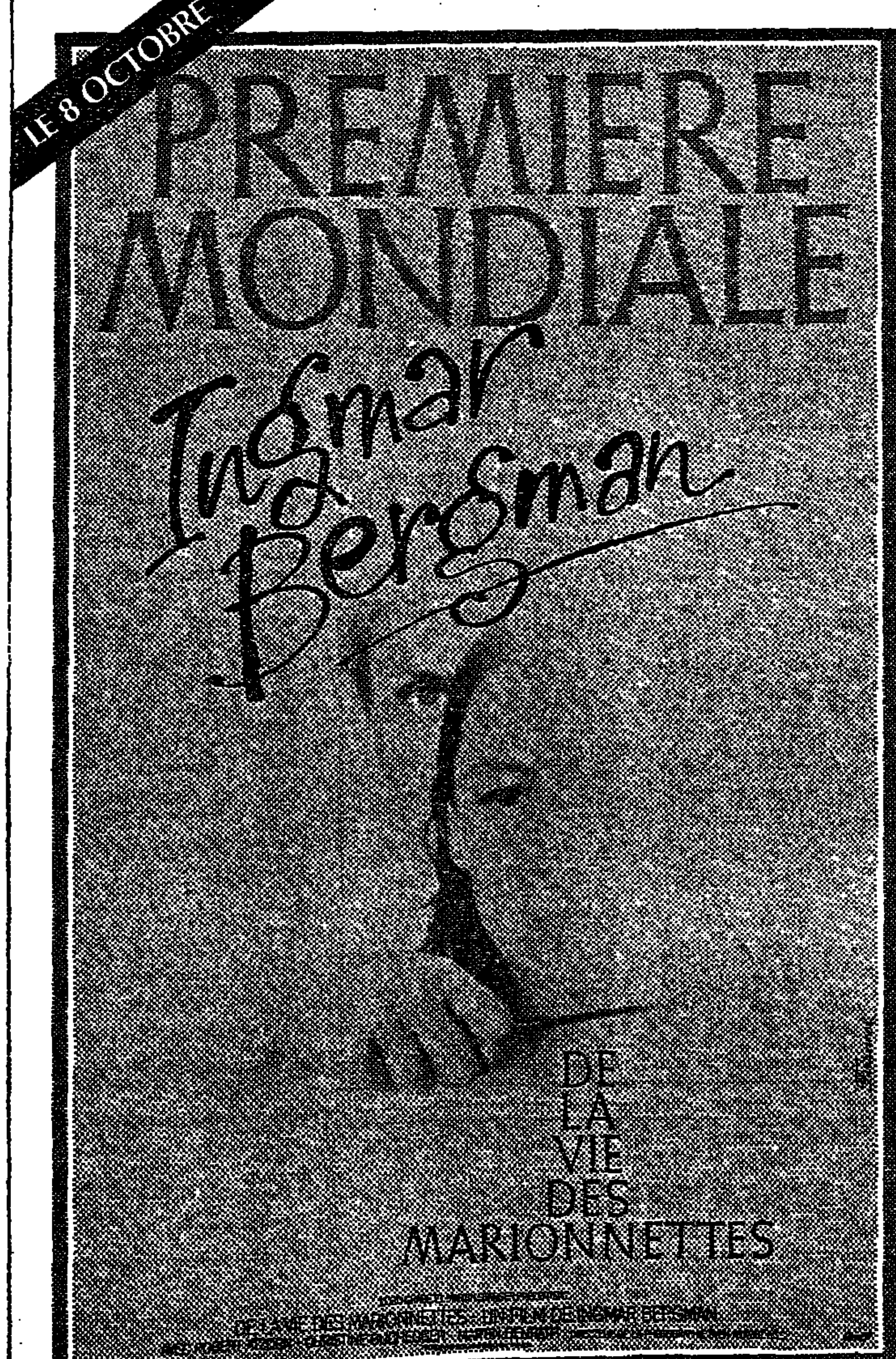
Le 26 juin 1979, en présence de M. Jean-Philippe Lecat, Jacques-Henri Lartigue signait l'acte de donation à l'Etat français de l'ensemble de son œuvre photographique.

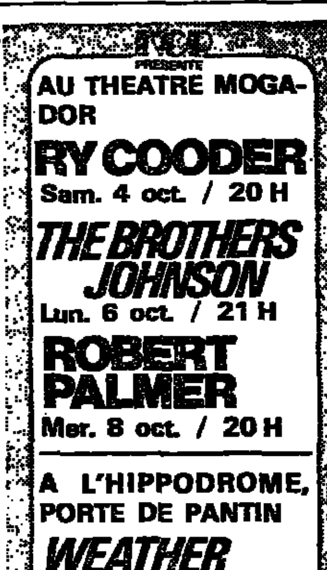
L'Association des amis de Jacques-Henri Lartigue, créée pour en assurer la gestion, s'est donné comme première mission d'installer dans les locaux du Grand Palais cette collection qui comporte environ 200 000 documents : plaques sur verre, vues stéréoscopiques, pellicules souples de tous les formats jusqu'au 24 × 36 actuel, autochromes, diapositives, ainsi qu'une centaine d'albums et une vingtaine de tableaux.

L'exposition « Bonjour Monsieur Lartigue » est donc la première manifestation de l'Association des amis de Jacques-Henri Lartigue, et se veut une préfiguration de la présentation de la donation, en attendant son installation dans les locaux définitifs du Grand Palais. Elle sera ensuite installée pour un mois à la Fondation nationale de la photographie à Lyon, puis de nouveau au Grand Palais, dans l'aile sud-est, en février 1981.

■ Le public du Festival de peinture de Cagnes-sur-mer (33 000 visiteurs au cours de l'été) a été invité comme chaque année à désigner les meilleures toiles exposées. Quatre artistes ont ainsi été retenus : l'Espagnol Cristobal Toral, l'Argentin Eduardo Oliveira Cezar, le Japonais Kozo et le Coréen du Sud Hong Joo Kim. Pour la première fois, le vote du public a rejoint le palmarès attribué au début du festival par un jury de spécialistes.

■ Le Centre national d'action culturelle, les Grandes Conférences de Paris et l'Union des artistes et des écrivains organisent le 6 octobre, 35, avenue Franklin-Roosevelt, avec le concours de l'ambassade de Belgique, une journée d'amitié franco-belge à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la Belgique. Deux séances publiques, avec films et « tables rondes » sont prévues à 18 h. 30 et à 19 h. 45, sur les problèmes culturels, en présence d'écrivains, d'artistes et de comédiens belges.



ACTUELLEMENT

Attention ! Spectacle ! Cinéphiles grincheux et puristes engoncés dans des certitudes cousues main, s'abstenir !
NOUVELLES LITTÉRAIRES

ROMY SCHNEIDER
LA BANQUIÈRE
UN FILM DE FRANCIS GIROD

SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Atelier (606-49-24) : les Trois Jeanne (sam., 21 h.).
Théâtre de la Commune, Aubervilliers (833-16-16) : les Trois Sœurs (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Grand Hall Montorgueil (233-80-78) : En pleine mer (sam., 21 h.).
Cité internationale, Galerie (589-38-69) : Chacun sa vérité, par le Grenier de Toulouse (sam., 20 h. 30).
Mathurins (265-90-00) : Proust ou la Passion d'être, par la Comédie de Saint-Étienne (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Rutebeuf, Clichy (627-81-17) : les Caprices de Marianne (sam., 18 h. 30).
Fontaine (874-74-40) : Magdane (sam., 20 h. 30).
Studio-Théâtre 14 (365-15-73) : Haute surveillance et Huis clos, par la Compagnie Miremont (sam., 20 h. 30).
Théâtre des Grésillons, Gennevilliers (793-26-30) : Nous irons tous à Capella, par Scarface (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Studio des Champs-Elysées (723-35-10) : le Cœur sur la main, de Loleh Bellon, avec Suzanne Flon (dim., 20 h. 30).

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20) : l'Héritière (sam., 20 h.).
Comédie-Française (296-10-20) : le Bourgeois gentilhomme (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.) ; Tartuffe (dim., 20 h. 30).
Odéon (325-70-32) : Le roi se meurt (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
TEP (797-96-06) : Films (sam., 20 h.).
Centre Pompidou (277-12-33) : Télévision autrichienne (sam., à partir de 14 h.).
Carré Silvia Monfort (531-28-34) : Cirque Grüss à l'ancienne (sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30).
Théâtre de la Ville (274-11-24) : Milva (sam., 18 h. 30) ; les Cannibales (sam., 20 h. 30).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78) : l'Homme couché (sam., 20 h. 30) ; A la rencontre de Marcel Proust (sam., 22 h.).
Antoine (208-77-71) : Potiche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Astelle-Théâtre du 19e (202-34-31) : les Bonnes (sam., 20 h. 30).
Athénée (742-67-27) : Cher menteur (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08) : En r'venant de l'expo (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30). — Théâtre de la Tempête (328-36-36) : Fusillade à Montredon (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre : l'Anniversaire (sam., 20 h. 30).
Comédie Caumartin (742-43-41) : les Exploits d'Arlequin (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21) : Madame est sortie (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Comédie-Italienne (321-22-22) : la Locandiera (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Daunou (261-69-14) : l'Homme, la Bête et la Vertu (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).
Essaïon (278-46-42), I : Utinam (sam., 20 h. 30) ; Histoires vraies (sam., 21 h. 30). — II : la Princesse de Babylone (sam., 20 h. 30) ; Flagrants délires (sam., 22 h.).
Fontaine (874-74-40) : Tupac-Tosco, *la raison de la mémoire* (sam., 18 h. 30, dernière) ; Essayez donc nos pédalos (sam., 22 h. ; dim., 17 h.).
Gaîté-Montparnasse (322-16-18) : Rufus (sam., 20 h. 15) ; V comme Vian (sam., 22 h., dernière).
Hébertot (387-23-23) : les Bons Bourgeois (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Huchette (874-76-99) : la Cantatrice chauve (sam., 20 h. 15) ; la Leçon (sam., 21 h. 30).
La Bruyère (874-76-99) : Un roi qu'a des malheurs (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Lucernaire (544-57-34), Théâtre rouge : Idée fixe (sam., 18 h. 15) ; Ficelles (sam., 22 h. 15) ; Désormais (dim., 18 h. 30). — Théâtre noir : Haute surveillance (sam., 18 h. 30) ; Rude journée en perspective (sam., 20 h. 30) ; Molly Bloom (sam., 22 h. 15, dernière). — III : Parlons français (sam., 18 h. 15).
Madeleine (265-07-09) : la Mémoire courte (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Marigny (225-20-74), I : l'Azalée (sam., 21 h. ; dim., 15 h.). — II : la Bonne Soupe (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Michel *(265-35-02)* : On dînera au lit (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière (742-95-23) : l'Habilleur (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Moderne (280-09-30) : Grugru II (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
Montparnasse (320-89-90), I : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — Petite salle : Exercices de style (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.) ; André Valardy.
Nouveautés (770-52-76). Un clochard dans mon jardin (sam., 21 h. ; dim., 16 h.).
Œuvre (874-42-52) : Un habit pour l'hiver (sam., 18 h. et 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Scènes de chasse en Basse-Bavière.
Palais des sports (828-40-48) : les Misérables (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 15 et 18 h.).
Palais-Royal (297-59-81) : Joyeuses Pâques (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Poche-Montparnasse (548-92-97) : le Premier (sam., 21 h.).
Potinière (261-44-16) : Maison rouge (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Studio d'En-Face (238-16-78) : la Traversée (sam., 21 h., dernière).
TAI-Théâtre d'Essai (274-11-51) : l'Ecume des jours (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Terrain-Vague, place des Grès (557-45-17) : Thyeste (sam. et dim., 20 h. 30).
Théâtre d'Edgar (322-11-02) : Fish out of water (sam., 20 h.) ; les Jumelles (sam., 21 h.).
Théâtre-en-Rond (387-88-14) : l'Incroyable et Triste Histoire du général Penaloza et de l'exilé Mateluna (sam., 19 h.) ; Huis clos (sam., 20 h. 30).
Théâtre Présent (203-02-55), I : Rosmerholm (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.). — II : le Médecin malgré lui (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre de Paris (874-20-44) : le Mariage de Figaro (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Théâtre 18 (226-47-47) : Play Strindberg (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Tristan-Bernard (522-08-40) : Du canard au sang pour Mylord (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35) : la Voix humaine (sam., 20 h. 15) ; la Collection (sam., 21 h. 15) ; la Revanche de Nana (sam., 22 h. 30).
Bistrot Beaubourg (271-33-17) : Vignol's Band Rock (sam. et dim., 19 h. 45) ; E. Sarda Generation Hollywood (sam. et dim., 20 h. 30) ; Naphtaline (sam. et dim., 22 h. 45).
Blancs-Manteaux (887-16-70). I : Areuh = MC 2 (sam., 20 h. 15) ; G. Cuvier (sam., 21 h. 30) ; Et vous trouvez ça drôle ? (sam., 22 h. 30). — II : Tribulations sexuelles à Chicago (sam., 20 h. 15) ; les Belges (sam., 21 h. 30) ; les Voyageurs de Carton (sam., 22 h. 30).
Café d'Edgar (320-85-11), I : *Sœurs siamoises cherchent frères siamois* (sam., 20 h. 30) ; Sueur, cravate et tricot de peau (sam., 21 h. 30). — II : Bruant Superstar (sam., 22 h. 15).
Café de la Gare (278-52-51) : la Transatlantide (sam., 20 h. 30) ; le Bastringue (sam., 22 h. 30).
Cafessaïon (278-46-42) : Jacques *Charby* (sam., 22 h.).
Le Clown (555-00-44) : Caf' conc' (sam. et dim., 22 h. 30).
Le Connétable (227-41-40) : Abadoche (sam., 20 h. 30) ; J. Rigaux (sam., 21 h. 30) ; J. Debronckart (sam., 22 h. 30) ; Carnival Jazz Quartet (sam., 23 h. 30).
Coupe-Chou (272-07-23) : le Petit Prince (sam., 20 h. 30) ; Ma chère Sophie (sam., 21 h. 30) ; Bagdad Connection (sam., 23 h.).
Cour des Miracles (548-85-60) : Dan Ar Bras (sam., 20 h. 15) ; Ivres pour vivre (sam., 21 h. 30) ; la Matiouette (sam., 22 h. 40).
L'Echaudoir (240-38-27) : M. Boubin, M. Fanon (sam., 21 h. 30).
Fanal (233-91-17) : le Président (sam., 21 h. 15).
Fer-Play (707-96-99) : les Zazous (sam. et dim., 20 h. 30) ; L'une mange, l'autre boit (sam. et dim., 22 h. 30).
Le Petit Casino (278-36-50), I : Racontez-moi votre enfance (sam., 21 h.) ; Du moment qu'on n'est pas sourd (sam., 22 h. 15). — *II* : Si la concierge savait (sam. et dim., 21 h.) ; Suzanne, ouvre-moi (sam., 21 h. 45 ; dim., 22 h.).
Le Point-Virgule (723-67-03) : Tranches de vie (sam., 20 h. 30) ; Cherche homme pour faucher terrain en pente (sam., 21 h. 30) ; Raymond (sam., 22 h. 45).
Splendid (887-33-83) : Elle voit des nains partout (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30).

SERGIO MENDES
ET BRASIL 88
AVEC EUROPE 1
A L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
2 concerts exceptionnels
LUNDI 6 OCT.
20 H ET 22 H 30
wea
NOUVEAU 33 T ET 45 T "FATO CONSUMADO"

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 4 - Dimanche 5 octobre

Soupap (278-27-54) : la Chasse au snark (sam., 21 h. 30).
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48) : Un polichinelle dans le tiroir (sam., 20 h. 30) ; Ma vie est un navet (sam., 21 h. 30) ; Refrains (sam., 22 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69) : le Plus Beau Métier du monde (sam., 20 h. 30) ; Bonjour les monstres (sam., 21 h. 30) ; C. Brosse (sam., 22 h. 30).
La Tanière (337-74-39) : G. Delahaye (sam., 20 h. 45) ; Goun, Justus, Friedmann (sam., 22 h. 30).
La Vieille-Grille (707-60-93) : A. Tome (sam., 21 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Heureux ceux qui n'attendent rien car ils n'auront pas plus (sam., 21 h. ; dim., 18 h. 30 et 21 h.).
Deux-Anes (606-10-26) : Quand les ânes voteront (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30).

Le music-hall

Bobino (322-74-84) : J. Beaucarne (sam., 20 h. 45 ; dim., 17 h.).
Gymnase *(770-16-15)* : *Coluche* (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Olympia (742-25-49) : G. Bécaud (sam. et dim., 21 h.).
Palais des congrès (758-22-56) : Julien Clerc (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Variétés (233-09-92) : M.-P. Belle (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Les comédies musicales

Bataclan (700-30-12) : J. Offenbach (sam., 20 h. 30).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Phi-
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Phi-Phi (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Bouffes-Parisiens (296-60-24) : Ta bouche (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Palais des glaces (607-49-93) : Listen darling, was it really a sweetheart tea-time (sam., 20 h. 30).
Renaissance (208-18-50) : Viva Mexico (sam., 20 h. 45 ; dim., 16 h. 30).
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53) : Harlem Swing (sam., *16 h. 30 et 20 h. 45 ; dim., 15 h.*).

La danse

Bouffes-du-Nord (239-34-50) : le Four solaire (sam., 20 h. 30, dernière).
Cité internationale universitaire, Grand Théâtre (589-67-57) : les Compagnons d'Akati (sam., 20 h. 30).

Les concerts

Lucernaire : L. Petrova, A. Perchat (mélodies populaires slaves et flamandes) (sam., 19 h. 30).
IRCAM-Espace de projection : Va et vient ; Pas moi (spectacles musicaux) (sam., 20 h. 30).
Faculté de droit : Quatuor Mélos ; Orchestre national de France, dir. H. Soudant *(Schoenberg, Spohr)* (sam., 20 h. 30).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre : L. Caravassilis, D. Cahen (Bach) (sam., 21 h.).
Eglise Saint-Merry : Ensemble instrumental Gerson (Telemann, Leclair, Bartok, Bach, Vivaldi) (sam., 20 h. 45).
Radio-France (studio 106) : Y. Chiffoleau (Bach, Telemann, Reger, Jolivet (sam., 18 h. 30).
Ranelagh : Quatuor intercontemporain (Chausson, Dutilleux, Schubert) (sam., 17 h.).
Eglise des Billettes : Ensemble de cuivres G. Touvron (de la Renaissance à nos jours (dim., 17 h.).
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière : M. Lagache (dim., 16 h. 30).
Notre-Dame de Paris : V. Leroy (Bach, Mendelssohn, Franck, Vierne) (dim., 17 h. 45).
Eglise Saint-Louis des Invalides : P. Caire (Franck, Vierne, Guilmant) (dim., 17 h.).
Eglise réformée d'Auteuil : J. Jaquenod *(Zipoli, Böhn, Scheidemann,* Bach) (dim., 17 h. 45).

Jazz, pop, rock, folk

Café d'Edgar (322-11-02) : R. Mason (sam., 22 h. 30).
Café de la Gare (278-52-51) : A. Doyle, A. Silva (dim., 18 h. 30) ; Celestrial Communication Orchestra (dim., 21 h.).
Cardinal-Paf *(272-54-86)* : R. Portier, Zool Fleischer (sam. et dim., 21 h. 30).
Caveau de la Huchette (326-65-05) : François Guin Swing Quintet (sam. et dim., 21 h. 30).
Caveau de la Montagne (354-82-39) : C. Escoudé, M. Graillier (sam. et dim., 21 h. 30).
Club Saint-Germain (222-51-09) : Kai Winding Quartet (sam. et dim., 21 h. 30).
Cour des Miracles (548-85-60) : Dan Ar Bras (sam. et dim., *20 h. 15*).
Dreher (233-48-44) : World Saxophone Quartet (sam. et dim., 22 h.).
Dunois (584-72-00) : Beqummernis Big Band (sam., 20 h. 30) ; Deka (dim., 20 h. 30).
Gibus (700-78-88) : Silence ! Hôpital (sam., 22 h.).
Golf Drouot (770-47-25) : B. S. M. (sam., 22 h.).
Lucernaire (544-57-34) : Trio P. Delettrez (sam., 19 h. 30) ; Jeff Garner (sam., 22 h. 30).
La Mort-Subite (331-41-48) : François Thomas (sam., 22 h.).
Mogador (285-28-80) : Ray Couder (sam., 20 h.).
Patio-Méridien (758-12-30) : Jimmy Witherspoon.
Riverbop (325-93-71) : Alan Holdsworth Quartet (sam., 22 h. 30).
Slow-Club (233-84-30) : M. Laferrière Orchestra (sam., 21 h. 30).
Théâtre Noir (797-85-14) : Sacy Perere (sam. et dim., 20 h. 30).

Festival d'automne

(296-12-27)

THEATRE

Théâtre de la Ville : les Cannibales (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).
Centre Pompidou : Sacco (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Cartoucherie de Vincennes : Une visite (sam., *20 h. 30* ; dim., 15 h. 30).

Dans la région parisienne

Breteuil, château (052-05-11) : J. Bernard (Schumann, Pierné, Debussy) (dim., 17 h.).
Châtillon, C. C. C. (657-22-11) : J.-R. Caussimon (sam., 19 h.).
Chevilly-Larue, C. C. André-Malraux (686-62-74) : Faut pas faire ça tout seul, David Mathel (sam., 20 h. 30).
Clichy, Théâtre Rutebeuf (627-81-17) : le Pays du sourire (dim., 14 h. 45).
Colombes, M.J.C. : Lili Drop (sam., 20 h. 30).
Courbevoie, Maison pour tous (333-63-52) : The Stunners, rock.
Fontainebleau, hôtel d'Estrées (422-27-80) : P.-L. Graf, M. Dreyfus (sam., 21 h.).
Fontenay-le-Fleury, C. Pablo-Neruda (460-20-65) : P. Ibanez (sam., 21 h.).
Gennevilliers, Théâtre (793-26-30) : Nous irons tous à Capella (sam., 20 h. 15 ; dim., 17 h.).
Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43) : In Amerika Cuicatl (sam., 20 h. 30).
Malakoff, Théâtre 71 (655-43-45) : Ensemble folklorique de Slovaquie (dim., 17 h.).
Mantes-la-Jolie, C.C. : C. Couture (sam., 21 h.).
Marly-le-Roi, M. J. C. (958-74-87), 21 h. : Mockinpott.
Montfort-l'Amaury, église Saint-Pierre, 20 h. 45 : R. Jeanmarie, D. Launay (Couperin, Torelli, Rivier...) (sam., 20 h. 45).
Montreuil, Studio M.-Berthelot (858-91-40) : Musica Dell' Arte (sam., 20 h. 30).
Palaiseau, Maison pour tous (014-29-32) : B. Lavilliers (sam., 21 h.).
Royaumont, abbaye (035-30-16) : Ensemble vocal G. Dufay, dir. A. Bedois (Laudario di Cortona) (sam., 20 h. 30).
Saint-Cloud, Chapiteau : les Frères Jacques (sam., 20 h. 45) ; Conservatoire municipal de musique de Saint-Cloud (Bach, Brahms, Beethoven...) (dim., 17 h.).
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59) : les Deux Vénitiens (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Saint-Ouen-l'Aumône, église : Ensemble polyphonique de France, dir. Ch. Ravier (*Ockenghem*, Josquin des Prés) (sam., 21 h.).
Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Salle municipale : F. Herdoncuff (Rachmaninov, Chopin, Liszt) (sam., 20 h. 45).
Sceaux, les Gémeaux (660-05-64) : L. Ferré (sam., 21 h.). — Douzième Festival (660-07-79) : L. De San, J.-Cl. Van Den Eyden (Schubert, Schumann, Ravel) (sam., 21 h.).
Soisy-sous-Montmorency, L.C. (989-37-92) : D. Freedman, D. Humair, J.F. Jenny Clarke (dim., 21 h.).
Versailles, Théâtre Montansier (950-71-18) : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre (sam., 21 h.).
Villiers-sur-Marne, Salle des fêtes (304-20-35) : H. Goraleb, piano (Schumann, Chopin, *Ravel*, Albeniz) (sam., 21 h.).
Vincennes, Coopérative des arts du spectacle (328-40-55) : Jacoby (sam. *et dim.*, 21 h.).
Vitry, Théâtre J.-Vilar (680-85-20) : Zoo Story (sam., 21 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.)

La Cinémathèque

Comédies musicales

Chaillot (704-24-24), sam., 15 h. : Avec le sourire, de M. Tourneur ; 17 h. : Comme les six doigts de la main, d'A. Melançon ; 19 h. : Sur la queue du tigre, d'A. Kurosawa ; 20 h. 30 : Les salauds se *portent bien* d'A. Kurosawa. — Dim., 15 h. : Mollenard, de R. Siodmak ; 17 h. : Tierra y Libertad, de M. Bulbulian ; 19 h. : l'Ange ivre, d'A. Kurosawa ; 21 h. : les Sept *Samouraïs, d'A. Kurosawa.*
Beaubourg (278-35-57), sam., 15 h. : Thetford au milieu de notre vie, de F. Dansereau ; 17 h. : Vivre, d'A. Kurosawa ; 20 h. : Fidelio, de P. Jourdan, d'après l'œuvre de Beethoven. — Dim., 15 h. : les Servantes du Bon Dieu, de D. Letourneau ; 17 h. : la Forteresse cachée, d'A. Kurosawa ; 19 h. 30 : la Mort du cygne, de J. Benoit-Levy ; 21 h. : Chronique d'Anna Magdalena Bach, de J.-M. Straub et D. Huillet.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
ANTHRACITE (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).
LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BIENVENUE Mr. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
BRONCO BILLY (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
CALIGULA (I.-Ang., v.o.) (**) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LA CHASSE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-22-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE CHEVAL D'ORGUEIL (Fr.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CHER VOISIN (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; la Pagode, 7e (705-12-15).
LE CHRIST S'EST ARRETÉ A EBOLI (It.) : Forum Cinéma, 1er (297-53-74).
LE *CŒUR A L'ENVERS* (*Fr.*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; les Tourelles, 20e (364-51-98).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Forum Cinéma, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (337-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
FAME (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
LA FEMME INTÉGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LA FEMME-ENFANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42).
FENETRES SUR NEW-YORK (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C.-Gobelins (336-23-44).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) : Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Miramar, 14e (320-89-52) ; Maxéville (770-72-86).
HEART BEAT (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies-les-Halles, 1er (236-71-72) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; La Clef, 5e (337-90-90). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LOULOU (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MANHATTAN (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : *Hautefeuille*, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassiens, 14e (329-83-11).
NIJINSKY (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

KAGEMUSHA, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e *(233-56-70)* ; *Montparnasse 83*, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Magic-Convention, 15e (828-42-27).
BREAKING GLASS, film britannique de Brian Gibson (v.o.) : George V, *8e* (562-41-46) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MA BRILLANTE CARRIERE, film australien de Gill Armstrong (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie U.G.C., 8e (359-41-18). — V.f. : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LES PETITES CHERIES, film américain de Ron Maxwell *(v.o.)* : Paramount-*City* Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention Saint-Charles, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
PINBALL, DES FILLES ET DES FLIPPERS, film américano-canadien de Georges Mihalka (v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e *(322-19-23)* ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
SUNBURN, film américain de R. Sarafian (v.o.) : U.G.C. *Danton, 6e (329-42-62) ; Mercury*, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e *(343-79-17)* Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA, film américain de Clive Donner (v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; *Fauvette*, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e *(651-99-75)* ; *Clichy* Pathé, 18e (522-46-01).

JEAN-PIERRE MARIELLE dans JACQUES FRANÇOIS
L'HABILLEUR
de Ronald Harwood
Texte français de Jean-François Prévand et Stephan Meldegg
Mise en scène de Stephan Meldegg
avec
Danièle Ajoret, Catherine Laborde, Gérard Jourde, Teddy Bilis et Monique Chaumette
THÉATRE DE LA MICHODIÈRE (Métro Opéra)
Loc. 742-95-22 et Agences

هكذا من الأصل

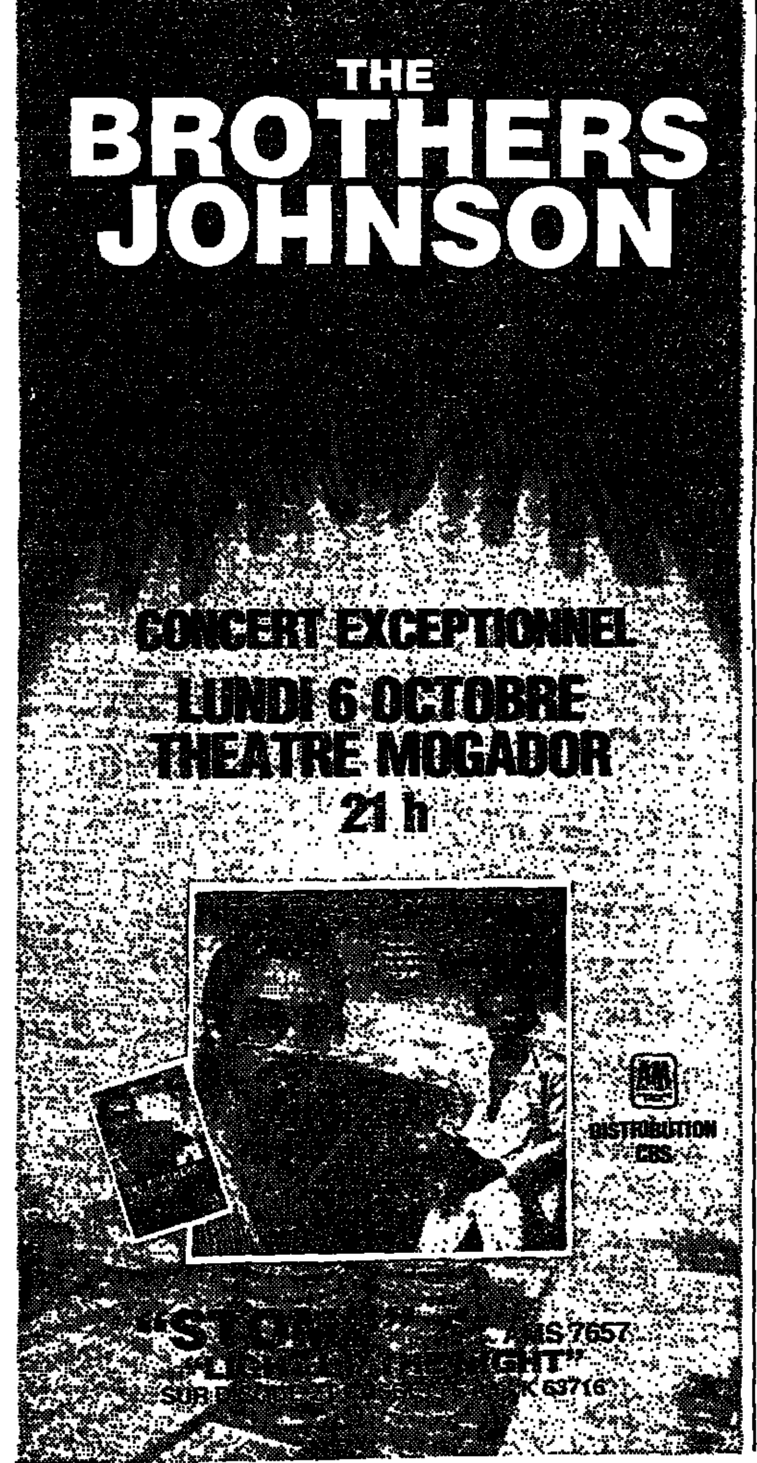
SPECTACLES

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Tourelles, 20e (364-51-98). H. sp.
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (506-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Forum Cinéma, 1er (297-53-74).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
URBAN COW-BOY (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h.
BABY CART, L'ENFANT MASSACRE (Jap., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
BUFFET FROID (Fr.) : Les Tourelles, 20e (364-51-98), mar. 21 h.
CARRIE (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11), V., S., 24 h. 20.
CHRONIQUES MARTIENNES (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), V., S., 24 h 15.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h. et 12 h. ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer., 17 h. 50 et 22 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.
LE GRAND FRISSON (A., v.o.) : Grand Théâtre de la Cité internationale, 14e (589-38-69), L., 21 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 10 (sauf S., D.).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.)
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
LENNY (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
MAHLER (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30.
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 10.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 30.





Malentendants, l'AU-VI Philips, vu à la T.V.
chez les audioprothésistes

LAB. DE CORRECT. AUDITIVE P. VEIT G. BIZAGUET 20, rue Thérèse, 75001 PARIS	Mme LEPELLEY CENTRE DE SURDITE O.S.B. 101, r. de la Convention, 75015 PARIS	AUDIOPROTHES. Mme COLIN 58, avenue Pierre-Larousse 2, rue Béranger, 92240 MALAKOFF
CENTRE ACOUST. M. MAURY 11, place de la République, 75003 PARIS	CENTRE ACOUSTIQ. CHARBY Mme F. MONNET 58, rue du Fg-Nicolas, 77100 MEAUX	CENTRE REGION. DE SURDITE 107, avenue Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON
LAB. DE READAPT. AUDITIVE 16, rue J.-M.-de-Heredia, 75007 PARIS 21, av P.-Chandon, 5.200 EPERNAY	CENTRE DE CORRECT. AUDIT. M. BALOUZAT 82, rue Grande, 77300 FONTAINEBLEAU	CHEVILLARD - SURDITÉ 12 bis, rue de Bondy, 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
LABOR. AUDIOTECHNIQUES M. SIMONNET 41, rue du Bac, 75007 PARIS	LABORAT. YVELINES SURDITÉ « LYS » 17, av. de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES	CENTRE ACOUSTIQ. DE L'EST M. SOUSSANS 137, av. Gallieni, 94150 ST-MANDE
L'AIDE AUDITIVE M. AZEMA 230, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS	SURDITÉ M. CAREL 6, place du Maréchal-Foch, 92000 NANTERRE	CENTRE ACOUSTIQ. MAGNAN 33, rue du Général-de-Gaulle, 95880 ENGHIEN-LES-BAINS

défatiguez-vous ! Vitamine C1000 Midy du tonus en plus CHEZ VOTRE PHARMACIEN

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les Paris de TF 1.



20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un des numéros un.
21 h 35 Série : Tant qu'il y aura des hommes.
d'après J. Jones, réal. B. Kulik. Avec N. Wood, W. Devane, R. Thinnes.
Une adaptation pour la télévision du roman de James Jones déjà porté au cinéma par Fred Zinnemann (avec Frank Sinatra et Deborah Kerr). Le soldat Prewit, ancien boxeur, est affecté à la compagnie G, commandée par le capitaine Holmes ; il refuse de rejoindre l'équipe de boxe de la compagnie (il ne combat plus depuis qu'il a rendu aveugle un adversaire) le capitaine tente de le briser
22 h 30 Télé-Foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Fantômas.
D'après les romans de P. Souvestre et M. Allain
L'Echafaud magique, réalisation C. Chabrol.
Pour ce premier épisode rien que deux assassinats, un attentat à la pudeur et une explosion qui entraîne, bagatelle, la noyade de cent cinquante personnes...
22 h 15 Variétés : Bravo.
Une émission de P. Douglas.
23 h 10 Série : Les carnets de l'aventure.
Le Désert en ballon. Un film de L. Dickinson.
Des aérostiers et des parachutistes anglais se livrent à d'étonnantes évolutions en plein ciel sur un fond de décor grandiose.
23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Flèche noire ; A vos marques : des moustiques sur la glace.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : L'Ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Le roman du samedi soir : Le Coffre et le Revenant.
D'après Stendhal. Réal. : R. Hanin. Avec M. Peyrelon, E. Jubiot, P. Ruggieri, etc.
Une histoire d'amour et de mort sur fond d'intrigue, inspirée d'une nouvelle de Stendhal. De belles images et une action pleine de rebondissements.
22 h Journal.
22 h 20 Ciné-regards : Hollywood U.S.A.

FRANCE - CULTURE

19 h. 30, Entretien de C. Juliet avec le peintre M. Esteve.
20 h., Koba le Géorgien, de L. Kobrynski. Avec M. Bouquet et B. Véron.
21 h. 15, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib. avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30, Concert (en direct de la faculté de droit d'Assas à Paris) : « Concerto pour quatuor et orchestre » (Spohr) ; « Concerto pour quatuor et orchestre » et « la Nuit transfigurée » (Schönberg), par le Quatuor Melos et l'Orchestre national de France.
22 h. 15, Comme du fond des temps : « Quatuor en sol majeur avec piano » (Mozart) ; 22 h. 40, « Déploration sur la mort de Ockeghem » (Lupi), par le Quatuor vocal de Bruxelles ; 22 h. 45, Un sommet de la musique de chambre, avec le Quatuor Hongrois ; 23 h. 15, Le quatuor de jazz ; 23 h. 25, Œuvres de Morales, Du Caurroy, Stunz, Hindemith ; 0 h. 5, Un sommet de la musique de chambre : « Quatuor l'Empereur » (J. Haydn) ; 0 h. 30, Quatre cordes souveraines : « Suite pour violoncelle seul n° 1 » (Bach) avec Pablo Casals ; « Quartettsatz en ut mineur » (Schubert) par le Nouveau Quatuor de Budapest.

Dimanche 5 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Foi et traditions des chrétiens orientaux.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
célébrée au couvent Sainte-Claire de Tinqueux.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1-TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Variétés : Les nouveaux rendez-vous.
15 h 40 Téléfilm : les Villageois.
16 h 5 Sports Première.
18 h 30 Série : Starsky et Hutch.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Ne nous fâchons pas.
Film français de G. Lautner (1965), avec L. Ventura, J. Lefebvre, M. Darc, M. Constantin, T. Dugan (N. Rediffusion).
Un ancien truand cherche à récupérer une créance auprès d'un bookmaker minable qui lui attire, ainsi qu'à son meilleur ami, un tas d'ennuis et de catastrophes.
Une des meilleures séries noires parodiques de Lautner, avec Jean Lefebvre, dans un rôle étonnant de fausse victime et de porte-malheur. Bon divertissement, mais trop souvent diffusé.
22 h 10 On joue Wagner au Grand Théâtre.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 Cours d'anglais : Follow me.
11 h 45 Dimanche et fêtes.
A Vaux, dans le Beaujolais (et à 14 h 10 17 h. 35).
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : Shérif, fais-moi peur.
Un bébé qui rapporte.
14 h 10 Documentaire : La fête en Beaujolais.
16 h 15 Sports : Grand Prix de l'Arc de Triomphe.
En direct.
16 h 35 Feuilleton : Ces merveilleuses pierres.
17 h 35 Le Caveau des bons vivants.
18 h La course autour du monde.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Intrigues à la Maison-Blanche.
D'après J. Ehrlichman, réalisation G. Nelson.
Premier épisode d'un nouveau feuilleton américain où les personnages principaux sont un président malade qui annonce sa décision de ne pas se présenter à la prochaine campagne ; son adversaire ; le directeur de la C.I.A. ; le personnel de la Maison Blanche, etc.
22 h 25 Documentaire : Giacometti, un homme parmi les hommes.
Une émission de J.-M. Drot.
Un entretien réalisé en 1963 qui avait fait dire à François Mauriac, à propos de Giacometti, « qu'on aurait pu l'écouter et le regarder pendant toute la nuit ».
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h 45 Il n'y a pas qu'à Paris : le cirque en France.
La journée d'un cirque en France et, à travers elle, l'histoire du cirque, de ses efforts, de ses gloires passées, de ses difficultés actuelles. Un vrai document de Jean-Claude Dutilh réalisé par Jean-François Claire.
17 h Prélude à l'après-midi : Offenbach.
Extraits de concerts enregistrés au Mai musical de Bordeaux. Ensemble vocal d'Aquitaine et Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, dir. R. Benzi. Solistes : J. Rhodes, J. Dupouy.
18 h Théâtre de toujours : Marie Tudor.
D'après Victor Hugo. Adaptation et réalisation : A. Gance. Avec F. Christophe, etc. (première partie).
Londres en 1553. La reine Marie Tudor, surnommée « Marie la Sanglante » pour le climat de terreur qu'elle a installé autour d'elle, tout occupée de son favori, Fabiano Fabiani, encourt la colère de ses nobles et l'hostilité du légat impérial.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
20 h 30 Parade et autour de Parade.
Une émission de J.-C. Averty, d'après Erik Satie
Récréation du ballet rendu célèbre avec Cocteau, Diaghilev, Massine, Picasso, Satie... et dans lequel Apollinaire avait vu « une sorte de surréalisme ».
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : Mère Teresa.
22 h 40 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : Gloria.
Film franco-allemand de H. Behrendt et Y. Noé (1932), avec B. Helm, A. Luguet, J. Gabin, M. Berry, A. Roanne (Version française, N.).
Se croyant trompé par sa femme — qu'il a trop délaissée pour son métier, — un aviateur entreprend un raid dangereux au-dessus de l'Atlantique. Son fidèle mécanicien l'accompagne malgré lui.
Jean Gabin n'interprète qu'un second rôle dans cette comédie psychologique où le raid apporte, à la fin, un petit suspense. On remarqua pourtant son naturel dans un type de mécano, bon garçon.

FRANCE - CULTURE

14 h., Sons : Budapest, plaisir.
14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Dites-moi que j'ai du talent. »
16 h. 5, Voix, théâtres et musiques d'aujourd'hui : « Recent ruins », de M. Monk.
17 h. 30, Escales de l'esprit : « Un bon petit diable », de la comtesse de Ségur.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., Albatros.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Monsieur Menard, stéréoglotte et polyphone.
23 h., Musique de chambre.

FRANCE - MUSIQUE

13 h. 30, Jeunes solistes (Bach, Beethoven).
14 h. 15, Les après-midi de l'orchestre : *histoire de la direction d'orchestre de France* (Berlioz, Beethoven, Glück, Reyer, Lalo, Rossini).
16 h. 15, La tribune des critiques de disques : « Werther » de Massenet, dir. Michel Plasson.
19 h., Concert : Jazz vivant (en direct du Festival de jazz de Nancy), avec le Grand Orchestre de Martial Solal et le Mike West Brook Electric Brass Band
20 h. 5, Les concerts d'archives : « Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur » et « Quatrième Symphonie en mi mineur op. 98 » de J. Brahms, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. B. Walter, avec D. Myras, piano
22 h. 30, Ouvert la nuit : une semaine de musique vivante ; 23 h., Saturnales (Viotti, Haydn, Rossler-Rosetti, Vivaldi, Devienne, Haendel, Marais, Starnitz).

LES DIFFICULTÉS DE LORRAINE-CŒUR D'ACIER

Les idées de la C.G.T.

S'agit-il de faire « rentrer dans le rang » une radio qui a réussi à faire descendre plusieurs fois la population dans la rue, mais dont la liberté de ton, l'esprit profondément démocratique n'étaient plus dans la « ligne » décidée à Paris par la Confédération ?

Arrêtées plus tôt que prévu (le 1er juillet au lieu du 14 juillet pour des « raisons de sécurité »), les émissions de Lorraine-Cœur d'Acier, la radio libre de la C.G.T. à Longwy, n'ont pas repris le 1er septembre.

Des divergences sérieuses opposent la radio et l'union locale C.G.T. de Longwy au secteur propagande de la Confédération. M. Michel Olmi, secrétaire l'U.L.-C.G.T. a démissionné en septembre, officiellement pour « raisons de santé ». On sait qu'il était l'ardent défenseur de Lorraine-Cœur d'Acier. Les deux journalistes permanents de L.C.A., Marcel Trillat et Marc Dupont, militants cégétistes, ne reçoivent plus de salaire officiel depuis le mois de juillet. A ce sujet, le S.N.J. C.G.T. des journalistes, qui a tenu une réunion exceptionnelle le vendredi 3 octobre, doit rendre publique sa position le mardi 7 octobre.

Du côté de la Confédération, il s'agit d'ouvrir un débat concernant l'orientation et le fonctionnement de L.C.A. à Longwy. Un débat en forme de mise au pas.

Quand elle a été lancée, le 17 mars 1979, L.C.A. se voulait une radio qui défende la sidérurgie lorraine et mène un combat sur des positions de classe, mais aussi une radio ouverte, démocratique, conforme aux orientations définies par le quarantième congrès de la C.G.T. Les buts, les méthodes avaient été décidées en accord entre l'U.L.-C.G.T. de Longwy, les syndicats C.G.T. de la sidérurgie, l'U.D.-C.G.T. de Meurthe-et-Moselle, le secteur propagande de la confédération C.G.T. à Paris et les journalistes professionnels C.G.T. « *Nous avons voulu donner cette conception ouverte, pluraliste et démocratique* », dit Jean-Pierre Olmi. *Nous avons toujours estimé que la lutte des sidérurgistes devait se mener avec la population. L.C.A. a ouvert ses portes, a permis à tous ceux qui ne peuvent prendre la parole, ceux qui souffrent vraiment tous les jours, qui ont des difficultés, à exprimer sans aucune retenue leur point de vue.* »

En quelques mois, L.C.A. qui avait installé ses locaux à l'hôtel de ville et qui émettait sur plus de 40 kilomètres à la ronde grâce à une antenne installée sur le clocher de l'église (en accord avec le curé) était devenue le lieu d'un forum permanent. Cette radio ouverte à tous (le droit de réponse y est une règle), cette radio au ton tout à fait nouveau, bouillonnante, voit défiler les responsables de la C.G.T., les ouvriers syndiqués mais aussi non syndiqués, des immigrés, des jeunes, des isolés, tout le monde. Et tout le monde l'écoute. Elle est capable de obiliser en une demi-heure de mille à deux mille personnes pour une manifestation. Quand la radio est brouillée en 1979, c'est l'émeute. Une association, les Amis de L.C.A. (deux mille cinq cents adhérents) soutient financièrement la radio (400 000 F ont été récoltés depuis septembre), participe à son fonctionneemnt, à l'élaboration, à la conception même de ses programmes. C'est ce que craint, entre autres, la Confédération.

En juillet, première surprise. Les deux journalistes permanents de L.C.A. apprennent que leurs salaires n'ont pas été versés par Vie ouvrière. Non seulement ils n'ont pas été prévenus, mais ils se retrouvent sans aucune couverture sociale, sans possibilité d'obtenir des indemnités de chômage. Les journalistes de L.C.A. bénéficiaient d'une situation un peu particulière. En juillet 1979, ils avaient obtenu d'être salariés officiellement par le journal *Vie ouvrière*, détachés sur L.C.A. (les salaires étaient ensuite remboursés par le collectif de L.C.A.). En septembre, la confédération émet de nombreuses réserves sur « le manque de participation des syndicats », sur « le transfert à un comité et bureau L.C.A. du rôle dirigeant » qui auraient entraîné « consciemment ou pas des dérapages à l'égard desquels il faut tirer quelques enseignements », etc., etc.

« L.C.A. a arrêté ses émissions en juillet en raison des problèmes rencontrés par l'Union locale, explique aujourd'hui Jean-Pierre Linocier, un des responsables du secteur propagande à la confédération. *« L.C.A. n'était plus suffisamment une radio de lutte qui mettait comme priorité les idées de la C.G.T. C'est une antenne passionnante avec un caractère local, mais nous avons des divergences, nous faisons des critiques sur le contenu, sur la façon de traduire l'opinion de la C.G.T. »*

Selon la confédération, Lorraine Cœur d'acier devrait reprendre ses émissions en octobre. Avec des journalistes ? Réponse évasive : *« On ne sait pas. »* Avec la même ouverture ? *« Ouverture, oui, mais sur les idées de la C.G.T. »* Le droit de réponse n'y sera pas une règle. Finies les grandes discussions publiques en direct, finies les critiques et les contre-critiques, finie l'expérience. Lorraine Cœur d'acier redeviendra un simple outil de propagande.

CATHERINE HUMBLOT.

ÉDUCATION

GRÈVE A L'ÉCOLE PRÉPARATOIRE STANISLAS

Il faut qu'un collège soit public ou privé

Depuis le 29 septembre les quelque cinq cents élèves de l'école préparatoire Stanislas — externat annexe du lycée Saint-Louis, Paris-6e. — sont pratiquement privés de cours à la suite d'une grève des enseignants qui vient d'être reconduite jusqu'au samedi 4 octobre. Les professeurs des classes préparatoires (maths sup., maths spé., prépas H.E.C., etc.) protestent contre l'obligation qui leur est faite — à eux, fonctionnaires de l'éducation nationale — de choisir entre l'intégration dans l'enseignement privé ou leur mutation dans un autre établissement public.

« *C'est un établissement bizarre* », avoue M. René Fenoy, censeur-directeur de l'école préparatoire. Bizarre et même unique en son genre : appendice public d'un collège privé, le bâtiment des « prépas » accueillent des élèves censés appartenir au lycée Saint-Louis (public), encadrés par des fonctionnaires de l'éducation nationale (une quarantaine d'enseignants), mais payant des frais de scolarité à l'administration — privée — du collège Stanislas.

Les élèves du second degré (privé) entrent au collège par la rue Notre-Dame-des-Champs, tandis que ceux des « prépas » ont leur entrée — aux couleurs tricolores — rue du Montparnasse. Deux administrations « contrôlent » le bâtiment : l'éducation nationale, d'une part, qui a détaché du lycée Saint-Louis un « censeur-directeur » ; le collège Stanislas, d'autre part, qui est représenté sur place par un « sous-directeur délégué », l'abbé Bégin, présent à tous les conseils de classe des « prépas ». « *Il ne dit rien, mais il est là* », constatent les professeurs. Comme la chauve-souris de la fable, l'école préparatoire est, selon les cas, oiseau ou rat.

Cette situation remonte à 1951, lorsqu'un accord a été passé entre l'Etat, tuteur d'un lycée Saint-Louis encombré, et le collège Stanislas disposant de vastes locaux. Moyennant un loyer qui n'a commencé à être payé qu'en 1973 (120 000 F en 1980), l'Etat a pu déverser son trop-plein d'élèves à Stanislas.

Las ! en 1977, la Cour des comptes s'étonne « *que les familles soient tenues de verser au collège Stanislas des « frais spéciaux » d'un montant élevé* (1), *difficilement compatibles avec le principe de la gratuité de l'enseignement public* ». Le *modus vivendi*, qui donne satisfaction à tout le monde depuis près de trente ans, est condamné. Cartésianisme et loi Debré sur l'enseignement privé obligent.

Un protocole est donc signé le 23 juillet dernier entre le rectorat de Paris et le collège Stanislas pour que l'école préparatoire rentre dans le rang avec un contrat d'association en bonne et due forme. Levée de boucliers chez les enseignants, soudain contraints de choisir entre le public et le privé. « *C'est tout de même un peu fort*, disent-ils, *pendant des années le collège Stanislas a profité de l'estampille publique du lycée Saint-Louis, tout en faisant payer les élèves. Maintenant, l'Etat lui livre ses enseignants !* »

Le directeur du collège, le chanoine Ancel regrette aussi la rupture du contrat de 1951, mais il estime normal que l'école préparatoire redevienne privée, s'il faut faire un choix. « *La plupart de nos élèves viennent de l'enseignement privé*, dit-il. *Nous hébergeons plus de la moitié des élèves (270 internes) dans nos propres locaux. Nous nous rendions mutuellement service.* »

Au ministère de l'éducation — où l'on se serait bien passé de l'enquête de la Cour des comptes — on se contente de donner des « *garanties de reclassement* » aux personnels qui, naturellement, n'en demandaient pas tant. « *Nous ne revendiquons rien pour l'instant, nous protestons* », disent-ils, partagés entre l'indignation contre un ministère « *qui fait tout pour favoriser le privé* » et l'angoisse d'avoir à choisir.

(1) Environ 400 francs par mois.

ROGER CANS.

LES DIRIGEANTS DE LA FEN ONT ÉTÉ REÇUS PAR LES MINISTRES DES UNIVERSITÉS ET DE L'ÉDUCATION.

Une délégation de la FEN conduite par son secrétaire général M. André Henry a été reçue en audience successivement par Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités et M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, vendredi 3 octobre. Deux jours auparavant, les dirigeants de la FEN avaient rencontré M. Valéry Giscard d'Estaing (*le Monde* du 3 octobre).

Selon M. Henry, l'explication avec le ministre des universités a été « *franche et directe sur la carte universitaire* ». Des mesures transitoires dont la nature et l'ampleur n'ont pas été précisées, seraient prises, en faveur des étudiants boursiers, salariés ou qui devront se déplacer d'une université à une autre.

L'entretien avec M. Beullac a porté notamment sur la situation des maîtres auxiliaires. Prenant acte des déclarations du ministre de l'éducation soucieux de résorber l'auxiliariat « *sur une certaine période* », M. Henry a estimé que « *c'est la première fois qu'un tel langage est tenu, exprimant la volonté de résorber la totalité de l'auxiliariat dans le second degré* ».

Une circulaire « *dégageant un certain nombre de moyens* » pour favoriser l'« *ouverture de l'école à la vie* » devrait être publiée prochainement par le ministère de l'éducation, après discussion avec les syndicats. Ces moyens pourraient être des crédits d'heures supplémentaires que la FEN souhaiterait voir transformés rapidement en postes budgétaires.

LE MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS SUPPRIME LA SUBVENTION ACCORDÉE A PARIS-VII POUR L'ENSEIGNEMENT AUX DÉTENUS

Les enseignants de Paris-VII vont-ils devoir cesser leurs cours aux détenus des prisons ? La « section d'enseignement aux étudiants empêchés », qui fonctionne dans cette université depuis 1975, a, en effet, été avisée qu'elle ne devait plus compter sur les crédits du ministère à partir de 1980-1981, étant donné que chaque université « *doit financer elle-même ses actions de formation continue* ».

Jusqu'à présent, une quarantaine d'enseignants assuraient leurs cours dans les prisons — dispensés à deux cents détenus préparant l'examen spécial d'entrée à l'université, et à deux cents autres engagés dans le cursus universitaire — à l'aide de crédits accordés par la préfecture de région (178 000 F en 1980), le ministère des universités (144 000 F) et les ressources propres à Paris-VII (121 000 F).

Le budget global de la section a été estimé à 480 000 F pour pouvoir fonctionner cette année et à 565 000 F l'an prochain. Faute d'une contribution du ministère des universités — ou de toute autre institution, — les enseignants de Paris-VII devront réduire leur action auprès des détenus, au moment précis où la demande ne cesse d'augmenter, notamment avec la nouvelle prison de Bois-d'Arcy (Yvelines).

JUSTICE

● *Protestation du P.S. après la condamnation d'Yves Stella.* — Après la condamnation à quinze ans de réclusion criminelle du militant du F.L.N.C. Yves Stella, le parti socialiste dénonce la « *caricature de procès* » qui a abouti à cette condamnation. MM. Christian Laurrissergues, député de Lot-et-Garonne, délégué aux identités régionales du P.S., et François de Casabianca, secrétaire fédéral de Haute-Corse, cités par la défense, « *ont pu constater*, déclare le P.S., *que le ministère public recherchait avant tout une condamnation pour délit d'opinion, pour empêcher que l'accusé soit jugé sur les faits qui lui étaient reprochés. Ainsi se confirme la nature de la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction politique au service du pouvoir* ».

● *Traité de « sale nègre » et giflé*, M. Salah Hajem, Tunisien, âgé de trente-trois ans, chasseur d'hôtel depuis dix ans en France, avait répliqué, le 18 avril 1978, par un violent coup de poing. Son provocateur, M. Marceau Valette, cinquante-quatre ans, gardien de cimetière, était mort cinq jours plus tard. La cour d'assises de Paris a condamné M. Hajem à trois ans de prison avec sursis. L'avocat général avait requis cinq ans de prison, dont six mois ferme.

RELIGION

● *Mgr Aaron Marton, évêque d'Alba Julia (Roumanie) est mort* le 29 septembre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Son coadjuteur, avec droit de succession dans ce diocèse, Mgr Antal Jakab, soixante et onze ans est désormais le seul évêque catholique de Roumanie, les diocèses de Bucarest, d'Iasi, de Statu Mare et de Timisoara étant tous sans titulaire. — *(Reuter.)*

[Né le 28 août 1896 en Transylvanie, Mgr Marton fut ordonné prêtre en 1924 et évêque en 1939. Après l'instauration du régime communiste en Roumanie, Mgr Marton avait été longtemps interné dans son évêché et empêché d'exercer ses fonctions. Il n'avait pas pu participer au concile ni aux synodes épiscopaux.]

● RECTIFICATIF. — Les signatures de M. et M. T. Lumen van Chenu ont été omises par mégarde dans la liste des signataires de la déclaration « Amour, sexualité et famille » parue dans *le Monde* du 2 octobre. D'autre part, le mouvement signalé sous le nom de Collectif pour le peuple de Dieu s'appelle en réalité Collectif pour une Eglise du peuple.

PRESSE

● *Le quotidien « Ouest-France » n'a pu paraître* le 4 octobre en raison d'une grève de vingt-quatre heures déclenchée au service des expéditions, pour obtenir des augmentations de salaires.

● *La C.G.T. et la Fédération du livre C.G.T.* dénoncent, dans un communiqué du 3 octobre à Paris, « *l'exigence par le Crédit national de la vente aux enchères de l'imprimerie Chaix de* Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), fermée depuis le 6 décembre 1975 et occupée depuis lors par une partie du personnel.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces immobilières
Vous y trouverez peut-être
LA MAISON
que vous recherchez

FAITS DIVERS

DEUX CONDAMNATIONS ET UNE RELAXE DANS L'AFFAIRE DU KRACH DE L'E.G.C.B.

Marseille. — La sixième chambre du tribunal de grande instance de Marseille, présidée par M. Granier, a rendu son jugement dans l'affaire du krach financier de l'Entreprise générale de construction et de bâtiment (E.G.C.B.), entreprise coopérative de Marseille, qui s'élève à quelque 80 millions de francs (*le Monde* des 5 et 11 mars). M. Henri Jousler, *chef des services techniques* de la Caisse centrale de crédit coopératif, a été relaxé. M. Maurice Parodi, P.-D.G. de l'E.G.C.B. jusqu'en 1972, poursuivi pour « *abus de biens sociaux et présentation de faux bilan* » a été relaxé du premier chef d'inculpation et condamné pour le second à quatre mois de prison avec sursis. M. Edouard Honorat, commissaire aux comptes, à qui l'on reprochait la « *confirmation d'informations mensongères* » a été condamné à six mois de prison avec sursis. — *(Corresp.)*

● *Intoxications alimentaires dans le Nord.* — Une douzaine d'enfants de l'école maternelle Calmette à Villeneuve-d'Ascq (Nord), victimes d'une intoxication alimentaire, ont dû être *reconduits dans leur famille*, vendredi 3 octobre dans l'après-midi. Jeudi, une centaine d'élèves des écoles primaires Saint-Exupéry et Jules-Renard, à Lille, avaient été, eux aussi, victimes d'une intoxication. Une trentaine d'enfants avaient dû être hospitalisés. La direction départementale des affaires sanitaires et sociales avait publié un communiqué selon lequel les premières analyses identifiaient une toxi-infection alimentaire collective, provoquée par des bactéries intestinales.

SPORTS

BASKET-BALL. — *Monaco a été dominé dans sa salle par Orthez, 97 à 74, le 3 octobre en championnat de France.*

FOOTBALL. — *Metz a battu Laval par 3 buts à 2, vendredi 3 octobre, en match avancé de la treizième journée du championnat de France de première division. En deuxième division, Béziers s'est imposé devant Avignon par 3 buts à 2.*

VOILE. — *L'équipage du voilier français* Lorelei, *composé de Alain Catherineau, Jacqueline Delorge, Marc Lauras, Gérard Laurent, Thierry Ranou et Philippe Rouault, a reçu, vendredi 3 octobre, à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris, un trophée décerné par le secrétariat d'Etat britannique pour le sauvetage des sept équipiers du yacht britannique* Griffin, *lors de la catastrophe du Fastnet en 1979* (le Monde du 17 août 1979).

RÉGIONS

Auvergne

La Haute-Loire après les inondations

Le Puy. — « Regardez, monsieur, l'eau a recouvert toutes les machines. Elles sont foutues. J'avais à peine commencé à les payer. Avec quel argent voulez-vous que j'en rachète ? Je n'ai plus rien... » M. Montagnon a du mal à retenir ses larmes, ses yeux boursouflés, son visage fatigué, témoignent que depuis le dimanche 21 septembre, il n'a guère dormi.

Cette date restera longtemps gravée dans la mémoire des habitants de la vallée de la Haute-Loire. Ce jour-là, la rivière, rendue furieuse par la pluie d'orage, renforcée par tous ces ruisseaux qui dégringolent de la montagne, est sortie de son lit. En moins de deux heures, elle a tout renversé sur son passage. Résultat : huit morts et des dégâts matériels considérables.

VINGT ANS DE TRAVAIL AU FIL DE L'EAU

De notre envoyé spécial

Moins de quinze jours après, la vallée offre encore un aspect *désolé* : ponts enlevés ou brisés, maisons, ateliers, usines ravagés comme par un bombardement, voitures, caravanes, camions déchiquetés, abandonnés par la Loire au milieu des prairies... En deux semaines, volontaires, pompiers, soldats ont fait un énorme travail. La boue, qui, comme la lave d'un volcan, avait tout recouvert, a été enlevée ; les détritus de toutes sortes que la Loire avait charriés ont été portés à la décharge.

Partout chacun s'active. Sur les routes étroites de la vallée, les véhicules orange de l'équipement, rouges des services d'incendie, kakis de la protection civile, se livrent à un ballet ininterrompu réglé par les voitures des gendarmes et des C.R.S., sous le regard encore choqué des habitants. Le seau à la main, ils doivent aller chercher aux citernes égrenées sur les trottoirs cette eau qui, après avoir tout détruit, manque cruellement, toutes les canalisations n'ayant pas encore été réparées.

La Haute-Loire a été touchée au cœur. Dans ce pays de montagne, la vie est rude. Depuis toujours, quand il le peut, l'homme descend vers la vallée. Comme il n'est guère possible de construire une usine à flanc de coteau, les espaces qu'au cours des siècles la Loire a aplanis ont été peu à peu occupés, chacun *oubliant que de temps en temps* la rivière prend sa revanche.

Le bilan de la catastrophe est lourd, très lourd : 1 275 particuliers, 45 usines, 60 commerçants, 100 artisans, 54 agriculteurs sinistrés. Une première estimation chiffre les dégâts entre 275 et 300 millions de francs, l'équivalent du budget annuel du département. Bien entendu, l'Etat va intervenir : le « fonds de secours aux victimes de sinistres et de calamités » accordera aux particuliers, aux commerçants, aux artisans, quelques subsides. Les agriculteurs vont toucher des subventions et pourront profiter de prêts à taux légers du Crédit agricole. Chacun devra fournir à l'administration tous les comptes de ses pertes, mais jamais il ne sera indemnisé totalement. Les textes administratifs expliquent très clairement qu'il s'agit simplement, dans ce cas, d'« *alléger les conséquences des dommages survenus aux biens privés* », qu'il ne faut pas rembourser plus du tiers des dommages, « *proportion au-delà de laquelle on aboutirait à une véritable indemnisation...* », ce qui serait tout à fait anormal, l'Etat *ne voulant pas se transformer en* assureur. Paradoxe : le Français peut être remboursé quand un coup de fer malheureux brûle son pantalon, lorsqu'un gravillon casse son pare-brise ; quand un cataclysme naturel détruit tous ses biens, il ne lui faut compter que sur la charité organisée par l'Etat.

Encore celui-ci ne peut-il théoriquement rien faire pour les entreprises. La morale républicaine officielle réprouve une aide de l'Etat aux sociétés privées. Le « fonds de secours » n'est pas pour elles. La Haute-Loire risquait ainsi de voir s'effilocher une partie de son tissu de petites entreprises qui lui permet de garder une activité industrielle. Disséminées dans la vallée, elles permettent de maintenir sur place une partie de la population. Une vingtaine d'entre elles ont vu tout leur outillage détruit en ce matin de ce triste 21 septembre. *Sans aide, elles ne peuvent repartir.* Plus d'un millier d'emplois risquent ainsi de disparaître dans un département où l'industrie n'emploie que vingt-cinq mille personnes et où on compte quatre mille cinq cents chômeurs.

L'histoire de M. Montagnon est à ce titre exemplaire. Agent commercial, il décide de revenir à Vorey, où il est né, avec son épouse. Il monte une petite fabrique de composants électroniques. Sur la zone artisanale créée dans le cadre du « plan Massif-Central » cher au président de la République, il profite d'une « usine relais » de la chambre de commerce. 300 000 francs d'aide publique pour créer vingt-huit emplois. 80 000 francs de la région ; il a dû emprunter 1,6 million de francs cautionné par lui et quatre membres de sa famille qui ont gagé leurs biens personnels. En juin, toutes les autorités de la Haute-Loire sont venues inaugurer une si belle réalisation. Le travail a commencé le 1er septembre : trois semaines plus tard, il faut recommencer à zéro, mais comment ? Partout, les chefs d'entreprises se posent cette même question. M. Michel Mauriange, à Saint-Vincent, n'a plus une seule machine pour coudre le tissu matelassé que les fabricants de matériel de camping s'arrachaient. Il venait de consacrer ses derniers deniers à s'agrandir. Il a bien été, la semaine dernière, au Salon de la profession à Cologne pour garder le contact avec ses clients, mais le cœur n'y était pas et ses concurrents étaient tout autant intéressés que compatissants. M. Bringold, en quinze ans, a augmenté les effectifs de la fromagerie du Velay, à Brives-Charensac, de douze personnes à cent trente. *Plutôt que* de faire de la poudre de lait et du beurre subventionnés par les fonds publics, il a mis au point des fromages qui plaisent tant à l'étranger qu'il exporte 80 % de sa production. Dans son usine où l'odeur de vase et de mazout se mêle à celle du lait caillé, il se demande comment trouver les 3,5 millions qui lui sont nécessaires pour assurer ses échéances. Alors, ces petits patrons parfois *tentés par le poujadisme se font écologistes* : « *On a laissé construire n'importe où, voyez les résultats.* »

Ces hommes qui d'habitude n'ont pas de mots assez durs pour critiquer les fonctionnaires, ou se plaindre de « *l'Etat qui se mêle de tout* », aujourd'hui doivent bien se retourner vers les pouvoir publics. « *On a payé des impôts, cela doit servir à quelque chose.* »

Difficulté essentielle : il n'y a pas de précédent. Dans le Gers, lors des inondations de juillet 1977, il n'y avait guère eu d'entreprises sinistrées. L'administration ne sait que faire. Le préfet, le président de la chambre de commerce, tirent les sonnettes d'alarme. Heureusement, ils ont un allié de poids. M. Jacques Barrot, le ministre de la santé, est un élu de la Haute-Loire. Il en préside le conseil général et c'est essentiellement sa circonscription qui a souffert des inondations. Paris a envoyé sur place une mission de hauts fonctionnaires. Après avoir mesuré l'ampleur du sinistre, ils assurent que quelque chose sera fait. Rude bataille dans l'administration parisienne, où il faut bousculer les habitudes, et certains commencent à murmurer contre ces Parisiens qui décidément ne comprennent rien à la province. « *Ah ! si c'était la Seine qui avait débordé !* » Chacun pourtant retrousse ses manches. M. Montagnon commande pour 100 000 francs de matières premières afin de pouvoir relancer très vite ses fabrications, au cas où... Tant pis s'il alourdit encore ses dettes. Les denteliers démontent leurs métiers pour les nettoyer fuseau par fuseau. Le personnel, en chômage technique, vient volontairement aider à remettre en place les machines qui ont été épargnées par la catastrophe.

L'Etat n'a pas d'argent

Le jeudi 2 octobre, un haut fonctionnaire de la direction du Trésor, M. Pascal Gendreau, arrive enfin au Puy pour expliquer les mesures prises la veille par le conseil des ministres. L'Etat n'a pas d'argent immédiatement disponible, *mais* il donne l'ordre aux banques d'avancer les fonds nécessaires ; il prendra en charge les intérêts puis, d'ici au 31 octobre, chaque dossier d'entreprise sera examiné pour voir ce qu'il lui faut comme prêt et comme subventions. Le précédent est créé, une prochaine loi de finances débloquera les crédits nécessaires.

En deux jours, ce haut fonctionnaire parisien reçoit vingt petits patrons guère habitués à tant de sollicitude ; le préfet respire enfin... Mais est-il sûr que l'argent promis suffira à faire repartir les industries de la région ?

Les Teintureries de la Haute-Loire à Aurec ont vu leurs échantillons, les « mouchets », emportés par les flots. Sauront-elles reconstituer des mélanges qu'elles avaient mis un demi-siècle à mettre au point ? Il y va de l'avenir de leurs cent quarante salariés, mais aussi de celui des mille cinq cents personnes qui, chez les soyeux, fabriquent les cravates en soie que griffent les grandes marques parisiennes. Les métiers à dentelle, aux mécanismes si fragiles, pourront-ils être remis en marche ? Plus de deux cents ont été inondés ; le fabricant allemand demande six mois de délai pour les remplacer. Il faudra de toute façon reconstituer les « jacquards », ces cartes perforées qui dessinent la dentelle, fruit du travail de plusieurs générations.

Dans la vallée, nul pourtant ne veut se décourager. Aidé de ses deux fils, M. Celle, le meunier de Brives-Charensac, s'active. « *Quand nous réussissons à faire repartir un moteur, c'en est un autre qui casse.* » De l'autre côté, l'avenue Charles-Dupuy est bordée *de petites maisons occupées* par des retraités. Ce plombier en retraite a 2 400 francs par mois pour vivre avec sa femme. Dans son modeste logement, deux pièces sur trois ont été envahies par les eaux. Il égrène le montant des devis qu'il a fait faire : 2 800 francs pour remettre en état la cuisine, 3 800 francs pour le plafond de la salle... Mais il refuse de se plaindre. « *Je ne veux pas aller pleurer pour demander une paire de draps.* » Question de dignité...

THIERRY BRÉHIER.

Ile-de-France

La cote d'alerte de l'insécurité est atteinte dans le métro et dans les autobus parisiens

estime la R.A.T.P.

Situation préoccupante, tel pourrait être le résumé de l'enquête sur la sécurité dans le métro et sur le réseau d'autobus que vient de publier le journal d'information du personnel de la R.A.T.P. *Entre les lignes* : « *La situation n'est pas dramatique, mais suffisamment dégradée pour peser sur la psychologie des voyageurs et du personnel.* » En 1980, on note 70 agressions contre des conducteurs d'autobus pour le seul premier semestre. Pour le réseau ferré, les chiffres du premier semestre sont également élevés, avec 78 agressions enregistrées contre les agents (plus 133 incidents contre les seuls agents de contrôle) et 419 agressions de voyageurs.

Sur le réseau d'autobus, entre 1978 et 1979, le total des incidents signalés est passé de 180 à 224, traduisant une augmentation de 25 % due, en particulier, au phénomène nouveau des bandes organisées qui sévissent surtout en banlieue et créent un certain nombre de points chauds : Vitry, Stains, Pont-de-Bezons. Quant aux incidents qui surviennent à Paris, ils résultent, pour la plupart, d'accidents de circulation provoquant des altercations entre automobilistes et machinistes.

224 actes de violence par an, soit un peu plus d'un incident tous les deux jours. A Vitry, sur la ligne 182, qui desservait la cité Balzac, on a noté six fois plus d'agressions que sur la moyenne des autres lignes.

Que faire ? La R.A.T.P. envisage plusieurs solutions dont l'une est actuellement testée sur une vingtaine d'autobus. Il s'agit d'une vitre protectrice, mettant à l'abri le machiniste contre d'éventuels agresseurs sans pour autant l'isoler totalement du reste de son véhicule. Cette solution donne au machiniste qui est agressé le temps de se servir du radiotéléphone dont disposent tous les autobus pour alerter la surveillance générale. Autre « moyen de défense » : la liaison directe des véhicules avec les commissariats comme cela est la règle aux Etats-Unis.

Sur le réseau ferré et surtout le métro, c'est contre les voyageurs que la délinquance s'est le plus aggravée ; puisque le nombre d'agressions est passé de 534 en 1977, à 709 en 1978, pour atteindre 744 l'année dernière, soit une augmentation de 5 % entre 1978 et 1979. Le nombre d'agressions enregistrées contre des agents semble se stabiliser bien qu'il soit toujours important : 173 en 1979 pour 180 en 1978. La proportion des agressions de voyageurs ayant pour mobile le vol est en diminution de 9 % par rapport à 1978.

Depuis sa création, en 1976, la Compagnie centrale de sécurité du métropolitain (C.C.S.M.), placée sous l'autorité d'un commissaire de police, a vu ses effectifs augmenter de cent vingt hommes : au 1er septembre 1979 ils ont été portés à deux cent soixante-dix. En outre, cent cinquante gendarmes mobiles viennent renforcer ce personnel.

En 1979, quarante et un mille cinq cent soixante-deux personnes ont été interpellées et conduites dans les postes de police pour vérification d'identité : douze mille cent vingt-quatre d'entre elles (contre dix mille cinq cent soixante-quatre en 1978) ont fait l'objet de poursuites judiciaires.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Aux États-Unis

Le chômage a de nouveau diminué et les prix de gros ont baissé

De notre correspondant

Washington. — Les dernières statistiques du département du travail, publiées le 3 octobre, laissent à penser que les Etats-Unis sont en train de sortir lentement de la « stagflation ». En septembre, le chômage a encore diminué, alors que les prix de gros enregistraient une baisse. Même si elles sont modestes et s'inscrivent dans un cadre foncièrement négatif, ces améliorations jouent en faveur de M. Jimmy Carter, car ce sont les derniers indices mensuels avant l'élection présidentielle du 4 novembre.

Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de deux cent mille en septembre. Le taux de chômage se situe ainsi à 7.5 % contre 7,6 % en août et 7,8 % en juillet. Toutefois, les Etats-Unis comptent encore sept millions huit cent mille chômeurs et, si la situation des femmes et des jeunes s'améliore, il n'en est pas de même pour les adultes noirs et hispanophones qui voient au contraire leur sort s'aggraver. Il s'agit de deux électorats à majorité démocrate.

Cependant, pour la première fois depuis quatre ans et demi, les prix de gros ont baissé de 0,2 % en septembre, ce qui représente un net progrès par rapport à août (+ 1,5 %) et à juillet (+ 1,7 %). Pour les neuf premiers mois de l'année, la hausse est de 12,8 %. Le bon résultat de septembre est attribué à une chute des prix alimentaires, mais aussi aux rabais consentis par les constructeurs d'automobiles pour écouler leurs modèles 1980. En introduisant, pour la première fois, cette rubrique dans le calcul des prix, le département du travail se voit soupçonné de manipulation électorale. Toutefois, même si les « discounts » de Détroit n'avaient pas été pris en compte, l'indice de septembre n'aurait augmenté que de 0,4 %.

L'amélioration de la situation économique américaine avait déjà été marquée par le dernier indicateur global de l'activité qui a enregistré trois hausses successives, en juin, juillet et août (*le Monde* du 2 octobre). Des observateurs en déduisent que les Etats-Unis sont d'ores et déjà sortis d'une récession qui aura été la plus courte de l'après-guerre.

On constate, toutefois, que la récession, voulue au départ par M. Carter, n'a guère atteint son objectif qui était de réduire fortement l'inflation. En outre on se demande si la reprise ne va pas être sérieusement affectée par la hausse des taux d'intérêt.

Le Système fédéral de réserve (*FED*), *qui veut limiter à tout* prix l'augmentation de la masse monétaire, doit le 25 septembre, porter le taux d'escompte à 11 % *« qui a entraîné des réactions en chaîne »*.

Pour M. Carter, le FED a pris une décision *« peu judicieuse »*. *On ne pourra plus en tout cas* accuser cet organisme de vouloir favoriser la réélection de l'hôte de la Maison Blanche.

ROBERT SOLÉ.

En Grande-Bretagne

Mme Thatcher choisit comme conseiller un monétariste convaincu

De notre correspondant

Londres. — *La nomination prochaine du professeur Alan Walters comme conseiller économique personnel de Mme Thatcher confirme la détermination du premier ministre de poursuivre, et même de renforcer, sa rigoureuse politique monétariste, en dépit des avis contraires donnés tant par les milieux politiques que par les services du ministère des finances. Pour mieux résister à ces pressions, Mme Thatcher entend s'entourer d'un petit état-major de conseillers privés.*

Ainsi, à côté du professeur Terry Burns, nommé depuis le début de 1980 principal conseiller *économique*, sinon même en compétition avec lui, le professeur Walters veillera, à partir de janvier 1981, à la stricte *application* de la politique orthodoxe financière, qui comporte notamment un contrôle plus serré de la masse monétaire. *L'accroissement* de 8 % de cette masse enregistré pendant les mois de juillet et août a beaucoup inquiété Mme Thatcher et créé même *une certaine tension* entre le premier ministre et les services du ministère des finances et de la Banque d'Angleterre.

Incontestablement, le professeur Walters partage les convictions monétaristes du premier ministre. Il est également proche de Sir Keith Joseph, ministre de l'industrie, champion de l'orthodoxie et représentant la tendance « dure » au sein du cabinet. Certains observateurs le décrivent comme un « dévot du monétarisme le plus rigide ». Le professeur Walters, lui, ne se considère pas comme un « *faucon* » et déclare n'avoir pas encore décidé si l'accroissement de la masse monétaire serait mieux contrôlé par des mesures administratives ou par les lois du marché.

Sa nomination provoque de vifs *remous* dans l'administration. Après avoir enseigné à l'université de Birmingham, puis à la London School of Economics, il a *été professeur* au Massachusetts Institute of Technology avant d'enseigner depuis 1977, à l'université John-Hopkins, dans le *Maryland*. Il *travaille également* comme consultant pour le gouvernement américain et la Banque mondiale.

HENRI PIERRE.

Votre adresse en SUISSE
MONTREUX
à 1 h. de l'aéroport intercontinental de Genève par autoroute.

Résidence «LARGES HORIZONS»

A VENDRE
- Au cœur d'une baie merveilleuse.
- Appartements de grand luxe de 1 à 6 pièces, toutes exposées au sud, et prolongées par de magnifiques terrasses-jardins.
- Vue panoramique grandiose.
- Climat très doux, ensoleillement maximum.



VILLARS
la station de prestige des Alpes vaudoises, 1300 m d'altitude, à 20 minutes de Montreux.
A VENDRE, dans parc arborisé privé, avec environnement protégé.
APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, offrant les prestations les plus raffinées.
Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes et le Mont-Blanc.
- Facilités de crédit: 75% du prix de vente, intérêt 5% environ, amortissement sur 30 ans.
- VENTE: directement du constructeur
IMMOBILIÈRE DE VILLARS S.A.
B.P. 62 – CH-1884 VILLARS s/Ollon
Tél.: 19-4125/35 31 41 ou 35 22 06 – Télex: GESER 25259

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

FACE A LA CONCURRENCE JAPONAISE

Les Neuf sont loin de présenter un front uni

Visitant, le 3 octobre, le soixante-dix-septième Salon de l'automobile et du motocycle, M. Giscard d'Estaing a déclaré, parlant de la concurrence japonaise (« le Monde » du 4 octobre) : « Lorsque j'étais ministre de l'économie et des finances, j'avais indiqué que la pénétration de ces voitures automobiles en France ne devait pas dépasser un certain niveau (...). Ce niveau n'a jamais été dépassé depuis. Il ne le sera pas. Nous n'admettrons pas qu'il soit dépassé aussi longtemps que les conditions d'accès réciproque ne seront pas substantiellement transformées. »

Le président de la République a indiqué qu'il se concertait actuellement avec les partenaires de la France au sein du Marché commun : « Nous voulons que la compétition s'exerce dans des conditions équitables. » Enfin, il a souhaité que la France reconquière « une partie du terrain gagné par d'autres producteurs dans le monde » dans le domaine de la motocyclette.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Trop, c'est trop : tel es tle sentiment qui prévaut de plus en plus à *Bruxelles* à *propos* de l'agressivité commerciale japonaise à l'intérieur de la C.E.E. et sur les marchés tiers ; à *propos, aussi*, du manque d'intérêt évident que manifeste Tokyo pour engager un véritable dialogue avec la Communauté en vue *d'établir si possible des relations* plus harmonieuses. L'assurance [illegible]tée d'arrogance que montrent de plus en plus les Japonais dans *leurs contacts avec industriels et* fonctionnaires européens conduit bon nombre de ceux-ci à considérer que non seulement une *réponse unie et rapide* des Neuf est indispensable, mais qu'il convient probablement de sortir de habituels pourparlers feutrés *pour envisager pour bientôt* une réponse plus brutale.

Dans ce contexte, les propos tenus par M. Giscard d'Estaing seront assurément favorablement accueillis. Certes, au stade actuel, l'application d'une stratégie dure ne fait pas encore l'unanimité. Les Neuf ont, en fait, jusqu'au Conseil européen du 1er décembre pour apprécier s'ils sont décidés à la mettre en œuvre

En juillet, les ministres des affaires étrangères des Neuf avaient accueilli de manière mitigée les *suggestions de la* commission pour l'ouverture d'une négociation globale (*le Monde* du 4 juillet). Tout en s'affirmant convaincus de la nécessité de présenter un front uni, chacune des administrations, naïvement, pense en secret qu'elle dispose d'excellents moyens de convaincre les Japonais, bilatéralement, de modérer leurs appétits. Le plan de la commission n'a pas été rejeté, mais on lui a conseillé gentiment de poursuivre études et contacts...

Ces hésitations du Conseil ainsi que les clivages au sein même de la commission n'échappent *évidemment* pas à Tokyo. Le Japon adopte ainsi une position très dure lorsque est évoqué le projet d'autolimitation sur *leurs* ventes de télévisions et tubes de télévision réclamant en contre-partie l'abolition de vingt-neuf restrictions quantitatives. *Repoussant* avec plus ou moins d'égards les appels du pied de la C.E.E., les Japonais avancent au contraire dans la double voie *suivante : donner satisfaction* aux Américains, interlocuteurs évidemment plus redoutables que la vieille Europe ; jouer les Etats membres de la C.E.E. les uns contre les autres.

M. Haferkamp, le vice-président de la commission chargée des *affaires* extérieures, constatant cette évolution néfaste, a suggéré un contact au niveau ministériel. Non sans s'être fait prier, M. Okita, le ministre des affaires étrangères, a annoncé qu'il viendrait le 27 octobre à Bruxelles.

Le vice-président de la commission chargé des affaires économiques et monétaires, M. Ortoli a, quant à lui, récemment expliqué à ses collègues qu'il ne lui semblait pas raisonnable de laisser, sans réagir, les Japonais créer aux pays de la C.E.E. des difficultés insurmontables. La réplique aux négociations classiques, qu'a en tête M. Ortoli, s'articule autour de trois idées :

- *La Communauté n'ouvrira* pas davantage son marché aux produits japonais aussi longtemps que Tokyo n'ouvrira pas effectivement *le sien. Cette réciprocité* devra être appréciée en termes réels, c'est-à-dire en fonction de la progression des ventes communautaires au Japon ;
- La C.E.E. est décidée à prendre pour son compte toutes les concessions commerciales, plus ou moins secrètes, que le Japon fera aux Etats-Unis ;
- La Communauté ne peut être *indifférente* à la politique monétaire japonaise. Dit autrement, les Neuf en ont assez de supporter une dévaluation continue du yen, sans qu'aucune explication économique sérieuse puisse être donnée.

PHILIPPE LEMAITRE.

Selon M. Jenkins

L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE RISQUE DE NE PAS SE FAIRE EN JANVIER 1983

De notre correspondant

Madrid. — M. Edouardo Punset, ministre espagnol chargé des relations avec la Communauté européenne, doit rencontrer, lundi 6 octo*bre à Paris, M. Jean François-Poncet* et peut-être mardi M. Raymond Barre, pour s'entretenir de l'évolution des négociations sur l'entrée de son pays dans le Marché commun. Pour M. Punset, qui a succédé le 8 septembre à M. Leopoldo Calvo Sotelo, *il s'agit du premier contact avec* les autorités françaises, mais non avec la France, qu'il connaît fort *bien*. Cette visite sera en tout cas la première rencontre à haut niveau entre les deux gouvernements depuis la visite-éclair de M. Barre en juillet, peu après que M. Giscard d'Estaing eut déclenché une tempête à Madrid in demandant de « parachever » le premier élargissement de la C.E.E. avant d'en entreprendre un deuxième (*le Monde* du 7 juin).

La date de l'entrée de l'Espagne *et du Portugal dans la C.E.E. a été* évoquée, le 3 octobre, lors de la visite, à Madrid, de M. Roy Jenkins, président de la commission européenne. M. Jenkins a déclaré que l'objectif du 1er janvier 1983, qui paraissait acceptable il y a quelques m[illegible] à l'Espagne comme à la Commission, serait difficile à respecter. Il a néanmoins exprimé l'espoir que le rapport sur les problèmes actuels de la *C.E.E. qui doit* être présenté en *juin* serait étudié par le conseil des ministres de la Communauté avant la fin de 1981 et que l'Espagne n'aurait pas trop longtemps à attendre.

Pour M. Punset, les négociations pourraient se conclure avant la fin de l'année prochaine. L'adhésion pourrait être signée en 1982 et, une fois passés les délais de ratification, devenir effective le 1er janvier 1984 Cependant, l'amertume soulevée à *Madrid par la déclaration* de M. Giscard d'Estaing ne s'est pas encore dissipée ; mais, a déclaré M. Punset, *« on se réjouit des deux côtés que les contacts reprennent. Il faut chercher à débloquer la situation. »* — *(Intérim.)*

LOGEMENT

LA DISPARITION DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT

Plus qu'un symbole, un aveu

La disparition du secrétariat d'Etat au logement est plus qu'un symbole, c'est un aveu. Les faits montrent que, depuis deux ans et demi que se met en place la réforme du financement du logement, celui-ci a cessé d'être une des priorités du gouvernement. Il aurait fallu une volonté politique obstinée pour que le remplacement de l'aide à la pierre par l'aide à la personne — souhaitable en soi — ne se traduise pas par un désengagement financier de l'Etat.

Les faits sont là. Loger les Français n'est plus une affaire d'Etat. Le libéralisme économique a fait du toit de chaque famille un bien comme les autres, soumis à la concurrence et aux lois du marché, et le gouvernement a fait porter l'essentiel de son action sur l'encouragement à l'accession à la propriété.

L'ennui, c'est que ce libéralisme économique est entré en application au moment précis où, dans le centre des grandes villes, la raréfaction de l'offre a remplacé les lois du marché par une spéculation effrénée. L'ennui, c'est que ce libéralisme économique s'est mis en place au moment où le poids de la dépense logement s'est fait de plus en plus lourd dans le budget des familles aux faibles ressources.

Pour dire le vrai, c'est en avril 1978, au moment où M. Marcel Cavaillé prenait ses fonctions, que le secrétariat d'Etat au logement avait réellement sa raison d'être. Le ministre de l'environnement et du cadre de vie a, dès cette époque, traité lui-même des questions de logement, et M. Michel d'Ornano n'a guère laissé à son secrétaire d'Etat l'occasion de prouver que son département avait une existence autonome. La gentillesse et la bonne volonté de M. Marcel Cavaillé trouvaient là leurs limites. — J. D.

SOCIAL

LE TRAVAIL FÉMININ

Un projet de loi contre la discrimination entre les sexes donne aux syndicats le droit d'ester en justice en cas d'infraction

Un projet de loi contre les discriminations à l'égard des femmes au travail sera présenté en conseil des ministres en novembre prochain. Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin auprès du ministre du travail, qui s'est appuyée sur les conclusions du rapport Baudouin (1) *et a consulté les syndicats et le patronat en février et mars derniers, a présenté l'avant-projet de loi, vendredi 3 octobre, au comité du travail féminin.*

Ce texte comportera cinq mesures principales :

- *élargir à la formation professionnelle*, à la promotion et aux conditions de travail le concept d'égalité, les droits et dispositions qui s'y rapportent étant insérés dans le code du travail ;
- *donner aux syndicats* représentatifs le droit d'agir en justice, en cas de discrimination, sans avoir à justifier d'un mandat de la personne sujette à discrimination ;
- *inviter les partenaires à réviser les conventions collectives*, dans un délai de cinq ans, pour modifier toute disposition *qui* contreviendrait au principe d'égalité ;
- *prévoir un rapport annuel au comité d'entreprise*, dans les firmes de plus de 300 salariés, sur *« l'évolution de la situation et des conditions d'emplois comparées des hommes et des femmes »* ;
- *obliger les annonceurs d'offres d'emploi* à rappeler, par exemple, *« à chaque page de journal consacrée aux petites annonces »* le principe de non-discrimination.

Le projet de loi devrait aussi modifier certaines protections spécifiques aux femmes figurant *dans* le code du travail et donnant « *une image périmée de la* femmes. ce projet de loi, a indi- l'interdiction du travail par *relais*.

Après les lois de 1972 sur l'égalité des salaires et de 1975 sur l'embauche et le licenciement des femmes, ce projet de loi a indiqué Mme Pasquier, devient *« faire franchir une étape nouvelle au droit du travail pour consacrer pleinement l'égalité professionnelle entre et les femmes. Cette égalité ne peut être entendue comme une identité systématique. Elle doit être comprise comme la recerche volontariste d'un meilleur accès à l'emploi pour les femmes et d'un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes dans l'emploi. Cet équilibre passe par la mixité de l'emploi »*.

∴

[Une nouvelle loi — annoncée à plusieurs reprises (« le Monde » des 8 et 11 mars) — suffira-t-elle à freiner les innombrables discriminations entre hommes et femmes (salaires, formation, emploi et chômage) ? L'un des aspects nouveaux du projet est de donner aux syndicats la possibilité d'agir en justice. Ce recours aux juges — prévu en France à titre individuel — demeure très faible, alors qu'aux Etats-Unis, par exemple, de nombreux procès ont permis aux femmes d'obtenir des entreprises des rappels importants de salaires. Un juge du district de Washington a — indique Inter-social (mai 1980) — accordé 6 millions de dollars de rappel de salaire et 10 millions de dollars d'augmentation pour l'avenir à trois cent vingt-quatre employées... du service de reliure de l'imprimerie du gouvernement fédéral.

Comme le soulignait le rapport Baudouin de 1979 sur les discriminations, « les victimes des actes discriminatoires ne sont souvent pas en mesure, psychologiquement, d'intenter une action par peur des représailles. Le très petit nombre de plaintes déposées et les rares poursuites qui ont été engagées depuis la loi de 1975 en témoignent ». L'ouverture du droit aux syndicats et aux associations féminines d'ester en justice devrait faciliter la lutte — individuelle et collective — contre les discriminations. — J.-P. D.]

(1) Ce rapport, demandé en 1978 par Mme Pasquier, a été remis à Robert Boulin, ministre du travail, en octobre 1979.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

- *Les importations de viande de veau* suspendues en Grèce. — La presse hellène ayant largement fait éco aux rumeurs concernant l'utilisation des hormones dans la viande de veau, les importations en provenance d'Italie, de France, des Pays-Bas et de la Belgique ont été suspendues.
- *La récolte de riz au Japon* sera une des *plus mauvaises* depuis la guerre, a indiqué, le 3 octobre, le ministre japonais de l'agriculture. Avec 10 198 000 *tonnes*, la récolte sera *inférieure* de 1 million de tonnes aux prévisions pour l'année fiscale (avril 1980-mars 1981).
- *Les immatriculations de tracteurs neufs ont baissé de* 8,9 %, en France, au cours des *huit premiers mois de 1980*. Selon le syndicat des constructeurs, la tendance à la baisse doit se maintenir autour de 8 % pour l'ensem*ble de* l'année.
- *Les deux gérants* d'une société de négoce de viande d'Au*benas ont été inculpés le 3 octo*bre de fraude fiscale. La société anonyme Cheville albenassienne pratiquait l'achat et la vente sans *factures. A la suite de la décou*verte de cette fraude, de nombreux éleveurs et bouchers de la Drôme et de l'Ardèche, qui sont impliqués, pourraient être soumis à un contrôle fiscal.

Social

- *Conflit à la mairie de Créteil à la suite de deux licenciements.* — Un conflit oppose depuis quelques jours, les syndicats du per*sonnel de l'hôtel de ville de Cré*teil (Val-de-Marne) — environ mille deux cents agents, — au maire, M. Laurent Cathala (P.S.), qui a décidé de *licencier deux* bibliothécaires, une stagiaire engagée il y a dix-huit mois et une titulaire en poste depuis huit ans. Se déclarant souffrantes, les deux employées avaient consulté un médecin. Pour justifier sa décision, le maire indique qu'elles ont quitté leur service *« le même jour, à la même heure »* et qu'il s'agit d'un *« abandon de poste »*, les employées n'ayant pas eu d'arrêt de travail délivré par le médecin.
- *Lock-out de l'Union industrielle d'entreprises de Cherbourg.* — La direction de l'Union industrielle d'entreprises de Cherbourg (U.I.E.) a décidé, vendredi 3 octobre, un lock-out de l'établissement à compter de lundi matin. La direction explique sa décision par *« les manœuvres qui, sous couvert de revendications salariales, visent manifestement à désorganiser l'entreprise »*. Les six cents salariés de l'U.I.E. (fabriquant des plates-formes de forage en mer), s'étaient mis en grève le 26 septembre pour obtenir une augmentation uniforme de 400 F. Les grévistes se sont opposés ce jour-là à une importante opération de levage, ce que la direction estime illégale.
- *Relèvement des salaires à la R.A.T.P. : + 3,25 %.* — Les rémunérations des trente six mille cinq cents agents de la R.A.T.P. en activité ont été majorées de 3,25 % au 1er octobre, dans le *cadre de l'accord triennal* expirant le 31 décembre, indique-t-on à la direction de la Régie. Sur ce pourcentage, 2 % sont versés à titre de rappel pour les mois de juillet, d'août et de septembre. Des modalités d'application analogues concernant une majoration de 4,15 % portent sur les pensions des retraités. La mesure prise équivaut à une augmenta*tion de 10,75 % du point* de base depuis le 1er janvier 1980 pour les actifs et de 12,25 % pour les retraités.

AFFAIRES

AVANT LE VOYAGE DU CHEF DE L'ÉTAT

Les industriels du Nord s'inquiètent de la crise du textile

Les industriels du Nord et du Pas-de-Calais se préparent à accueillir, les 9 et 10 octobre, le président de la République avec *courtoisie mais grande fermeté*. C'est ce que l'on peut retenir des propos qu'ils ont tenus lors de la réunion de presse organisée à l'occasion de l'ouverture du Salon Tertia (1).

M. Jacques Raille, président de la chambre de commerce et d'industrie de Lille, n'a pas ménagé ses expressions. Quels que soient les projets que l'on puisse former pour l'avenir, il faut d'abord gérer le présent. « *Dans le long terme, nous serons tous morts* », a dit Keynes.

Le présent, ou l'avenir immédiat, c'est la véritable « épée de Damoclès » que représente pour la région la crise du textile. Les industriels de l'habillement ou de la confection ont vu leurs ventes diminuer de 7 % en dix-huit mois; les filateurs et les tisseurs sont victimes de la diminution de la consommation (— 3 %, dit-on, l'an prochain) et de la concurrence de plus en plus âpre, non seulement des pays sous-développés mais aussi, fait nouveau, des Etats-Unis.

Les remèdes ? Ils sont multiples : le retour à une certaine protection du marché français, de nouvelles possibilités financières accordées aux entreprises, l'alignement de leurs charges sociales qui les pénalisent davantage par le niveau de leurs salaires... Une chose paraît assurée : l'inquiétude des responsables de l'économie nordiste et un certain désenchantement devant ce que M. Raille a décrit comme « *le décalage persistant entre la fermeté des discours et la souplesse — pour ne pas dire plus — des mesures qui les suivent* ».

(1) Le troisième Salon des services et du conseil aux entreprises, organisé du 2 au 4 octobre dans les locaux de la Foire internationale de Lille.

● *L'entreprise de travaux publics Fougerolles* a signé un contrat de 594 millions de dollars pour des travaux de génie civil pour le complexe sidérurgique d'Ajaokuta, au *Nigéria. Ces travaux se feront* conjointement avec la société ouest-allemande Julius Berger, dont le contrat se monte à 558 millions de dollars. L'entreprise française Dumez construira, de son côté, des bâtiments administratifs, des logements pour un montant de 320 millions de dollars.

● *La filiale américaine du groupe néerlandais Philips* va racheter le secteur appareils de télévision de la compagnie General Telephone and Electronics (G.T.E.) aux termes d'un accord qui permettra à North American Philips Corp. de porter sa part du marché américain à 15 %. Le groupe deviendra ainsi le troisième constructeur de postes de télévision.

LA SESA ET HONEYWELL S'ASSOCIENT POUR COUVRIR LE MARCHÉ AMÉRICAIN des réseaux de transmission de données

La SESA (Société d'études des systèmes d'automation) et Honeywell viennent de créer une société commune, SESA-Honeywell Communications Company, destinée à couvrir le marché des réseaux de transmissions de données aux Etats-Unis et au Canada. La Société française, qui est l'un des trois principaux fournisseurs de réseaux dans le monde, détiendra 51 % du capital et Honeywell 49 %. La nouvelle société a son siège à Herndon (Virginie).

Créée en 1964 et spécialisée dans l'étude, la conception et la réalisation de systèmes informatiques, la SESA fournit, clefs en main, des réseaux européens : Euronet pour les neuf administrations des P.T.T. de la C.E.E. et pour la Suisse, et surtout Transpac, le réseau public français de transmission de données par paquets (en collaboration avec T.R.T. et S.E.M.S.). La S.N.C.F., l'Union internationale des chemins de fer et l'Agence spatiale européenne ont commandé à SESA son nouveau système de transmission de données par paquets, appelé DPS 25, indique un communiqué de la firme.

Comme le téléphone ou les lignes à haute tension, les réseaux de données couvriront bientôt le globe, et le marché américain est considérable. SESA, qui a déjà installé plus de cent systèmes de commutation de données et de traitement de messages en Europe, en Afrique et en Amérique du Nord, est en mesure, par son association avec le fabricant d'ordinateurs américains, d'effectuer une percée rapide sur ce dernier marché. Quant à Honeywell, sa participation dans cette *opération confirme l'engagement* de la firme américaine dans le domaine des télécommunications.

PUK CÈDE A THOMSON-BRANDT SES FABRICATIONS DE CABLES NON ISOLÉS

Le groupe Péchiney-Ugine-*Kuhlmann va céder à Thomson*-Brandt ses fabrications de câbles non isolés en cuivre et en aluminium, exécutées par sa filiale Tréfimétaux dans ses usines du Havre et de Darnétal (Seine-Maritime). Le chiffre d'affaires correspondant s'élevant à environ 400 millions de francs. Déjà, en décembre 1979, Tréfimétaux avait cédé au groupe italien Pirelli, premier tréfileur mondial, pour 200 millions de francs, ses fabrications de câbles isolés (trois mille huit cents personnes dans sept usines et 1 milliard de francs de chiffre d'affaires).

Le groupe PUK estimait que, avec 3,6 % du marché européen dans le secteur, il n'était plus concurrentiel. Il en était de même pour les câbles non isolés, et c'est la raison de cette cession à Thomson-Brandt, l'un des principaux fabricants nationaux avec Jeumont-Schneider et les Câbles de Lyon, du groupe C.G.E. Si la société Tréfimétaux est peu compétitive pour les câbles, elle l'est, en revanche, pour les tubes, laminés et profilés de cuivre, activités dans lesquelles elle veut désormais concentrer tous ses *efforts, en France comme à* l'étranger.

Inculpé de banqueroute frauduleuse

LE P.-D.G. DE LA WARREN D.B.C. A PRIS LA FUITE

Inculpé de banqueroute, simple et *frauduleuse*, le P.-D. G. d'une biscuiterie de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire) a pris la fuite, accompagnée de son épouse.

L'entreprise, la Warren D.B.C., spécialisée dans la distribution de la confiserie avait été mise en liquidation de biens le 11 juillet dernier, entraînant le licenciement de six cent quatre-vingt-dix salariés. Les experts comptables ont alors découvert les opérations frauduleuses de M. de Warren, détenteur à plus de 90 % du capital. Il percevait à titre personnel des ristournes de la part des fournisseurs, avait gonflé le poste des stocks pour équilibrer son bilan et procédé à une augmentation de capital fictif.

Les difficultés de la Warren D.B.C. avaient commencé après le rachat de la marque de chocolat Cemol, dans le courant de l'année 1978. Elles s'étaient aggravées après la prise de contrôle de la chocolaterie Union Pupier, de Saint-Etienne, en juin 1979. La mise en liquidation de la Warren D.B.C. avait eu, notamment, pour conséquence la mise en vente d'une usine Cemol toute neuve, à Epinal, financée dans le cadre du plan Vosges (« le Monde » du 26 septembre). La société Cemol avait connu depuis 1970 de nombreuses difficultés.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'INAUGURATION DU BARRAGE DE VAUGRIS

« La liaison Rhin-Rhône se réalisera si elle constitue vraiment une grande ambition collective »

déclare le premier ministre

De notre envoyé spécial

Vaugris. — C'est sous un ciel radieux que M. Raymond Barre a inauguré, vendredi 3 octobre, le barrage, l'écluse et l'usine hydroélectrique de Vaugris, sur le Rhône, au sud de Vienne (Isère). D'une puissance installée de 72 mégawatts, capable de produire 335 millions de kilowatts-heure (kWh), l'aménagement de Vaugris constitue le dernier palier qui manquait dans la chaîne des douze barrages-usines en cascade, installés sur le Rhône entre Lyon et la mer, sur 310 kilomètres (« le Monde » du 3 octobre).

Arrivé par vedette, M. Barre, qui était accompagné de Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, et de M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, a coupé un ruban tricolore en travers de l'écluse, ce qui permit de libérer, par la suite, non seulement les vannes de l'ouvrage, mais deux paquets de ballons bariolés qui s'élevèrent dans l'azur, tandis qu'une fanfare saluait l'événement.

Une cinquantaine de manifestants, réunis à l'appel de la C.G.T., et brandissant des pancartes qui exigeaient « *des investissements créateurs d'emplois* », étaient tenus à distance, sur l'autre rive, par d'importants cordons de gendarmes mobiles.

M. Daniel Doustin, président de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.), a indiqué que les quinze milliards de kilowatts-heure produits par les quinze centrales hydroélectriques en service « *étaient produits à des prix défiant, à l'heure actuelle, toute concurrence* ». Faisant allusion aux critiques formulées par les mouvements écologistes, il a ajouté : « *Le nécessaire, l'indispensable mouvement écologique doit se garder de devenir trop doctrinaire, sous peine de finir dans le sectarisme. L'attitude qui consiste à refuser systématiquement tout aménagement au nom de la protection de la nature est néfaste. Même si les extrêmes ont fait quelquefois avancer la vérité, la vérité n'est jamais dans les extrêmes.* »

M. Barre a qualifié les travaux du Rhône d'œuvre d'aménagement « *ambitieuse, persévérante... dont les agriculteurs, notamment, ont compris l'utilité collective* », soulignant « *combien est exemplaire cette mobilisation patiente d'une de nos richesses nationales dans le respect de notre patrimoine naturel et historique* ».

A propos de la liaison Rhin-Rhône, le premier ministre, dans une allocution mêlant à la fois prudence et souci de respecter les engagements pris, a déclaré : « *Il est bon que le pays se donne des buts ambitieux, même si les contraintes qui pèsent sur nous invitent à une nécessaire prudence... Chaque chose vient à son heure.* » M. Barre a conclu : « *C'est par le rétablissement de nos grands équilibres économiques, financiers et sociaux que notre pays retrouvera sa capacité de poursuivre, au rythme où il le souhaite, ses grands projets.*

» *La liaison du Rhône et du Rhin, ambition majeure, doit nécessairement s'inscrire dans cette perspective. Elle se réalisera si elle constitue vraiment une grande ambition collective. L'Etat ne pouvant porter à lui seul un tel effort, il doit s'accompagner d'une participation de l'ensemble des partenaires économiques et, d'une façon générale, de tous ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, bénéficieront de cet investissement. Les six régions concernées l'ont bien compris et ont uni leurs efforts...* » — F. Gr.

Y. RIDLEWICZ
Diamantaire
19 Hoveniersstraat
B. 2000 - ANVERS

Pierres d'Investissements
de 0.50 à 0.75 et de 1 à + 2
Certificat H.R.D. et I.G.I.
Tél. (031) 34-19-30/61
32-17-11

CONSEIL
Vous avez le droit d'être
EXIGEANT
Insistez pour l'obtention
du
Certificat E.G.L.
Laboratoire International d'Expertise du Diamant :
New-York - Los Angeles - Anvers - Johannesburg
E.G.L. - 40 Hoveniersstraat - B. 2000 ANVERS.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

L'ascension des taux continue aux États-Unis

Amorcée depuis le début d'août à l'initiative des autorités *monétaires*, la *remontée des taux* d'intérêt outre-Atlantique s'est poursuivie cette semaine : les grandes banques ont porté leurs taux de base (prime rate) à 13 1/2 % (et même 14 % pour la Citibank). En deux mois, la hausse des taux atteint 30 % (de 10 3/4 % à 14 %) et, selon les spécialistes, ce n'est pas fini. Tout va dépendre, en fait, de l'évolution de la masse monétaire, dont l'augmentation est actuellement jugée bien trop forte par les responsables du Federal Reserve Board, M. Paul Volcker, le président, en tête. Pour eux, il s'agit, avant tout, de *combattre l'hydre de l'inflation*, toujours renaissante, même si la reprise de l'économie, encore fragile, doit en pâtir. Ce n'est évidemment pas l'avis du président Carter, qui a qualifié d'« inopportune » la politique « strictement monétariste » du « Fed ». Dans une tournée électorale dans la région de Philadelphie, il a adressé un net coup de semonce à cet organisme, indépendant, certes, mais qui devrait considérer les « conséquences négatives » de sa politique d'argent cher. Le président a rappelé que, le cas échéant, la Constitution l'autorisait, ainsi que le Congrès, à contraindre le Fed à modifier sa politique du crédit. Sans doute le processus serait compliqué, mais l'avertissement est *clair*. Cependant, il semble que M. Volcker veuille s'inscrire dans la grande tradition de ses prédécesseurs, McChesney Martin, Arthur Burns, etc., vigilants gardiens de l'orthodoxie face aux policitiens laxistes en mal d'élection. Ce qui est surprenant, en revanche, c'est la réaction de M. William Miller, actuel secrétaire au Trésor, et, tout récemment, prédécesseur de M. Volcker à la tête du Fed. Dans les couloirs du Fonds monétaire international à Washington, M. Miller s'est déclaré « *surpris et inquiet* » de cette ascension rapide des taux : pour lui, l'amélioration de la situation économique est trop fragile pour justifier une telle escalade, susceptible de « *décourager la reprise de l'activité* ». M. Miller sait pourtant de quoi il retourne...

De l'autre côté de l'eau, la *contagion* s'étend. La Banque d'Angleterre a maintenu à 16 % *son taux d'escompte, et la Banque* fédérale d'Allemagne de l'Ouest, qui, la semaine dernière, avait abaissé d'un demi-point à 9 % son taux d'avance sur titres (Lombard) est restée l'arme au pied. A Washington, son président, M. Karl Otto Poehl, a bien laissé entendre que les conditions régnant en Allemagne fédérale (baisse de 0,1 % du coût de la vie en septembre et ralentissement de l'expansion) militaient en faveur d'un abaissement du taux, la mauvaise tenue du DM sur les marchés des changes incitant à la prudence.

En Italie, la chute du gouvernement Cossiga a provoqué un affaiblissement de la lire. Du coup, la Banque d'Italie a porté son taux d'escompte de 15 % à 16,5 % et renforcé le contrôle des changes pour éviter la spéculation à la baisse sur la lire, tandis que les banques relevaient leur taux de base de 19 % à 21 %.

En France, si les taux retombent un peu à court terme, la baisse de 1/4 % à 1/8 % sur les échéances courtes (11 1/4 % au jour le jour, 11 5/8 % à 11 3/4 % à un mois) et de 1/2 % à 5/8 % sur les échéances plus longues (12 3/8 % à un an), la hausse se poursuit vigoureusement sur le marché obligataire.

En fin de semaine, selon les indices Paribas, les rendements en Bourse s'établissaient à 13,42 % contre 13,26 % pour les emprunts d'Etat, à 14,07 % contre 13,84 % pour les emprunts publics et à 14,63 % contre 14,42 % pour ceux du secteur privé. D'un côté, la pression de l'environnement international pousse à la hausse... et à la revente des emprunts d'Etat émis au premier semestre à 12 % et 13,25 %, ceci pour des montants impressionnants. De l'autre, la Caisse des Dépôts, grande régulatrice du marché, a acheté très nettement en baisse, de sorte que les cours ont baissé et les rendement ont monté.

Sans doute prépare-t-on le troisième emprunt d'Etat de l'année, avec un calendrier vide au prochain jour, sauf l'emprunt de la Banque européenne d'investissement (400 millions de francs à 14,50 % contre 14 % par la C.A.E.C.L. il y a huit jours !). Cet emprunt d'Etat pourrait être lancé dans la seconde quinzaine d'octobre, à un taux qui, maintenant, pourrait atteindre et même dépasser 13,50 %, record historique. Décidément, la baisse des taux entrevue au début de l'été est bien finie.

FRANÇOIS RENARD.

MARCHÉ DES CHANGES ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le yen au plus haut depuis dix-huit mois

Vigoureuse progression du yen japonais qui s'inscrit à son plus haut niveau depuis dix-huit mois, assez bonne tenue du dollar grâce à la remontée du taux aux Etats-Unis, faiblesse de la lire après la chute du gouvernement Cossiga, et faiblesse relative de l'or, tels ont été les faits marquants d'une semaine qui s'est achevée dans le calme.

La monnaie de l'empire du Soleil-Levant s'est donc très vigoureusement raffermie : à Tokyo, à la veille du week-end, il ne fallait plus donner que 208 yen pour 1 dollar, contre 215 à 216 yen huit jours auparavant. La Banque du Japon a acheté plus de 1 milliard de dollars pour freiner la hausse un instant secouée par la suspension des livraisons de pétrole irakien et iranien, dont bénéficie normalement le Japon, la devise nippone s'est redressée très vivement sur la nouvelle que certains pays de l'OPEP allaient relever leur production pour compenser le manque à livrer. De plus les capitaux étrangers, notamment arabes, continuent d'affluer sur les places japonaises (la Bourse de Tokyo est à son plus haut niveau historique). A Paris, le yen a dépassé les 2 centimes pour la première fois depuis de longs mois.

Le dollar s'est comporté de façon assez satisfaisante, essentiellement grâce à la remontée du taux outre-Atlantique (voir ci-dessus). Son avenir proche est discuté : aux Etats-Unis, le secrétaire au Trésor, M. William Miller, le voit bien portant les mois prochains, tandis que certains milieux financiers internationaux prévoient, au contraire, un affaiblissement marqué.

La lire a recommencé à fléchir après la chute du cabinet Cossiga. La situation tendue qui règne chez Fiat et l'abandon, peut-être provisoire, du plan de redressement annoncé en juillet dernier, provoquent un exode des capitaux, comme il est de règle en Italie dans les périodes incertaines et troublées.

Sur le marché de l'or, malgré une remontée à 682 dollars l'once en milieu de semaine sur l'échec de la mission de conciliation pakistanaise, c'est l'affaiblissement graduel. Les cours sont retombés aux alentours de 670 dollars l'once à la veille du week-end, sous l'effet des prise de bénéfice. L'enlisement du conflit irano-irakien, l'apaisement — peut-être temporaire — des craintes sur un blocus du détroit d'Ormuz, et, surtout, la hausse du taux d'intérêt, qui rend plus coûteuse la spéculation à découvert sur les marchés américains, sont à l'origine de ce repli, d'autant que le palier de 700 dollars l'once n'a pu être durablement franchi.

F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	2,3890	10.0338	3,9287	4.3252	69.4004	4,7015	2060.15
	—	2.3960	10.0392	3.9510	4.3271	69.4121	4.7035	2059.36
New-York	2.3890	—	23.8095	60.8087	55.2333	3.4423	50.8130	0.1159
	2,3960	—	23.8663	60.6423	55.3709	3.4518	50.9294	0.1163
Paris	10.0338	4,2000	—	255,39	231.98	14.4578	213,41	4,8695
	10,0392	4.1900	—	254.09	232.00	14.4632	213,39	4,8749
Zurich	3,9287	164.45	39.1547	—	90.8312	5.6609	83.5619	1.9066
	3,9510	164.90	39.3556	—	91.3067	5,6920	83,9826	1.9185
Francfort	4.3232	181.05	43,1071	110.0942	—	6,2323	91.9969	2,0991
	4.3271	180,60	43,1036	109.5209	—	6.2340	91,9786	2,1012
Bruxelles	69.4004	29.0500	6.9166	17.6649	16.0452	—	14.7611	3,3681
	69.4121	28.9700	6.9140	17.5662	16.0409	—	14,7542	3.3785
Amsterdam	4.7015	196.80	46.8571	119.6716	108.6992	6.7743	—	2.2817
	4.7045	196.35	46.8615	119.0721	108.7209	6.7777	—	2,2844
Milan	2060.51	862,50	285,3571	524.4755	476,3877	29.6904	438.26	—
	2059.36	859.50	295.1312	521.2249	473.9136	29,6686	437.73	—

BAISSE DU CUIVRE — RAFFERMISSEMENT DU CAFÉ

METAUX. — *Les cours du cuivre se sont repliés en raison des signes de règlement du conflit qui oppose depuis trois mois le syndicat des travailleurs de la sidérurgie aux producteurs des Etats-Unis. Après Kennecott Corp., chez qui le travail a déjà repris depuis plusieurs semaines, des accords préliminaires sont intervenus cette semaine avec Phelps Dodge, Cities Service et Inspiration Consolidated Copper. Reste désormais aux partenaires sociaux à régler les quelques points restant en suspens pour que ces entreprises reprennent leur activité. L'abaissement des prix des principaux producteurs a, par ailleurs, pesé sur la tendance.*

Repli des cours de l'étain tombés au-dessous de 7 000 livres sterling la tonne sur le marché londonien pour la première fois depuis le mois de septembre 1979.

CAOUTCHOUC. — *Tassement des cours à Londres et à Penang. La Communauté européenne et les Etats-Unis ont fait part de leur intention de ratifier l'accord international dans les tout prochains jours. Selon le président du groupe Sime Darby, l'escalade des prix du pétrole a rendu le caoutchouc naturel très compétitif par rapport au caoutchouc synthétique et, de ce fait, sa production n'est plus menacée.*

DENREES. — *Le café s'est repris en fin de semaine à l'annonce de la conclusion d'un accord entre pays producteurs et consommateurs sur la fixation d'un quota d'exportations de 57,37 millions de sacs (de 60 kilogrammes) pour la saison 1980/1981. La production exportable est estimée à 63,1 millions de sacs et les besoins des exportateurs à 55,6 millions de sacs. L'accord auquel sont parvenus les membres de l'Organisation internationale du café est applicable dans une fourchette de cours de 115 à 155 cents la livre.*

Progression des cours du sucre qui a terminé à deux reprises bloqué sur sa hausse quotidienne autorisée (+ 1,5 cent) à New-York au cours de la semaine. Des rumeurs d'achats importants de la part de l'Union soviétique sont à l'origine de ce mouvement qui s'est trouvé renforcé par des informations faisant état de dommages causés par le gel aux plantations de betteraves en U.R.S.S. Par ailleurs, le gouvernement brésilien a décidé de suspendre ses exportations de sucre tant que durera le conflit entre l'Iran et l'Irak. En fonction de l'évolution de la situation, Brasilia pourrait même aller jusqu'à interrompre les contrats déjà conclus.

N.D.L.R. — Les cours des principaux marchés seront publiés dans notre première édition de lundi datée du 7 octobre.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nombre de titres	Valeur en cap.
Matra	15 080 (1)	156 631 645
4 1/2 % 1973	17 200	44 512 020
C.S.F.	92 825	44 313 050
Elf-Aquitaine	22 900	28 119 475
Bouygues	28 550	22 451 575
Vve Clicquot	20 925 (2)	18 623 175
Nork Hydro	34 775	15 300 850

(1) Dont deux blocs, le premier lundi de 6 285 titres, l'autre vendredi de 5 920 titres.
(2) Quatre séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 26/9	COURS 3/10
Or fin (kilo en barre)	92250	90100
— (kilo en lingot)	90585	90490
Pièce française (20 fr.)	790	791
Pièce française (10 fr.)	460	455
Pièce suisse (20 fr.)	65 80	652
Union latine (20 fr.)	630	617
● Pièce tunisienne (20 fr.)	585	585
Souverain	820 10	808
● Souverain Elizabeth II	988	976
● Demi-souverain	460	440
Pièce de 20 dollars	3250	3282
— 10 dollars	1665	1570
— 5 dollars	875	885
— 50 pesos	3800	3790
● — 20 marks	788	720
— 10 florins	640	648
● — 5 roubles	446	465

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 29 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE

Un étonnant ressort

DECIDEMENT, la Bourse de Paris fait preuve d'une vitalité étonnante. La *correction des cours que certains attendaient ne s'est pas produite*. Après un début de semaine, il est vrai, médiocre, les valeurs françaises se sont par la suite nettement orientées à la hausse. D'un vendredi à l'autre, l'indice progresse de plus de 1 %.

Paradoxalement, plus le conflit entre l'Iran et l'Irak s'enlise, moins les investisseurs semblent en tenir compte dans leurs décisions. Les propos rassurants de M. Giraud, considérant que l'arrêt des approvisionnements en provenance de l'Irak ne devait pas avoir de conséquences immédiates étant donnée l'importance des stocks pétroliers, les auraient-ils convaincus ? Surprenante également, l'attitude du marché vis-à-vis du mouvement de hausse des taux constaté aux Etats-Unis. La crainte de voir cette hausse contaminer les pays européens a effleuré un moment les boursiers. Aussi vite, ils se sont dépêchés de l'oublier (peut-être à tort).

Cette fermeté des marchés financiers est générale. Et les investisseurs français ne sont pas les seuls à faire *preuve d'un bel optimisme. Faut-il* y voir *la* preuve que le plus gros du choc pétrolier est passé et que les économies occidentales, mieux armées, vont pouvoir affronter *sans trop de dommages la décennie qui s'ouvre ? Ou s'agit-il* simplement du fait que les actions, dans un contexte toujours très inflationniste, sont devenues les dernières valeurs refuges ?

A Paris, les facteurs techniques sont déterminants. Les SICAV Monory disposent encore d'importantes liquidités. Les souscriptions se sont, certes, étalées en 1980 sur l'ensemble de l'année, contrairement à ce qu'il s'était passé en 1978 et 1979, années où elles s'étaient concentrées au dernier trimestre. Mais leur volume reste élevé. Face à ce courant d'achats, les vendeurs de papier se font rares. Les augmentations de capital sont peu nombreuses. Et aucune introduction de sociétés nouvelles ne s'annonce à court terme. « Nous évoluons en circuit fermé, avoue un gestionnaire de SICAV. Nous disposons de beaucoup d'argent. Mais nous ne savons pas quoi acheter. Il n'y a actuellement aucune idée nouvelle d'investissements. »

Cette situation est mise à profit par certains spéculateurs qui n'hésitent plus à reprendre des positions. « Il est plus facile de faire des sauts périlleux quand on a la protection d'un filet », explique l'un d'eux.

Sur le marché de l'or, le cours du lingot, dans le sillage des cours internationaux, perd *2 500* francs à *90 500* francs. En revanche, le cours du napoléon reste ferme : les petits épargnants seraient-ils inquiets ?

JEAN-MARC BIAIS.

Valeurs à revenu fixe ou indexées

La hausse des taux sur le marché des obligations a entraîné une baisse sensible des cours, notamment sur le 8,80 % 1977 indexé sur l'unité de compte européenne, et sur les emprunts d'Etat récents (12 % janvier 1980 et 13,25 % juin 1980). Tous les

	3 oct.	Diff.
4 1/2 % 1973	2576,50	— 33,50
7 % 1973	9790	+ 365
10,30 % 1975	87,30	— 0,25
10 % 1976	87,85	— 0,15
P.M.E. 10,6 % 1976	87,80	— 0,22
P.M.E. 11 % 1977	89	— 0,02
8,80 % 1977	98,20	— 1,35
10 % 1978	84,95	— 0,50
9,80 % 1978	84	— 0,50
9,45 % 1978	82,10	— 0,50
8,80 % 1978	80	— 2,40
9 % 1979	79,15	— 0,70
10 % 1979	83,70	— 4,20
10,80 % 1979	87,20	— 0,40
12 % 1980	94,10	— 1,05
C.N.E. 3 %	3431	— 134

deux en dessous du pair. Les emprunts indexés sur l'or ont évolué en sens contraire : le 4 1/2 % 1973 a baissé en dépit d'une hausse du napoléon, tandis *que le 7 % 1973 a battu à nouveau* tous ses records à 9 800 F, bien que le cours du lingot ait *fléchi*.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Le *Comptoir des entrepreneurs* enregistre un résultat semestriel de 56,4 millions de francs contre 39 millions de francs, avant impôts et provisions. Pour l'exercice *tout* entier, le résultat devrait être au moins équivalent à celui de 1979.

Le *Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL)* fait état

	3 oct.	Diff.
Bail Equipement	201	— 8
B.C.T.	114	— 1,40
Banq. Rothschild	163,20	+ 11,20
Cetelem	196	inch.
Chargeurs Réunis	189,50	— 10,5
Cie Bancaire	348	— 7
C.C.F.	191	inch.
C.F.F.	436	— 5
C.F.I.	251,20	— 0,30
Crédit du Nord	73	— 1,50
Eurafrance	364	— 6
Financ. Paris	258	+ 0,50
La Hénin	423	+
Locafrance	209,50	+ 1,50
Locindus	393	— 8
Midi	980	+ 4
Prétabail	485	+ 14
Pricel	192	— 7
Schneider	160,10	— 0,90
Suez	305	— 3
U.C.B.	177	inch.

d'un revenu brut d'exploitation (avant impôts, amortissements et prévisions) en progression de 44 % au 31 août 1980. Le président Wenger pense que le dividende pourrait encore être augmenté l'année prochaine, tout au moins pour compenser l'inflation.

La *Compagnie financière* du groupe *Victoire* annonce un bénéfice net de 60 millions de francs contre 53,4 millions de francs (+ 12,4 %). Le *dividende net* est porté de 16 F à 17 F : compte tenu de l'attribution gratuite (une pour dix) de janvier 1980, il augmente de 16,8 %.

Le *Crédit du Nord* a enregistré un bénéfice net avant impôts de *68,1 millions de francs* au premier semestre 1980 contre 55,2 millions de francs pour l'exercice 1979 tout entier et, après impôts, de 29,5 millions de francs contre *35,3* millions de francs (également pour 1979 tout entier).

Alimentation

Moët-Hennessy a annoncé les modalités de sa double augmentation de capital, destinée à financer l'acquisition de la

	3 oct.	Diff.
Beghin-Say	258	+ 16
B.-S.N.G.-Danone	1040	+ 65
Carrefour	1778	+ 60
Casino	1460	+ 20
Gén. Occidentale (1)	339	+ 10
Guyenne et Gasc.	386	+ 3
Martell	583	— 17
Moët-Hennessy	536	— 6
Mumm (2)	421,10	+ 2,60
Olida-Caby	244	+ 3
Pernod-Ricard	343	+ 11,50
Perrier	201	— 1
Radar	540	— 3
St-Louis-Bouchon	218	— 12
Saupiquet	300	— 30
Veuve Cliquot	918	+ 8
Viniprix	465	+ 10
Nestlé	8120	— 280

(1) Compte tenu d'un coupon de 14 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 11 F.

société américaine Schieffelin pour 48 millions de dollars (environ 200 millions de *francs)* : un appel aux actionnaires par émission de 526 510 titres au prix de 400 F à raison d'une action nouvelle pour six anciennes, du 13 octobre au 13 novembre, pour un *montant de 210 millions* de francs environ ; l'attribution, sur le capital ainsi augmenté, d'une action gratuite pour sept actions, tant anciennes que nouvelles, le tout jouissance du 1er janvier 1980. « Sauf circonstances exceptionnelles », le dividende versé en 1980 sera maintenu en 1981, ce qui correspond à une augmentation du coupon de 14,3 % à 19 %, suivant les modes de calcul.

Au cours d'une conférence de presse, le président, M. Frédéric Chandon de Briailles a déclaré : « Le sort de la société Christian Dior (haute couture) ne peut nous laisser indifférents, mais c'est une question de prix » ; confirmant ainsi les rumeurs de négociations avec les frères Willot. *De toute façon*, « il faudrait remettre de l'argent dans l'affaire », a ajouté le président. Par ailleurs, les responsables du groupe souhaitent l'élargissement de l'actionnariat à des investisseurs étrangers, dont la part est actuellement extrêmement *modeste* : les *familles* fondatrices détiennent environ 43 %, le public français 40 % et les investisseurs institutionnels le reste. Enfin, le groupe a pour objectif de prendre le contrôle de l'ensemble de ses distributeurs à l'étranger.

Le bénéfice net de Guyenne et Gascogne pour l'exercice clos *le 30 juin 1979 est en forte progression* à 23,8 millions de francs contre 16,17 millions de francs (+ 47,50 %). Le dividende global augmente de 25 % à 22,50 F.

Pour le premier semestre de 1980, le bénéfice de CEDIS s'élève à 15,81 millions de francs contre 12,67 millions de francs, après 30,4 millions de francs d'amortissements contre 24,37 millions de francs.

Bâtiment et travaux publics

Pour l'exercice clos le 30 juin dernier, la société d'*Origny-Desvroise* annonce un bénéfice net de 16,8 millions de francs contre 11,6 millions. Cette augmentation

	3 oct.	Diff.
Auxil. d'Entrp.	542	+ 30
Bouygues	751	+
Chim. et Routière	141	+ 1
Ciments Français	166	+ 0,80
Dumez	875	— 4
Ent. J. Lefebvre	272	— 2
Gén. d'Entrep.	210	— 5,80
Gds Trav. Marseille	489,50	+ 8,50
Lafarge	301	+ 0,50
Maisons Phénix	640	— 6
Poliet et Chausson	461	+ 19

des profits provient essentiellement d'opérations exceptionnelles.

Le dividende global est porté de 14,25 F à 16,50 F. Une augmentation de capital avec distribution d'actions gratuites (une pour cinq) est prévue.

Pilatures, textiles, magasins

	3 oct.	Diff.
Agache-Willot	357	inch.
B.H.V.	97,90	+ 0,10
C.F.A.O.	398	— 5
Darty	507	+ 3
Dollfus-Mieg	55	— 1
Galeries Lafayette	125	— 3,10
La Redoute	450	+ 6
Lainière Roubaix	38,30	+ 0,30
OMN Part Intern.	38,30	+ 6,20
Printemps	121,90	— 4,40
Roudière	220	— 8,50
S.C.O.A.	46,10	+ 1,60

Matériel électrique, services publics

Sony va procéder à une augmentation en numéraire de son capital à la fin novembre à un

	3 oct.	Diff.
Alsthom-Atlant.	82,50	+ 5,50
C.E.M.	49,80	— 0,20
CIT-Alcatel	1050	+ 1
C.G.E.	368,50	+ 8,50
Crouzet	330,50	+ 10,70
C.S.F.	470	— 25
Gén. des Eaux	474	inch.
Legrand	1700	+ 10
Lyonn. des Eaux	399,50	+ 1,50
Machines Bull	54,20	+ 1,90
Matra	10520	+ 579
Mot. Leroy-Somer	839	+ 13
Moulinex	64,05	— 0,55
P.M. Labinal	312	+ 2
Radiotechnique	315	+ 6
S.E.B.	167,50	— 1
Signaux	715	+ 17
Télémée. Electr.	1050	+ 42
Thomson-Brandt	250,50	+ 6,50
I.B.M.	271,70	— 0,40
I.T.T. (1)	135,20	+ 4,30
Schlumberger	634	+ 10
Siemens	654	+ 14

(1) Compte tenu d'un coupon de 2,10 F.

prix d'émission, qui sera fixé en fonction des cours de Bourse à cette époque.

Cette opération, qui portera sur 15 millions de titres, ne concernera ni les Etats-Unis ni le Canada.

Sans *doute pour faciliter* le placement, *Sony* a promis d'augmenter son dividende à l'avenir et de le maintenir à un niveau d'au moins 18 % du bénéfice net, ce qui le mettrait à 30 yens (+ 5 yens) pour 1980, à 35 yens pour 1981 et à 44 *yens pour* 1982.

Métallurgie, constructions mécaniques

Le retournement conjoncturel observé dans l'industrie automobile a eu des répercussions défavorables sur les résultats semestriels du groupe *Valeo*

	3 oct.	Diff.
Alspi	132	+ 20,20
Av. Dassault-Brég.	848	— 4
Babcock-Fives	134,50	— 2
Chiers-Châtillon	13,30	— 0,35
Creusot-Loire	79,90	— 0,10
De Dietrich	621	— 39
FACOM	445	— 10
Ferodo	325,20	— 28,80
Gén. de Fonderie	283	— 5
Marine-Wendel	43,70	+ 1,30
Métal.-Normandie	46,90	+ 0,70
Penhoët	258,50	+ 3,90
Peugeot-Citroën	185	+ 2
Poclain	230	+ 8
Pompey	101,50	+ 0,50
Sacilor	16,60	— 1,30
Sagem	970	— 29
Saulnes	66,80	inch.
Saunier-Duval	137	+ 8
Usinor	9,45	— 0,55
Vallourec	60,10	— 4,90

(ex-Ferodo), premier fabricant européen d'embrayages pour voitures de tourisme et aussi de systèmes d'éclairage. Les ventes se sont ralenties et l'augmentation en volume n'a été que de 3 %. Cependant, grâce en particulier à la hausse des prix, le chiffre d'affaires a atteint 3,6 milliards de francs (+ 16 %). Affecté, d'autre part, par la surévaluation du franc et l'évolution anormale du yen qui ont favorisé la concurrence allemande et japonaise, le bénéfice consolidé net a diminué de plus de moitié (46 millions de francs contre 102 millions) et la *marge brute n'a représenté que* 7,2 % du chiffre d'affaires contre 8,9 %. Ces résultats tiennent bien entendu compte de la situation de la filiale *S.E.V.* en pleine réorganisation et qui ne redeviendra bénéficiaire qu'en 1981.

Compte tenu de ces facteurs, le chiffre d'affaires provisionnel, fixé pour 1980 à 7 milliards de francs, n'atteindra pas ce niveau. *Il n'en sera toutefois pas* très éloigné. Le président André Boisson estime néanmoins que le dividende global de *Valeo* pourrait être maintenu à 36 F. Compte tenu des nouveaux produits mis, ou sur le point d'être mis, sur le *marché par les différentes* sociétés du groupe, il fonde de sérieux espoirs sur l'avenir.

Mines, caoutchouc, outre-mer

L'industriel et homme politique malaysien Abdul Ghafar Bib Baba a révélé, le 3 octobre, qu'il avait acquis 10,1 % des actions Dunlop, cinquième plus gros fabricant mondial de pneumatiques. Dans les *milieux financiers de la City*, l'on pense que 30 % du capital du groupe seraient désormais entre les mains d'intérêts malaysiens sur le point de lancer une O.P.A. sur le reste des titres en circulation. (« le Monde » daté 27-28 juillet, 4 et 6 septembre *et 21-22 septembre*).

Pour l'exercice clos le 31 juillet dernier d'une durée exceptionnelle de sept mois, et dont les comptes

	3 oct.	Diff.
Imetal	97,70	+ 3,20
Kléber	48,50	+ 2,3
Michelin	838	+ 38
Penarroya	92	+ 2
Charter	26,30	+ 0,20
INCO	100,50	— 4,50
R.T.Z.	43,60	— 2,3
Union Minière	105,10	+ 0,60
Z.C.I.	4,50	— 0,09

se soldent par un bénéfice net de 5,05 millions de francs, *Kinta* versera à ses actionnaires un dividende global de 30 F contre 12 F.

Pétroles

	3 oct.	Diff.
Elf-Aquitaine	1269	+ 75
Esso	281,50	+ 6
Franç. des Pétroles	230	+ 0,50
Pétroles BP	131,50	+ 9,50
Primagaz	374,50	— 5,50
Raffinage	143,30	— 0,20
Sogerap	198	+ 3
Exxon	310	+ 8
Petrofina	708	— 1
Royal Dutch	375,80	+ 0,80

Mines d'or, diamants

	3 oct.	Diff.
Amgold (1)	544	— 3
Anglo-Americain	86,95	+ 0,95
Buffelsfontein	266,20	+ 14,2
De Beers	49,60	+ 0,10
Free State	381	+ 19
Goldfields	67,25	+ 1,95
Harmony	135,90	+ 1,40
President Brand	307	+ 11
Randfontein	436,60	+ 7,60
Saint-Helena	248,60	— 4,90
Gencor	114	+ 4,10
West Driefontein	490	+ 15
Western Deep	320	+ 14
Western Holdings	485	+ 39

(1) Compte tenu d'un coupon de 26 F.

Produits chimiques

Après un premier semestre plus que médiocre, le groupe allemand *Hoechst* a enregistré une nou-

	3 oct.	Diff.
C.M.-Industries	517	+ 7
Institut Mérieux	878	+ 7
Laboratoire Bellon	410	— 11
Nobel-Bozel	52,10	+ 2,10
Rhône-Poulenc	106,60	— 3,20
Roussel-Uclaf	239,50	— 0,50
B.A.S.F.	305	+ 10,50
Bayer	261	+ 5
Hoechst	264,90	+ 9,40
I.C.I.	35,20	— 0,20
Norsk-Hydro	559	— 21

velle dégradation de ses résultats pour le troisième trimestre, qu'il ne peut encore chiffrer avec précision, mais qui tiennent compte cette fois d'un déficit de la division « fibres synthétiques », légèrement bénéficiaire pour les six premiers mois.

Pour l'exercice 1980 en entier, *l'augmentation des ventes en volume* à l'échelon mondial serait égal à zéro avec un chiffre d'affaires de 29 milliards de DM accru de 7 % par le seul effet de la hausse des prix. Le docteur Rolf Sammet, président du directoire, compte bien néanmoins maintenir le dividende à 7 DM.

Valeurs diverses

La *SITA* augmente son capital par émission à 190 F de 154.928 *actions nouvelles de 50 F nomi-*

	3 oct.	Diff.
A.D.G.	242	— 2,10
L'Air Liquide	471	+ 13
Arjomari	161	+ 2
Bic	588	+ 10
Club Méditerranée	429	+ 14,5
Essilor	503	— 20
Europe 1	1130	+ 65
Gle Ind. Part.	151	+ 2
Hachette	294,80	— 3,20
J. Borel Int.	137,50	+ 3,50
L'Oréal	679	+ 1
Navigation Mixte	244,50	+ 26,30
Nord-Est	38,25	— 0,75
Presses de la Cité	404	+ 21
P.U.K.	105,50	+ 1
St-G.-Pt-à-Mouss.	123,50	+ 1
Skis Rossignol	848	+ 58
U.T.A.	175,90	— 3,10

nal (deux pour cinq créées, jouissance du 1er janvier 1980).

Bourses étrangères

NEW-YORK
Raffermissement

Après une mauvaise semaine, Wall Street, revigoré par quelques bonnes nouvelles d'ordre économique, *s'est sensiblement raffermi* ces derniers jours, malgré une certaine nervosité dans les échanges, entretenue par les incertitudes persistantes sur l'issue du conflit entre l'Iran et l'Irak. A la veille du week-end, l'indice des industrielles, à nouveau en hausse, *s'est établi à 950,87* contre 940,10 le 26 septembre.

De toute évidence, les opérateurs ont été beaucoup plus sensibles à la baisse des prix de gros en septembre (— 0,2 %), survenant pour la première fois depuis février 1976, et à la diminution du chômage le même mois, qu'à l'escalade des taux d'intérêt avec le « prime rate » bancaire porté à 14 % par la Citibank. Pour les analystes, ces *statistiques* prouvent que l'économie américaine s'est engagée sur la voie de la reprise, et beaucoup, autour du Big Board, ont prêté une oreille attentive à ce diagnostic comme aux *déclarations de M. Paul Volcker*, président du FED, sur les réactions excessives des marchés financiers au récent gonflement de la masse monétaire.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Alcoa	72 5/8	71 1/8
A.T.T.	51 7/8	52 1/4
Boeing	39 1/4	40 3/8
Chase Man. Bank	40 5/8	41 1/2
Du P. de Nemours	45 1/2	45
Eastman Kodak	65 5/8	67 5/8
Exxon	70 1/4	73
Ford	28 1/4	27 5/8
General Electric	53 5/8	53 3/4
General Foods	30 5/8	30 1/4
General Motors	53	53
Goodyear	16 1/8	15 7/8
I.B.M.	64 7/8	66 1/8
I.T.T.	30 3/4	31 7/8
Kennecott	31 5/8	29 3/4
Mobil Oil	70 3/8	72 5/8
Pfizer	46	47
Schlumberger	143 1/4	149 7/8
Texaco	36 1/4	36 1/4
U.A.L. Inc.	19 3/8	18 1/2
Union Carbide	45 7/8	46 1/8
U.S. Steel	21 1/4	22
Westinghouse	25 1/2	27
Xerox Corp.	65	69 7/8

LONDRES
Irrégulier

Le marché a évolué de façon assez irrégulière, ces derniers jours, se montrant néanmoins plus résistant que la semaine passée.

Sans la poursuite du conflit irano-irakien, et la publication d'assez mauvais résultats par plusieurs grosses entreprises, notamment G.K.N., il aurait probablement regagné un peu de terrain. Une reprise s'était même produite ; mais l'espoir à *nouveau déçu* d'une réduction du taux de l'escompte l'a fait avorter.

Les rumeurs selon lesquelles certains pays producteurs de pétrole s'apprêtaient à augmenter leur production pour compenser les pertes occasionnées par le conflit entre l'Irak et l'Iran ont provoqué des prises de bénéfices sur les valeurs intéressées, initialement en hausse, sur la crainte d'une suspension des *livraisons de brut en provenance des* Etats du Golfe.

L'indice « F.T. » du 3 octobre : industrielles, 479,3 contre 481 ; mines d'or, 509,5 contre 409,8 ; Fonds d'Etat, 70,76 contre 70,20.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Bowater	173	166
Brit. Petroleum	386	404
Charter	268	266
Courtaulds	58	58
De Beers *	12	11 3/4
Free State Geduld*	87,50	89 3/4
Gt Univ. Stores	462	458
Imp. Chemical	350	340
Shell	424	420
Vickers	128	138
War Loan	32 1/2	33 1/4

(*) En dollars.

TOKYO
Encore plus haut

Confiant dans une reprise de l'activité économique à très court terme, le marché a repris son mouvement ascendant pour dépasser à nouveau ses plus hauts niveaux historiques. Il a été aidé en cela par des achats étrangers nourris.

Une intense activité a régné et 2 555 millions de titres ont changé de mains.

Indices du 3 octobre : Nikkei Dow Jones, 7 142,24 (contre 7 015,16) ; indice général, 493,09 (contre 485,49).

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
Canon	698	720
Fuji Bank	418	418
Honda Motors	516	519
Matsushita Electric	735	846
Mitsubishi Heavy	202	211
Sony Corp	3 190	
Toyota Motors	761	

FRANCFORT
Redressement

Assez paradoxalement, le marché s'est redressé cette semaine, faisant l'impasse sur les mauvaises nouvelles : hausse des taux d'intérêt outre-Atlantique, conflit irano-irakien, chômage technique chez Bayer et Conti Gummi, baisse des bénéfices de Hoechst. Cette hausse, d'origine technique, aurait été nourrie, d'autre part, par des achats étrangers. Fermeté des automobiles et de la construction mécanique.

Indice de la Commerzbank : 730,90 contre 727,70.

	Cours 26 sept.	Cours 3 oct.
A.E.G.	83	84,50
B.A.S.F.	129,50	131,70
Bayer	112	113,30
Commerzbank	162	161,90
Hoechst	110,20	112,80
Mannesman	124,70	128
Siemens	274,50	277
Volkswagen	168,50	174

INVERSION DES FLUX

Dans les années d'après guerre, *une invasion étrangère* vint coloniser la biscuiterie française, trop émiettée : le géant américain Nabisco prenait le contrôle de Gondolo, puis de *Belin* ; Pillbury s'emparait de Gringoire-Grégoire et Brossard, General-Mills mettait la *main* sur la Biscuiterie Nantaise BN, et Lu-Brun échappait de peu à l'anglais United Biscuits, tandis que l'Alsacienne de Biscuits tombait dans le giron de la Générale de Biscuits belge.

Aujourd'hui, le phénomène inverse se produit. La Générale Biscuit, nouveau *grand* français constitué en quatorze ans à partir de trente entreprises, avec onze mille personnes en Europe, trente-deux usines dans sept pays, plus de *3 milliards* de francs de chiffre d'affaires, traverse l'Atlantique pour racheter *une de ses filiales* au géant américain Quaker Oats (trente-deux mille personnes et 10 milliards de francs de chiffre d'affaires). Cette filiale, Burry-Lu, dont la Générale Biscuit détiendra 78 %, produira 50 000 tonnes *de biscuits* avec mille personnes et un chiffre d'affaires de 70 millions de dollars (300 millions de francs). C'est le groupe français qui apportera le savoir-faire technique et commercial : belle revanche...

F. R.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	29 sept.	30 sept.	1er oct.	2 oct.	3 oct.
Terme....	185 812 835	169 242 820	158 169 993	187 798 908	250 145 018
Compt....					
R. et obl.	211 096 011	855 874 795	301 079 614	323 429 656	231 925 424
Actions	79 418 476	72 256 792	90 043 762	126 844 410	101 513 076
Total....	476 327 322	1 097 374 407	549 293 369	638 072 974	583 583 518

INDICES QUOTIDIENS INSEE (base 100 28 décembre 1979)

Franç...	110,4	110	110,8	111,7	112,3
Etrang..	119,4	*118,4*	*120,5*	*120,7*	*120,9*

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
(base 100, 28 décembre 1979)

Tendance.	115,6	115,4	116,1	116,9	117,6

(base 100, 29 décembre 1961)

Ind. gén...	110,8	110,6	111	111,9	113,1

LES AGENTS DE CHANGE FONT LEUR PROMOTION

Après avoir développé la promotion de la Bourse, de son utilité et de ses mécanismes, dans une galerie des visiteurs *située à l'intérieur même du* palais Brongniart à Paris, les agents de change vont assurer leur propre promotion dans les locaux mêmes de leur chambre syndicale, 4, place de la Bourse, dans la capitale. Le bureau d'accueil créé l'an dernier y reçoit les visiteurs de 10 heures à 19 heures et leur offrira une *série de services : une documentation* écrite, la faculté de s'entretenir avec un agent de change et, grande nouveauté, une série de programmes audio-visuels.

Ces programmes sont au nombre de huit, avec les thèmes suivants : l'agent de change ; pourquoi investir en Bourse ? ; la rentabilité d'un placement en actions ; votre portefeuille, compte libre ou compte géré ; la fiscalité du placement boursier ; le fonds commun de placement ; le compte d'épargne à long terme ; le club d'investissement. Le visiteur pourra choisir lui-même son programme sur un matériel ultra-moderne (magnétoscope et programmateur), d'origine japonaise (lui aussi !) : en France, cela n'existe pas encore...

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *M. Jean Lobry*, cinquante-huit ans, administrateur civil, ancien directeur du Service économique informatique et relations publiques (SIRP), une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, a été inculpé, vendredi 3 octobre, par M. Edouard Michat, juge d'instruction à Paris de « faux en écriture de commerce et usage ». On reproche à M. Lobry d'avoir gonflé des factures et d'avoir par ce moyen détourné plusieurs millions de francs en huit ans (*le Monde* daté 24-25 août). L'enquête menée par la neuvième section de la brigade financière de la P.J. a permis d'établir que les malversations étaient commises par l'intermédiaire de plusieurs sociétés qui éditaient diverses publications pour le compte de la Caisse des dépôts.

Le numéro du « Monde » daté 4 octobre 1980 a été tiré à *563 491 exemplaires.*

EUROPA

Au sommaire du supplément publié dans *Le Monde* de lundi (daté 7 octobre)

— Un article d'Edward Heath, ancien premier ministre de Grande-Bretagne ;
— Une interview d'Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine ;
— Un article de Paul Fabra sur les rapports du Fonds monétaire et du tiers-monde ;
— Un reportage de Jacqueline Grapin sur les Indiens des Etats-Unis et l'uranium.

Ce supplément est préparé en collaboration avec *la Stampa, The Times* et *Die Welt.*

A B C D E F G

APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. KIRKLAND

« Des relations « de facto » existent désormais entre la C.F.D.T. et l'A.F.L.-C.I.O. »

déclare à Washington M. Michel Rolant

De notre correspondant

Washington. — Pour la première fois, un dirigeant de la C.F.D.T. a été officiellement reçu, le jeudi 2 octobre, au siège de l'A.F.L.-C.I.O., à Washington. M. Michel Rolant, secrétaire confédéral du syndicat français, s'est entretenu pendant une heure et demie avec M. Kirkland, président de la centrale américaine. A sa sortie, il nous a déclaré : *« Des relations* de facto *existent désormais entre nos deux organisations, et il y a de bonnes chances qu'elles s'améliorent. »*

M. Rolant vient de passer trois semaines aux Etats-Unis. Il était chargé, par le Conseil économique et social, de rédiger un rapport sur *l'évolution de l'économie américaine* et ses conséquences sur l'économie française. A ce titre, il a rencontré divers spécialistes, banquiers, patrons et syndicalistes. Cela ne l'a pas empêché de consacrer, comme prévu, une partie de son voyage à l' *« établissement de nouveaux rapports entre syndicats français et américains »*.

Les propos de M. Kirkland — « patron » d'une centrale de treize millions six cent mille adhérents qui s'était longtemps distinguée par son conservatisme et son anticommunisme — ont surpris le dirigeant syndical français par leur nouveauté. L'A.F.L.-C.I.O., a expliqué son président, est sortie de ses prérogatives habituelles pour intervenir, comme elle ne l'avait jamais fait, dans la vie économique américaine. Non seulement elle veut être associée à la direction des entreprises et discuter des politiques d'investissements, mais elle appartient depuis un an à un comité tripartite national, avec le gouvernement et le patronat, pour dire son mot dans toutes les grandes *décisions. Mieux : elle est prête* à débloquer ses fonds de pension, qui représentent la somme fabuleuse de 600 milliards de dollards (2 500 milliards de francs) pour relancer des entreprises.

Mais ce sont les propos de M. Kirkland sur la Pologne qui ont le plus impressionné son interlocuteur. L'A.F.L.-C.I.O. craint que le mouvement de ces dernières semaines ne puisse survivre. Elle pense néanmoins qu'il faut le soutenir *(« l'avenir du monde en dépend »)* et se déclare prête à modifier sa vision des pays communistes si les syndicats libres polonais parvenaient à imposer leur existence. M. Kirkland a dit au dirigeant de la C.F.D.T. (qui a noté mot à mot) : *« Nous ne nous préoccupons pas de savoir qui possède les moyens de production dans les pays de l'Est, ce qui compte pour nous, c'est l'existence de syndicats libres et autonomes avec lesquels nous sommes prêts à entrer en contact. »* Remarque inattendue : *« Une intervention des travailleurs dans la répartition des ressources serait favorable à la détente internationale parce qu'elle contribuerait à affecter moins d'argent aux armements. »*

M. Rolant voit dans ces propos *« une évolution extrêmement positive et importante du syndicalisme américain »*, qui voudrait *« revenir sur la scène internationale sur des bases beaucoup moins idéologiques que par le passé »*.

Naturellement, a dit en substance M. Kirkland à son hôte, il ne s'agit pas d'un retournement d'alliances. Nous avons de bons rapports avec Force ouvrière et nous les maintiendrons. M. Rolant lui a répondu : *« Nous ne vous demandons pas de nous soutenir comme vous soutenez F.O., mais de reconnaître que nous existons. L'A.F.L.-C.I.O et la C.F.D.T. ont intérêt à établir des rapports de coopération face aux multinationales et aux politiques de chômage et d'inflation de nos Etats respectifs. »* Cela n'empêchera pas M. Kirkland de continuer à mobiliser toutes les ressources de son énorme centrale pour soutenir la campagne de M. Carter...

ROBERT SOLÉ.

● *M. Georges Séguy à la F.S.M. : silence sur les syndicats libres en pays socialistes.* — M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a estimé, vendredi 3 septembre à Moscou, en intervenant à la trente et unième session du conseil général de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), que les problèmes des syndicats dans le monde sont ceux de la crise du capitalisme, des multinationales et de la course aux armements. Le dirigeant cégétiste n'a pas évoqué la question des syndicats en pays socialistes mais il a fait allusion à un certain vieillissement de la F.S.M., souhaitant qu'elle *« retrouve une seconde jeunesse lors de son prochain dixième congrès »*.

MANUFRANCE ET LA « FILIÈRE » SUISSE

M. Dumas demande un engagement de vente ferme des actifs de l'ancienne société

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La solution suisse pour sauver Manufrance est bloquée depuis vendredi 3 octobre à la suite de nouvelles exigences de M. Jean-Claude Dumas. Au cœur du problème, il y a cette juteuse affaire immobilière pouvant être réalisée sur quelque 8 hectares qu'occupait déjà il y a quarante ans, cours Fauriel, le siège social de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne. Il y a là de quoi construire trois à quatre mille appartements à un prix moyen de 500 000 F. Encore faut-il que le plan d'occupation des sols (POS) soit révisé. La municipalité de Saint-Etienne n'y est pas opposée à la condition que l'entité Manufrance soit préservée à Saint-Etienne. Mais pour le maire communiste, M. Joseph Sanguedolce, l'intérêt d'une telle opération immobilière n'est pas évident. Il y a actuellement plus de mille logements invendus à Saint-Etienne.

Outre l'accord de la municipalité, les investisseurs suisses doivent obtenir, s'ils veulent réaliser cette opération immobilière, de pouvoir acheter les actifs de Manufrance, et notamment les immeubles du cours Fauriel. Le contrat de location-gérance, passé entre l'ancienne société et la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.), ne prévoit qu'un droit de préemption pour la S.N.M. M. Bernard Tapie, le nouveau P.-D.G. de l'ancienne société, s'est engagé à respecter cette clause. Mais M. Jean-Claude Dumas, qui représente les intérêts suisses, lui *demande un engagement de vente* écrit, afin, dit-il, de protéger les garanties des personnes et des sociétés qui viendraient dans cette affaire. Il a proposé, pour ce faire, une réunion qui rassemblait les anciens actionnaires et ceux qui s'apprêtent à « sauver » Manufrance. Mais à Saint-Etienne, où M. Dumas bénéficiait d'un préjugé favorable, on se demande si sa dernière exigence n'est pas une manœuvre destinée à gagner du temps.

PAUL CHAPPEL.

Le centenaire de la fondation de Brazzaville

M. CHIRAC A REÇU UN ACCUEIL CHALEUREUX

(De notre envoyé spécial.)

Brazzaville. — A l'occasion des fêtes du centenaire de la fondation de la capitale du Congo, M. Jacques Chirac a déclaré vendredi 3 octobre : *« La France a vocation de proposer une grande action pour les pays en voie de développement dans un esprit analogue à celui du plan Marshall. La politique africaine de la France doit occuper une place éminente dans sa politique étrangère. Elle doit être plus active et doit s'amplifier. Le moment est actuellement propice pour que la France agisse dans ce sens. C'est également une préoccupation du gouvernement et du président de la République française. »*

L'allusion au président de la République française, inhabituelle dans la bouche du chef du R.P.R., s'explique par le fait qu'il se trouve à l'étranger et aussi par la participation active de l'ambassadeur de France à l'accueil chaleureux qui lui a été réservé. Le maire de Paris a relevé les signes appuyés de sympathie, non seulement à l'égard de sa personne, mais surtout à l'égard de la France et du gaullisme.

Les Congolais ont invité tous les anciens représentants du régime colonial à participer aux cérémonies. M. Chirac devait être reçu ce samedi par le président Sassou N'Guesso.

ANDRÉ PASSERON.

RADIO - VERTE - FESSENHEIM A ÉMIS DE NOUVEAU VENDREDI 3 OCTOBRE

Radio Verte Fessenheim, a émis de nouveau, le vendredi soir 3 octobre, conformément à ce qui avait été annoncé au cours de la conférence de presse organisée par les animateurs de la plus ancienne radio libre française, quelques heures après les six perquisitions effectuées, le jeudi 2 octobre à 6 h 30, par le service régional de police judiciaire de Strasbourg du nord au sud de l'Alsace.

Agissant sur commission rogatoire, les enquêteurs ont saisi un important matériel (magnétophones, table de mixage, cassettes enregistrées) sans toutefois trouver un seul des quelque vingt émetteurs dont dispose R.V.F. Les personnes concernées ont été conduites dans les locaux de la police pour interrogatoire. L'une d'elles, habitant Munster (Haut-Rhin), a été rapidement mise hors de cause : elle n'avait d'autre lien avec les « verts » que d'avoir assisté en spectateur à la Fête du Soleil, le 2 mai dernier à Lutterbach, au cours de laquelle R.V.F. avait émis en direct et en public pendant plusieurs heures.

Pour M. Germain Sengelin, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Mulhouse, qui a *demandé aux enquêteurs* de remettre les animateurs de R.V.F. en liberté, dès la fin de la matinée, ceux-ci sont bien des « délinquants », mais il précise qu' *« on ne peut pas les assimiler à des délinquants ordinaires d'autant que la situation du code en la matière apparaît mouvante »*.

Les personnes interpellées seront-elles inculpées ? *« Oui, si la législation reste telle quelle »*, convient le magistrat, mais elles peuvent également bénéficier d'une loi d'amnistie analogue à celle qui avait été accordée le 28 juillet 1978.

Grâce à ses émetteurs mobiles, Radio-Verte-Fessenheim « couvre » toute l'Alsace, une partie du Pays de Bade (R.F.A.) et le nord-ouest de la Suisse, au rythme de deux émissions par semaine, le vendredi soir et le dimanche en fin de matinée. Sa deux cent soixante seizième émission a donc eu normalement lieu, même si elle a été partiellement brouillée par les services de T.D.F.

BERNARD LEDERER.

Dans les P.T.T.

APPELS PARALLÈLES C.G.T. ET C.F.D.T. POUR UNE GRÈVE NATIONALE LE 15 OCTOBRE

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. ont décidé de lancer un appel — séparé — aux quelque quatre cent soixante mille agents pour une grève nationale, le 15 octobre. Les deux organisations n'ont pas réussi, au cours de deux réunions, à se mettre d'accord sur la revendication salariale.

La C.F.D.T. fait valoir à ce propos que, compte tenu d'une *« formulation différente »* de la revendication relative au pouvoir d'achat, ces appels restent *« parallèles »*, tandis que d'autres revendications, telles celles sur les classifications, la durée et les conditions de travail, l'emploi et les garanties statutaires, sont communes. Mais les cédétistes soulignent que *« cette décision commune sans appel commun »* montre la possibilité d'aboutir à une *« action unitaire sans unité syndicale »*.

La C.G.T. regrette de son côté qu'il n'y ait pas eu accord au niveau de la totalité de la *« plate-forme revendicative »*, sur laquelle elle avait mobilisé ses militants au cours de trois journées d'action, les 22, 23 et 24 septembre. La C.G.T. ajoute : *« En abandonnant le pouvoir d'achat, la C.F.D.T. prend la responsabilité de donner quitus à la politique du pouvoir et de léser le personnel d'une lutte unie sur l'ensemble de ses préoccupations. »*

En Belgique

VIVE TENSION AU SEIN DU GOUVERNEMENT A PROPOS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Après une semaine ininterrompue de discussions serrées, le premier ministre belge tentait samedi 4 octobre une dernière opération de survie, probablement à *la demande du roi qui l'avait longuement reçu la veille.*

Le fossé qui sépare les ministres libéraux de leurs collègues socialistes et sociaux-chrétiens n'a cessé de s'élargir pendant tout ce débat. Le désaccord porte sur l'assainissement de la sécurité sociale, où le déficit pour 1981 atteindra 34 milliards (4 500 millions de francs français). Les libéraux veulent davantage d'économies tandis que l'aile progressiste du cabinet s'oppose à toute mesure qualifiée de « régression sociale ».

TROIS JOURNALISTES FRANÇAIS ARRÊTÉS AU KHOUZISTAN ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Téhéran *(A.F.P.)*. — Trois journalistes français qui avaient été arrêtés dimanche par les autorités iraniennes dans la province du Khouzistan, où ils avaient pénétré à partir de l'Irak, ont été libérés ce samedi 4 octobre à Téhéran.

Il s'agit d'Alexandre Fronty d'Europe numéro 1, de Gérard Beaufils (R.T.L.) et de François Luizet *(France-soir)*.

● *Henri Amouroux*, codirecteur du journal *Rhône-Alpes*, assurera tous les samedis, à partir du 4 octobre, une chronique sur France-Inter, à 8 h 15, en remplacement de Pierre Sainderichin, qui avait succédé il y a quelques mois à Michèle Cotta.

Le sort des forces d'intervention extérieure

Optimisme ou illusion ?

« La France doit être en mesure de faire face à toutes les menaces, quels que soient leur déroulement, leur localisation ou leur nature », a expliqué M. Valéry Giscard d'Estaing, lundi 29 septembre, aux parachutistes réunis à Caylus. *« C'est pourquoi la France a besoin de forces très mobiles et très disponibles, capables d'intervenir immédiatement pour préserver la paix et défendre ses intérêts là où ils seraient menacés »*, a-t-il conclu.

Du vœu, exprimé par le chef des armées, à la réalité militaire de la France, il y a un pas et, sans doute, le président de la République pèche-t-il, en la circonstance, par optimisme.

Certes, la 11[e] division parachutiste et la 9[e] division d'infanterie de marine, engagées depuis *1974 en maintes occasions* et sur maints théâtres, ont réussi à mener à bien des opérations qui, telle celle de Kolwezi en mai 1978, risquaient d'être militairement et diplomatiquement périlleuses. Pour autant, l'instabilité mondiale étant ce qu'elle est et ce qu'elle menace de devenir en s'aggravant chaque jour davantage, ces forces françaises d'intervention extérieure sont-elles à l'abri d'irréparables mésaventures ?

Pour l'instant, en Afrique, elles ont eu à connaître un adversaire insuffisamment aguerri et, souvent, dépassé par son propre armement. Bien renseignées, entraînées et équipées d'un matériel éprouvé de longue date, les unités françaises, dont une grande partie de leurs membres les plus jeunes a alors reçu le baptême du feu, ont emporté sur le terrain des victoires relativement faciles.

Dans cette région du monde, les grandes puissances ne s'affrontent pas encore directement. Les risques d'une escalade incontrôlée de la bataille vers son paroxysme, que représenterait l'éventualité d'un échange nucléaire, sont quasiment nuls.

Il en serait tout autrement ailleurs. A commencer par cette région du monde, le Golfe et l'océan Indien, riche en pétrole où, déjà, se dessinent, avec les combats irano-irakiens, les contours de ce qui pourrait devenir le conflit majeur de demain engageant les grandes puissances. Les belligérants potentiels y sont, la plupart du temps, équipés des derniers matériels les plus modernes et en quantité impressionnante.

Quelle efficacité aurait, dans cette hypothèse, la légèreté, la rusticité ou la modestie des armements dont sont, aujourd'hui, dotées les forces françaises ? Malgré le savoir-faire des hommes, le rapport des forces est, aussi, une réalité militaire dans ces guerres modernes, grandes consommatrices de matériels.

Des officiers de la 11[e] division parachutiste en sont conscients. Selon eux, il faut « durcir » ou « muscler » — ce sont leurs termes — l'équipement de leurs unités. Paradoxalement, ce sont les hommes politiques qui paraissent conserver leurs illusions sur les capacités de cette division, accoutumés qu'ils ont été aux services déjà rendus par elle dans un passé proche.

JACQUES ISNARD.

ELEMENTS EN VRAI BOIS
Avec nos ensembles (en latté) toutes les combinaisons sont possibles : rangement, armoires-lits, bibliothèques droites ou décalées, secrétaires, alcôves. Style ou contemporain, toutes essences.
CAPÉLOU 37, AV. DE LA REPUBLIQUE ■ PARIS XI
Métro Parmentier ■ Parking assuré
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.55

BÈGUES
Depuis 1938, des milliers de personnes ont bénéficié des découvertes décisives d'un ANCIEN BEGUE. Informez-vous de suite.
Pr M. BAUDET
185, bd Wilson. 33200 Bordeaux




LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...
LE CHARME SUBLIME DES IMPRIMÉS D'HIVER DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE
LE COIN DES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES
LE CLUB CHIC DES LAINAGES, TWEEDS, DRAPS, RÉVERSIBLES, ÉCOSSAIS, CACHEMIRES, MOHAIRS
LA FAMEUSE BOUTIQUE DES SOIERIES, DENTELLES, LAMÉS, TISSUS BRODÉS ET BROCHÉS
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

هكذا من الأصل

L'insémination artificielle avec donneur PAGE IV

Particuliers contre particules au pays de Gex PAGE XIV

La décennie des féministes PAGE XIX

SUPPLEMENT AU NUMERO 11098. NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT — DIMANCHE 5 OCTOBRE 1980

Le Monde

DIMANCHE

Le centenaire la fondation de Brazzaville

M. CHIRAC A REÇU UN ACCUEIL CHALEUREUX

ervention extérieure

u illusion ?



TARDI

LE SANG

par HWANG SOG-YONG

La Corée du Sud connaît une étonnante vitalité littéraire. De *jeunes écrivains* tentent de traduire la réalité sociale d'un pays meurtri, atteint de plein fouet par les bouleversements *économiques et les tensions politiques internationales.*

Hwang Sog-Yong, trente-sept ans, est l'un d'eux. Originaire de la province de Cholla, qui a été le théâtre d'une insurrection armée en mai dernier, il met en scène, comme dans cette nouvelle écrite en 1972, les déracinés, les sous-prolétaires. Des êtres frustes mais animés par une volonté viscérale de croire à la vie.

CINQ mois après ma démobilisation, j'ai quitté le pays natal pour monter à Séoul. Mon frère aîné vit à la campagne avec notre mère ; en comptant le petit à la mamelle, il a six gosses. Vous direz *que c'est déjà* pas mal ? Mon frère, c'est la crème des hommes ; *s'il n'y avait* que des gens comme lui, on pourrait fermer les tribunaux. Il n'a jamais rien appris dans sa vie en dehors du travail qu'il faut faire d'après les saisons. Comme il n'a pas de terres à lui, il travaille sur celles de autres, et, avec sa petite famille, ça pose des problèmes. C'est pour ça qu'à mon retour de l'armée, où *j'en avais vu des vertes et des pas mûres* — je suis même allé me battre à l'étranger, — je n'ai pas voulu rester chez lui à me faire nourrir sans rien foutre. Peur être franc, je ne me voyais pas travailler la terre. Pourquoi voudriez-vous qu'un type comme moi reste à moisir dans un coin perdu de campagne ? Comme je vous ai dit, j'en ai vu de toutes les *sortes*. J'étais bien décidé à me débrouiller ; je voulais réussir aussi bien que les autres pour faire vivre ma famille à l'aise. Ça, c'était l'automne *dernier*. J'étais à peine arrivé à la gare de Séoul que j'ai commencé à déchanter : pour toute fortune j'avais en poche 3 000 wõns (1) que *j'avais péniblement* rassemblés. Même pas où crécher ! Après avoir cherché au *hasard*, j'ai décidé de loger, ce qui n'est pas rose, dans un refuge pour *travailleurs en attendant* mieux. A ce moment-là, je n'imaginais pas ce que ça *représente de* passer l'hiver dans une ville.

Pendant un mois, je suis resté au refuge des ouvriers, à Kalwoldong, à 40 wõns par jour. Dans une sorte de dépôt, on a fait des cloisons avec des planches ; on a mis des tatamis sur le sol de ciment, et, dans chaque piaule, il y a une vingtaine de gars qui dorment les pieds les uns contre les autres. Pour toute *literie, chacun a tout juste* la moitié d'une couverture militaire. *Il n'y a même pas de fenêtres*, et il fait si sombre qu'il faut allumer les lampes même le matin.

La plupart des pensionnaires étaient des journaliers ; il y en avait de toutes les sortes, de dix-huit à presque soixante ans. Ils commençaient à radiner vers 9 heures du soir, et, à 8 heures du matin, les gardiens mettaient *tout* le monde dehors. Tous les soirs, dans chaque chambrée, on *se mettait* à boire des alcools à bon marché ; c'était presque tou*jours la foire, on se bagarrait*, si bien qu'il fallait attendre le matin pour *entendre les gars* ronfler. Dès qu'on approchait des portes, on sentait une odeur dégoûtante de chair humaine malpropre. A voir les gars se promener dans les couloirs avec leurs slips et leurs maillots de *corps* tout jaunes de crasse, parce qu'ils ne les lavaient pas, on *avait l'impression* de pénétrer dans une étable. Dans un coin perdu d'une campagne misérable, cela aurait peut-être paru moins drôle, mais c'était à dix pas d'une *rue* où des gens bien passaient tous les matins, habillés comme des princes. La *première* nuit, je me suis fait faucher tout ce que j'avais : quelqu'un avait dû se servir pendant que je dormais. A côté de moi, il y avait un *marchand* ambulant d'une quarantaine d'années et Kidong, un garçon de mon âge : en moins de quatre jours, on est devenu comme des frères.

Sur le conseil de Kidong, je me levais à 4 h. 30 pour aller sur un chantier où on construisait un immeuble, et je me suis proposé comme manœuvre. Il y avait un contremaître qui embauchait les gars et fixait la paie d'après la tête des clients. Le travail consistait à transporter du *sable et du gravier dans des* hottes, et à le monter sur des *échafaudages* ; pour *moi qui ai* grandi en portant du fumier et des fardeaux de bois, c'était supportable. Le malheur, c'était qu'il n'était pas possible de se faire embaucher tous les jours : les types de notre genre, c'est pas ça qui manque ; et, dès qu'on arrivait un peu en retard, ce jour-là on était bredouille. Il ne restait plus qu'à revenir au refuge et à attendre les contremaîtres qui venaient parfois *embaucher des manœuvres, ou* bien on allait au marché central *et on attendait que quelqu'un* nous demande de transporter des légumes ou autre chose.

Heureusement, un jour, Kidong est arrivé en disant qu'il avait trouvé du travail : un nouveau riche faisait construire un palais en banlieue et, d'après Kidong, il fallait cinq manœuvres. Le jour même, nous avons quitté le refuge ; nous sommes *restés à peu près un mois sur* le chantier. Le travail n'était pas trop dur et assez bien payé. Mais, parce qu'il se la coulait douce, cet imbécile de Kidong s'était mis à faucher des sacs de ciment ; ça nous a valu de nous retrouver sur le pavé et de recommencer à vivre au jour le jour. *Un peu plus tard*, c'est la neige qui s'est mise à tomber, et le temps est devenu glacial. Impossible de coucher dehors, de se passer de manger en buvant un peu d'eau ; avec le ventre vide, en hiver, dans ces cas-là, on est bon pour crever de froid. Et, avec le froid, le travail devenait de plus en plus rare. Un jour, ça faisait cinq jours exactement qu'on créchait dans un magasin en construction, avec des sacs à riz comme couvertures, Kidong s'est mis à parler *tout seul*.

« *Je crois qu'il va falloir aller planter l'aiguille.* »

Tout d'abord, je me suis demandé de quoi il parlait.

« *Dis donc !* m'a-t-il demandé, *tu n'as pas envie de gagner mille balles ? Mille balles en une demi-heure !* »

A cette histoire à dormir debout, j'ai cru que c'était une blague ; d'un autre côté, comme je savais que c'était un vieux *routier des bas-fonds de* Séoul, j'avais un certain espoir.

« *Ça !... Je veux parler de ça !* » me dit-il en fermant et ouvrant la main à plusieurs reprises.

Comme un appât

Pour finir, j'ai compris qu'il s'agissait d'aller vendre son sang à l'hôpital : se vendre pour pouvoir manger ! Un moment, je me suis demandé où j'allais en arriver à force de démolir ma vie par morceaux ; être réduit à mendier, à coucher dehors, alors que j'étais venu à Séoul pour vivre ! Ça m'a empêché d'accepter *du premier coup*, mais je n'avais pas d'autre solution. La neige *tombait à gros flocons* ; nous sommes partis vers le pont de Yomch'on.

Après un examen pour savoir si on était un sujet convenable, on a reçu un ticket et on a attendu ; avec Kidong, on en a profité pour aller boire de l'eau au robinet ; on a bu à en perdre haleine. Avec un peu de chance, au lieu du sang, c'est peut-être l'eau qui *sortirait !...* Je *suis* comme tout le monde ; tout en me disant que j'avais la vie bien accrochée, quand je me suis retrouvé sur le lit de fer avec l'aiguille dans le bras, je n'étais pas fier. J'avais l'impression que ma vie *s'en allait goutte* à goutte ; je me sentais exploité.

« *Agitez vos doigts* », me dit l'infirmière.

Tout en m'exécutant, je regardais les bulles de mon sang qui remplissaient le flacon. J'étais en train de penser à l'eau du robinet, *aux nouilles, aux soupes de* riz, aux petits pains avec de la pâte de haricots, aux navets, aux gâteaux de riz, au lait de ma mère... à la sueur qui me restait, au sperme accumulé depuis dix jours, aux larmes retenues sur le pont de Yomch'on..., quand l'infirmière a retiré l'aiguille.

« *Cela fait 380 cm3. Prenez cette carte. Au suivant...* »

C'était *peut-être* l'effet des idées que je me faisais, mais, une fois dans le *couloir*, j'ai eu l'impression de tituber ; mes jambes n'obéissaient plus, comme si j'étais saoul. On m'a donné deux petits pains, que j'ai avalés sans en savoir le goût, et deux billets de 500 wons ; et je suis sorti de l'hôpital. Je ne me souviens guère de cette première expérience, à part les deux billets tout neufs. Je me rappelle quand même ce *qu'a dit* Kidong *quand on a* été dans le passage souterrain de la *gare de Séoul*.

« *Vendre son sang, c'est comme aller au bordel. On y va quand on en sent le besoin ; quand on en revient, on regrette. Si un travailleur y prend goût, c'est un type fini : il n'a plus le courage de se casser le cul !... Viens, on va se payer un chien ; à moins que tu préfères qu'on se saoule la gueule ?* »

Mais pour finir, on a déposé l'argent à la gargote où on pourrait *manger une semaine*. Après ça, on s'est senti plus libres, presque certains du lendemain, avec un peu de chance on allait faire fortune !

L'aiguille, c'est comme un appât : après une première *expérience*, ça *devient moins* difficile ; la deuxième *fois*, c'était à peine dix jours plus tard. Comme c'est impossible de faire une nouvelle prise de sang avant la fin de la période de sécurité, on a dû aller dans un autre *hôpital. C'est ce jour-là que j'ai* fait la connaissance d'un gars surnommé Le Taon — il avait aussi le surnom de La Pie, — qui trafiquait dans le marché central depuis l'âge de neuf ans. Pour tout dire, il mène une vie encore plus horrible que la nôtre *et il ne fait pas* de sentiment ! Dès qu'il voit des gars traîner *autour de l'hôpital*, des types faits pour devenir des habitués de l'aiguille, il ne les lâche plus ; il prend sa commission, et celui qui refuserait de payer après avoir été présenté, il a intérêt à ne plus remettre les pieds sur la place de la Gare. A côté de ce type-là, nous, on est des gamins.

Puisque j'avais trouvé La Pie, *j'ai recommencé* une troisième fois. Après ça, j'ai eu l'impression que tous les muscles de mon corps s'étaient ramollis ; j'avais froid aux mains et aux pieds, j'avais des sueurs froides, ma vue s'était affaiblie. Quand je me relevais après être resté un moment assis, j'avais des vertiges et des bourdonnements dans les oreilles. En fin de compte, avant-hier, je *suis* tombé dans les pommes.

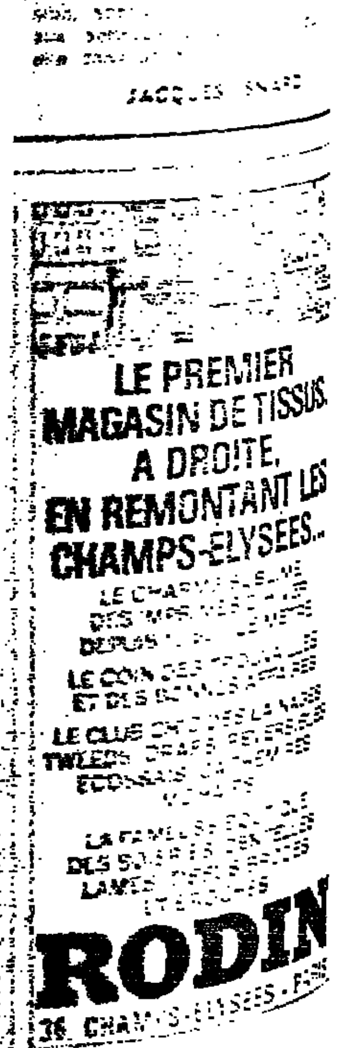
La veille *de ma syncope*, le matin, Kidong est allé au *travail* : je *ne* l'ai *pas revu* ; il a dû partir pour une autre ville, à moins qu'il ait trouvé une place comme gardien ou balayeur. *Si j'en avais eu* l'occasion, moi aussi, je me serais sauvé sans rien dire. Je ne pouvais plus aller sur les chantiers ni porter des fardeaux : j'avais des symptômes prononcés d'anémie pernicieuse ; quand je me suis retrouvé tout seul, j'ai eu encore plus peur. J'ai eu une envie folle de me soûler *comme* ça ne m'était pas arrivé depuis longtemps ; l'avenir, je *m'en fou*tais. Alors, je suis allé trouver *La Pie* au billard de Todong ; en voyant ma mine il a secoué la tête.

« *Je veux bien parler pour toi*, m'a-t-il dit, *mais toi, tu es déjà marqué par l'aiguille, mon gars ! Où veux-tu en venir ? Je ne veux quand même pas te faire claquer !* »

Je lui ai demandé de parler pour moi une dernière fois. Il a réfléchi un moment.

(Lire la suite page XX.)

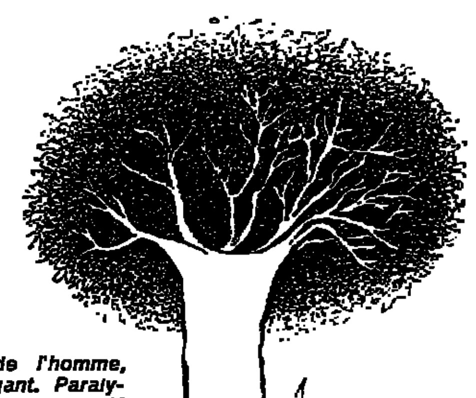
(1) *100 wons = 0,87 F.*



COURRIER

Parti pris

Réalisme



SELCUK

Les droits de l'homme, c'est rapé. Fatigant. Paralysant pour qui est assoiffé d'action, féru d'efficacité. Si une police ne peut pas réprimer tranquille, une justice donner le coup de pouce qui assure discrètement le maintien d'un certain ordre, si on ne peut plus assommer tranquille, tuer les idées en tuant les hommes, torturer avec une conscience sans rides, comment gouverner, comment agir, comment combattre ? A nous les vieilles formules sur les omelettes qu'on ne peut faire sans casser d'œufs, sur les méfaits de l'utilisation guerrière des enfants de chœur (ils ont d'ailleurs presque disparu et l'image va perdre de sa vigueur auprès des jeunes générations) !

Les droits de l'homme sont à usage externe. Et encore, dans des zones géographiquement limitées : l'est de l'Europe et le sud-est de l'Asie. Ailleurs, que ne laisse-t-on les gens à poigne lutter contre le péril rouge au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues ?

Le vieux discours du réalisme musclé, que personne, ou presque, n'osait plus tenir ouvertement, réapparaît aujourd'hui. Parce que tant d'années d'exhortations sur les droits de l'homme, d'appels à les défendre aux quatre coins du monde avec plus ou moins de bonheur, avec plus ou moins d'éloquence, ne mobilisent plus beaucoup. Les trop longs combats engendrent la lassitude. Et celui-là, il a le défaut d'être éternel.

Les forts n'ont pas été toujours vaincus. Ne serait-il pas plus vivifiant de s'attaquer aux faibles ?

Certains le proposent, en termes plus ou moins voilés : solution simple, hautement virile à leurs yeux : remplacer les droits de l'homme par le culte de l'homme fort.

La recette est ancienne. Au-delà de quelques centaines de personnages, hier considérés comme folkloriques, et que l'on découvre aujourd'hui avec effroi, il est à craindre qu'elle tente bien des gens, jeunes ou non, qui n'ont rien à se mettre dans le cœur.

JEAN PLANCHAIS.

Macho

Nous sommes effectivement en pleine crise de mœurs, de morale et d'identité et personne n'y échappe. Il y a un certain malaise chez les « nouveaux hommes », mais un malaise précède toujours une explosion, car cette crise conduit inévitablement nos démocraties vers un affaiblissement général. D'ailleurs, n'avez-vous pas écrit dans vos colonnes, il y a peu de temps, que, d'après les renseignements donnés par le Pentagone, les Etats-Unis ne seraient plus en mesure de défendre leur territoire dans le cas d'agression extérieure ?

Démissions des hommes ? non ! démissions des gouvernements, car il suffit qu'un homme ait un peu d'autorité pour qu'il soit automatiquement cloué au pilori des machos, et la presse, la radio, la télévision, ne sont pas étrangères à cela.

Les hommes ont-ils donc peur des femmes ? moi pas, je suis un macho, fier de l'être et j'élève mes trois garçons dans ce sens... avec autorité.

Enfin ne vous étonnez pas s'il existe des Pinochet ou des Khomeiny, car l'étau se resserre autour des démocraties, des pays islamiques à l'Amérique latine, en passant par la Russie et la Corée du Sud, une grande offensive dictatoriale se développe. Il y a sûrement, en France comme ailleurs, un Khomeiny qui sommeille et le moment venu, pour les femmes en général et les féministes en particulier, plus dure sera la chute, car ce n'est pas nous les hommes qui en souffrirons le plus.

Je tiens cependant à vous dire combien j'y suis opposé et si, par malheur, la France devait se trouver entraînée par une dictature, d'où qu'elle vienne, n'en cherchez pas les causes, elles sont étalées au grand jour.

En tout état de cause, si les hommes sont actuellement à la recherche d'une nouvelle identité, ils la trouveront bien un jour. Espérons pour le bien de tous que ce sera dans le bon sens.

GEORGES CHENAVARD,
(Boulogne-sur-Seine.)

Chute des empires

L'ultime phase d'un féminisme exacerbé, accepté comme fatal souvent, aboutit à une « dévirilisation » pour le moins inquiétante, dans son conditionnement psychologique et social, et où tout historien honnête des civilisations du long passé (si l'histoire a encore un sens...) peut y retrouver la racine même de la chute des empires et sociétés pourrissants d'antan. Le prodigieux empire romain, n'ayant pu résister aux « barbares », est-ce que notre monde à nous, miné par ses idéologies de contraception et d'avortements à la chaîne, faisant planer l'idée d'un avenir de « vieux » rattachés vaille que vaille aux déchets pourrissants de nos villes, saurait contenir la poussée vigoureuse des peuples jeunes de rêves et de sève, qui ont tant de hâte à obtenir place au soleil, et qui ont pour eux non seulement le nombre qui s'enrichit à vue d'œil, mais cette force vierge, encore intacte du « caractère » qui conserve, par ses sources millénaires, les fruits d'une ascèse que les temps ont implantée et entrée toute vive dans la « seconde nature pascalienne » ?

Tandis que, chez nous, le moindre sacrifice (comme un moindre gain provenant du mauvais temps) prend aussitôt la couleur d'un désastre national, quand la force en « grandeur d'âme » (des beaux temps chrétiens) s'avère dans nos « démocraties avilies » (qu'en aurait donc pensé Montesquieu ?), de plus en plus un mythe (...). Puisse le réveil ne point être par trop brutal !

DOCTEUR FELIX LEON,
écrivain (Amsterdam).

Informatique en R.F.A.

Dans l'article que vous consacrez à la R.F.A. (« Envahissante informatique », 1er septembre), vous écrivez : *« La loi du 1er janvier 1978 sur la protection des données informatiques — la première du genre en Europe. »*

— La première loi relative au traitement automatisé des informations nominatives date d'octobre 1970 : c'est celle du Land de Hesse, en R.F.A. La première loi « nationale » est la loi suédoise de mai 1973.

— Les dispositions de la loi fédérale allemande s'appliquent principalement aux traitements automatisés, mais certaines d'entre elles valent également pour les traitements non automatisés (par exemple, la désignation de délégués à la protection des données au sein des entreprises : à partir de cinq salariés employés régulièrement pour les entreprises qui effectuent des traitements automatisés, à partir de vingt salariés employés régulièrement pour les entreprises qui effectuent des traitements non automatisés).

— Enfin, la loi du 27 janvier 1977 : certaines de ses dispositions sont entrées en vigueur le 1er juillet 1977, d'autres le 1er janvier 1978 ; d'autres encore le 1er janvier 1979.

Vous privilégiez les traitements intéressant la sécurité et l'ordre public. Or d'importantes dispositions concernent les droits des personnes à l'égard des traitements privés.

Enfin, les propositions de modification de la B.D.S.G., présentées par les propres parlementaires S.P.D. et F.D.P., ne se limitent pas, comme on pourrait le penser, à la lecture de votre article, aux traitements effectués par les services de police et de renseignements, mais préconisent l'introduction d'un droit à réparation, la suppression de la redevance exigée des personnes pour l'obtention de renseignements, un renforcement des instances de contrôle.

JEAN-PIERRE DUBOIS,
Saint-Germain-en-Laye.

Angélique

J'ai été profondément surprise et choquée de lire, dans *le Monde Dimanche* du 14 septembre, en conclusion de l'article de votre collaboratrice Joëlle Stolz : « Eternelle Angélique », la citation de Mme Golon, reproduite ci-après : « *Mes enfants appellent Angélique « ta mongolienne ». C'est la fille dont on a honte* », dit-elle, un peu amère d'avoir couvé un cygne « *visible seulement aux cœurs purs* », qui restera pour d'autres un vilain petit canard

Ce qui m'étonne et me navre est qu'un journal comme le vôtre puisse se faire, indirectement, l'écho d'une pareille énormité.

J'ai un fils mongolien dont je n'ai pas honte. Je suis fière, au contraire, de ses qualités de cœur et de son courage pour surmonter le plus possible son handicap.

Ce dont il faut avoir honte, c'est peut-être d'avoir un enfant dont « *le cœur n'est pas assez pur* » pour penser qu'une maman puisse avoir honte d'un enfant malchanceux génétiquement.

Mme BAJARD,
Paris.

[Le propos était malheureux. L'avoir rapporté l'était plus encore. C'est donc à nous qu'il appartient de présenter nos excuses et nos regrets. — J. S.]

Qu'est-ce qu'elle a ?

Qu'est-ce qu'elle a donc de particulier, le docteur Jeanne ? (*le Monde Dimanche*, 7 septembre 1980). Nous sommes des milliers à mal dormir quand nos malades nous posent des problèmes. Nous sommes des milliers à revenir chez nos malades ou leur téléphoner au milieu de la nuit (sans honoraires) pour prendre des nouvelles ou pour modifier un traitement, après réflexion. Cela fait partie de la routine du métier que nous avons choisi.

J'espère que vous consacrerez une chronique au balayeur qui a consciencieusement balayé le trottoir. Dans ses rapports avec son travail, il n'y a aucune différence de nature entre lui et le docteur Jeanne (ou nous autres, les milliers).

Quant à la « médecine lente », il faudrait tout de même finir par la démythifier.

Il y a des médecins qui travaillent (relativement) vite et bien et d'autres qui travaillent lentement... et mal. La rapidité ou la lenteur ne sont pas des critères de valeur pour un généraliste ; l'étendue des connaissances techniques, l'aptitude à l'écoute ou à la compassion sont autrement plus importantes.

Le « docteur Jeanne » se ridiculise en disant qu'il lui faut des heures ou des semaines pour soigner un mal de ventre (quel diagnostic !) ou avec son histoire d'hémorragie dont elle a eu la prémonition dans la nuit. Elle se rend odieuse aux yeux des médecins qui se sentent douloureusement impuissants devant leurs malades atteints de sclérose en plaques, en affirmant qu'elle en a guéri une.

DOCTEUR E. ADRIAN,
généraliste.

Croire

Dans *le Monde Dimanche* du 14 septembre, vous remarquez l'existence d'une jeunesse repue, qui s'ennuie. Mais il me semble que cet article est bien incomplet, en effet, vous n'expliquez ni pourquoi ni comment la guérir.

Pourquoi ?

Parce que nous n'avons pas de religion, parce que nous n'avons plus de rêve.

La première idée qui nous vient est certainement le communisme parce que ça a un aspect merveilleux et que tous les jeunes bien-pensants sont communistes : seulement combien le sont hors des paroles, combien accepteraient de vivre dans une société autre que capitaliste ?

Combien ont lu le Manifeste du parti ? Combien ont cherché à lire les grands philosophes (de toutes façons c'est bien trop difficile pour nous) ?...

Mais surtout combien, quand ils sont francs avec eux-mêmes (si ça leur arrive), sont encore communistes ?

C'est ceux-là qui se sont posé la question qui un jour abandonnent, qui finissent par s'en fcutre.

Il y en a qui se disent écologistes. Je veux bien, mais ce n'est pas une idéologie !

Et puis il y a Dieu, seulement pour nous il est trop tard car nous croyons en la science. Nous savons bien (peut-être à tort après tout) que la puissance surnaturelle qui régit le monde, c'est le cerveau des hommes.

Que reste-t-il donc ? Certains se jettent dans l'anarchie (néofascistes, punks...) parce qu'ils ne veulent pas être comme nous, mais la plupart sous un masque de maquillage extravagant (cf. dans la rue) sont plus désemparés que nous. D'autres se laissent endormir par la drogue, pour oublier l'ennui, pour pouvoir rêver.

Et puis il y a nous, nous qui ne sommes pas assez forts pour aller aux extrêmes et pas assez faibles pour nous piquer, ou encore nous qui ne sommes pas assez désabusés.

Nous sommes les indécis, les inquiets, ceux qui se sentent mal dans leur peau, car ils sont vides et qu'ils ont honte de l'être.

Ceux qui cherchent un but passionné et non une réussite sociale...

Alors au nom de ceux qui ont encore un espoir : en quoi, en qui pouvons-nous CROIRE ?

ISABELLE MIMOUNI,
(Paris.)

Le français trahi par le progrès

M Michel Debré a fait de l'avenir de la langue française l'un des thèmes majeurs de sa campagne présidentielle. Toute culture n'existant qu'en fonction d'un langage, c'est-à-dire d'un ensemble d'éléments permettant de communiquer, l'avenir de notre culture s'annonce assez sombre; nous l'allons montrer tout à l'heure...

D'ici à trente ou quarante ans, un seul petit centième de la planète usera de la langue française. Outre le fait que cela est dans la logique de l'histoire universelle (il n'est que de voyager pour entendre naître un galimatias américanoïaque qui nous promet de belles « conversations » à venir, à l'échelle planétaire !), il convient également de penser cette perspective en fonction d'un choix présent, lié au seul impératif économique... Peu importe le vin, pourvu qu'on ait l'ivresse...

D'où l'on déduit l'exemplaire rédaction du formulaire subséquent — trouvé conjoint à une calculatrice de poche (le tout acheté dans un supermarché) :

« Je fais des félicitations à votre achat sur notre neuf calculateur demi-scientifique.

« Votre calculateur opère en conjonation avec un huit digital d'exposition verte et une clef-planche de 28-clefs.

« Pour son grosseur, il a la capacité à calculer bien et la caractéristique pour la convenance à calculer que autre calculateurs contemporains.

« Entre beaucoup de la caractéristique modernes est ils la fonctions de mémoire indépendant, point décimal à flot, pourcentage et beaucoup de l'autre faire son problème de calculation bien à toute vitesse et simplicité.

« Horss la carectistiques modernes generales mentionnée au-dessus votre calculateur effectue non seulement calculations generales commerciales, mais encore les problems scientifiques, Y, compris commande de memoire, echange X et Y. »

Comprenne qui pourra. Mais le plus grave n'est certes pas que ce décryptage fasse rire aux larmes, mais bien plutôt qu'il nous force à questionner les conséquences d'une telle ineptie ; la notion de progrès étant indissociable d'une certaine démocratisation, les tenants de la culture pour tous ne manqueront pas de s'insurger contre un langage aussi férocement élitiste. Il n'est que de tenter de lire pour s'inquiéter de l'avenir d'une écriture qui semble, paradoxalement au fondement des lois économiques, et donc de l'expansion, basée sur une économie... des moyens.

Est-ce là les égards du langage informatique au service de l'humaine condition, dont on nous promet les merveilles ? Tout ce qui touche au grand public est-il donc systématiquement confié à l'incompétence ? On savait l'audio-visuel (des *mass media*) au pouvoir des plus médiocres, on savait les dictionnaires déficients (il paraît qu'ils se battent !), on savait les journaux minés de coquilles : aujourd'hui on possède des modes d'emploi interdisant l'usage ; la consommation se saborde !

La réalité dépasse l'affliction, et le français, trahi par les clercs, dégringole les gémonies.

FRANÇOIS BODDAERT,
(Directeur de la revue Obsidiane.)

L'an 2001

Une remarque infime sur la nouvelle « Les actinomorphes », publiée dans *le Monde Dimanche* (7 septembre).

L'année 1999 ne sera pas la « veille du vingt et unième siècle », car l'année 2000 ne sera pas la première dudit siècle, mais la dernière du vingtième.

Le premier siècle de notre ère couvre les années 1 à 100, le second les années 101 à 200, etc., le dix-neuvième les années 1801 à 1900 (comprise, hé oui ! M. Arthur Conte, le 1er janvier 1900 n'était pas le premier jour du vingtième siècle), et notre siècle a encore plus de vingt ans à vivre.

On a vu fleurir autour du 1er janvier 1980 bien des erreurs semblables dans la presse, y compris dans *le Monde*.

En revanche, Stanley Kubrick a fort justement choisi l'année 2001 pour situer son *Odyssée de l'espace* « à l'aube du vingt et unième siècle ».

Très cordialement.

A. MARCOUX
(Nairobi, Kenya).

Charbon

Dans *le Monde Dimanche* du 21 septembre, page VIII, « Reflets du monde », *Newsweek : anthrax* se traduit par *charbon*. C'est une maladie qui n'a rien à voir avec « les anthrax » ou avec « un anthrax » qui est un furoncle à plusieurs têtes, pour parler vulgairement. *Le charbon* est une maladie très grave dont une épidémie a en effet ravagé une région d'U.R.S.S. à partir d'une usine d'armes bactériologiques. Le vaccin anti-charbonneux est bien connu.

Dr JEAN-PAUL SCHOELLER,
(Paris).

VOUS et MOI

Maisons et palais

Certains mots ont des vertus magiques... Ainsi du mot « maison ».

Passe encore que l'on parle de la Maison des étudiants, de celle des « jeunes et de la culture » ou même de la Maison de la Lozère. N'offre-t-on pas un « foyer » aux travailleurs immigrés aux personnes âgées, aux militaires, bref à ceux qui n'en ont pas (encore que l'existence d'un « foyer de fonctionnaires » laisse songeur...).

Peu à peu cependant, s'est opéré un glissement subtil. Ce ne sont plus les personnes mais les objets, qui, désormais, ont leur « maison ». C'est ainsi que la Maison du linoléum (qui date un peu) côtoie dans le Bottin la Maison du plastique (plus récente) ou celle « du caoutchouc », « de la laine », sans parler de celle « du blanc » ou « de la chaussure ». Y a-t-il un déplacement de sens à partir de la femme traditionnellement « maîtresse de maison » ? Que dira-t-on alors de la Maison de la presse, de la Maison du magnétophone, de celle « de la radiologie » et — *up to date* — de la Maison de l'automation » ? N'avons-nous pas déjà celle « de la radio et télévision » et celle « de la chimie » ? Cependant que d'autres expressions disparaissent : ne voit-on pas moins de Maison de la jeune fille (honni soit qui mal y pense !) et davantage de Maison familiale.

Pourtant « maison » fait un peu ordinaire. On peut rêver à mieux. Ce n'est pas assez de « maison », il y faut du « palais ». Laissons le Palais des congrès pour recevoir les hôtes prestigieux, celui « des sports », qui s'adresse encore à des personnes, comme celui « de la ménagère », qui doit y être reine. Mais voici le Palais du vêtement, le Palais de la chemise, le Palais des parfums, le dernier-né le Palais de la moto. Tout le monde connaît dans sa ville le Palais de l'électricité et, à Paris, celui « de la découverte ». A quand le Palais de l'informatique qui a déjà son « salon » comme l'automobile, le meuble de bureau, et même la machine agricole, etc.

Certes, des glissements de sens se produisent à toute époque. La Maison de la dentelle existait dans la région du Puy à la fin du dix-neuvième siècle, et le terme de « salon » s'applique depuis Louis XIV aux expositions d'artistes vivants. Mais la tendance à la métaphore s'est beaucoup accentuée dans cette direction. On peut se demander pourquoi, alors que, dans certains cas, le terme d'office, plus justifié étymologiquement, n'est pas utilisé et paraîtrait déplacé. Il est ressenti comme froid et impersonnel, et tout se joue dans le ressenti. A l'opposé, la connotation de chaleur et d'intimité de « maison » valorise les objets, leur donne un cachet de confiance, d'authenticité (ne dit-on pas justement « une maison de confiance » ?). Des objets elle passe aux fonctions, qui relient les objets entre eux, comme dans le cas de la radiologie et de l'automation. Les infirmités elles-mêmes (la Maison de la surdité) en sont ennoblies. « Palais » ajoute à cela une note de grandeur, de magnificence, de certitude infaillible et suprême... Qu'est-ce qui se joue à travers cette inflation verbale ? Compensation imaginaire pour le français moyen limité à son trois-pièces-cuisine ? Nostalgie d'antan ? Réassurance ?

Les dieux n'ont plus de temples. Les rois sont détrônés. Mais les objets sont devenus nos maîtres. C'est eux qui, désormais, habitent maison, salon et palais. Voilà la part du rêve servie par la magie des mots porteurs d'images...

ALBERT MOYNE.

Actuelles

De l'applaudissement universel

« Il est de l'applaudissement universel comme de la quadrature du cercle, du mouvement perpétuel, de la pierre philosophale, et telles autres chimères. Tout le monde le cherche et personne ne le trouve. Travaillons à l'acquérir tant qu'il nous sera possible ; nous n'y réussirons non plus que les autres. Ceux qui ont dit que la neige est noire ont laissé des successeurs qui, s'ils ne disent la même impertinence, en diront d'autres qui ne seront pas de meilleure mise. Il est des cervelles à fausse équerre, aussi bien que des bâtiments. Ce serait une trop longue et trop forte besogne de vouloir réformer tout ce qui ne se trouverait pas à notre gré. Tantôt nous aurions à répondre aux sottises d'un ignorant, tantôt il nous faudrait combattre la malice d'un envieux. Nous aurons plus tôt fait de nous moquer des uns et des autres. La pluralité des voix est pour nous. S'il y a quelques extravagants qui veuillent faire bande à part, à la bonne heure. De toutes les dettes, la plus aisée à payer, c'est le mépris. Nous ne ferons pour cela ni cession ni banqueroute. Aimons ceux qui nous aiment ; pour les autres, si nous ne sommes à leur goût, il n'est pas raisonnable qu'ils soient au nôtre. »

D'une lettre de Malherbe à son ami et confrère Jean-Louis Guez de Balzac, lettre datée de 1625 par raisonnable conjecture.

JEAN GUICHARD-MEILI.



MARC PAYGNARD

VIES

Le chômeur et la planche à voile

Un chômeur qui a voulu créer son entreprise. Pas facile à cinquante ans. Un peu d'optimisme quand même. Et une dent contre le premier ministre.

PIERRE CHERRUAU

LES rails de chemin de fer se perdent dans la forêt médocaine aux environs de Lacanau, puis s'enfoncent dans des bâtiments industriels abandonnés, les anciens ateliers de la C.F.T.A. (Chemins de fer et transports automobiles). Fermés depuis plusieurs années, ils avaient employé jusqu'à cent cinquante personnes à la belle époque, presque uniquement des compagnons du tour de France qui réparaient wagons et autocars dans une forge, des ateliers de peinture, sellerie et menuiserie.

Depuis qu'il a repris l'ancienne forge, Claude Bourdais a souvent eu la visite de quelques-uns des anciens ouvriers. Plusieurs habitent encore dans la petite cité qui jouxte l'usine. « *Ils me demandent si je vais détruire. Je leur réponds que je vais faire revivre. Vous ne pouvez pas savoir ce que ça leur fait plaisir.* »

Si Claude Bourdais, cinquante ans, ancien élève de la section bronze de l'école Boulle, a repris cet atelier, ce n'est pas par goût de l'archéologie industrielle : « *Ici, c'est Pompéi. Tout le monde est parti un beau jour et tout est resté tel quel.* »

Des chemises et des bleus dans les placards. Des tiroirs béants. Une carte syndicale sur le coin d'un établi. Des pin-up oubliées à l'intérieur des casiers individuels. Des outils abandonnés. Un autocar posé sur le sol, sans ses roues. Comme si les hommes qui animaient ce lieu avait fui un cataclysme.

Claude Bourdais a même retrouvé des moules en bois, « *faits à la perfection* », pour couler les pièces de fonte. Les pillards qui sont passés par là n'ont pu enlever une certaine aura à cette cathédrale du début du siècle dans laquelle la production industrielle se mariait à la qualité et à la patience artisanale. Claude Bourdais y voit un bon présage et il regarde avec confiance les premières planches à voile qu'il a fabriquées depuis trois mois. Des tas de copeaux oubliés leur font un premier lit de sable et la lumière oblique qui traverse les vasistas, obscurs comme des vitraux, vaut bien celle des projecteurs.

En sortant de l'école Boulle, Claude Bourdais avait créé une fabrique de bijouterie. Il avait la haute couture pour clientèle : « *De mauvais payeurs mais de merveilleux publicitaires.* » A trente ans, il en a marre de la France et d'un art qui s'industrialise. Il expatrie ses activités au Liban où sa mère enseigne. La guerre civile le ruine en neuf mois. Il met alors ses dons artistiques et créatifs au service de l'UNESCO. Puis, pour ne pas rester un petit fonctionnaire sans diplôme du bas de l'échelle, il se présente à Centrale, réussit, devient expert audio-visuel dans le même organisme international. Il le reste jusqu'à la grande charrette des années 1975-1976.

Xénophobie

Retour à Paris. Il s'aperçoit alors qu'après vingt ans d'absence il n'est plus français en France : « *Je n'avais pas cotisé à leurs trucs et à leurs machins. Exactement comme si j'étais arrivé en situation irrégulière. On se sent rejeté. Les gens ne vous disent pas que vous avez essayé de vous engraisser à l'étranger et que vous n'avez qu'à y retourner, mais ils le pensent. Ce n'est pas du racisme, mais de la xénophobie.* »

Après un an de travail dans une entreprise qui l'avait embauché pour sa reconversion informatique Claude Bourdais se retrouve au chômage. « *Le coup de pied au'cul dont on a besoin de temps en temps.* » Avec sa femme Denise, ils font alors une autre découverte : « *A cinquante ans, vous êtes un homme foutu. A part les boîtes d'intérim qui proposent le SMIC, et encore faut-il se faire passer pour l'idiot du village, il n'y a rien. Il ne nous restait qu'une solution : nous faire un job.* »

Ils avaient découvert la voile aux Antilles. Ils ont cru à la planche à voile : « *C'est le ski de l'été. Elle suivra le même chemin, avec beaucoup plus de liberté. Pour moi, c'est un créneau certain. J'arrive tard, mais pas trop tard. Les planches ont déjà commencé à se spécialiser et doivent continuer à le faire.* »

Si Claude Bourdais avait préparé sa reconversion sur le plan technique, il lui restait à trouver un lieu d'implantation et des capitaux. Le Sud-Ouest atlantique était vide et présentait de nombreux points d'eau, avec le chapelet des lacs et des étangs. Il s'est installé à Lacanau, près de l'océan, d'Hourtin, de Maubuissont et de la base de plein air de Bombannes.

Ce ne fut guère facile. « *Vous n'intéressez aucune municipalité si vous ne créez pas d'emblée dix emplois.* » Claude Bourdais avait des perspectives plus modestes. Finalement il a trouvé cet atelier abandonné qui appartenait au département de la Gironde. « *Là il faut que je renvoie l'ascenseur au sous-préfet de Lesparre. Je suis allé le voir le 12 mars 1980. Le 16, mon dossier passait en commission départementale. Le 19, j'avais les clés. Des fonctionnaires comme ça je ne savais pas que ça existait.* »

Un point noir cependant : « *Pour sa remise en état, l'atelier m'a coûté les yeux de la tête. Il était en perdition. Je le fais revivre. Je viens de recevoir la proposition de loyer de l'administration. C'est juste un peu plus cher, au mètre carré, que le prix d'achat d'un terrain sur une zone industrielle voisine où sont installées des facilités que je n'ai pas ici.* »

Mais c'est au premier ministre qu'il en veut le plus : « *Quand il dit : « Chômeurs, créez votre » entreprise », c'est monumental ! Tous les crédits vous sont refusés, et même par les banques, dont c'est la vocation. Je ne crois pas qu'on fasse preuve de la même rigueur à l'égard des grandes entreprises qui font semblant de créer des emplois.* »

Il a vu trois banques. La première a donné son accord pour un prêt de 125 000 F, mais lui a demandé d'augmenter son apport personnel. Il ne disposait que de 60 000 F. Il a hypothéqué quelques biens de sa mère pour arriver à 100.000 F. Son projet a alors été refusé. Quant aux autres banques, elles ont tout simplement dit non.

Bon accueil de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux qui a voulu se porter garante. Mais cela faisait perdre l'avantage des prêts bonifiés. Et quand le projet est arrivé en commission, il s'est trouvé un « spécialiste » pour dire que les études étaient fausses. Il savait de quoi parler, puisque, bricoleur du dimanche, il avait fabriqué sa propre planche à voile...

Finalement, Claude Bourdais a pu obtenir un petit prêt de 23 000 F sur cinq ans. « *Par protection*, dit-il, *mais la banque a quand même cherché à se protéger auprès d'un organisme de garantie pour l'artisanat, puis s'est retrouvée toute seule. Ils en sont encore malades.*

» *Quant à la prime pour le développement artisanal, je cours encore après, pour le principe, mais je ne l'aurai pas. D'abord, il faut créer six emplois productifs en deux ans. Je n'en prends pas le chemin. Ensuite, je m'étais franchisé* (1) *pour débuter. On y voit le camouflage d'une extension industrielle.* »

On lui avait également dit que l'ASSEDIC pouvait soit prêter de l'argent, soit faire des dons aux chômeurs créateurs d'entreprises.

« *Ils m'ont refusé le prêt, en disant qu'ils ne voulaient pas concurrencer les banques. Quant au don, il est au maximum de 10 000 francs et entraîne la radiation. 10 000 francs pour abandonner tous mes droits ! Pas besoin d'une machine à calculer pour comprendre que c'est une aberration. Alors, si vous voyez Raymond Barre, dites-lui que ce n'est pas avec ce vinaigre-là qu'on peut attirer les mouches.* »

La difficulté, c'est de survivre. Une quarantaine de planches ont déjà été fabriquées. Elles se sont mal vendues à cause d'un début de saison catastrophique. Tout l'argent disponible y est passé.

Mais Denise et Claude Bourdais ne regrettent rien. Même si l'accueil fut souvent gentil à Lacanau, même si on leur a quelquefois prêté aimablement la main, ils estiment rester des étrangers en ce pays. « *Nous avons choisi la liberté d'être nos propres patrons, avec tout ce que cela comporte de risques et d'amertume. Et nous ne voulons pas accepter que, en France, à cinquante ans, on soit un homme fini.* »

Un double défi qui n'est pas si simple. Il y a, certes, une aventure merveilleuse dans le vieil atelier des compagnons du Chemin de fer. Mais aussi, toujours présente, une angoisse dont Claude Bourdais ne parle jamais : celle de l'échec qui le laisserait encore plus démuni qu'avant, sur le quai de la gare fantôme de Lacanau.

Un seul regret pour l'instant, il l'avoue, celui de n'avoir jamais eu le temps de monter sur une de ses planches à voile. ■

(1) Accord commercial dans lequel le franchisé prend l'exclusivité d'une marque et respecte quelques contraintes en échange de certaines ... de service.

Une nouvelle revue pour une autre lecture du texte politique ...

Mots

MOTS ... ORDINATEURS ... TEXTES ... SOCIÉTÉS

Ventes et abonnements
Presses de la Fondation nationale des sciences politiques
27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 (France)

☐ Le Numéro : 50 F ☐ Abonnement 1981 (2 numéros) : 85 F
☐ Abonnement groupé 1980-1981 (3 numéros) : 125 F

NOM : ....
ADRESSE : ....

CROQUIS

L'homme du Nord

Il est originaire d'un Nord indéfini, mais a vécu en Nouvelle-Guinée. Les méchantes langues disent qu'il y a ramassé de l'argent. Ayant acheté un paquet d'hectares, garrigue et maquis, entre Nîmes et Montpellier, il a échafaudé projet sur projet.

Un matin, il parlait de construire deux maisons, une pour lui et un cousin, l'autre pour les ouvriers agricoles. Car il avait décidé de « faire » de la vache là où subsistent à peine quelques maigres moutons. L'eau ? Il en ferait jaillir des cailloux, en abondance.

Le lendemain, il était question d'un immense vivier, creusé dans la colline. Le projet reçut un commencement d'exécution. Avec, pour seule eau, celle des pluies de mars et d'avril. Nous y gagnâmes, nous autres ses *voisins, une multiplication* des moustiques, contre lesquels il fut le premier à pester :

« Dans le Nord, affirmait-il, *cette vermine ne pique pas. »*

Au printemps, *devant* mes pins parasols, il m'avait fait la leçon sur l'imprudence de s'entourer de résineux qui s'enflamment comme de l'étoupe. Deux semaines plus tard, avec son barbecue, il mettait le feu à ses feuillus. Le quart de la colline y passa.

Son dernier projet est né au début de l'été : transformer ses hectares en camping. Devant l'opposition du maire et du préfet, il s'est récrié que, dans le Nord, on l'aurait couvert de fleurs pour un tel dessein.

Que va-t-il encore inventer ? On commence, dans le coin, à le trouver inquiétant. Mais comme on n'est pas mauvais bougres ni les vendangeurs ni les chasseurs n'ont voulu le tenir à l'écart.

Il a saccagé, en faisant le *mariole, quelques pieds* de vigne, et manqué deux fois de tomber dans la cuve. Pour l'ouverture de la chasse, il s'était juré de faire une hécatombe de sangliers. Dans le Nord, proclamait-il, ces victimes à soies et à bourre ne se comptaient pas.

Après une journée de vaine *embuscade,* il crut tenir son triomphe. Trois coups de fusil sur trois silhouettes gris-noir et jaunâtre. Il les rata toutes les trois. Une chance : c'étaient les chèvres du garde-champêtre...

On devait, dans les jours qui *suivirent,* l'entendre débiner la faune languedocienne et vanter ses exploits cynégétiques dans... le Nord...

...Qui a dit que Tartarin était de chez nous ?

MAURICE CHAVARDÈS.

Mer

A l'écoute des millibars, ils passent de fréquence en bulletin météo. Ici une voix anglaise et céleste vous annonce la catastrophe sur les côtes. La chaîne I donne force 1, la chaîne II force 4. Qui croire ? Un doigt mouillé dans le vent ne suffit pas ni le souffle marin qui vous passe dans les cheveux. La navigation plaisancière réclame une information précise que l'on parfait avec baromètre, radio de bord, pronostics contradictoires et sourcilleux.

Le vent s'établit, force 4, optimale, on navigue au plus près, les voiles se gonflent les vagues giclent régulières. Bien calculer son tir pour aller chercher le vent qui nous poussera au derrière, *doucement roulés, le soleil* sur la joue. Mais non, le vent a tourné, je le disais bien, le voilà qui arrive plein sud. Les voiles frémissent, faseyent. Plus de vent. La côte sauvage et bretonne, avec sa lande fracassée en roches tourmentées, prend aussitôt des allures napolitaines.

La mer que ne ride plus aucune risée s'emplit d'ambre solaire. Fini le sport, on met le moteur. Le capitaine botté soupire. Les femmes s'étalent sur le pont et respirent. On sort les sardines et le chocolat. Derrière la brume, le soleil nous mange la peau.

Mais, demain, peut-être une douce pluie bretonne viendra-t-elle panser nos plaies. Les enragés *râleront,* les autres iront se bousculer dans les boutiques pour se fournir en loups de mer, cirés de tempête et bottes de sept lieues.

Les hommes fumeront la pipe, les femmes ressembleront aux hommes, et, le soir, on ira s'as*seoir au cinéma sur les fauteuils* de peluche usée. Sur l'écran, le film scintille de mille clignotements, et la pellicule trois fois se déchire. Mais qu'importe ? L'essentiel c'est le vent qui soufflera demain sur les rêves hâlés.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Les désabusés

Ils traversent le présent les yeux dans le caniveau, et aux lèvres un tutoiement revenu de tous les voyages. Agglutinent leurs barbes d'une semaine autour des *petites annonces,* et s'en vont user leurs tennis à fourguer de fausses lithos dans les H.L.M., leurs reins à faire reluire les couloirs glacés des hôpitaux, leur non-directivité sur les gosses des colos, dans leur poche râpée une licence en droit ou un B.T.S. de secrétaire.

Jouent à cache-cache avec les grands principes et les grands sentiments, s'aiment et se désaiment au gré de leur épuisante chasse au désir. Demain est si loin. Au petit matin, leurs tragédies sans imprécations fleurent le Nescafé dans l'escalier de service.

Certes, ceux qui font métier de les incomprendre ont beau jeu de démêler, narquois, les parts du respect et de l'indifférence dans leur déroutante tolérance, qui fait battre le même pavé aux enfants de Sarcelles et de Neuilly, lecteurs de *France-Soir* ou de *Libé*. Certes, il est facile de faire peur aux bonnes gens en pointant les sombres lisières urbaines vers lesquelles les lendemains sans promesses éjectent parfois leurs hasardeux campements. Certes, sur l'autre rive du conformisme, on tend très fort une oreille compréhensive pour repêcher dans les années mortes les échos des slogans dont leurs grands frères barbouillèrent les murs des facultés.

Mais si aujourd'hui ils ne se réinscrivent plus à Nanterre que par habitude et pour avoir la « sécu », si leur route, du béton des banlieues aux sables de Crète, passe de moins en moins souvent par le Boul'Mich, que l'on ne s'y trompe pas : leurs aînés, quand ils sont entrés aux P.T.T. ou chez Publicis, leur ont passé l'éternel relais, empoisonné et empoisonnant : l'exigence.

Oui, ces petits princes ont avant tout la désillusion exigeante. De temps à autre, ils retournent risquer leur naïveté vers des parents-conseils ou frigo qui les attendent sur de lointaines planètes : SICAV, Juan-les-Pins, Mammouth. Le temps d'un week-end bison fûté et barbecue, et ils s'en reviennent un peu plus las, un peu plus certains d'être étrangers.

Etrangers ? Allons, ils ne savent que trop, au fond de leurs refus, comment, une fois doublé dans la brume le cap des vingt-cinq automnes, leurs sillages se sépareront. La plupart s'en reviennent sagement mouiller en de plus calmes ports ; dans leurs bagages, des regrets mal éteints et une légende toute neuve pour endormir bébé dans les pavillons à crédit. Seuls les plus frêles et les plus résolus dérivent lentement vers les eaux fabuleuses et troublées du grand large, voiles solitaires que les mélancolies terriennes s'épuisent longtemps à suivre, entre tempête et horizon.

DANIEL SCHNEIDER.

PATERNITÉ

L'insémination artificielle avec donneur

Plus de deux mille couples dont le mari est stérile pratiquent en France chaque année l'insémination artificielle avec donneur anonyme. Une technique qui nous renvoie à des interrogations fondamentales sur la sexualité et la paternité.

ANNE SAINTIN

LA demande d'insémination artificielle avec donneur anonyme, couramment appelée I.A.D., devient le principal recours de couples dont l'infécondité est due à la stérilité du mari ; il s'en pratique actuellement deux mille à deux mille six cents chaque année en France. Des enfants, *a priori* très désirés, naissent ainsi dans des conditions absolument identiques à celles de la naissance habituelle : il y a grossesse, naissance, déclaration du père à la mairie, constitution d'une famille, etc. A un détail près, cependant : un tiers anonyme a fourni le sperme fécondant qui, conservé par congélation sous forme de paillettes, a été introduit de manière « artificielle », non sexuelle, par intervention médicale.

Confronté depuis longtemps à d'insolubles cas de stérilité masculine et au désespoir manifesté par les couples qui en sont victimes, le professeur Georges David crée en 1973, au Kremlin-Bicêtre, le premier centre d'études et de conservation du sperme (Cecos) permettant des I.A.D. avec une équipe de médecins, gynécologues, biologistes, généticiens, tandis que le professeur Roger Misès, du Centre de psychiatrie infantile de la Fondation Vallée fournissait la logistique et la participation de plusieurs psychologues et psychiatres. Le Cecos, fonctionnant comme association régie par la loi de 1901, transformait ainsi en « service public » ce qui était jusqu'alors réservé aux circuits clandestins. Depuis, quinze autres Cecos — appelés plus couramment « banques de sperme » — se sont établis dans toute la France. Outre les I.A.D. et les recherches sur la stérilité, ils permettent aussi de faire des I.A.C. (insémination avec le sperme du conjoint), des dépôts de sperme avant vasectomie ou irradiation, etc.

Pour ce qui est de l'I.A.D., certaines règles de fonctionnement des Cecos se sont modelées peu à peu : ainsi les centres ont-ils abandonné, par exemple, la « règle du sosie », qui consistait à attribuer au couple demandeur le sperme d'un donneur aussi ressemblant que possible au mari : n'était-ce pas « gommer » davantage ce dernier ? On tient désormais compte tout autant des caractéristiques morphologiques de la femme, et la règle est de ne pas introduire un caractère héréditaire qui n'existerait chez aucun des deux conjoints.

La déontologie, en revanche, reste celle des débuts et se résume ainsi : l'I.A.D. s'adresse aux couples mariés ou du moins stables ; un entretien avec un psychologue — qui ne se veut pas examen d'hygiène mental !, — facultatif au début, est devenu obligatoire pour les couples demandeurs, qui doivent attendre un an entre la signature de leur demande et le moment où leur est remise leur dose de sperme (250 F) et où leur gynécologue pratique l'insémination. Au terme d'une clause récente, ils peuvent toutefois bénéficier d'un délai plus court s'ils parviennent à envoyer un couple donneur au Cecos, étant entendu qu'il n'y a aucune correspondance entre ce don et l'insémination qui sera faite. Le don de sperme n'est pas rétribué (mais on peut rembourser certains frais de déplacement) et doit être fait par un couple de parents ayant au moins un enfant. Ce don servira à cinq couples différents, chiffre établi après un calcul de probabilités des risques de consanguinité dans la population. Notons qu'il faudra presque toujours plusieurs cycles d'insémination pour obtenir une grossesse, et qu'il y a globalement 50 % de réussite sur l'ensemble des femmes inséminées.

A Marseille, un centre privé, le CEFER (Centre d'exploration fonctionnelle et d'étude de la reproduction) fonctionne avec des principes différents : le don, légèrement rétribué, peut être fait par un célibataire, et le couple demandeur prend sa décision seul avec son médecin. Une proposition de loi, déposée par les sénateurs Henri Caillavet et Jean Mézard, vient d'être adoptée par le Sénat le 5 juin dernier (*le Monde* du 7 juin), comblant un vide juridique pour réglementer l'insémination artificielle et garantir la légitimité de l'enfant (un cas de désaveu en paternité après I.A.D. a été entériné, en 1976, par un tribunal de Nice).

Qui sont les donneurs ? Des hommes qui doivent être en bonne santé, âgés de vingt à quarante-cinq ans, et dépourvus de tare génétique. Le contrôle très strict de ces critères fait des enfants obtenus par I.A.D. des enfants « privilégiés » : 2 % d'anomalies au lieu de 3 % dans la population globale. Mais les Cecos bannissent avec vigilance toute perspective eugénique. Les donneurs viennent de tous les milieux, sensibilisés par des articles de presse (presse féminine surtout), ou après avoir été sollicités par un couple stérile. Ceux qui viennent au Cecos ont généralement la trentaine, sont mariés et ont en moyenne deux enfants. Pour le docteur Patrice Huerre, qui s'est entretenu au Cecos du Kremlin-Bicêtre avec un certain nombre d'entre eux, beaucoup ont une « histoire » personnelle où le don intervient un peu *« comme une réparation »*. Un assez grand nombre envisagent de parler de ce don à leurs propres enfants pour contribuer à la levée de certains tabous.

Générosité

Au Cecos du Kremlin-Bicêtre, on l'a vu, le don est gratuit et se veut l'expression d'une réelle générosité, en partie analogue à celle qui commande le don d'organe ; fait par un couple de parents qui donne à d'autres couples inconnus cette dimension dont ils sont privés, il est apparemment plus réfléchi que s'il est fait par un homme seul, et il légitime en quelque sorte la démarche des couples demandeurs. En outre, il éloigne l'image adultérine du « triangle » traditionnellement vaudevillesque.

Les couples demandeurs viennent, eux aussi, de tous les milieux, plus souvent des milieux enseignants et des professions libérales ; ils sont déjà, dans l'ensemble, plus jeunes qu'aux débuts de l'I.A.D. et mieux disposés, semble-t-il, à séparer les notions de paternité et de fécondité : dissociation théorique importante pour surmonter la « blessure narcissique » de la stérilité, castration symbolique. Cette stérilité est d'ailleurs beaucoup mieux supportée lorsqu'elle survient par accident (à la suite d'une chimiothérapie, d'irradiations...) que lorsqu'elle est congénitale.

L'initiative de la demande d'une I.A.D. vient le plus souvent, au dire des couples, des *deux conjoints ensemble* ou du mari. Beaucoup plus rarement de la femme seule. La majorité des couples sont unis et ont longuement mûri leur décision. Au début, les psychologues se montrèrent réservés et prudents, cette pratique donnant en particulier un pouvoir exorbitant à la mère. Ils ont désormais une plus grande confiance dans la stabilité des familles ainsi constituées ; les enfants sont généralement épanouis, éveillés, et un nombre grandissant de parents, transformés et heureux, viennent faire une deuxième demande. Pour le docteur Gabrielle Semenov, qui a reçu des couples dans le service du professeur Misès dès la *création* du Cecos, et qui voit beaucoup de ces demandeurs d'une seconde I.A.D., c'est une *« demande profonde, non morbide »* ; la vie paraît s'organiser de manière équilibrée. Certains problèmes psychologiques demeurent cependant, dus en particulier au nombre élevé d'échecs de l'insémination elle-même (environ 50 %).

D'autre part, peu de couples envisagent de révéler à l'enfant les circonstances de sa naissance, ce qui, dit-on le plus souvent, l'inquiéterait inutilement. Mais il n'est pas sûr qu'un secret total soit posible (il n'est pas rare qu'un proche soit au courant). S'il scelle l'entente (voire la complicité, c'est-à-dire la culpabilité) du couple, il devient aussi, vis-à-vis d'un enfant qui grandit et questionne, un mensonge permanent. Il est difficile de préconiser une attitude-type dans ce domaine où entrent en compte l'âge et la personnalité de l'enfant. Mais il reste évident que le secret est le moyen de camoufler la stérilité et de maintenir l'image d'un père tout-puissant.

D'autres raisons, moins profondes, conduisent peut-être aussi les couples à souhaiter le secret, en particulier les plaisanteries graveleuses qui entourent presque toujours cette pratique, naguère clandestine, et les craintes entretenues par certains médias qui utilisent à tort et à travers les termes de « bébé-éprouvette » ou de « manipulations génétiques » dans des articles sur l'I.A.D. aux titres dérisoires : « Des enfants venus du froid », « Les pères sans visage », « Des enfants à la carte », etc.

L'opinion des Français évolue à ce sujet. Ainsi un spécialiste comme M. Henri Leridon estimait *« déjà vieilles »* en 1978 les réponses à une enquête effectuée deux ans auparavant (1). Un tiers des personnes interrogées estimaient alors que l'I.A.D. peut être une bonne solution à la stérilité, dont les deux tiers *« pour que la femme puisse être mère »*. Mais préciser l'image de l'insémination artificielle avec donneur dans le public est difficile : le sujet provoque de fortes résistances. On touche à un domaine tabou...

Parler en effet de la stérilité masculine provoque une inquiétude qui conduit souvent à la nier (dans l'enquête déjà citée, 6 % des personnes interrogées *attribuent la stérilité* d'un couple à l'homme, 30 % à la femme ; dans la réalité les proportions sont équivalentes). La stérilité masculine, c'est l'atteinte à la puissance mâle, c'est la mort de l'individu ou d'une civilisation. Quant à la procréation directement liée à la pratique sexuelle, elle a une signification fondamentale qui imprègne la mentalité de toutes les collectivités humaines : elle est le schéma symbolique de toutes les productions : enfanter = mettre au monde, produire, innover, créer.

Ce lien essentiel rend impossible dans notre inconscient une séparation radicale entre procréation et sexualité, séparation pourtant entérinée par la con*traception, et que pourrait para*chever l'I.A.D. En outre, cette dernière pratique est contemporaine en France de mouvements d'idées parallèles et parfois contradictoires : répartition plus souple des rôles masculin et féminin, avortement, contraception, revendications féministes (et en même temps, en ce qui concerne l'enfant, revendications masculines : mouvement de la condition paternelle)... Cette coïncidence contribue à embrouiller les pistes. D'autant qu'on touche ici aux racines de la vie, à la Nature avec un grand N. La stérilité était, dans la mythologie, une malédiction divine ; ou encore l'homme était puni de ses fautes par les malheurs que provoque ou subit sa descendance, idée reprise par la science-fiction dans de nombreuses œuvres littéraires ou cinématographiques. Or la science désormais toute-puissante ou présumée telle touche de plus en plus aux choses de la vie, réglées par la divine nature : que va-t-il nous arriver, que voulons-nous faire, quel monde voulons-nous ? Le discours sur les conditions et les conséquences d'une procréation de plus en plus maîtrisée, et par là même vaguement transgressée, frôle constamment une interrogation sur le bien et le mal.

Cet arrière-plan explique le malaise, voire les contradictions, dans les réactions à propos de l'I.A.D. Elle est tantôt vue comme *une technique* (bonne ou mauvaise), tantôt comme *un signe* (de décadence ou d'évolution). Des entretiens que nous avons menés sur le sujet que peut-on retenir ? D'abord que *la femme apparaît comme la* principale bénéficiaire, même si les opinions sur la maternité sont le plus souvent ambivalentes. *« Oui à la maternité, qui est une nécessité pour la femme. »* Oui à une maternité qui apporte une garantie génétique et une intégration de l'enfant dans sa famille « meilleures » qu'avec l'adoption. Mais l'image d'une longue grossesse a aussi une signification profondément sexuelle : elle « objective » un fantasme d'adultère et désigne l'« infériorité » du mari — qui est pourtant, en même temps, ennobli par cette paternité voulue qu'il assume, en faisant preuve d'un amour profond pour sa femme. En permettant d'éviter un adultère, l'I.A.D. semble mettre fin à la sexualité, méthode « naturelle », et l'on oublie facilement que le père par I.A.D. couche avec sa femme ; il devient saint Joseph. On annonce bien souvent des conflits futurs ou des chantages autour de cet enfant qui sera, biologiquement, de la mère.

Objet de désir

L'enfant, lui, est défini par son image merveilleuse et sa fonction dans le couple : symbole d'avenir, de vie, de joie, il anime la maison, ancre, cimente et mobilise un couple qu'il rend plus normal. Objet de désir, il reste aussi objet tout court ; personne n'ose préciser, même à titre purement théorique, les caractéristiques d'un milieu familial qui serait nocif ou inadéquat pour lui. On formule bien quelques réserves à l'égard des alcooliques ou des « dingues » qui voudraient un enfant par I.A.D., mais avec de grandes précautions verbales ; en gros, le désir fait loi, et *« un enfant voulu est toujours heureux »*. Cette prudence contraste étonnamment avec les exigences sur la « qualité » de l'enfant, qui s'accompagnent de déclarations carrément eugéniques. L'enfant doit être avant tout intelligent, et la récente affaire du sperme des prix Nobel a donné de cet état d'esprit une démonstration caricaturale. Ce rêve eugénique s'appuie aussi sur une haine des « tarés », qui entravent une « évolution » de notre société, dont on ne songe pas à contester le sens et les valeurs. Entre d'éventuels « bons » géniteurs et d'éventuels « bons » parents — hypothèses toutes deux illusoires — la préférence est donnée à ce qui paraît scientifiquement déterminable : le connaissable est dans le biologique. L'insémination artificielle des animaux n'est-elle pas elle-même au départ eugénique ? C'est pour améliorer la qualité du bétail qu'elle a été mise au point en médecine vétérinaire. Cet enfant qui résulte, comme l'indique le nom de la technique, d'un « artefact », beaucoup souhaitent qu'il soit *(« tant qu'à faire... »)* le plus *réussi possible. Comment ?* En « sélectionnant » de mythiques donneurs.

Ces derniers sont aussi l'objet d'attitudes *très ambivalentes* : on leur reconnaît une certaine générosité — parfois mêlée de gratifications louches, — mais, s'ils sont idéalisés dans des caractéristiques morphologiques et intellectuelles qu'on leur souhaite, leur personne est dédaignée. Doublant le père légal, le donneur-type ne peut être un honnête quidam mais plutôt, de préférence, un « étudiant » : jeune, fringant, peu inséré socialement, un peu turbulent mais si bon cœur, bien méritant aussi, et surtout intelligent. Mieux :

(1) L'enquête de H. Bastide et A. Girard sur « Les attitudes des Français sur la conjoncture démographique, la natalité et la politique familiale à la fin de 1976 » comportait une série de questions sur l'I.A.D. Revue *Population*, mai-juin 1977 (INED).

هكذا من الأصل

un étudiant en médecine, et la boucle médicamenteuse est bouclée autour de l'I.A.D.... Son don, *généreux mais* inconséquent, passe par un acte de réputation douteuse, unanimement raillé et en tout cas peu adulte : une masturbation (pudiquement appelée « prélèvement » dans les banques de sperme). Pour qu'elle ne pose pas de problèmes moraux, autant lui donner une allure un peu canularesque, et au besoin payer le donneur au lieu d'avoir à le remercier.

Or, en faisant apparaître *l'épaisseur humaine* du donneur — marié, père de famille, altruiste, — la déontologie du CECOS fait du don un acte désintéressé et réfléchi, mûri par un couple où la femme, en quelque sorte détentrice du sperme, participe au don. Elle contraint donc l'opinion publique à opérer une difficile triangulation entre des protagonistes d'égale dignité : elle est souvent mal comprise ou mal acceptée, qualifiée de *puérile*, ou même *d'hypocrite*, et de superfétatoire. Une banque de sperme n'a pas à promouvoir une morale, dit-on, elle est là pour apporter des garanties scientifiques et donner le sperme à ceux *qui le demandent* ; un point, c'est tout.

En général, lorsque l'I.A.D. est réprouvée, c'est au nom d'un ordre naturel transgressé, de craintes futuristes ou de conflits familiaux provoqués par la dissymétrie parentale, l' « inégalité » du mari. Mais une partie de l'opinion l'accepte de plus en plus. Le fonctionnement rassurant et déculpabilisant des banques de sperme y est pour beaucoup. On admet également les raisons réfléchies des couples demandeurs. Bientôt admise et même légalisée, l'I.A.D. continue à déranger. Ainsi, curieusement, dans le texte même de la loi qui doit la légitimer avait été prévue une clause qui, d'une certaine manière, la nie. Cette clause, qui fut écartée, prévoyait la possibilité d'une insémination avec le sperme du conjoint (I. A. C.) *postmortem*, dans un certain délai, pour une veuve dont le mari aurait pu faire un *dépôt* de sperme dans une banque (par exemple s'il exerce un métier dangereux). Tout le monde admet presque spontanément les raisons sentimentales qui peuvent pousser une veuve à faire cette demande, mais c'est faire « *re-émerger* » la *paternité génétique* au cœur d'une pratique qui tente d'en minimiser l'importance.

Une autre clause, elle aussi écartée, permettait l'accès à l'I.A.D. d'une femme célibataire ; des femmes de plus en plus autonomes revendiquent désormais la *maternité célibataire*, en usant du pouvoir absolu sur la procréation que leur ont donné la contraception et l'avortement (2). On cite parfois des exemples de femmes cherchant dans leurs relations amicales, professionnelles ou... à la piscine, selon leurs goûts et la force de leurs convictions héréditanistes, l'étalon procréateur délaissé aussitôt qu'utilisé. Aussi frustre et malhonnête que soit cette relation, elle reconnaît l'existence d'un monde extérieur. En mettant l'I.A.D. au service d'une procréation quasiment parthénogénétique, on oublie un peu vite la mâlophobie ou l'homosexualité — *latente ou effective* — que recèlent certaines chastetés ou des célibats farouches. Pourquoi refuser un enfant, symbole d'avenir, à des homosexuelles, dira-t-on ? Répondre à cette question comme à celle de la maternité célibataire par I.A.D. en général, c'est reconnaître ou non à l'enfant le droit d'avoir un père, ou du moins la réponse à la question : qui est mon père ? Tout le monde n'a pas les certitudes du petit Jésus.

Dons rares

Certes, ne *considérer* la maternité comme bonne ou légitime que chez la seule femme mariée, ou vivant en union stable, devient de moins en moins un principe acquis. Il reste que l'I.A.D. à la femme seule perd sa dimension de paternité (paternité abstraite mais pensée, voulue) pour se mettre au service de la seule maternité. L'I.A.D. légitimant *le désir d'enfant* sans père et sans sexualité *d'une femme seule*, c'est réaliser la mort du père et le retour fusionnel à la mère, vieilles nostalgies. (C'est d'ailleurs presque toujours « un » enfant — soi-même, — pas plusieurs, qui doit venir combler une vie féminine solitaire.) Aujourd'hui, l'I.A.D. *voulue par un couple* dont le mari est stérile valorise paradoxalement le rôle de ce dernier. En effet, réduire un spermatozoïde étranger à une sorte d'*animateur et son* introduction à un avatar de parcours est possible : un père est toujours un homme qui déclare sien l'enfant mis au monde par sa femme, celle qu'il est supposé aimer et avec qui il couche. L'I. A. D. *ne fait* qu'exalter ce constat sentimental : que l'enfant, surtout voulu, n'est pas *le simple* fruit d'une rencontre cytologique mais d'une relation — où la sexualité occupe une place importe, — et que c'est de la richesse et de la chaleur de cette relation que dépendront vraisemblablement la réussite de l'I.A.D., l'intégration de l'enfant et l'épanouissement de *la famille*.

Plus profond que les flottements d'un projet de loi, un refus de l'I.A.D. dans nos mœurs est probablement manifesté par la rareté des dons de sperme ; de nombreuses personnes théorisent, aménagent, *facilitent* et organisent la démarche des demandeurs, mais tout l'édifice I.A.D. repose *sur* le don de sperme. Faudra-t-il payer les *donneurs ? Et créer* alors un corps de « *mercenaires du sperme* », selon l'expression du professeur David ? L'I.A.D. deviendrait alors une pratique tolérée mais non vraiment « *reconnue* ».

La vraie question que pose l'I.A.D. n'est donc pas tant « *Etes-vous pour ou contre l'I.A.D.* », mais : « *Avez-vous fait, feriez-vous un don de sperme ?* », ou « *Iriez-vous avec votre mari faire un don de sperme ?* » Certains hommes, dans le feu de la conversation, acceptent volontiers l'idée. Mais cette promesse s'apparente beaucoup à la réponse bravache faite au défi à la masturbation — comme dans les chambrées militaires, — car elle est sans lendemain. Les uns ajoutent que, n'étant pas arrivés vierges au *mariage*, ou s'autorisant *quelques* fredaines, ils ont peut-être ici et là des enfants « naturels » et que cela ne les gêne pas...

Des boutades évoquent la frustration sexuelle — « *autant faire l'enfant directement à la femme !* » — ou se font coquetterie : « *Pour que des enfants risquent d'avoir ma tête ? Vous parlez d'un cadeau !* », dit un homme pas mal du tout de sa personne. « *J'suis myope, f'serais refusé !* » dit un autre, père de deux enfants. La plupart s'attribuent une « responsabilité » non assumée à l'égard d'enfants inconnus. Les femmes, à l'idée *d'un don de leurs maris*, reconnaissent leur « jalousie », non pas tant à l'égard des autres femmes, mais des enfants nés ailleurs, fantasmatiquement « rivaux » des leurs.

Quoi qu'il en soit, c'est presque toujours lorsqu'on en vient à cette question du don que l'interlocuteur s'agace, digresse, ou que l'entretien tourne court. Mais la « détresse » des couples stériles demeure ; peu de gens interrogés jugent leur demande aberrante, même si la technique I.A.D. l'est à leurs yeux. Un *jeune médecin de vingt-huit* ans, père de deux enfants, exprime fermement son désaccord, estimant que cette méthode est source d'un « déséquilibre » qui peut « *faire éclater le couple* ». Puis il termine pensivement : « *C'est pas facile de dire aux gens d'y renoncer, ou qu'il y a autre chose qui peut remplacer un enfant. Ce n'est pas vrai.* » ■

(2) Voir *le Monde Dimanche* du 9 mars 1980.

François et Geneviève

Tous deux scientifiques, tous deux la trentaine, François et Geneviève *ont encore l'air* d'un couple d'étudiants. Ils se sont mariés jeunes, certains d'avoir des enfants un jour, mais pas trop vite : d'abord voyager. Ils ont entrepris, voilà deux ans, d'avoir un enfant, sans succès. Malgré le choc ressenti, ils se *félicitent* d'avoir *eu rapidement* (ce n'est pas toujours le cas) un diagnostic de stérilité masculine « *sans ambiguïté* », qui les a immédiatement confrontés à un choix, dans la mesure où ils ne pouvaient s'imaginer sans enfants. François a préféré tout de suite — « *très égoïstement* » dit-il — l'I.A.D. à l'adoption. L'argument majeur : permettre à sa femme l'expérience « *bonne ou mauvaise* » de la maternité. Et puis c'est un enfant « *qui sera au moins d'elle, donc un peu de nous deux* ».

Geneviève préférait aussi, de loin, l'I.A.D. à une adoption, « *qui correspondrait à un échec* » et qui comporte à ses yeux l'exploitation de la misère d'autrui, actuellement le tiers-monde. Elle a ressenti douloureusement, parfois avec colère et ressentiment, l'impossibilité d'avoir un enfant qui soit « *de lui* », de son mari : il a fallu faire le deuil d'un « *petit François* ».

Parallèlement à leur demande d'I.A.D. auprès d'un CECOS, l'envie terrible, étouffante, d'en parler autour d'eux, de rencontrer *des couples* dans le *même cas* : jusqu'à envisager de mettre une annonce dans un journal. N'osant *en parler à leurs familles respectives*, « *qui ne comprendraient pas* », ils en ont parlé à quelques couples amis, suscitant ainsi un don de sperme — qui n'a « *posé aucun problème* » assurent-ils — mais pas assez vite pour bénéficier d'un délai raccourci. Et finalement tant mieux, car ce délai d'un an « *nous a aidés à nous parler de nous-mêmes* », « *ça nous a énormément rapprochés* ».

S'ils gardent un bon souvenir de leur contact avec le CECOS et de la présentation qui leur était faite de l'I.A.D. (« *ça m'a paru être quelque chose qui était pensé à l'avance* », dit François), la période d'insémination proprement dite, faite à l'hôpital, est l'objet d'un étonnant ressentiment. Ne reste que le souvenir d'une froide technicité dans une ambiance démoralisante : examens et bilans, deux à trois rendez-vous par mois à l'hôpital ; le médecin « *arrive toujours avec une heure de retard... Dans la vie courante ça pourrait être supporté plus facilement, mais là...* » ; « *manque de délicatesse* » des *infirmières, vocabulaire strictement* anatomo-physiologique... Et puis, surtout, surtout, impossibilité pour eux d'obtenir une réponse médicale, technique, aux questions qu'ils posaient dans l'espoir de collaborer, à leur niveau : « *Il fallait leur tirer les vers du nez pour savoir ne fût-ce que le moment de l'ovulation... C'était vraiment*, dit François avec force, *nous retirer les moyens de nous aider par nous-mêmes, c'était donc nous rendre un peu plus impuissants.* » Bref ils étaient, elle surtout, « *dans un état dépressif* » pendant cette période finalement assez courte (trois cycles d'insémination ont amené une grossesse) mais où « *Il n'y a rien à faire d'autre qu'attendre* ».

Maintenant tout va mieux, la grossesse se passe à merveille, ils ne se sentent plus exclus de toute cette vie courante avec enfants qui mobilise autour d'eux les amis, les proches parents, les collègues, dont ils étaient péniblement jaloux. Espérant au moins deux enfants, ils se refusent à imaginer le sexe du premier et *se posent à son sujet* les mêmes questions que tous les futurs parents. Favorables quelque temps au secret vis-à-vis de l'enfant, ils pensent désormais lui dire les circonstances de sa naissance : « *Si c'est caché il le sentira. Si on accepte ça bien, lui l'acceptera bien* ».

L'enfant est presque là. « *Tu verras qu'il te ressemblera, je suis sûre qu'il aura tes tics, tes manies !* » dit Geneviève, qui semble aussi retrouver spontanément la définition de la paternité que bien des femmes reprendraient à leur compte : « *Si François n'était pas là, cet enfant n'existerait pas.* »

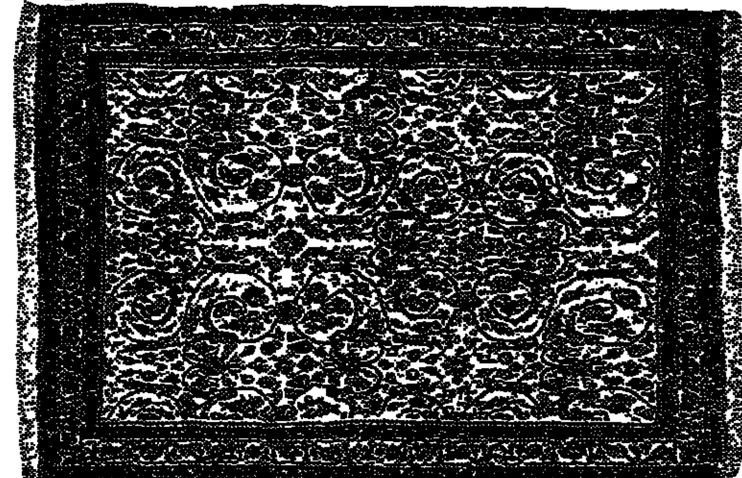
Tapis d'Orient : Prenez l'avis de notre expert.

Exposition-vente jusqu'au 31 octobre 80.

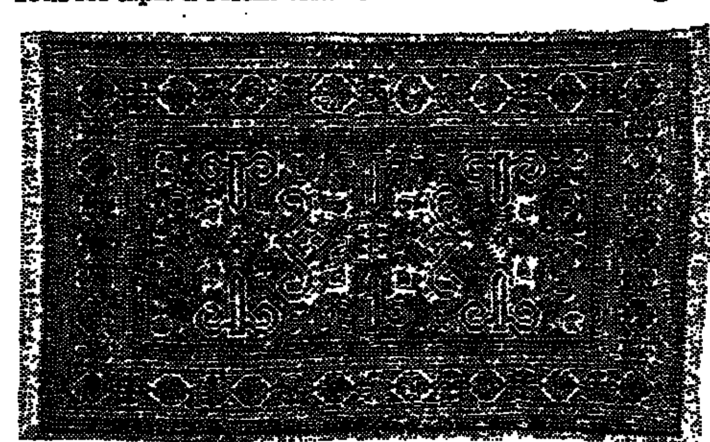
Fidèle à sa tradition plus que centenaire en matière de Tapis d'Orient, le Bon Marché a envoyé son expert en juin dernier au Moyen-Orient. Et celui-ci a réussi à ramener une multitude de tapis tout à fait exceptionnels. Si vous êtes amateur de tapis fins et précieux, vous serez sensible aux tapis en soie d'Iran, de Turquie et du Cachemire, dont certains sont brochés en fils d'or ou en fils d'argent. Puristes, amoureux des véritables tapis, vous aurez le choix, parmi des *milliers de tapis persans*, entre les *tapis fins* de Koum, Ispahan, Véramine, Senneh, Téhéran... ou les tapis plus *rustiques noués ou Kilim* des tribus *Afshari*, Belouchi, Kasgaï, Kurdi, Lori, Shahsovan, Turkoman... ou encore les tapis de villages.



Pendant celle-ci, vous pourrez discuter à loisir *avec des vendeurs et des ouvrières qualifiés* qui vous conseilleront sur le bon entretien et sur les restaurations éventuelles de vos Tapis d'Orient.
Le Bon Marché, 1er spécialiste en France du Tapis d'Orient vous attend. Un rendez-vous à ne pas manquer.
Tous les tapis d'Orient sont vendus avec certificat d'origine.



Bidjar 166 x 117 cm ~~19 800,00 F~~ 15 840,00 F Tapis persan des Kurdes.



Kazak 185 x 115 cm ~~6 900,00 F~~ 5 520,00 F Tapis du Caucase années 1930.

C'est toute une collection de tapis originaux de 0,20 m² à plus de 20 m², qui regroupe des tapis de mariage Kasghgaï, des *tapis Kilim, ou Suzani* de tente, des tapis berceaux d'Azerbaïdjan, des tapis Khourdjine de cavaliers.
En tapis plus anciens, c'est une collection unique de tapis caucasiens : Karabagh, Kazak, Shirvan... et de Chine : Paotou, Hing-Hsia... qui vous sera présentée.
Beaucoup d'autres tapis d'Afghanistan, d'Inde, de Chine, d'URSS... seront également mis en vente durant cette exposition exceptionnelle.

-20% sur tous les tapis d'Orient ! jusqu'au 31 octobre 80.

AU BON MARCHÉ
Rive Gauche

Métro : Sèvres-Babylone. Parking. 2e étage. Magasin 1.



MORGAN

LIVRES

Cimetières pour invendus

Les livres invendus meurent sous les dents de la déchiqueteuse. A moins que les soldes ne leur offrent une nouvelle chance.

JACQUES BERTOIN

SI la naissance d'un livre se veut toujours fracassante, si chacun se félicite de la vitalité de l'édition française — plus de deux cents titres nouveaux seront encore proposés cette semaine à la fringale des lecteurs — et si les critiques manquent de mots pour saluer chaque nouveau volume aligné sur les étagères des librairies, les sorties de scène sont plus discrètes. Chacun s'accorde à regretter la baisse de la durée de vie des livres, mais on reste d'une étrange pudeur quant à ses effets : sur le sort des cadavres, c'est le black-out.

L'édition a son continent perdu, où personne n'avoue jamais avoir mis les pieds : *quid* de ces invendus qui disparaissent un jour, comme aspirés par une trappe ? Pour tout entrepreneur, le stock mort est une charge dont il lui incombe de se débarrasser, et les éditeurs ne faillissent pas à cette règle. Deux voies leur sont ouvertes pour nettoyer des entrepôts engorgés par l'inflation de la production : ils peuvent faire pilonner les livres, ou les solder.

Le pilon, c'est la destruction physique des livres. Tout commence par un rituel immuable : un cortège parcourt, chez l'éditeur ou chez son diffuseur, les travées dans lesquelles s'étale, chers auteurs, le fruit de vos entrailles. Le petit groupe ne compte dans ses rangs aucun des interlocuteurs habituels de la chose écrite : ni bibliophile averti, ni libraire habitué à fouiller « derrière les fagots », ni directeur de collection, mais les seuls personnages habilités à signer l'arrêt, et à l'exécuter ; un représentant de la direction commerciale de la maison d'édition choisit les ouvrages condamnés, un huissier en dresse la liste, un « peintre en bleu » leur inflige à grands coups de pinceau la marque infamante qui les désigne, et un camionneur, dont on souhaiterait que lui, au moins, ressente quelque émotion, fait le compte du tonnage à charger sur ses ridelles.

Pour la dernière fois, on procède à l'appel des auteurs et des titres : dès que le « certificat de destruction » sera rempli, les livres n'existeront plus... La presse et le public sont rarement conviés à la cérémonie. Seuls, les auteurs des livres promis au pilon reçoivent, quand la procédure est respectée, un sobre courrier les avisant qu'ils retrouvent leurs droits sur leurs ouvrages et leur liberté de propager leur prose en d'autres lieux...

Sarcelles

Lorsqu'on suit l'un de ces camions, il faut résister au désir de piocher dans la benne ou de témoigner contre la machine. Car, une fois signé, le constat d'huissier est sans appel : le pilonneur s'engage sur son honneur à n'accorder aucune grâce. Tout sera détruit.

Direction : Sarcelles.

On décharge Lawrence Durrell, *le Sursis* de Sartre (on ose espérer qu'il s'agit d'exemplaires défectueux), mais aussi des palettes entières portant des noms que l'amitié oblige à taire, et, pour finir, on couvre la colline de livres d'un nombre impressionnant de paquets encore *sous leur pellicule d'emballage*. Chaque année, ce sont 250 tonnes de livres qui sont confiées à cette seule entreprise par un seul grand diffuseur pour un autodafé technologique ! Chaque palette — l'unité de manutention correspond à l'usage de chariots élévateurs — contient entre cinq mille et huit mille exemplaires. On en range une bonne vingtaine en bordure d'un tapis roulant, et, sur un signe du chef d'équipe, un homme armé d'une sorte de gaffe munie d'un crochet les fait basculer vers un plan incliné. Le nom de la machine qui avale le torrent suffit à décrire la scène. C'est un déchiqueteur, qui « mange » de 10 à 20 tonnes de livres à l'heure. Bruit intraduisible, mastication implacable, tout à la fois martèlement de coups sourds, crépitement de balles sur les parois métalliques, grincement de mâchoires inhumaines. Les livres ressortent, en *lambeaux*, toujours tirés par le tapis, qui ne s'arrête pas.

Gérard Margoline, le maître des lieux, sourit : lui-même n'a rien contre les livres, il lui arrive même d'en acheter, et il se contente d'exécuter scrupuleusement ses contrats... Cependant, ce ne sont pas les balles d'imprimés qu'il caresse avec le plus de tendresse : les livres sont un piètre rebut, dont les papetiers ne tirent que des cartons de mauvaise qualité, ou des fibres. A Sarcelles, le livre, c'est le bas de gamme. Qu'on parle à Gérard Margoline des rognures blanches, de cet « AFNOR 7 » immaculé qui lui vient des massicots des imprimeurs ou des fabricants d'enveloppes, et son regard s'allume : la voilà, la marchandise rare ! Chez le récupérateur, *« c'est l'impression qui déclasse »*, et les restes du roman de X... ne vaudront pas plus que les « cartonnettes » des emballa-

ATTENTES

Artistes en chantier

Le début d'une vie d'artiste, c'est presque toujours la bohème. Des petits boulots au noir, la course aux contrats, des amours fugueuses et des soirées à Montparnasse.

JEANNE LOYSEAU

BENOIT, Jean et Bruno travaillent ensemble sur un « chantier », un appartement à enduire et repeindre pour des particuliers qui préfèrent employer des jeunes au noir plutôt que de s'adresser à une entreprise spécialisée. Que les particuliers en question ne soient, en général pas particulièrement fauchés, n'est pas ce qui nous importe ici ; mais qu'ils soient gens à aller au concert ou dans les cinémas d'art et d'essai, voilà qui est plus intéressant : ne seraient-ils pas surpris en effet d'apprendre qu'en réalisant ces petites économies ils pratiquent, sans le savoir, une forme de mécénat et que peut-être un jour, il leur sera donné d'applaudir Jean à la tête d'un orchestre, Bruno dans un récital de piano, ou Benoît au générique d'un film d'auteur ?

Bruno, Benoît et Jean ne travaillent pas toujours ensemble : parfois c'est Bruno et Jean, parfois Jean et Benoit ou le contraire. Jean a vingt-sept ans et il est chef d'orchestre. Bruno en a vingt-cinq et lorsqu'il ne travaille pas sur un chantier il est à son piano six ou sept heures par jour. Benoît a fait l'Institut des hautes études cinématographiques, il a vingt-quatre ans et un diplôme de réalisateur. Cela fait quelques années déjà qu'il livre des marrons glacés, colle des *affiches de cinéma ou assiste* un régisseur sur un film. Pour le moment il fait des chantiers. Il a appris l'enduit avec Jean ; la peinture c'est moins difficile.

Bruno a connu Benoît par Caroline, qui fut la petite amie de l'un avant d'être celle de l'autre. Caroline prend des cours de chant et a raté le concours d'entrée à l'Opéra, mais à vingt-quatre ans elle peut encore le repasser. Pour payer ses leçons et son loyer elle vend une méthode d'anglais au porte-à-porte, ou autre chose (au noir). C'est par elle aussi que Benoît a connu Jacques : à vingt-huit ans, Jacques est en quelque sorte un poète puisqu'il a publié dans *Action poétique*, et qu'il écrit un roman pour lequel il n'ose pas demander d'à-valoir à un éditeur.

Des machins

Alors il vend des disques dans un grand magasin ou convoie des voitures en Espagne, en Italie, ailleurs. Lorsqu'il a ramassé assez d'argent pour vivre deux ou trois mois il s'arrête pendant trois ou quatre autres, le temps de faire quelques dettes et d'écrire. Peu de gens autour de lui l'ont lu, certains disent que ce qu'il fait est bien, les autres aimeraient savoir.

Le travail de Jean (le chef d'orchestre), ou celui de Bruno (le pianiste), ou encore de Caroline (la chanteuse d'opéra), il faut être un peu spécialiste pour l'apprécier ; aussi, peu de gens autour d'eux se risquent à porter des jugements sur ce que fait chacun, bien que, par exemple, Benoit (le cinéaste) écoute pas mal de musique, et accompagne parfois Jean aux répétitions. Par ailleurs, Jacques (le poète) va beaucoup au cinéma, autant que Benoit lui-même, dont personne ne peut vraiment juger le travail car il lui faudrait d'abord de l'argent, une production, pour pouvoir réaliser un vrai film, avec les moyens. De ce point de vue, c'est pour Jacques que c'est le plus difficile : une œuvre littéraire ne dépend que du talent et de la volonté de l'écrivain. Sans doute est-ce la raison pour laquelle il parle peu de son travail. D'ailleurs, les autres non plus ne parlent pas énormément, entre eux, de ce qu'ils font : juste assez pour se tenir au courant, mais sans en faire des *mystères non plus. Ils ne parlent* pas davantage des chantiers, sinon pour s'organiser, et pour en rire. A cause des traces de plâtre dans les cheveux, et de peinture blanche sous les ongles...

L'actuelle petite amie de Jacques (celui qui convoie des voitures) s'appelle Sophie. Elle vient d'écrire un scénario, qu'elle compte présenter à l'avance sur recettes pour le réaliser. En attendant, elle est caissière dans un cinéma. Et c'est par Stéphanie, une amie d'enfance, que Benoît a connu Jean, l'ami de Stéphanie ; elle est danseuse, et fait parfois des chantiers avec eux. Lorsqu'on lui demande de quoi elle vit, elle répond : *« Oh ! de trucs et de machins. Surtout de machins. »* Jean et Stéphanie vont souvent, à l'aube, « poser des ventouses », c'est-à-dire réserver des places de stationnement devant les lieux de tournage, pour les équipes de cinéma), au volant de la vieille 403 commerciale de Jean. Celle-ci (tout comme la 203 grise que, actuellement, il convoite) fait partie des folies que les uns et les autres s'offrent parfois : une cravate ringarde à 3 F aux « puces » d'Aligre ; une paire de Weston à 750 F dans un magasin des Champs-Elysées ; ou encore une cuite à la Closerie des Lilas. Sinon, pour les voitures, *ce sont plutôt les 2 CV en voie* d'extinction ou des 4-L usées jusqu'à la semelle, qu'on leur laisse achever. Ils en changent donc régulièrement.

Ils se retrouvent souvent à la Closerie en fin de soirée, par hasard — ou bien c'est qu'ils ont prévenu que peut-être ils passeraient pour voir Jacques, qui y est presque tous les soirs lorsqu'il ne travaille pas, claquant en Pimm's et en Alexandras une partie de sa paie. Pourquoi ne sont-ils pas plutôt au Sélect, un peu plus haut sur le boulevard du Montparnasse (dragueurs et oisifs professionnels), ou à l'Académie de la Bière, un peu plus bas sur le boulevard de Port-Royal (presque la zone, babas pas toujours *cools*) ?

Entre les deux

C'est qu'ils *sont* entre les deux : pas vraiment des étudiants vivant de jobs en attendant leurs diplômes, ni des anonymes du spectacle, techniciens de confiance dont le nom n'a pas passé l'affiche, ou bien de ces guignols qui montent des coups foireux depuis des dix-quinze ans. Ils ne le sont plus, ou pas encore. Leur situation transitoire, qui les oblige à vivre, comme on dit, d'expé*dients, fait partie intégrante de* ces métiers où la professionnalisation — autrement dit la possibilité de vivre de ce qu'on fait — n'est jamais garantie d'avance, étant fonction de la « reconnaissance », souvent aléatoire, des pairs et des spécialistes.

Jean, par exemple : comment trouver des engagements s'il n'a pas fait ses preuves devant un orchestre, un public, des critiques ? Oui, mais comment faire ses preuves si on ne lui donne pas l'occasion de diriger ? Car il y a le travail et le talent, certes, mais aussi, en plus, l'introduction dans la profession — souvent mesurable au carnet d'adresses, — qui, elle aussi, est un apprentissage, dès lors qu'elle n'est pas garantie d'avance par ce que certains (ceux qui en bénéficient) nomment les circonstances favorables ou la chance, et que les autres (ceux *qui ne peuvent pas compter* dessus, comme Jean, ou Bruno, qui cherche un engagement, Benoît un producteur, Jacques un éditeur prêt à miser sur lui, Ca*roline une écoute, Sophie un* vote favorable, Stéphanie un public) appellent, tout simplement, le piston. Métiers donc où pour exercer il faut être, aux deux sens du terme, « reconnu », mais où il faut d'abord s'exercer pour arriver à se faire reconnaître. Cercle pas forcément vicieux, même s'il prolonge souvent l'attente. Des métiers qu'on dit d'art. Professions artistiques.

Ils travaillent, même si c'est au noir, afin d'entretenir des compétences dont sans doute ils finiront par vivre. Et ce qui les distingue des « métiers anonymes » ou des marchepieds du spectacle, c'est, tout simplement, qu'ils sont trop jeunes pour s'y être installés. Mais ça va venir : l'an prochain Benoît, plutôt que de faire des chantiers, sera second ou même premier assistant sur des « télés » (où il pourra gagner pas mal d'argent) ; Bruno donnera des cours de solfège à de futures chanteuses (dont Caroline), et Jean se fera embaucher comme assistant d'un chef d'orchestre — le tout étant de savoir s'ils arriveront à en sortir, de ce purgatoire de l'art. Peut-être resteront-ils toute leur vie premier assistant, prof de piano, seconde main. Ou peut-être se feront-ils un nom.

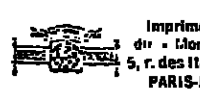
Dédoublement

Pour le moment, ils se retrouvent à la Closerie, qui est à Paris l'un des rares endroits chics où l'on peut se rendre même si l'on est (relativement) fauché, pour peu qu'on se sente riche d'un quelconque capital — fût-il culturel, voire virtuel. Ce qui les réunit là, le soir (ou parfois dans les Halles, au Mother ou au Conways, c'est selon), ce n'est pas l'origine sociale qui diffère sensiblement : si leurs parents ont en commun de n'être pas artistes, ils peuvent être notables de province ou « petits bourgeois », industriels ou psychanalystes (Jean fait souvent des chantiers avec un fils de plombier qui, comme eux, ne travaille — au noir — que le temps de réunir assez d'argent — mais c'est pour s'acheter une ferme dans le Midi). Ce n'est pas non plus leur « vocation », qui les rassemble à la même *table (mais un tel mot* les ferait rire, qui convient mieux à La Palette, café des peintres américains qui y croient) : car il n'y a pas grand rapport entre un orchestre et une équipe de tournage, un piano et un stylo, une partition et un scénario.

Pour comprendre ce qui les fait se rencontrer, il faut chercher plutôt dans leur disposition présente à un « dédoublement » qui, pour être provisoire, n'en constitue pas moins un élément structurel de leur condition, comme disent les sociologues : en bref, les futurs artistes, lorsqu'ils ne sont pas sous mécénat (parental ou autre), passent forcément par les petits métiers de l'artisanat — où vraisemblablement ils ne feront que passer — puis par les petits métiers de l'art — où ils courent le risque de demeurer : il en est qui rapportent bien, et l'on accède pas toujours au grand art.

Dans l'immédiat, Jean cherche des occasions de diriger, Bruno continue à s'entraîner, Benoit présente son court métrage. Jacques écrit entre deux convois, Caroline fait du porte-à-porte et Stéphanie on ne sait trop quoi, pendant que Sophie lit du Henry James derrière sa caisse. Certains font aussi du plâtre, de temps en temps, en attendant de se faire un nom. Pour le moment, ils n'ont encore que des prénoms que parfois, très simplement, ils échangent, comme les appartements à loyer protégé, les amours et les adresses de chantiers. ■

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

هكذا من الأصل

vendus

la déchiqueteuse, ...
chance.

ges d'*Omo* : 0,40 F le kilo, au cours du jour, ou bien un peu moins, c'est selon la saison.

Évidemment, à ce prix, on se doute que les éditeurs ne tirent pas profit de l'holocauste ; le pilonnage leur coûte même parfois un peu d'argent. De plus en plus, ils ont donc recours à l'autre moyen dont ils disposent pour résorber la prolifération des invendus : les soldes.

Vérole

Il s'agit cette fois pour l'éditeur de vendre à un négociant, à prix cassés, les ouvrages dont l'exploitation était de toute manière devenue un leurre coûteux. Le livre neuf que vous trouvez affiché à 10 F dans un bac, sur le trottoir, alors que vous l'aviez payé 50 F quelques semaines auparavant, est un livre soldé. Cette vente en gros présente un double avantage : pour l'éditeur, elle procure un afflux d'argent frais provenant de la réalisation d'un stock déjà amorti, et, pour l'auteur, elle laisse subsister l'espoir de toucher de nouveaux lecteurs qui lui resteront fidèles. A quoi attribuer l'absence totale de statistiques sur l'importance *du solde et son évolution ?*

Interrogé sur le problème, le syndicat des éditeurs m'a répondu par la voix de son responsable des relations publiques : « *On peut à la rigueur connaître dans un pays le nombre de propriétaires de yachts ; il est beaucoup plus difficile de dénombrer les citoyens qui y souffrent de vérole* »... Passe encore pour le pilon, destruction clandestine de laissés pour *compte*. Mais le solde ?

Ces grossistes qui éparpillent leur « marchandise » aux quatre coins de l'Hexagone évoquent une cascade de fautes commises : celle de l'auteur, qui n'a pas su convaincre, ou séduire ; celle de l'éditeur, qui a mal publié, soit que la décision même de faire paraître tel ouvrage ait été infondée, soit, plus fréquemment, que le tirage initial d'un livre ait été exagéré. Le solde frappe d'abord les « coups » ratés, les best-sellers restés confidentiels, ou les livres chers à fabriquer, qui obligent à faire le pari d'un tirage de départ important pour pouvoir être mis en vente à un prix qu'on a cru, à tort, acceptable.

Brocante

Enfin, le solde révèle l'incapacité du réseau de distribution traditionnel à promouvoir et à vendre les livres qui lui sont proposés au prix auquel il les met sur le marché. Certains titres, passés inaperçus lors de leur sortie, parce que les libraires n'y ont pas cru, se trouvent parfois faire un malheur sur le marché du solde qu'ils inondent.

René Baudoin arpente un invraisemblable entrepôt qui ferme une impasse proche de la Nation. Sur plusieurs milliers de mètres carrés — auxquels s'ajoutent ceux d'un hangar de banlieue — s'entassent des murailles de livres.

Il y a le boulevard des livres de cuisine, la place du porno, le quartier des sciences humaines et les faubourgs du roman...

Des Fenwick chargés de palettes font des va-et-vient incessants de l'entrepôt aux camions. René Baudoin est le plus important des soldeurs « indépendants », et bénéficie donc du statut de libraire. Libraire d'une trentaine d'années, inconnu du grand public, il lui vend pourtant quelque... 12 tonnes de livres chaque jour. Convertissez en nombre d'exemplaires, ce qu'il s'avère incapable de faire lui-même, et vous concevrez que ses confrères en soient quelque peu ébranlés !

René Baudoin ne se contente pas de racheter et de vendre ; outre son activité d'éditeur — *Encyclopédie de Diderot*, *Calendrier des bergers*, albums photographiques, et, prochainement, un ouvrage aussi recherché que la *Grammaire logique* de J.-P. Brisset, — il s'attache à redonner vie aux cadavres qu'on déverse sur lui : il rhabille, c'est-à-dire qu'il change la couverture, et parfois le titre, des ouvrages qui lui paraissent le mériter ; de cette manière, il a vendu douze mille exemplaires d'un livre sur le tatouage qui était resté jusque-là totalement « en panne ». Il ne se voit pas le moins du monde comme un « casseur » de la librairie, puisqu'il intervient seulement en dernier ressort, quand les autres ont déjà fait la preuve de leur impuissance, ou de leur... incompétence. *L'Amant imaginaire*, de Taos Amrouche, publié par Robert Morel, avait été passé sous silence par la presse, ignoré par son diffuseur, quasi boycotté par les libraires : il en vendra dix mille, en regrettant que l'éditeur, qu'il estime, n'ait pas tiré parti de cette occasion pour glisser dans les exemplaires soldés son catalogue des titres toujours disponibles dans le circuit traditionnel. Lui, dont le travail consiste à prendre en charge tous les cas désespérés, ne pilonne pas plus de 10 % de ses stocks. Les éditeurs en gonflent artificiellement le coût en y intégrant, selon lui, les frais généraux considérables qui tiennent au train de vie des équipes commerciales ou à des frais de publicité excessifs, que lui-même n'a évidemment pas à supporter.

Les livres soldés se vendent pour un quart à l'exportation, un autre chez les grossistes et part dans les grandes surfaces. Le troisième arrose les librairies, soit qu'il s'agisse des librairies de soldes spécialisées qu'on voit fleurir à Paris et en province (souvent là où des libraires traditionnels ont dû baisser les bras et vendre leur fonds) ou des librairies générales qui se servent du solde à la fois comme produit d'appel étalé sur le trottoir et pour nourrir un fonds que la carence des éditeurs menace de laisser tarir. Enfin, et c'est là le phénomène le plus intéressant, le dernier quart s'oriente maintenant vers ce qu'on peut qualifier de « marché parallèle ».

Un jour, un brocanteur rendit visite à René Baudoin : « *Je ne veux pas dépenser plus de 5 000 francs, et il me faudrait quelques palettes de trucs cohérents. Que ça tienne debout quand j'étale...* » L'expérience se révéla positive au-delà de toute attente, les livres, dispersés entre les vieux lavabos et les lustres de récupération, se révélèrent être un « produit leader ». Alors vinrent les autres, ces « nouveaux libraires » : « Big Boss », « Promo-Flash », « Foir'Fouilles », « Discount Business », soldeurs de surplus américains, de papier peint, d'outils, de lunettes de soleil... Eux aussi viennent maintenant remplir leurs camions à l'entrepôt : « *L'un d'eux m'a liquidé en quelques semaines 50 tonnes de* « Pensée universelle », *mais il m'a aussi vendu deux cents* Civilisation hellénique, *de Zervos, aux Cahiers d'Art ! Pour lui, c'est seulement un gros livre qui se vend, mais il suffit que ceux qui achètent, eux, sachent !* »

Baudoin se refuse à jeter la pierre à ces « commerçants purs », qui viennent poser leurs pattes sur les livres : « *Ils font au moins acte d'achat, ce que ne savent plus faire des libraires asservis par les offices des éditeurs ; et puis, si ça se vend, ils regardent ce que c'est...* »

De ce nouveau marché, où l'on vend tout, pourvu que ce soit à très bas prix, René Baudoin attend la disparition totale du pilon. Mais ne faudrait-il pas redouter aussi celle du réseau de distribution, déjà largement attaqué par le discount sous toutes ses formes, auquel les livres bradés risquent bien de donner le coup fatal ? Comment les libraires pourraient-ils expliquer à leurs clients que le prix d'un ouvrage s'effondre d'un jour à l'autre ? Et ces énormes quantités de « lecture » qui s'échangent sur des tréteaux ne viennent-elles pas saturer la demande potentielle et détourner les clients des librairies des nouveautés, qui incarnent pourtant la création ?

Certes, tous ne sont pas encore frappés, et l'on n'a pas encore vu, dans les boîtes des détaillants divers, la couverture blanche de Gallimard, le liséré bleu des éditions de Minuit, le cadre vert ou rouge des éditions du Seuil. Chez ces « grands », et chez quelques autres, l'auteur malheureux peut espérer soit figurer pendant des décennies au catalogue, soit, dans le pire des cas, un enterrement désintéressé et clandestin. ■

ITALIE

Un clandestin très ordinaire

Dans un faubourg du nord de l'Italie, Angela fabrique des pantalons. Au noir. Dans une petite cité anodine et bourgeoise...

VÉRONIQUE MAURUS

ENTRE les dernières rues commerçantes, le canal et les champs crevés de petits jardins potagers, la cité se désagrège en groupes d'immeubles tantôt sordides, tantôt presque cossus. Il fait froid. Dans une prairie de l'autre côté de la route, un manège à l'ancienne grince. Des groupes de jeunes adossés à leurs motos côtoient des ménagères tranquilles. Nul mystère, nulle tension dans ce faubourg éloigné, curieux produit du mélange de la population ouvrière, du « quart monde » et de la petite bourgeoisie milanaise. L'atmosphère tient du *Voleur de bicyclette* et des *Dimanches de Ville-d'Avray*.

Nous brûlons. Depuis deux jours nous traquons le « clandestin »... en vain. « *Un travailleur clandestin ? A Milan, à Naples, oui, mais ici...* » Le mur ! Quel Italien, de ce Nord industriel et hautain, consentirait à dévoiler un peu des dessous d'une économie trop belle pour être tout à fait honnête derrière ses vitrines *design*, son luxe et ses sièges sociaux glacés ?

Il s'en est fallu d'un hasard. L'ami d'un ami... Hésitant, un peu raide dans son rôle de « traître », notre guide ouvre en habitué les grilles d'une cité d'allure bourgeoise, s'excusant encore : « *Dans le Nord nous n'avons pas de vrais ateliers clandestins. Tout au plus du travail au noir...* » Voilà, ça recommence ! Si près du but...

Il se reprend, sentant notre déception. « *Il y en a quand même beaucoup. Ici, par exemple...* » Et d'énumérer, devant chaque fenêtre, une liste interminable : « *J'ai fait un petit pointage* », dit-il, lequel laisse pantois, effectivement.

Ici, Mme D..., femme d'un employé de banque, fait une fois par mois les feuilles de paie d'une petite entreprise. Là, Mme O..., ex-employée de bureau, se livre à un commerce clandestin de marmites. Plus loin, c'est un honorable employé des chemins de fer qui est comptable « à mi-temps » (!), tandis que sa femme « fait » dans l'esthétique à domicile, etc. On n'en finit plus. L'immeuble et la cité toute entière, sous des allures coquettes de nid pour cadre moyen — façades de briquettes, pelouses, balcons de bois, — ne seraient qu'une énorme ruche, secrète, affairée et silencieuse !

Mais nous y sommes, un peu impatient, un peu troublé aussi par l'aspect anodin des lieux, contrastant avec l'énumération que notre guide, imperturbable, poursuit jusque sur le palier. Une jeune femme aimable, mince, vive et soignée, ménagère sans reproche et mère de famille épanouie, nous fait entrer dans un intérieur confortable. Moquette épaisse, canapé, bibliothèque en bois vernis, chaîne hi-fi, plantes vertes, rien ne manque dans ce *sweet home* à l'italienne. « *On pourrait vivre sans mon travail, mais avec plus de difficulté* », dira-t-elle plus tard.

En attendant, c'est presque un choc de découvrir, dans la chambre d'enfants, l'atelier, séparé seulement du lit par une bibliothèque basse. Impeccable lui aussi, et même élégant. L'énorme machine à coudre, la table à repasser, les bobines, en remontreraient pourtant aux ateliers professionnels les mieux équipés. Seule trace de désordre : quelques pantalons en cours de finition.

Angela en confectionne en moyenne trois ou quatre par semaine, selon la demande — il y a la haute et la basse saison — et son temps libre. Sauf cas de force majeure — mariage ou autre, — le donneur d'ordre n'exige aucun délai. La semaine et les journées de notre « clandestine » aux yeux bleus, si fine dans son chandail brun, n'en sont pas moins réglées comme au métronome. Lundi, jour de marché et de travail — bénévole celui-là — à la paroisse ; pas de couture. Mardi, mercredi, jeudi : horaires de travail calqués sur les heures d'école : 9 h. 30-12 h.; 14 h.-16 h. Vendredi, les pantalons terminés sont portés à la boutique de l'employeur, qui donne les pantalons déjà coupés et essayés pour la semaine suivante.

Étonnements

Il paie cash, « bien sûr » : 18 000 lires pièce (1). Un prix fixé tous les ans : « *On s'entend. En général, il augmente de 1 000 lires chaque mois de septembre. Il y a des ateliers qui paient plus, mais pas beaucoup : 20 000 lires ; 25 000 quand il y a des échéances très rigides.* » Un prix de marché en somme... Honnête ? Bof ! « *Avec 18 000 lires, je paie la note d'électricité. Le samedi, au supermarché, je dépense 20 000 à 22 000 lires. Ça va...* »

La précarité de l'emploi ? Angela s'étonne. Non, vraiment, ce n'est pas un problème. Les « jeunes » ne veulent plus faire ce travail et elle est très qualifiée. On lui a souvent fait des offres. Et puis elle a l'habitude. Issue d'une famille nombreuse, fort modeste, elle a commencé à travailler à douze ans dans un atelier de couture. Non déclarée ? « *Bien sûr* ». Elle est restée onze ans la seule ouvrière d'un artisan qu'elle a quitté pour un poste à peine mieux payé, mais — enfin — au grand jour. Elle est restée « régulière » pendant neuf ans dans un atelier employant officiellement huit personnes — en réalité le double — qui fabriquait, au centre de Milan, des costumes de luxe pour hommes. Puis elle s'est mariée, a eu un enfant... et est retournée à la clandestinité. Délibérément.

« *Au départ, je comptais travailler un nombre limité d'années, en souscrivant un régime de contribution volontaire, afin d'atteindre le minimum de la pension de retraite. Et puis j'ai continué.* » Une hésitation. « *Nous voulions aussi, surtout, ne pas dépasser certains seuils de revenus imposables...* » Son revenu, relativement faible (*200 000 à 240 000 lires par mois*, soit 1 000 à 1 200 F), représente quand même 20 % des ressources totales du ménage (entre 5 000 F et 6 000 F).

Et les contrôles, les sanctions ? Angela lève le sourcil, décidément étonnée de nos questions et de l'intérêt porté à son cas, si banal ici. Clandestine, oui, mais sans problème, sans peur et sans reproche. Le risque, connais pas. Pour le « patron », peut-être... « *Mais il a proposé de me déclarer. C'est moi qui ai refusé...* »

Arrive le mari, un barbu jovial et sympathique, technicien supérieur de son état, qui met à nous recevoir la même gentillesse un peu surprise, mais pas empruntée pour un sou. « *Moi, je suis très content. La maison est plus confortable, et puis Angela est un peu indépendante.* » Elle renchérit, souriante, montre ses cheveux impeccablement coupés : « *Si je veux aller chez le coiffeur me faire faire des mèches, il n'a rien à dire...* »

L'atmosphère se détend encore, carrément amicale maintenant. Angela sort les tasses dorées, soigneusement alignées derrière les vitres de la bibliothèque, sert le café. On parle vacances — un mois tous les ans à la mer et à la montagne, — voiture — une Peugeot 305 toute neuve, — loisirs. On refait une fois encore la liste des clandestins du voisinage. « *Toutes les femmes qui n'ont qu'un enfant cherchent un petit boulot* », explique Angela.

« *Nous, honnêtement, nous n'avons besoin de rien. Certains si* », ajoute le mari qui, très fier de son français, raconte les exploits clandestins de ses collègues de bureau : bobineurs en cave, artisans du week-end, comptables du soir, etc. Notre guide s'enhardit, cite sa cousine qui coud des pull-overs chez elle, « *comme ici* ». Il finit par avouer que lui-même, parfois... double ses revenus grâce à des « *consultations privées* ».

On ressort perplexe, presque déçu. Couleur locale, zéro ; la cité garde son allure quiète, bien-pensante, désespérément banale. Il faut se forcer pour penser que derrière les fenêtres... Le visage des passants ne laisse rien entrevoir que de banal : c'est la sortie du lycée ; l'heure de l'apéritif, du journal et de la boulangerie. On pourrait être dans n'importe quelle banlieue. A Naples, peut-être... ■

(1) 1 000 lires valent environ 5 F.

REFLETS DU MONDE

THE GUARDIAN

Drôle de façon de célébrer Noël

Le quotidien indépendant londonien THE GUARDIAN, constate : « *Nos tables sont remplies en ce moment de livres tels que* les Chars au Proche-Orient, les Uniformes des combattants arabes, *dans lesquels les spécialistes tentent de trouver des informations sur l'armée irakienne. (...) Il semble que ces livres militaires jouissent d'une grande popularité en ce moment. Les éditeurs, quelque peu horrifiés, signalent que les encyclopédies sur les fusils et d'autres armes du même genre se vendent très bien ; ils s'attendent qu'un livre sur les couteaux qui va paraître prochainement fera un très grand succès. De telles réussites maintiennent les éditeurs à flot et ils ne font donc rien pour décourager de potentiels lecteurs.* » Ainsi, un éditeur n'a-t-il pas fait porter aux libraires des affiches de publicité pour un livre qui recommande d'offrir pour Noël, fête de la paix, *le Livre des fusils* ? « *Un don peut être plus chrétien que celui d'une arme, mais une façon bien curieuse de célébrer la naissance du symbole de la paix* », ajoute le journal.

SÉOUL SHINMUN

Habeas corpus à la coréenne

Le ministère sud-coréen de l'intérieur semble plein de sollicitude à l'égard de la jeunesse et de ses problèmes, si l'on en croit le journal SEOUL SHINMUN. Celui-ci écrit : « *Le ministère de l'intérieur vient de demander à la police de ne plus pénaliser les jeunes gens aux cheveux longs, car cela risque de gêner le développement de leur personnalité et de leur identité. Si le seul contact des jeunes avec l'autorité gouvernementale se résume à avoir leurs cheveux coupés dans un poste de police, ils risquent d'avoir une conception déformée de ce qu'est la vraie autorité légitime.*

« *La longueur des cheveux ou des jupes n'est pas une affaire administrative, mais une question d'esthétique personnelle et de mode. La nouvelle administration n'interviendra jamais dans les affaires privées des citoyens sous le couvert de sa campagne de purification.* »

tageblatt

Le premier accroc coûte 100 francs

« *Il y a des gens*, explique le quotidien luxembourgeois TAGEBLATT, *qui veulent toujours avoir raison, quand bien même on leur montre noir sur blanc qu'ils ont tort. En voici un exemple. Pour conclure une soirée sympathique, nous nous rendîmes à plusieurs dans une pizzeria. Quand la note nous fut présentée, nous donnâmes au garçon un billet de 1 000 francs. Mais il refusa catégoriquement de l'accepter en paiement. Interrogé sur la raison de son geste, il nous dit que le billet était abîmé et que la Caisse d'épargne ne lui en donnerait alors que 900 francs. Affirmation que nous repoussâmes d'autant plus que l'un de nous est caissier à la poste. Il s'ensuivit de la part de l'hôtelier et du serveur la menace d'appeler la police, ce qu'ils ne firent pas, bien que nous fussions parfaitement d'accord. Comme rien ne servait de se disputer inutilement, nous réglâmes l'addition en nous cotisant de notre dernier argent. Après en avoir parlé avec des responsables de la Caisse d'épargne, il apparaît établi qu'en aucun cas les billets de banque ne sont négociables au centimètre. (...) Pour un billet de 1 000 francs, à peu près coupé en deux, on reçoit logiquement 500 francs. On en reçoit 1 000 lorsqu'on peut produire plus de la moitié du billet. Un morceau inférieur à la moitié est sans valeur.* »

Qu'on se le dise, dans les pizzerias luxembourgeoises et ailleurs !

The Daily Telegraph

Les faits de la vie

Le quotidien conservateur DAILY TELEGRAPH rend compte d'un livre, *les Faits de la vie*, écrit par l'actrice Nanette Newman, qui a versé ses droits d'auteur à une association d'aide aux enfants handicapés, comme elle l'a déjà fait pour cinq ouvrages.

Pour connaître *les Faits de la vie*, l'auteur a interrogé des enfants. Voici quelques réponses:

« *Pour avoir un enfant, il faut faire l'amour à quelqu'un qui n'a rien contre* », suggère Marianne (neuf ans). « *Je verrai d'abord si la vie mariée me plaît et si elle me déplaît, alors j'essaierai autre chose* », affirme Mark, âgé de onze ans. Peter, de deux ans plus jeune, conseille : « *Commencez d'abord tous par tomber amoureux, puis mariez-vous et ayez un bébé. Vous pouvez aussi le faire à l'inverse.* » Lynn, neuf ans, estime que ceux qui ne veulent pas d'enfants doivent pratiquer « la contradiction ». Cathy, sept ans, explique : « *Marie, la femme de Joseph, a eu une immaculée contraption.* »

ASSOCIATED PRESS

La guerre du musicien

Dans le nord de Londres, tous les samedis, un musicien de vingt-neuf ans s'installe devant une boutique vide et présente aux passants une pétition à signer. Cela se passe à Hampstead, quartier unique à Londres qui *a su préserver une atmosphère* de village que l'on trouve rarement dans les faubourgs de la *capitale. Hampstead est peuplé* d'étudiants, d'hommes d'affaires jeunes, d'intellectuels et de *personnes plus âgées, souvent originales*. La très grande majorité sont des conservateurs passionnés. *C'est pourquoi sans doute* cinq mille d'entre eux sur les cinquante mille habitants ont *signé la pétition du musicien* : comme lui, ils ne veulent pas que leur quartier chic soit dénaturé par l'ouverture de la quarante-quatrième succursale d'une firme *spécialisée dans la vente du* « hamburger », cette boulette de viande servie dans un petit pain chère aux cœurs américains.

Quatre associations d'habitants de l'Hampstead soutiennent l'action du musicien, disant qu'ils n'ont rien contre les snacks-bars en tant que tels, mais qu'ils ne *veulent pas d'une échoppe à* hamburgers « *dont l'installation à Hampstead serait une atteinte à l'héritage de l'Angleterre* ». Elles tentent donc, presque tous les jours, de faire pression sur *le conseil municipal pour que* celui-ci ne délivre pas l'autorisation demandée par la chaîne *des hamburgers... Le directeur* commercial est « *déconcerté* » et rappelle que son restaurant *procurerait cent emplois locaux* nouveaux... Quant au conseil municipal, il a pour l'instant ajourné *sa décision pour étudier le problème* de manière plus approfondie. Quant au musicien, il ne désarme pas et tous les samedis sollicite les signatures des passants...

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Anticonformisme en chansons

La jeune chanson populaire allemande n'est pas rentrée dans le rang après l'explosion contestataire d'il y a dix ans. Elle n'est plus violemment contestataire. Elle reste vigoureusement anticonformiste.

ALAIN BROSSAT

« *IL nous faut des alternatives à Travolta et à Strauss !* » Celui qui lance ce fier slogan n'est pas un descendant du S.D.S. de la fin des années 60 ou de l'école de Francfort. C'est Udo Lindenberg, une des plus grandes vedettes du rock allemand d'aujourd'hui. Un jeune homme inventif qui a su réaliser un cocktail détonant en alliant des rythmes endiablés ou mélancoliques à des textes carrés en allemand de la rue, qui vend ses 33 tours à des centaines de milliers d'exemplaires, fait craquer les plus grandes salles des métropoles ouest-allemandes et... ne rate pas un concert *Rock gegen Rechts* (1).

Au temps pour ceux qui croyaient la jeunesse ouest-allemande « américanisée » au point de ne pouvoir s'enflammer que pour les stars d'outre-Atlantique ! Le fait est que, depuis quelque temps, le paysage de la chanson allemande change. Pendant des lustres, elle a souffert d'anémie aiguë, pour cause de *Schlager*. Le *Schlager*, c'est cette chanson de « variétés » qui s'insinue dans les coins et recoins de la vie quotidienne par le truchement de la radio et de la télévision et, en Allemagne, atteint des sommets d'inanité standard difficilement imaginables. Disons simplement que le célèbre *Sag Warum*, qui — une fois n'est pas coutume — franchit en son temps la ligne bleue des Vosges, est, auprès de la production courante de ce *Schlager*, ce que l'*Ulysse* de Joyce est à un roman de Delly...

A l'autre bout de la chaine apparut, dans le courant de radicalisation de la jeunesse étudiante à la fin des années 60, une chanson protestataire de qualité où se trouvaient pris à partie les démons renaissants de la vieille Allemagne et les miracles contestables de la nouvelle. Degenhardt, Neuss, Hüsch, Süverkrüp — pour ne citer que les plus connus. — stigmatisaient en ballades amères la bonne conscience retrouvée de leurs aînés et les crimes américains au Vietnam. « Protest song » souvent percutant, mais chanson d'intellectuels pour les intellectuels et à laquelle, c'est le moins que l'on puisse dire, les médias ne faisaient pas la part belle.

Aujourd'hui, les feux des années 1968-1970 sont éteints, et l'on ne chante plus, comme le groupe militant Ton Steine Scherben qui eut son heure de gloire parmi les « radicaux », *Der Kampf geht weiter, Macht kaputt was euch kaputt macht* (2) et autres hymnes guerriers. Et pourtant : pour s'être dégagée de ces accents de militance sommaire, la « nouvelle » chanson allemande, celle qu'aiment les jeunes, n'est pas rentrée dans le rang. Elle ne cesse de rompre des lances avec le conformisme ambiant et fait plus que jamais grincer des dents le petit-bourgeois *(Spiessbürger)*.

Certains, comme Udo Lindenberg, ont choisi de s'adapter aux goûts musicaux de la jeunesse pour s'adresser au grand nombre, un peu à la manière d'un Lavilliers ou d'un Higelin — une certaine sophistication en moins. Ils chantent rock, pop, blues, reggae, voire disco, selon l'air du temps, mais, avec les rythmes, le « message » passe, avec sa charge de révolte. Ainsi, les chansons de Lindenberg, sarcastiques ou tendres, douces ou véhémentes, composent de petits tableaux, au ras de la vie quotidienne, singulièrement dépouillés et résolument engagés tout à la fois.

Sans complaisance

Y défilent les mythes et les angoisses de la jeunesse : moto, drogue, drague, rêves d'Amérique, chagrins d'amour, solitudes de banlieue, rage de vieillir : « *Elle a quarante ans et se demande /Comment me tirer de cette salle d'attente/Avec mes rêves congelés au frigo/Avant que vienne la Faucheuse...* » Ni complaisance ni démagogie : Lindenberg est contre la drogue, contre les soûleries du samedi soir (il parle d'expérience), et ses chansons le disent sans ambiguïté. Les jeunes écoutent, applaudissent ou sifflent, mais le déclic a lieu. Ces textes ne sont pas de ceux qu'on avale pour s'étourdir. Parfois, la politique affleure dans le chant multiple de la vie quotidienne : comme dans cette belle ballade, *Mädchen aus Ostberlin*, qui évoque une histoire d'amour coupée en deux par le mur de Berlin et où l'on rêve... d'un grand concert des Rolling Stones sur la place Rouge !

Lindenberg n'est qu'un exemple, le plus spectaculaire, des voies nouvelles de la chanson allemande. Mais il n'est pas le seul qui illustre la vitalité d'un mode d'expression populaire tourné contre les codes de conduite obligatoires d'une société quadrillée par les conformismes. Il faut écouter aussi les longues ballades d'un Hannes Wader qui sont autant de traversées, à demi vécues, à demi imaginaires, de l'Allemagne « blanche » d'aujourd'hui, avec sa suffisance repue, sa haine des « marginaux ». Il faut écouter un Konstantin Wecker, qui, avec son inimitable accent bavarois, chante une rage de vivre, *Une quantité de vies*. Il faut écouter les « chansons-tracts » de Walter Mossmann, qui puisent dans le registre de la chanson populaire traditionnelle pour mettre en paroles le combat antinucléaire, la lutte pour la liberté de l'avortement, ridiculiser les politiciens réactionnaires et interpeller les « bonzes » syndicaux : chansons de circonstance, conçues pour être adaptées au gré des manifestations; chansons de lutte qui viennent du mouvement social protestataire et y retournent.

Paradoxe rassurant : tandis que les deux Allemagnes ne cessent de se contempler en chiens de faïence, la chanson, elle, circule entre la R.F.A. et la R.D.A. avec une insouciance propre à désarmer les plus zélés des garde-frontières. Les jeunes Allemands de l'Est, c'est bien connu, aiment les rythmes modernes non conformes aux canons esthétiques du « socialisme réel », et les dirigeants du S.E.D. gardent encore en mémoire un certain concert sur l'Alexanderplatz de Berlin-Est qui, fin 1977, tourna à la franche émeute. A quoi bon saisir quelques cassettes pop à la frontière des deux mondes dès lors que la télévision ouest-allemande peut être captée sur presque tout le territoire est-allemand ? Parmi les enfants de la caste privilégiée de l' « autre Allemagne », il est de bon ton d'exhiber une collection complète des Rolling Stones ou le dernier succès de Lou Reed. Nina Hagen, l'étoile qui monte au ciel du rock ouest-allemand, remporta ses premiers succès à l'Est en interprétant des chansons de... Janis Joplin.

Mais ce n'est là que la moitié du paradoxe. L' « exportation », le plus souvent à leur corps défendant, de nombre de chanteurs est-allemands non conformistes a fortement contribué au renouveau de la chanson en Allemagne de l'Ouest. Le premier nom qui s'impose est, bien sûr, celui de Wolf Biermann. Certes, ses chansons antibureaucratiques au vitriol étaient connues et appréciées dans la gauche ouest-allemande bien avant son bannissement par les autorités de R.D.A., intervenu en novembre 1976. Mais ce n'est que depuis ce fameux concert de Cologne, dont on saisit le prétexte pour lui interdire de regagner la partie de l'Allemagne où il avait choisi de vivre, et qu'il qualifiait lui-même de « meilleure », qu'il a véritablement « éclaté » en R.F.A. Intimement lié à la gauche « radicale » ouest-allemande, il s'est rapidement engagé dans ses combats et ses débats. Si, dans ses concerts, il continue à interpréter certaines chansons-pamphlets qui lui attirèrent les foudres des gens de pouvoir à l'Est, son répertoire s'est enrichi de textes toujours aussi militants et caustiques contre le « tout-nucléaire » en Allemagne fédérale, sur la mort de Baader et de ses amis dans la prison de Stammheim, une grève de dockers en mer du Nord... Exécrant l'étiquette de « dissident professionnel », il s'applique, avec un sens des formules, une agilité intellectuelle extraordinaires, à attirer l'attention de ses auditeurs sur les problèmes et les conflits qui taraudent leur propre société, et pas seulement ce « *Drüben* » (3) qui, en R.F.A., sert si souvent de dérivatif commode aux questions d'actualité ouest-allemande. Ainsi, chacun de ses concerts, où alternent chant et débat avec le public, prend l'allure d'une sorte de *brain storming* où la jeunesse allemande (pas seulement « radicale ») s'interroge sur le passé de son pays, le destin du communisme allemand et les séquelles du nazisme, l'avenir de cette nation bicéphale. A la charnière du lyrisme poétique et de l'engagement politique, Biermann est aujourd'hui un phare pour toute une génération de jeunes chanteurs ouest-allemands.

L'Est

Notons d'ailleurs que, pour ainsi dire dans ses fourgons, sont arrivés en R.F.A. plusieurs jeunes chanteurs de l'Est qui s'étaient engagés dans le mouvement de protestation à la suite de son bannissement : Pannach et Kunert, Michael Sallmann, dont l'inspiration doit beaucoup à celle de Biermann, disent le malaise de chanter entre Est et Ouest : « *Me voici maintenant fixé à Berlin-Ouest/Et j'entends ceci/Ce Rouge il n'a qu'à passer de l'autre côté/Ah ! si je le pouvais seulement.* » (Michael Sallmann). Depuis quelques semaines, Bettina Wegner, dont le nom est connu en Allemagne fédérale, est venue grossir le contingent des chanteurs est-allemands en exil. Son féminisme militant apporte une note nouvelle dans ce concert et témoigne que, sous le « socialisme réel », sommeillent encore quelques *M.L.F. !*

Nina Hagen, elle, a atterri comme une météorite sur la scène du rock occidental ; dynamitant tous les ponts derrière elle, elle s'est fait une tête de diva « punk » et produit une musique tissée de halètements, de feulements et d'imprécations. Dotée d'un registre de voix fabuleux, elle empoigne l'auditeur au col et ne le lâche plus. Ses cris, ses provocations, ont le goût de la douleur d'être dans un monde inhabitable, perclus de décadence et de bêtise. Qu'elle chante le sexe ou l'ivresse du reggae, l'émancipation des femmes ou le goût de mort des grandes villes, la dérision est toujours au bout de la rime et du cri. Une révolte sans espoir de rémission ou d'accommodement.

Signes des temps : ses disques sont disponibles en France. Comme ceux de Biermann. Pour les autres chanteurs que nous avons évoqués, il faudra attendre encore un peu : c'est si loin, l'Allemagne !

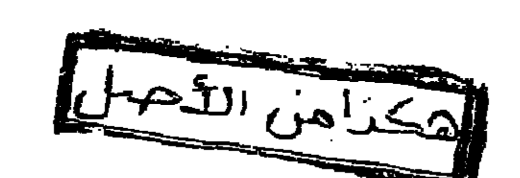
(1) *Du rock contre la droite.*
(2) *Le Combat continue. Démolissez ce qui vous démolit.*
(3) *De l'autre côté*, c'est-à-dire à l'Est, en R.D.A.

LA MAISON TORAYA OUVRE LE 6 OCTOBRE!

La Maison TORAYA, la plus ancienne Pâtisserie du Japon, est fournisseur de la Cour Impériale depuis 450 ans. Elle ouvre, à Paris, son premier magasin à l'étranger et vous invite à venir déguster dans son Salon de Thé ses pâtisseries traditionnelles, faites entièrement de produits naturels.



Pâtisserie Traditionnelle Japonaise, Salon de Thé
10,Rue Saint-Florentin-75001 PARIS. Tél : 260.13.00



Radio-Télévision

«Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste », à Antenne 2

La grande famille de la gauche

THOMAS FERENCZI

ENTRE le *Zola* d'Armand Lanoux et Stellio Lorenzi, centré sur l'affaire Dreyfus, et *le Congrès de Tours*, de Jean Elleinstein et Yves Ciampi, qui reflétait la montée du socialisme, le *Jaurès* d'Ange Casta vient rétablir le chaînon manquant dans cette histoire imagée de la Troisième République avant 1914, dont la télévision semble s'être fait une spécialité. Une histoire vivante, qui offre l'exemple d'une pédagogie efficace : on retrouve avec plaisir, d'une émission à l'autre, les mêmes personnages, sous un éclairage différent, qui rend compte de la complexité des situations et donne à chacun des films, en relation avec les deux autres, une grande puissance d'évocation.

De la pédagogie, même si le mot, dit-il, rebute, c'est bien ce qu'a cherché à faire Ange Casta, qui cite, en substance, Rossellini : *« Quand on a la chance d'accéder à un moyen d'expression comme la télévision, on a le devoir de donner à son travail une dimension pédagogique. »* Voilà pourquoi Ange Casta s'est employé, dit-il, à *« casser le spectacle »*. Il n'avait pas envie de *« raconter une belle histoire, une histoire édifiante »*, comme il eût été facile de le faire. Il voulait, bien sûr, *« séduire les gens »*, mais en même temps *« agiter une clochette pour dire : attention, ne vous laissez pas trop facilement raconter une anecdote »*. Il tenait donc à *« sortir les gens de la grande fresque théâtrale »*, façon Lorenzi ou Ciampi, qui est à la télévision, selon lui, *« l'équivalent du grand roman populaire »*.

Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste est tout de même une *« grande fresque théâtrale »*, dont l'intérêt dramatique ne faiblit jamais ou presque (il y a peut-être un peu trop de discours, mais Bernard Fresson est entré remarquablement dans le rôle de Jaurès). C'est aussi une réflexion sur le présent, ce présent qui figure dans l'émission grâce à des séquences filmées aujourd'hui à la verrerie d'Albi et dans les mines de Carmaux, grâce à la chanson de Jacques Brel *(Ils ont tué Jaurès)* que l'on entend à la fin, et surtout grâce aux interventions de Charles-André Julien.

Le dernier témoin

Charles-André Julien, quatre vingt-neuf ans, a rencontré personnellement Jaurès, qui était un ami de son père. Il est probablement le seul témoin encore vivant. De Jaurès on n'a gardé aucun document cinématographique, à l'exception de deux plans filmés à la Chambre des députés, qui font au total 45 secondes. Ils sont conservés à la cinémathèque Gaumont. On n'a pas non plus d'enregistrement de sa voix, il ne le voulait pas, dit Ange Casta. Un documentaire sur Jaurès n'aurait donc pas beaucoup d'intérêt. Mais le témoignage de Charles-André Julien, qui impose à l'écran, avec sa chaleur, son intelligence, son amour de Jaurès, une étonnante présence, apporte un exceptionnel poids de vérité.

Dans la famille d'Ange Casta, on vénérait aussi Jaurès. Ange Casta ne se cache pas de faire œuvre militante. Car la vie de Jaurès, dit-il, nous parle des problèmes de notre temps : le chômage, le tiers-monde, le socialisme. Jean Jaurès est *« porteur d'interrogations qui sont celles de 1980 »* : les récents événements de Pologne ne montrent-ils pas, par exemple, la *« formidable lucidité »* d'un homme qui ne jugeait pas contradictoires l'émancipation des travailleurs et la foi religieuse ?

Ange Casta est de ces réalisateurs qui se battent pour la pratique de leur métier. Il a exercé d'importantes responsabilités syndicales. La réalisation de son film illustre bien la situation de la télévision aujourd'hui. En 1977, Ange Casta, qui a fait dans les années 60 de nombreux reportages pour « Cinq Colonnes à la Une », puis pour des éditions spéciales d' « information première » (notamment *l'Algérie dix ans après*, en 1972), qui a réalisé aussi plusieurs dramatiques et qui vient d'achever un documentaire sur le chômage pour les « Dossiers de l'écran », songe à un grand film sur Jaurès. Marcel Jullian, qui va quitter quelques semaines plus tard la présidence d'Antenne 2, donne son accord. Ange Casta travaille sur le scénario et, en 1978, commence à discuter du financement.

Il fait appel à un producteur privé, Philippe Dussart (le producteur de *Mon oncle d'Amérique*), qui chiffre le projet à 2,72 millions de francs. Antenne 2 refuse d'aller au-delà de 1,9 million. Le projet est ramené à 2,58 millions, puis Ange Casta se tourne vers la S.F.P. qui dit : 2,45 millions. Antenne 2 ne veut rien entendre mais finit par accepter de monter d'abord jusqu'à 2,10 millions, ensuite jusqu'à 2,30 millions, à condition que la S.F.P. consente une couverture de 100.000 F sur les habituels 10 % d'imprévus et que la durée du tournage soit réduite de 25 à 23 jours, ce qui fait gagner 50 000 F supplémentaires. On s'entend donc sur 2,45 millions, dernier prix.

Conditions de production

La préparation commence, en décembre 1978, quand la S.F.P fait savoir qu'elle s'est trompée Elle demande 2,60 millions, puis, après un nouveau chiffrage, 2,75 millions. En économisant un peu, on arrive à 2,71. C'est encore trop. Le projet est par terre.

Retour de Philippe Dussart, qui veut bien descendre à 2,35 millions.

On négociera sur les droits des ventes à l'étranger et on parviendra finalement à 2,25 millions. Le tournage se fera en vingt jours.

Tout cela, dira-t-on, est de la petite histoire. Peut-être. Mais elle montre d'abord comment, une fois de plus, la S.F.P. a laissé la place à une société privée, ce qui, au départ, n'était pas évident. Elle prouve ensuite que le réalisateur doit dépenser la plus grande partie de son énergie à trouver de l'argent. Enfin, elle éclaire la façon dont le budget d'un film est peu à peu rogné jusqu'à porter atteinte à la qualité du travail artistique. En dépit de ces difficultés *(Jaurès* a coûté, à l'heure, la moitié du *Zola)*, le film d'Ange Casta est réussi. Ses limites sont celles de ses conditions de production.

● **Jeudi 9 octobre, Antenne 2, 20 h. 35.**

«Hollywood U.S.A.», à FR 3

Versions originales

CLAUDE SARRAUTE

SAVEZ-VOUS de quoi on parle dans les festivals, dans les grandes rencontres internationales ? De qui a vendu quoi ? A qui ? Dans 85 % des cas à la Grande-Bretagne et surtout aux Etats-Unis, deux marchés ouverts l'un à l'autre et orgueilleusement fermés au reste du monde. La consécration pour une émission — ou pour un livre ou pour un film, d'ailleurs — c'est la traversée de l'Atlantique.

Pas facile. A cela une bonne raison : les téléspectateurs américains ne supportent ni le doublage ni le sous-titrage, ils ne tolèrent que ce qui s'exprime, dès le départ, dans leur propre langue, l'américain. Même les Anglais — un peu moins chauvins, ils consentent, eux, à programmer des séries made in U.S.A., — oui, les Anglais sont obligés d'atténuer leur accent et de prendre celui qu'on qualifie de « middle-Atlantic » pour arriver à retenir l'attention des trois chaînes commerciales new-yorkaises. Elles préfèrent, en règle générale, leur acheter l'idée de l'émission et la développer sur place à leur façon.

Ce que je vous dis là, c'était encore vrai la semaine dernière. Depuis, il s'est passé quelque chose d'inouï : le triomphe de « Shogun », ce feuilleton tiré par Hollywood d'un best-seller américain qui comporte — ô stupeur ! — de longs dialogues non sous-titrés en japonais *(le Monde* du 24 septembre). De quoi raviver l'espoir et l'ardeur épuisés de toutes les télévisions étrangères qui se sont systématiquement cassées le nez sur le trottoir de la 6e Avenue où se dressent plein de morgues les trois gratte-ciel les plus inaccessibles de l'audiovisuel.

Véritable filiale de la BBC, le service public yankee se laisse rarement tenter, pour exactement les mêmes raisons, par des produits en provenance du Vieux Continent. A moins évidemment qu'ils ne soient tournés en Amérique et en... américain. C'est le cas, un cas quasi unique, de « Hollywood U.S.A. » présenté le samedi en fin de soirée par FR 3 en version originale sous-titrée, série déjà longue d'interviews de vedettes réalisées par Catherine Laporte-Coolen, une journaliste française bilingue. Elles sont souvent amusantes. Un exemple : à Michael Caine (vous le verrez à l'antenne le 18 octobre) : « *Il doit y avoir de sales moments au cours d'un tournage, non ?* » Et lui : « *Surtout quand vous avez dix mille bonshommes en train de dévaler une pente au pas de charge, trente-cinq explosions soigneusement réparties au cours de l'assaut, et une seule réplique, celle de la fin... que vous oubliez de donner. Alors ils doivent remonter sur leur colline, tout recommencer et, pour un peu, voyez, ils vous feraient la gueule.* »

C'est une nouvelle venue au cinéma, c'est Judy Davis, l'adorable vedette australienne de *Ma brillante carrière* qu'on découvre ce 4 octobre sur nos écrans. Olivia Newton John, star du disco et partenaire de Travolta dans *Grease* nous révélera le 18 novembre son vrai visage, celui de tous les jours, un de ces visages en apparence banal de comédienne capable de prendre tous les masques, y compris celui de la beauté.

● **FR3, le samedi, 22 h. 20.**

Le jazz de Philippe Adler à R.T.L.

Vibrations octogénaires

Le retour en vogue du jazz auprès d'un large public est si évident que la radio à son tour s'empare à nouveau d'une musique déjà octogénaire mais en bonne santé : depuis la rentrée, R.T.L. lui consacre une émission hebdomadaire de près de deux heures animée par Philippe Adler, un « ancien » de la station qui avait commis autrefois d'autres émissions de jazz sur la même antenne et qui est aussi journaliste à l'Express *et auteur de chansons* (Papa-tango, Macao).

Beaucoup de ceux qui évoquent le jazz à la radio le font sur un ton nostalgique. Le but d'Adler est d'en parler en direct, avec une liberté totale, avec l'envie de communiquer aux auditeurs son plaisir, ses passions, d'aborder avec les musiciens eux-mêmes une musique plus vivante que jamais et de sortir un peu plus celle-ci d'une sorte de ghetto culturel.

Pendant longtemps, les musiciens de jazz français ont été à la traîne des Américains et ont développé un complexe pesant. Aujourd'hui, et Adler le sait bien, il y a une nouvelle génération de musiciens qui ont joué en province et, pleins d'inventions, ont développé un son européen.

Avec enthousiasme, à ses risques et périls et avec l'idée de ne pas chercher au-delà des frontières ce qui parfois existe dans l'Hexagone, Philippe Adler veut donner à son émission — qui ne porte toujours pas de titre — un rythme nerveux, rendre les auditeurs sensibles à l'actualité. Les premières cinquante minutes du programme sont consacrées à une présentation des nouveautés, à des « avant-premières » phonographiques. Une séquence dédiée à de grands classiques ou à des pièces de collection suit ou s'intègre dans cette partie.

Vient ensuite une longue séquence consacrée au jazz en France mais qui peut tout aussi bien développer d'étonnantes figures comme celle de Simon Solat, le premier batteur de Django Reinhardt (et qui joua aussi avec Coleman Hawkins) ou encore inviter durant une heure un musicien — voire un cinéaste ou un écrivain — et, en faisant surgir son univers, montrer ses vibrations, ses émotions.

CLAUDE FLÉOUTER.

● **L'émission est programmée le dimanche de 22 h 10 à 24 heures, c'est-à-dire en même temps que celles de France-Inter (22 h 10-23 heures) et d'Europe 1 (23 heures-24 heures). Absurdités de la concurrence !**

Rappelons également les émissions de France-Musique (du lundi au vendredi, à 12 h 35 et à 18 heures, le dimanche à 19 heures) et de France-Culture (le vendredi à 21 h 30).

les films de la semaine

Les notes de Jacques SICLIER.

★ A VOIR ★★ GRAND FILM

Les Risques du métier

D'ANDRÉ CAYATTE
Lundi 6 octobre
FR 3, 20 h 30

★ *Jacques Brel, instituteur accusé d'attentat aux mœurs par les gamins de sa classe, est mis en prison, mais le spectateur croit, d'emblée, à son innocence, le chanteur devenu acteur étant très sympathique Tiré d'un fait divers réel (recueilli dans un livre de Simone et Jean Cornec), le film de Cayatte est sans ambiguïté. Il ne s'intéresse qu'au mécanisme des faux témoignages et au système judiciaire. Il est bien construit, bien réalisé en son genre.*

La Reine de la prairie

D'ALLAN DWAN
Lundi 6 octobre
TF 1, 20 h 35

★ *Ce vétéran du cinéma américain, qui mit jadis en scène plusieurs films de Douglas Fairbanks, sait, en quelques plans, faire vivre décors et personnages, créer une atmosphère. Une sorte de frénésie emporte ce western de série, avec Barbara Stanwyck extraordinaire en héroïne vengeresse. Et, en 1954, l'amitié d'une femme blanche et d'un Indien était, à Hollywood, un thème anticonformiste, audacieux.*

Sept secondes en enfer

DE JOHN STURGES
Mardi 7 octobre
FR 3, 20 h 30

★ *La fusillade de Tombstone, qui terminait* Règlement de comptes à O.K. Corral, *de John Sturges, commence ce film qui en est la suite. La lutte d'Ike Clantonn, survivant du gang détruit (Robert Ryan), contre Wyatt Earp (James Garner) et Doc Holliday (Jason Robards, dramatiquement très fort dans ce rôle), est menée, montrée avec une violence saisissante. A la fin des années 60, la mythologie traditionnelle du western s'effaçait au profit du réalisme historique. John Sturges a contribué à cette transformation.*

Un nuage entre les dents

DE MARCO PICO
Mercredi 8 octobre
FR 3, 20 h 30

★ *Remarqué comme interprète du travailleur portugais de* O Salto, *Marco Pico a débuté dans la réalisation avec cette comédie bouffonne et mordante sur les maniaques du journalisme de faits divers créant eux-mêmes des informations « sensationnelles ». Compères mythomanes, Pierre Richard et Philippe Noiret vivent une folle nuit, flottent au milieu d'un monde imaginaire et dangereux. Il y a, dans cette satire où le réel est déformé par la schizophrénie, une originalité de ton qui, tout en faisant rire, apporte le trouble.*

Les héros sont fatigués

D'YVES CIAMPI
Jeudi 9 octobre
FR 3, 20 h 30

Des Blancs déracinés, d'anciens héros (un Français, un Allemand) de la deuxième guerre mondiale pourrissent au Libéria et découvrent que le monde n'offre plus d'aventures à leur mesure. Venu après le Salaire de la peur, *de Clouzot, ce film s'efforça d'en retrouver le climat d'âcre réalité, d'affrontements violents, et sombra dans un exotisme de pacotille. Et Montand était bien mauvais. Aujourd'hui, on ne supporte plus la vision de tout cela.*

Ce gamin-là

DE RENAUD VICTOR
Vendredi 10 octobre
A 2, 23 h

★ *Tourné, pendant trois ans, par un jeune homme qui aimait le cinéma sans l'avoir pratiqué (il s'est défini lui-même : « né en milieu rural et autodidacte »), dans la commune Deligny, à Monoblet (Cévennes). Fernand Deligny, ancien instituteur qui s'est toujours intéressé aux enfants déficients, avait réuni là (un groupe de maisons abandonnées), depuis 1967, des enfants autistes jugés incurables. Le film de Renaud Victor regarde, observe, sans influencer leur comportement, ces enfants refusant le langage parlé, particulièrement Janmari, dont il suit l'itinéraire de vie quotidienne. Images muettes où le son intervient progressivement. Puis Fernand Deligny lui-même introduit un discours poétique dans ce document, qui nous rapproche de la « différence » pour la supprimer et qui montre comment s'expriment ceux qui ne veulent pas, ne peuvent pas parler.*

Le Cerveau

DE GÉRARD OURY
Dimanche 12 octobre
TF 1, 20 h 35

★ *Le télescopage burlesque du bricolage et de la technique perfectionnée dans la préparation, par un petit escroc et un chauffeur de taxi français d'un côté, par un célèbre truand anglais dit le Cerveau et un caïd de la Maffia de l'autre, du cambriolage d'un train spécial de l'OTAN. L'utilisation d'un budget colossal a fait des gags et des gadgets une machinerie un peu trop luxueuse. Le rythme du film s'en ressent, mais on s'amuse bien avec les deux acteurs : Belmondo-Bourvil, David Niven-Eli Wallach.*

Le Tunnel

DE KURT BERNHARDT
Dimanche 12 octobre
FR 3, 22 h 40

★ *Bravant toutes les difficultés matérielles et les intrigues des spéculateurs, sacrifiant sa vie privée, un ingénieur réussit à construire un tunnel sous l'Atlantique pour relier les Etats-Unis à l'Europe. Plus fort que le tunnel sous la Manche, mais on ne croit pas à la réalisation de cette utopie. Tourné en double version dans les studios allemands, au début du régime hitlérien, par un cinéaste qui n'allait pas tarder à fuir le nazisme, ce film exaltait la mystique du chef suprême conduisant les foules, galvanisant les ouvriers et luttant contre le capitalisme. Idéologie atténuée par les dialogues et l'interprétation de la version française. Comment voir Jean Gabin en « führer » ?* Le Tunnel *comporte quelques séquences dramatiques bien menées dans les chantiers sous-marins. C'est, aujourd'hui, une curiosité pour le rôle qu'y tient Gabin, non rattaché à son mythe ni à ses créations précédentes.*

MAURICE SCHUMANN
de l'Académie française
Un certain 18 juin
"Une passionnante partie d'échecs expliquée par quelqu'un qui n'ignore rien du jeu."
MARGUERITE YOURCENAR
de l'Académie française
Plon

TELEVISION



Déception

DOCUMENT :

« LES NOUVEAUX SEIGNEURS »

Les lundis 6, 13 et 20 octobre

A 2, 21 h 40

Marc Paillet, journaliste de la Résistance, qui ensuite collabora au journal *Combat*, dirige actuellement le service économique de l'Agence France-Presse. Il est l'auteur d'essais consacrés aux ambiguïtés du marxisme. Il a demandé au cinéaste et photographe Henri Glaeser de mener avec lui cette enquête en trois parties consacrée aux « nouveaux seigneurs », c'est-à-dire à tous les technocrates et autres bureaucrates qui, d'un pays à l'autre, à l'Ouest comme à l'Est, se sont progressivement emparés du pouvoir, de tous les pouvoirs — ou presque. Apparatchiks du parti par là, énarques par ici... tous membres des mafias qui font et défont les destins collectifs.

L'idée de ce reportage, baptisé pompeusement « document de création », était bonne et sa réalisation eût même pu être, sur une antenne nationale, un peu subversive ou tout au moins décapante. Le résultat décevra même les téléspectateurs de très bonne volonté, intéressés d'entendre, dans le premier numéro évoquant les bureaucraties totalitaires, les témoignages de dissidents soviétiques, de l'ancien secrétaire de Staline ou de tel spécialiste de la Chine...

De création d'images, il ne faut pas parler : quelques artifices de mise en scène pour des discours vraiment rebattus et pour le moins univoques. L'ennui atteint son comble avec la dissertation finale de notre philosophe nouveau et national se prenant pour Malraux déambulant dans les salines d'Arc-et-Senans. Un ratage. Dommage vraiment.

Abstrait et lyrique

PORTRAIT :
« BRAM VAN VELDE »

Mardi 7 octobre

A 2, 17 h 20

On appréciera surtout les regards de Bram Van Velde, qui se livre à travers la profondeur et l'émotivité de ses silences. Bram, c'est le peintre qui prétend ne pas savoir regarder la nature et qui clame « *son impossibilité de peindre* ». Né en Hollande en 1895, il est avec Chagall et Miro l'un des derniers témoins du siècle ; il a vingt ans lors de la naissance du cubisme, trente ans lorsque Monet peint les *Nymphéas*. Toute la vie de ce maître de l'abstraction lyrique se passe en une longue attente au-delà des échecs successifs, dans un dialogue perpétuel avec le silence. A partir de 1958 des expositions rétrospectives de son œuvre sont organisées par les principaux musées du monde, et en 1973 le Grand prix national des arts lui est décerné.

On le suit dans une de ses longues promenades recueillies, en compagnie du peintre Jean Messager, ce printemps 1980 à Grimaud. Bram s'entretient de son goût pour les livres « *dans lesquels il peut rêver* » et de son amitié avec Beckett. A travers les labyrinthes de ses toiles, on découvre avec l'artiste encore étonné : son regard, jaillissant d'un paysage d'hiver. Tout l'œuvre de Bram Van Velde tend à fixer la fluidité de la vie et du temps.

A cause de Giono

TÉLÉFILM : « COLLINE »

Mercredi 8 octobre

TF 1, 20 h 30

Il faut lire et relire Giono. Tout Giono sans oublier les œuvres de ce qu'il appelait sa « première manière » : les romans du « cycle de Pan ». *Colline* est de ceux-là, qui conte « l'âme sorcière » de la nature et les maléfices de ce vieux paysan, Janet, le seul à connaître et à sentir les volontés du « *Patron* ». *Le Patron ? Celui du* vent, et des sources et du va-et-vient des bêtes, et des souffrances des arbres et de la respiration des pierres. Un être impalpable appartenant au monde cosmique des pressentiments, et commandant aux chats noirs de transmettre avant tout incident suspect des messages de mauvais augure...

Giono fut un conteur magnifique. Et si, en adaptant pour le petit écran *Colline*, Lazare Iglésis donne envie de retourner au livre, eh bien ! ce sera mille fois tant mieux. Le réalisateur, en effet, a tenté au maximum du possible de ne pas abîmer la langue de Giono, son art du récit, son merveilleux « parler ». Les dialogues sont fidèles à l'esprit de *Colline* et ont été confiés à des comédiens qui tous ont à voir avec le midi de la France — Paul Crochet, Yves Favier, Armand Meffre, Marie Cecora, Jean Toscan. Dès lors, ceux-ci n'ont pas trop l'air de forcer leur accent. Surtout ils semblent s'être laissés prendre à la magie des mots.

Voilà pour ce qu'il y a de positif à dire. Quant aux images de ce hameau où la fontaine a cessé un jour de couler, quant au rythme auquel les catastrophes vont se succéder, quant au côté théâtral des mouvements demandés aux acteurs de la tragédie... il faudrait se demander pourquoi Lazare Iglésis fait toujours — autant de moyens dont il dispose — du Lazare Iglésis. Des « produits » qui se ressemblent, soignés certes, mais qui ne révolutionneront jamais l'art de faire des films. A cause en somme d'une platitude sournoise.

Chercheurs d'étoiles

SÉRIE BANDE A PART :
« LE CIEL AU CŒUR »

Mercredi 8 octobre

A 2, 22 h 40

Une étrange émission pour une personne bien à part. Cette fois, Marianne Gosset ne s'intéresse pas à des pionniers ou à des marginaux. Mais elle se penche sur un parfait représentant de la race des chercheurs : astrophysicien au commissariat *à l'énergie atomique à Saclay*, Michel Cassé vit dans un autre monde. L'un de ses proches reconnaît même : « *J'ai mis beaucoup de temps à le prendre au sérieux.* » La preuve, il qualifie ainsi ses amis : « *Sa conscience étoilée* », « *ses pieds sur terre* », « *son pote en ciel* » ou encore « *sa secrétaire galactique* ». Le personnage n'apparaît qu'après la présentation intrigante qu'en font ses amis. Michel Cassé se définit comme « un chercheur d'étoiles » et explique : « *L'homme est le reflet du ciel : ce qui se passe en haut se reproduit exactement en bas. Ainsi, les étoiles vivent en couple et finissent souvent par divorcer.* »

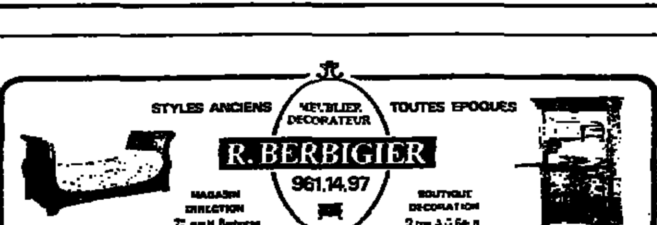
Des situations extra-terrestres pour des dialogues pour le moins étonnants :

« *J'en viens à m'interroger sur l'origine du vin.*

— Le vin est le fils de la Terre.

— Et la Terre ? du Soleil. »

Moralité : le vin est le fils d'une étoile. C.Q.F.D. Pour saisir cet homme un peu fou : une musique et des images qui viennent d'ailleurs.



Lundi 6 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal
13 h 30 Emissions régionales.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.
Ces chers disparus : Edith Piaf racontée par elle-même ; 14 h 5, Chasse photographique en forêt ; 14 h 25, Série : Un dangereux rendez-vous ; 16 h, Variétés : Julos Beaucarne ; 16 h 25, Au grenier du présent : la patrie reconnaissante ; 17 h 20, Rendez-vous au club ; 17 h 45, A votre service.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Comment aider votre enfant à bien apprendre à lire.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « la Reine de la prairie ».
Film américain d'A. Dwan (1954), avec B. Stanwyck, R. Reagan, G. Evans, L. Fuller, A. Caruso, J. Elam, Y. Dugay.
Un fermier du Montana s'approprie les terres et les troupeaux d'un éleveur qu'il a fait tuer par des Indiens. La fille du mort, rescapée du massacre, lutte avec acharnement contre le spoliateur.
21 h 55 Questionnaire : Alfred Grosser.
Professeur à « Sciences Po », journaliste, spécialiste des questions allemandes, Alfred Grosser s'entretient avec Jean-Louis Servan-Schreiber des prochaines élections en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Chanteurs et musiciens des rues.
13 h 45 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Des auteurs face à leurs lectrices.
15 h Français adulte : Petites histoires électriques.
16 h Itinéraires.
L'Himalaya ; Profil : Anton Tchekhov.
17 h 20 Fenêtre sur : Parlons médecine.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
Regards neufs sur l'Amérique.
Jacques Segui à Washington et Claude Gaignaire à Los Angeles ont réalisé une enquête sur l'obésité, nouveau fléau social dans un pays qui compte le plus grand nombre d'obèses au monde. Reportage sur l'extension de la télévision.
21 h 40 Documentaire : Les Nouveaux Seigneurs.
Les jésuites hier et aujourd'hui.
(Lire notre sélection.)
22 h 40 La grande parade du jazz : New-York Jazz Repertory.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Comité national des associations de personnes âgées.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « les Risques du métier ».
Film français d'A. Cayatte (1967), avec J. Brel, E. Riva, J. Harden, A. Alari, M. Laurey, C. Fabrega, N. Nell, D. Deayeux (rediffusion).
Dans un village de l'Eure, l'instituteur d'une classe de filles est accusé par certaines de ses élèves, de viol et d'attentat aux mœurs. Sa femme mène une enquête parallèle à l'instruction de l'affaire afin de prouver son innocence.
22 h Journal.

Mardi 7 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h Télévision scolaire.
12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
Mémoire en fête ; 14 h 5, C.N.D.P. ; 14 h 25, Elles en question ; 14 h 40, Feuilleton : Jean-Christophe ; 15 h 35, Mini show ; 15 h 45, Les recettes de mon village ; 16 h 5, A tire d'elles ; 16 h 15, Tout feu tout femmes ; 16 h 25, Dossier : Les nouveaux bébés ; 16 h 55, Le pour et le contre ; 17 h 5, A vos mains : Patchwork ; 17 h 15, La femme insolite ; 17 h 20, Série : Coup de cœur ; 17 h 50, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 : L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
S'y retrouver dans les méthodes d'apprentissage de la lecture.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Le grand débat : Michel Debré.
Quatre députés, MM. M. Barnier (R.P.R. Savoie), G. Bapt (P.S. Haute-Garonne), G. Longuet (U.D.F. Meuse), P. Zarka (P.C Seine-Saint-Denis) interrogent Michel Debré (R.P.R. Réunion).
21 h 35 Caméra Une, Première : Ils furent rois tout un matin.
D'après le roman de C. Chonez, réalisation R. Milcent, avec S. Bouy, P. Rouleau, S. Thomas...
Dans une petite ville au bord de la mer, l'amour très pur d'un homme et d'une fillette détruit par les commérages et la méchanceté des voisins.
22 h 40 Variétés : Etoiles sur glace.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
La littérature des rêves.
15 h Série : Moïse.
16 h Itinéraires.
La sauvegarde du patrimoine international.
17 h 20 Fenêtre sur : Bram Van Velde.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Téléfilm - J'ai volé mes enfants.
Ce téléfilm américain raconte l'histoire d'un père divorcé qui s'enfuit avec ses deux filles, les recherches menées par la mère, le drame des enfants, etc.
22 h Débat : Les enfants dans le divorce.
Avec Mme S. Rozès, présidente du tribunal de Paris, M. R. Liberman, neuropsychiatre et auteur du livre les Enfants du divorce.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Le Syndicat national des collèges.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
1" h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « Sept secondes en enfer ».
Film américain de J. Sturges (1967), avec J. Garner, J. Robards, R. Ryan, A. Salmi, C. Aidman, S. Ihnat, L. Gates, J. Voight (rediffusion).
Ike Clanton, bandit survivant de la fusillade de Tombstone en Arizona (1881), poursuit le shérif Wyatt Earp, ses frères et Doc Holliday de sa vengeance.
22 h 10 Journal.

Mercredi 8 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Les Pol Pol ; 14 h 5, Spécial 6-10 ans ; 14 h. 10, Bricolage ; 14 h. 20, Dessins animés (et à 15 h 35) ; 15 h 10, Spécial 10-15 ans ; 16 h 35, Dessins animés ; 17 h, Les fantômes du château ; 17 h 25, Studio 3.
18 h 10 Auto-Mag.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Faire aimer la lecture à votre enfant.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Dramatique : Colline.
D'après le roman de J. Giono, réalisation L. Iglesis, avec P. Crauchet, Y. Favier, M. Cecora, J. Toscan...
(Lire notre sélection.)
22 h Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert.
La France des chemins et de la mémoire, avec P. Beret et J.-N. Gurgand (Ils voyageaient la France), *A. Dhôtel* (Une route inconnue), *M. Scipion* (l'Arbre du mensonge) *et Mme F. Zonabend* (la Mémoire longue).
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Bonanza.
16 h 10 Récré A 2.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 : C'est la vie.
18 h 45 Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Tennis Folie's.
Ou quinze chansons en trois sets.
Avec Gérard Chambre, Dan Porret, Slim Batteux, Francis Cabrel, Marie-Paule Belle, Maurice Illouz...
21 h 40 Grand Stade : Sport is Business.
Une équipe de télévision a pu vivre avec le fameux manager Mark Mac Cormack qui a acquis une fortune en « s'occupant » entre autres d'Arnold Palmer, Jean-Claude Killy, Adriano Panatta, Guy Drut.
22 h 40 Bande à part : Le ciel au cœur.
Une émission de M. Gosset.
(Lire notre sélection.)
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Le sertisseur-joaillier ; Travail manuel en région Rhône-Alpes.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc ; Fred Basset.
18 h 55 Tribune libre.
Association française de prospective sociale.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Un nuage entre les dents ».
Film français de M. Pico (1974), avec P. Noiret, P. Richard, C. Piéplu, J. Denis, M. Peyrelon, P. Crauchet, M. Dudicourt, P. Olaf, G. Jabbour (rediffusion).
Un journaliste et son photographe, toujours à l'affût de faits divers sensationnels, recherchent à Paris et en banlieue les deux petits garçons du photographe qu'ils croient victimes d'un enlèvement. Ils se perdent dans leurs fantasmes et leur déformation professionnelle.
22 h Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 6 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Chips ; 21 h., *Un beau monstre*, film de S. Gobbi.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 30, *Bienvenue, Mr. Marshall*, film de L.-G. Berlanga.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, L'écran témoin : *l'Etat sauvage*, film de F. Girod; d'après G. Conchon. — TELE 2 : 19 h. 55, Le pays de Liège, suivi d'une dramatique wallonne, de M. Martin : *Théroigne de Méricourt*.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Série : Arsène Lupin ; 21 h. 35, Angelo Branduardi ; 22 h. 35, La Suisse, de P. Graber.

MARDI 7 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Mannix; 21 h., *California Kid*, film de R. Heffron.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *le Retour de Robin des Bois*, film de P. Mercanti.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Feuilleton : Les roues de la fortune ; 20 h. 55, « Elémentaire mon cher Einstein », avec deux enquêtes-reportages : « La bio-industrie » et « Les trous noirs » ; 22 h., Refrains du monde, n° 1 : U.S. Streets Tunes. — TELE 2 : 21 h. 55, Série : Scènes de la vie conjugale.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, Jeu : Faites vos mots ; 20 h. 15, *l'Empereur du Nord*, film de R. Aldrich ; 22 h. 10, Vers une Eglise solidaire des pauvres (présence protestante).

MERCREDI 8 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-Parade ; 21 h., *le Colosse de Rhodes*, film de S. Leone.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *la Seconde Mort d'Harold Pelham*, film de M. Ralph et B. Deardeu.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Feuilleton : Les chevaux du soleil ; 20 h. 55, Point de mire ; 21 h. 55, De bric et de broc : émission de Julos Beaucarne. — TELE 2 : 19 h. 55, Sports 2 ; 22 h., Vidéo-Graphic.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Variétés : Musicland ; 21 h., L'agriculture au banc d'essai : Les pommes de terre ; 21 h. 30, La Chine au quotidien ; 22 h., Anatole : different sounds ; 23 h., Football.

JEUDI 9 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les têtes brûlées ; 21 h., *l'Homme de Bornéo*, film de R. Mulligan.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *la Belle et la Bête*, film de J. Cocteau.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Autant savoir : Les pompes à chaleur ; 20 h. 15, *Dites-lui que je l'aime*, film de C. Miller, d'après P. Highsmith. — TELE 2 : 20 h., Allegro con stéréo : c'est chouette la musique (Fauré, Debussy, Poffer) ; 21 h. 15, Bruegel et D. Robin.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Temps présent : une retraite difficile ; 21 h. 5, Prière d'insérer ; 21 h. 10, *la Belle et la Bête*, film de J. Cocteau ; 22 h. 35, L'antenne est à vous.

VENDREDI 10 OCTOBRE

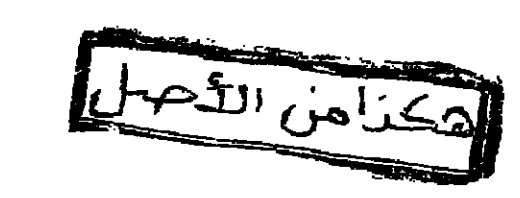
- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Marcus Welby ; 21 h., *Opération Lady Marlène*, film de R. Lamoureux.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *les Coups pour rien*, film de P. Lambert.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, A suivre : hebdomadaire d'information ; 21 h. 15, Ciné-club : *l'Homme à la hache*, film de M. Sen. — TELE 2 : 19 h. 55, Feuilleton : La traque; 21 h. 50, Interwallonie.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, Série : Les ambitieux ; 22 h., Les grands pèlerinages du monde : Jérusalem ou la terre trois fois promise ; 22 h. 55, A l'affiche.

SAMEDI 11 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., *Tu es à moi*, film de A. Hall ; 22 h. 12, *la Fille à la valise*, film de V. Zurbini.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *l'Homme au complet blanc*, film d'A. Mackendrick.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *Darling Lili*, film de B. Edwards ; 22 h. 15, Jeu : Risquons tout.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 35, Série : Les roues de la fortune; 21 h. 25, *Les aventures de Carlos* : variétés ; 22 h. 25, Sports.

DIMANCHE 12 OCTOBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les ambitieux ; 21 h., *Z*, film de Costa-Gavras.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 35, *Meurtre sur la personne de la mer*, film de M. Subiela.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Musique-Mélodie : Les aventures de Carlos ; 21 h. 15, Téléfilm : *les Femmes du lac*, de B. Cantillon.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, *le Samouraï*, film de J.-P. Melville ; 21 h. 25, Menuhin : l'homme et la musique ; 22 h. 25, Table ouverte ; 23 h. 25, Vespérales.



Jeudi 9 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 *Midi première.*
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé : Artérite des membres inférieurs.
14 h Les 24 Jeudis.
Un conte russe : Iemelia le sot ; 14 h 25, Sécurité routière ; 14 h 35, Renard des quatre saisons ; 14 h 50, La phobie scolaire ; 15 h 5, Le temps des ambitions ; 15 h 30, Echanges entre élèves ruraux et citadins ; 16 h., Une école imprévue : le théâtre ; 17 h., Expérience de vie et de langage ; 17 h 30, Bilan des échanges entre élèves ruraux et citadins.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Dyslexique et dysorthographique.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Série : La conquête du ciel.
Cinquième épisode. Julien vient d'être affecté à la ligne Rabat-Dakar. Le survol du désert est une grande aventure.
21 h 30 : Magazine : L'Evénement.
De H. Marque et J. Besançon.
22 h 25 Documentaire : Honoré Daumier.
La vie du célèbre caricaturiste et les différents événements politiques qui l'ont jalonnée. Avec la participation de M.-A. Jacquenin, de Mmes de Caqueray et M. Toussaint, attachées au département des peintures du musée du Louvre.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h Télévision scolaire.
10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 *Face à vous.*
14 h Aujourd'hui madame.
Les réfugiés du Sud-Est asiatique chez nous. *(Lire notre sélection.)*
15 h Série : Drôles de dames.
16 h L'invité du jeudi : Jacques Thyraud.
17 h 20 Fenêtre sur : *La mémoire des routes.*
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Assemblée parlementaire : Assemblée nationale.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste.
Téléfilm écrit et réalisé par A. Casta. Avec B. Fresson, A. Mottet.
(Lire notre article.)
22 h 35 Magazine du théâtre : Coups de théâtre.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
A quoi joue-t-on en France ? Le tir à l'oiseau ; Ki Ke Koi : le théâtre.
18 h 55 Tribune libre.
Le parti socialiste, avec L. Fabius.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle Yves Montand) : « Les héros sont fatigués ».
Film français de Y. Ciampi (1955), avec Y. Montand, M. Félix, J. Servais, G. Oury, E. Manet, C. Jurgens, G. Froebe (N., rediffusion).
Au Libéria, république noire où les Blancs sont en minorité, deux anciens pilotes de guerre, un Français et un Allemand, devenus aventuriers, s'affrontent à propos d'une affaire de contrebande de diamants, apprennent à s'estimer et échouent dans l'entreprise qu'ils voulaient tenter ensemble.
22 h 15 Journal.

Vendredi 10 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 *Réponse à tout.*
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
14 h 5 C.N.D.P. : Monastère au Moyen Age.
Sénanque, le Thoronet.
18 h TF 4.
18 h 30 L'île aux enfants.
18 h 55 La *Comédie-Française racontée par* P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Pourquoi tous ces enfants font-ils des fautes d'orthographe ?
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Théâtre : Une rose au petit déjeuner.
De Barillet et Gredy, mise en scène de R. Clermont, avec M. Collard, G. Giroudon, R. Oberlin, N. Dubois...
Après avoir été élevés quasiment ensemble, Catherine et Nicolas décident de vivre sous le même toit, en « garçons ». Leur complicité faite de pudeur et de rires dresse une étrange barrière entre eux.
22 h 50 Magazine d'actualité culturelle : Pleins Feux.
De *J. Artur.*
23 h 50 Journal et Cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Des talents pour demain.
15 h Série : Drôles de dames.
16 h *Magazine : Quatre saisons.*
16 h 55 La télévision des téléspectateurs.
17 h 20 Fenêtre sur : La mémoire des routes.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Jean Chalosse (n° 4 et fin).
D'après le roman de R. Boussinot, réalisation *G. Vergez, avec R. Outin, A. Garreau,* J.-M. Galey, S. Michel...
Catherine meurt. Jean Chalosse repart avec ses moutons dans les landes Des légendes commencent à courir...
21 h 35 Apostrophes : Le féminisme a-t-il changé les femmes ?
Une émission de B. Pivot.
Avec Mmes R. Pernoud (la Femme au temps des cathédrales), *L. Weiss* (Combats pour les femmes), *M. E. Segal* (Un homme, une femme, un enfant) *et Mm F. Basch, qui présente :* Journal d'une gréviste *(T. Malkiel)* et les Imposteuses *(M. Vivian).*
22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club : Ce gamin-là (cycle Francs-tireurs).
Film français de R. Victor (1975) sans acteur professionnel.
La vie de Jeanmari, enfant autiste parmi d'autres, dans la communauté de Monoblet (Cévennes), créée par Fernand Deligny pour des jeunes, jugés incurables, qui ont refusé le langage parlé.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les contes du folklore japonais : le dieu minuscule ; Des livres pour nous : Momo.
18 h 55 Tribune libre.
La Confédération française des travailleurs *chrétiens (C.F.T.C.), avec J. Page.*
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : Papa contre maman.
Une émission de J.-M. Cavada et de M. Thoulouse. Reportage de J. Brigot et G. Van Der Gucht.
(Lire notre sélection.)
21 h 30 Variétés : Les réveilleurs de villages.
Un air de flûte, un poème, deux hommes étranges dans un village et tout devient fête. Avec F. Cabrel, C. Leforestier, P. Vassiliu, M. Corringe, J. Beaucarne, U. Ramos, M.-E. Rochard, Toussaint, Ben.
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

Samedi 11 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Emissions régionales.
12 h 30 *Cultivons notre jardin.*
12 h 45 La vie commence demain : Avenir.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi : les Alsaciens à Paris.
Snoopy ; 14 h 35, Découvertes TF 1 ; 15 h, La famille Boussardel ; 15 h 50, Plume d'Elan ; 15 h 55, Maya l'abeille ; 16 h 20, Temps X ; 17 h 20, L'homme qui valait 3 milliards.
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Emissions *régionales.*
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro Un.
Sacha Distel Follies. Avec Roland Magdane, Patrick Sébastien, Sergio Mendes, Véronique Sanson...
21 h 30 Série : Tant qu'il y aura des hommes.
Réalisation B. Hulik, avec N. Wood, W. Devane, R. Thinnes.
Sixième épisode. Lorene, une prostituée, se lie avec Prewitt, soldat contestataire et tombe amoureuse de lui.
22 30 Télé-Foot 1.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite.
Croissants et gâteaux mousseux du petit déjeuner.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Les jeux du stade.
16 h 30 Des animaux et des hommes.
17 h 20 Récré A 2.
18 h 5 Chorus.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 *Emissions régionales.*
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : Fantomas.
D'après l'œuvre de P. Souvestre, réalisation B. Revon, avec H. Berger, J. Dufilho, P. Malet...
Fantomas, l'homme aux cent visages, a échappé à l'échafaud et continue de faire trembler Paris.
22 h Variétés.
23 h Les carnets de l'aventure : Escalade extrême en forêt amazonienne.
Quatre Américains ont réalisé l'escalade de l'Œil de Dieu, un piton rocheux de 1 500 m au milieu de la jungle vénézuélienne.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Flèche noire ; A vos marques.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Hector et Victor.
20 h Les jeux.
20 h 30 Retransmission théâtrale : « les Parents terribles ».
De J. Cocteau. Mise en scène de J. Marais. Avec J. Marais, F. Delahalle, L. Kedrova, F. Duval, A. Ludovik.
Paris, 1935 : histoire de famille et mensonges qui pèsent. Cocteau : tout Cocteau.
22 h 45 Journal.
23 h 5 Ciné-regards : G. Oury.
La mécanique du rire.

Dimanche 12 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h *Messe.*
Célébrée avec la communauté paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, prédication Père R. Jorons.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h *Journal.*
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h 15 Variétés : Les Nouveaux Rendez-vous.
G. Bécaud, J. Iglesias, P. Hernandez, Sheila et J. Clerc.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : Les hommes de rose.
Premier épisode, réalisation M. Cloche, avec D. Doll, J. Martinelli, R. Dalban, J.-P. Castaldi...
16 h 55 Sports première.
18 h 30 Série : *Starsky et Hutch.*
Réalisation D. Weiss.
19 h 25 Les animaux du monde.
Un matou irréductible : le chat sauvage.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le Cerveau.
Film français de G. Oury (1968), avec J.-P. Belmondo, Bourvil, D. Niven, E. Wallach, S. Monti, F. Valois, H. Genes. (Rediffusion.)
Un escroc français et son copain chauffeur de taxi cherchent à réaliser, en bricoleurs, le cambriolage d'un train contenant une fortune. Un grand truand anglais et un caïd de la Mafia préparent en même temps, minutieusement, ce même « gros coup ».
22 h 20 Concert.
Premier mouvement de la VII[e] symphonie d'A. Bruckner, par l'Orchestre national de France sous la direction d'E. Jochum.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 Cours d'anglais : Follow me.
11 h 45 Salut l'accordéon.
12 h Concert, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de G. Amy ; adagio et stretto (Amy) : la Valse (Ravel).
12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : *Shérif, fais-moi peur.*
14 h 10 Hors compétition : voile.
15 h 10 Série : Les Arpents verts.
15 h 35 Disney Dimanche.
16 h 30 Feuilleton : Ces merveilleuses pierres.
17 h 30 Série : Les Muppets.
18 h La course autour du monde : Eliminatoires suisses.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Intrigue à la Maison Blanche.
Réalisation G. Nelson, avec C. Robertson, J. Robards, S. Powers, R. Vaughn...
A Washington, le président Esker Scott Anderson, malade, a renoncé à se présenter pour un renouvellement de mandat. Il contacte le directeur de la C.I.A. pour choisir un successeur...
22 h 5 Les peintres enchanteurs de France et d'ailleurs.
Série de J.-M. Drot et *L. Masson.*
Robert Tatin, un des « singuliers de l'art ».
23 h Petit théâtre : Trafic.
Deux personnages vieillissant tentent par un imaginaire convenu entre eux de franchir les limites de leur maigre réalité.
Avec Danielle Darrieux et Michel Auclair.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h 45 Aspects du court métrage français.
« L'Empire Garnier », de R. Jordan.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Le canal du Midi.
17 h Prélude à l'après-midi.
Croisière musicale aux îles grecques.
18 h Théâtre de toujours : « Marie Tudor ».
D'après Victor Hugo. Adaptation et réalisation d'Abel Gance. Avec F. Christophe, F. Massimi (deuxième partie).
La reine Marie Tudor, surnommée « Marie la Sanglante » pour le climat de terreur qu'elle a installé en Angleterre, s'occupe de son favori Fabiano Fabiani, qui la trahit. Seconde partie du drame dont la première partie a été diffusée le 4 octobre.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
20 h 30 Histoire : 1920-1980, une *révolution* invisible.
Une émission de G. Elgey, R. Remond, G. Vincent, A. Prost. Réalisation F. Hubert. Numéro 1 : Des champs à la ville.
(Lire notre sélection.)
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : La Joconde.
De J.-M. Royer et M. Frydland.
Histoire et aventures de la plus céleste peinture du monde.
22 h 40 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : « le Tunnel ».
Film franco-allemand de K. Bernhardt (1933) en version française, avec J. Gabin, M. Renaud, E. Van Daele, G. Grundgens, A. Nox, R. Allain, D. Le Vigan, P. Richard (N.).
Un ingénieur américain entreprend la construction d'un tunnel sous l'Atlantique devant relier les Etats-Unis à la France. Il se heurte à des intrigues d'hommes d'affaires, des catastrophes, mais poursuit son œuvre envers et contre tout



Les réfugiés du Sud-Est asiatique

AUJOURD'HUI, MADAME
Jeudi 9 octobre
A 2, 14 h

Intéressant ce reportage. Il l'aurait été *davantage s'il n'avait pas* repris les choses d'aussi loin. Les « boat people », les camps de Thaïlande et d'ailleurs, on connaît, on les a souvent vus à l'écran. Ce qu'on ignore, en revanche, c'est le sort réservé aux réfugiés à qui la France a *donné asile. Il en arrive environ* mille par an qui sont transférés dans des camps d'hébergement où ils apprennent les premiers rudiments de notre langue avant d'être confiés, par familles groupées, à des associations régionales qui superviseront leur intégration en milieu rural.

Toute cette partie-là de l'enquête, même si elle nous laisse un peu sur notre faim, est passionnante et montre à quel *point les « Asiatiques »,* comme on les appelle, s'adaptent facilement à des conditions de vie pourtant très différentes de celles de leur pays d'origine. A Port-Leucate, à Mende, aux Matelles où une famille vietnamienne de neuf enfants a reçu *l'hospitalité de toute la localité,* mobilisée autour d'un vieux presbytère entièrement restauré à l'intention des nouveaux venus, on assiste à une encourageante collaboration entre autochtones et réfugiés.

Le droit des pères

LE NOUVEAU VENDREDI : PAPA CONTRE MAMAN
Vendredi 10 octobre
FR 3, 20 h 30

Il y a eu Kramer contre Kramer en février 1980. Ce film américain a fait pleurer beaucoup de monde parce qu'il racontait, pour la première fois, le drame d'un père qui veut garder son enfant après avoir *divorcé.* Cela *ne se terminait* pas trop mal parce qu'on arrivait à une sorte d'arrangement sans haine, et que la mère laissait au père la possibilité d'être père, l'inverse de ce qui se passe en général dans la réalité.

Il suffit de lire les journaux (les faits divers) pour voir que le divorce entraîne des situations de conflit intense, de véritables drames pour la garde des enfants. Sur cent couples divorcés, huit pères seulement ont la garde de l'enfant. L'enquête menée par *Jacques Brigot* et Gérard Van der Gucht montre le point de vue des pères. Celui d'un artisan par exemple, qui, après avoir été *condamné pour séquestration,* a fini par obtenir la garde provisoire de son fils âgé aujourd'hui de douze ans ; *celui d'un* géologue, divorcé, père de trois enfants emmenés aux Etats-Unis par leur mère américaine ; celui d'un architecte dont l'ex-*femme s'est enfuie avec leur* fils ; celui d'un père assumant les fonctions de « père-mère » sans problème, de nombreux témoignages auxquels s'ajoutent ceux d'enfants, d'avocats, de magistrats et de juges. Tout n'est pas dit, bien sûr, au cours *de ce reportage qui plaide en* faveur du droit des pères, mais c'est une pièce importante versée à un dossier complexe autant que douloureux.

A noter : le même sujet constitue le thème des « Dossiers de l'écran » du mardi 7 octobre.

Musiques tendres

VARIÉTÉS :
« LES RÉVEILLEURS DE VILLAGE »
Vendredi 10 octobre
FR 3, 21 h 30

Deux hommes étranges arrivent *dans un village triste et sans* vie.

Un air de flûte, et quelques vers d'un poème suffisent pour l'animer. Une porte s'ouvre, un volet grince, des visages apparaissent aux fenêtres. Intrigués, les habitants du bourg se rap*prochent du lieu de la fête. Peu* à peu, la commune se réveille. Une auto-stoppeuse, un routier et un jeune cadre dynamique abandonnent leur routine quotidienne pour participer à ce rassemble*ment improvisé et inattendu.*

Tout devient musique, tendresse et joie. Les deux musiciens vont visiter d'autres villages. Par*tout, la fête s'installe. Ce diver*tissement, conçu par Jacques Hansen, réalisateur et acteur, fait revivre un village, grâce à la participation de nombreux saltimbanques : Julos Beaucarne, Francis Cabrel, Catherine Le Forestier, Pierre Vassiliu, Michel *Corringe. Una Ramos. Dans* l'amitié et la décontraction, le réalisateur Régis Forissier convie les téléspectateurs à la fête.

Soixante ans d'histoire de France

DOCUMENTAIRE :
1920 - 1980 : UNE RÉVOLUTION INVISIBLE
Dimanche 12 octobre et suivants
FR 3, 20 h 30

Des quatre noms inscrits au *générique, Georgette* Elgey, René Remond, Gérard Vincent, Antoine Prost, on attendait mieux que cet insipide survol de soixante années d'histoire de la société française, à en juger du moins par les deux premiers épisodes de cette série en *quatre volets. Les auteurs* ont voulu montrer la *« transformation de la France »* de 1920 à 1980, en s'attachant plus à l'évolution des techniques et des mœurs qu'aux événements politiques. On voit comment la France a mécanisé son agriculture et développé son industrie en passant *« des champs à la ville »* (c'est le titre de la *première* émission) et comment sa démographie a évolué avec *« les âges de la vie » (titre de la deuxième émission).* Mais tout cela ressemble à ces documentaires triomphalistes que l'on voyait jadis au cinéma, avant l'entracte, dans les années cinquante. Une phrase passe-partout décrit, par exemple, l'influence américaine après la *Libération.*

Cette histoire demeure à la surface des choses, elle ne dit rien des forces qui sont à l'œuvre, elle est bien loin de la réalité sociale qu'elle prétend montrer. Dommage.

LATABAGIE
Au Centre Commercial Maine-Montparnasse. Tél. 538.65.18
Le spécialiste du cigare
Grand choix de coffrets humidificateurs
Dépositaire Davidoff Dunhill
Dupont les « Must » de Cartier

LATABAGIE

RADIO



● **Découverte d'Arthur Honegger sur France-Culture du 6 au 10 octobre, du lundi au jeudi à 17 h 32, du mardi au vendredi à 11 h 02.**

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la mort d'Arthur Honegger, France-Culture consacrera dix heures d'émissions à l'auteur du **Roi David** et de **Jeanne au bûcher**, dont l'œuvre ne se limite pas aux grandes fresques chorales qui ont fait sa renommée, mais comporte, outre le célèbre *Pacific 231*, cinq symphonies, des œuvres pour piano, de la musique de chambre (sonates, quatuors), des mélodies sur des poèmes de Cocteau et d'Apollinaire et plus d'une trentaine de partitions pour le cinéma.

Le chef d'orchestre Alain Pâris, qui a réalisé cette série, présentera bien sûr des extraits des œuvres les plus célèbres, entre autres la **Danse des morts** ou **Une cantate de Noël**, mais attirera également l'attention sur des pages pratiquement inconnues, telles que **Nicolas de Flue**, légende médiévale pour récitants, chœurs et orchestre, et **Antigone**, un opéra sur un texte de Cocteau. On découvrira également des enregistrements inédits, comme celui de la **Symphonie liturgique** par l'Orchestre national dirigé par Charles Münch en 1946, **Ainsi de fête suisse**, sous la baguette de Honegger lui-même, ou encore **Deux chansons de la petite Sirène** par Claire Croizat, accompagnée au piano par le compositeur. Enfin, le **Roi David** sera diffusé en direct de Genève le 8 octobre à 20 heures.

● **Série « Les musiciens contemporains composent et proposent », France-Musique, chaque jeudi à partir du 9 octobre, 23 heures.**

Des compositeurs sont invités à imaginer et à commenter des programmes musicaux à travers lesquels se dessineront leur personnalité et leurs préoccupations. A un rythme hebdomadaire, Michaël Levinas ouvre le feu sur le thème « La musique contemporaine et le grand public ». Il la présente ainsi : « L'expérimental est-il la seule approche de la musique contemporaine ? La musique des vingt dernières années est-elle déjà ouverte à la jouissance de l'amateur ? Le sera-t-elle ? » A travers la progression de « la Valse » de Ravel, on montrera les possibilités du langage contemporain qui, déjà, s'ouvrait et se découvrait dans la tradition. On parlera de leur influence sur la composition d'aujourd'hui. Au programme, pour illustrer son propos, l'auteur a choisi des œuvres de Beethoven, Ravel, Levinas, Boulez, Risset, Koering et d'un représentant de la jeune musique allemande, Manfred Trojhan. Les prochaines émissions seront consacrées à Nguyen Thien Dao, Claude Ballif et Jean-Claude Eloy.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● **FRANCE-INTER** (informations toutes les heures); 4 h. 30 : Bon pied, bon œil ; 6 h. 30, P. Douglas et A. Pavy ; 7 h. 15, Chronique politique ; 7 h. 25, Bloc-notes économique ; 7 h. 40, L'humeur du jour ; 7 h. 50, Parlons clair, de J. Paletou ; 8 h. 30, Revue de presse, de D Saint-Hamond ; 8 h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 11 h., Flagrant délire ; 12 h., Variétés, par G. Klein ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Inter 13.

13 h. 30, La Louisiane, par M. Denuzière ; 14 h. 5, Les surdoués, de B Mabille ; 15 h., A cœur et à Kriss ; 16 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie : Vincent Brugere (lundi), Jean-François Deniau (mardi), Anne Philipe (mercredi), R. von Nagel (jeudi), Maurice Rapin (vendredi) ; 18 h., Le magazine de P. Bouteiller ; 19 h. 20, Le téléphone sonne (le mercredi : Face au public).

20 h. 5, Loup-Garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h. 5, Feed back, de B Lenoir ; 22 h. 10, Y'a d'la chanson dans l'air; 23 h. 5, J. Artur et X. Fauche; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● **EUROPE 1** (informations toutes les heures) ; 5 h., J.-C. Laval ; 6 h., P. Gildas et Maryse ; 6 h. 45, Bonjour la France, de P Bonte ; 8 h. 30, La revue de presse et Expliquez-vous de L Laval ; 8 h. 45, A vos souhaits, de S. Collaro et Brigitte ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare et J.-P. Rouland ; 13 h., Europe midi.

13 h. 30, Histoires vraies de P. Bellemare ; 14 h., Histoire d'un jour, de P Alfonsi; 14 h 30, Radio magazine ; 16 h. 30, Il était une fois les stars ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Journal.

19 h. 30, Boom Hollywood, de Y. Hegann ; 20 h 30, Rock a Mymy, de M. Abraham ; 22 h.30, Europe-panorama ; 22 h. 40, Top à Wall Street ; 22 h. 50, Un livre, un succès, de P. Kramer ; 23 h., Barbier de nuit ; 0 h., L'invité de minuit ; 1 h., Tôt ou tard, de M. Menant.

● **R.T.L.** (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M Favières ; de 5 h. 45 à 7 h. 15 (toutes les demi-heures), L. Zitrone ; 8 h. 10, A Frossard ; 8 h. 35, A.-M. Peysson ; 11 h., La grande parade de M Drucker; 13 h., Journal.

13 h. 30, Joyeux anniversaire, de P Sabatier; 14 h 30, M Grégoire ; 15 h., Fabrice et Sophie ; 16 h. 30, Les grosses têtes, de P. Bouvard.

18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h. 30, Relax Max ; 0 h., Les nocturnes ; 3 h., Variétés.

● **R.M.-C.** (informations toutes les heures) ; 5 h., Jose Sacre ; 6 h. 45, Télégramme au pays ; 6 h. 50, Horoscope ; 7 h., Carole Chabrier ; 9 h. 15, J.-P Foucault et Léon ; 12 h., Quitte ou double ; 13 h. 20, Corinne Delahaye (et à 16 h.) : 14 h., F. Gérard : 15 h. 45, Toute la vérité, avec B Allemane ; 16 h 30, Jacques Pessis ; 17 h., Cherchez le disque ; 18 h., Patrick Roy (et à 19 h. 15) : 19 h. 30, Musique : Marc Toesca et Christian Borde.

LE WEEK-END
SAMEDI

● **FRANCE-INTER** (informations toutes les heures) : 6 h., L. Bozon ; 8 h. 30, Revue de presse : 8 h. 45, Chronique de M Droit ; 9 h., La clef verte ; 10 h. 30, Avec tambours et trompettes, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France-Inter ; 19 h., Journal ; 20 h 10, La tribune de l'histoire, par A. Castelot et A. Decaux ; 21 h. 15, La musique est à vous, par J Fontaine ; 22 h. 10, Les tréteaux de la nuit ; 23 h. 5, Au rythme du monde, de M Godard ; 0 h., Inter danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● **EUROPE 1** : 5 h., Julie ; 9 h., Journal ; 9 h. 15, C. Barbier ; 11 h., Le Sweepstake ; 12 h., Le Sisco ; 13 h., Europe-Midi ; 13 h. 30, Interpol ; 14 h., Kikekoa ; 17 h., Hit-parade ; 18 h., Europe-soir ; 19 h., Journal ; 19 h 30, Football ; 20 h., Hit-parade des clubs ; 22 h. 30, Europe panorama ; 22 h. 45, Concerto pour transistor, d'E. Lipmann ; 24 h., Viviane ; 1 h., Y Hegann

● **R.T.L.** : 6 h. 30, J.-P Imbach ; 9 h 10, Stop ou encore, avec E Pages ; 13 h., Le journal inattendu ; 14 h., W R.T.L. Country Lang. 18 h. 30, W.R.T.L. tubes, avec J.-B Hebey ; 20 h., W R.T.L., « Hit des clubs », avec B Schu ; 22 h. 15, W.R.T.L. Live, de D Farran

● **R.M.-C.** : 5 h., Max La Fontaine ; 9 h. 15, Les plus belles chansons du monde ; 11 h., Les millionnaires ; 12 h., Quitte ou double ; 13 h., Magazine du disque ; 15 h., Hit-parade, avec Jean Meledo ; 19 h. 30, Hôtel de Paris ; 20 h. 30 Disco-Club.

DIMANCHE

● **FRANCE-INTER** (informations toutes les heures) : 6 h., Louis Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h. 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine ; 12 h 45, Le jeu des 1 000 F ; 18 h., Spectacles Inter ; 19 h 20, La vie du sport ; 20 h., Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam-Parade, d'A Francis ; 23 h., Futura, de J Pradel ; 0 h. 5, Inter-danse, de J. Dona ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● **EUROPE 1** : 6 h., Julie ; 7 h. 45, Sports ; 8 h 30 Journal ; 8 h 35, C'est dimanche, avec C Morin et Maryse ; 12 h. 30, Europe-midi dimanche; 13 h., Les années 50, de R. Willar; 13 h. 30 Y Hegann ; 15 h 30, Hit-Parade ; 18 h 30, Europe soir ; 19 h., Le club de la presse Jean-François Deniau (le 12) ; 20 h., Journal auto-moto ; 20 h. 15, Chlorophylle ; 22 h. 30, Europe panorama ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane

● **R.T.L.** : 6 h., J.-P Imbach ; 9 h. 20, Stop ou encore ; 13 h 15, W R.T.L. Nouveautés de J.-B Hébey ; 15 h 35, W R.T.L. Rock ; 18 h. 30, Studio 22, avec A Torrent ; 21 h., Grand Orchestre de P Petit ; 22 h. 15, Jazz, avec P Adler ; 0 h., W R.T.L.

● **R.M.-C.** : 5 h., Max La Fontaine ; 9 h 20, Les meilleurs des meilleurs ; 13 h., Chansons-spectacles ; 16 h., Passe-Présent ; 1? h., Jazz ; 21 h. Musique classique, avec L Rose ; 23 h., Musiques de nuit

Lundi 6 octobre

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le temps du Minotaure) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain : Les modes de sonnerie.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : l'histoire de Toulon.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Extases féminines », avec J.-N Vuarnet.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, Nous tous, chacun : Abel, le montagnard.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche vocale.
14 h., Sons.
14 h. 5, Un livre, des voix : « La Cabane dans la vigne », « Chasses subtiles », « Visite à Godenholm », d'E. Junger.
14 h. 47, Contact.
15 h., Centre de gravité : Fraternité et sonorité.
16 h., Bonjour Monsieur Lartigue. Exposition au Grand Palais.
17 h. 32, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger.
18 h 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Présence des arts : Exposition « Lubiam », à Mantoue.
20 h., Athéisme et foi héroïque chez Dostoievski, de S. Fumet (3e partie)
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : « Aurélia », de G de Nerval
22 h. 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Gershwin, Debussy, Satie, Ravel) ; L'intégrale de la semaine : les concertos pour piano de Prokofiev ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : l'orgue au vingtième siècle (Alain, Dupré, Messiaen, Charpentier) ; Musique en vie : J.-P. Leguay interprète Mozart, Beethoven.
12 h., Musique de table : Musique légère (Sibélius, Alfven) ; 12 h. 35, Jazz classique en direct de Nancy, avec le Quintette de D. Lockwood ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musique : Ma discothèque inconnue (Vent, Linek, Vranicki) ; 15 h., Orient-Russe (Stravinski, Rimski-Korsakov, Janacek, Borodine) ; 16 h., Norsk Musik 1 : du baroque au classicisme (Bertouch, Freithoff Berlin, Wernicke, Lindemann); 17 h., Pierres blanches : Mozart indigné.
18 h., Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Chasseurs de son ;
20 h. 30, Concert (en direct de la faculté d'Assas à Paris) : « Arcana », « Offrandes », « Intégrales », « Amériques » (Varèse), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir G Amy, avec Ch. Eda-Pierre, soprano (Saison internationale des concerts de l'U.E.R.).
23 h., Ouvert la nuit : Solistes français d'aujourd'hui (Vivaldi, Couperin, Saint-Saëns) ; 0 h. 5, Domaines de la musique électro-acoustique.

Mardi 7 octobre

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (l'offrande aux dieux); à 8 h. 32, Les chants de l'airain : Anatomie d'un son.
8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, La matinée des autres : G. Devereux, ethno-psychiatre.
10 h. 45, Etranger mon ami : « Billy Bud, marin », d'H Melville.
11 h. 2, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : Abel, le montagnard.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés : Paysages humains, d'E. Grilliquez.
14 h., Sons :
14 h. 5, Un livre, des voix : « Photo souvenir », de R. Jean.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualités : Les disciplines de la décision.
18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 30, Sciences : L'image synthétique et l'ordinateur.
20 h., Dialogues franco-islandais : « Les relations franco-islandaises et la vie culturelle de l'Islande actuelle », avec Mme V. Finnbogadottir, présidente de la République islandaise, et R. Boyer
21 h. 15, Musiques de notre temps avec M. Roche.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Stravinski, Ravel) ; L'intégrale de la semaine : les concertos pour pianos de Prokofiev ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h 30, Informations.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : l'orgue au vingtième siècle (Rimski-Korsakov, Beethoven, Bach, Couperin, Janequin) ; Musique en vie : M.-Cl Alain interprète Alain à l'orgue de Saint-Germain-des-Prés.
12 h., Musique de table : Musique légère (Geminiani) ; 12 h. 35, Jazz classique en direct de Nancy (Festival Jazz Pulsation) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (Italie); 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Le piano dans l'orchestre (Mozart, de Falla) ; 16 h., L'opéra de la semaine : « Salomé », de Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, direction H. von Karajan, avec H Behrens, soprano, K.-W Boehm, ténor, A. Baltsa, mezzo.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Portrait par petites touches (Ravel) ; 20 h., Premières loges (Verdi, Ponchielli, Moszkowski)
20 h. 30, Concert (Festival Estival de Paris) : « Lamentations », de Cristobal de Morales, par l'Ensemble A. Sei Voci, avec A Zaepffel et B. Safir, haute-contre, R. Oudot, ténor, B Fabre-Garrus et P.-Y Le Maigat, baryton ; matique : autour de G Bolbel
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale internationale, le domaine anglo-saxon, deuxième partie (Donizetti, Berlioz, Ravel, Rachmaninov).

Mercredi 8 octobre

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le don) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain : La mise au joug.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre ouverture sur la vie : « Les Chapardeurs » et « Tous les géants sont-ils bien morts ? », de M Norton.
11 h. 2, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger (et à 17 h. 32 et 19 h. 55).
12 h. 5, Nous tous chacun : Abel, le montagnard
12 h. 45, Panorama : Littérature étrangère.
13 h. 30, Solistes : G Poulet, violon ; D N'Koua, piano (Sonate en ré majeur, de J.-M Leclair) ; L. Ternspulsky, violoncelle (Sonate pour violoncelle, de Yannatos).
14 h., Sons :
14 h. 5, Un livre, des voix : « Promenade à Xian », d'A. Philippe.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : Le service de consultation de l'E.P.E.
15 h. 2, Points d'interrogation : Les grandes civilisations (Retour de mission en Océanie).
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours..., de P. Shasmoukine, créateur d'un centre d'innovation et de documentation rurale.
16 h. 50, Actualité : Guérir par la lumière.
18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 30, La science en marche : L'énigme des neutrinos solaires.
19 h. 55, Concert Honegger : en direct du Victoria Hall à Genève : Cantate nº 67 « Halt'im gedachtnis, Jesum Christ » : vers 20 h 35, « Le Roi David ».
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Prokofiev, Roussel, Stravinski) ; L'intégrale de la semaine (Prokofiev) ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : L'orgue au vingtième siècle (Dupré, Poulenc, Langlais); Musique en vie.
12 h., Musique de table : Musique légère (Sauguet, Milhaud) ; 12 h. 35, Jazz classique en direct de Nancy (Mahal, Allison) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : Nouveaux répertoires ; 14 h 30, Kaléidoscope : chanteurs de Mongolie ; 15 h. (et 16 h. 30), Jeu des Enigmes ; 15 h. 10 (et 17 h. 50), Le compagnon de l'après-midi ; 15 h. 30, Musaïque (pêle-mêle infos) ; 16 h., Galerie de portraits : Baudelaire (Fauré, Duparc, Debussy, Berg, Dutilleux) ; 16 h. 40, Kaléidoscope (Ligeti) ; 17 h. 10, Haute infidélité : Jingles et musiques de fonctions ; 17 h. 40, Feuilleton.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (Schumann et Brahms).
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Guillaume Tell », ouverture (Rossini), « Concerto pour violon et orchestre en la mineur » (Dvorak), « Symphonie nº 4 en fa mineur » (Tchaïkovski), par l'Orchestre national de France, direction H. Soudant, avec P. Fontanarosa, violon.
23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique : Karol Szymanowski, la redécouverte d'un musicien passé injustement de mode.

Jeudi 9 octobre

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le statut de l'être humain) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain : Le feu, le vent et la prière ; à 8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, Matinée de la littérature : En direct de la Foire du livre de Francfort.
10 h. 45, Questions en zig-zag : « Voyage en Picasso », avec H. Parmelin.
11 h. 2, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger (et à 17 h 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : Abel, le montagnard.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : l'orgue de l'abbaye aux Dames, de Saintes.
14 h., Sons :
14 h. 5, Un livre, des voix : « L'Accalmie des bouges », d'H Lacroix.
14 h. 47, Départementales : à Arles.
16 h 50 : Actualité : Pour une linguistique de la compréhension.
18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les glandes endocrines.
20 h., Théâtre ouvert à Hérisson : « Rêve et destin », d'après E. Guillaumin.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Rodrigo, Milhaud, Caplet) ; L'intégrale de la semaine (Prokofiev) ; 8 h. 30, Informations et l'invité du jour.
9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le Matin des musiciens : L'orgue au vingtième siècle (Messiaen, Berlioz, Debussy, Le Jeune) : Musique en vie : O. Messiaen.
12 h., Musique de table : Musique légère (Prokofiev, Borodine, Chostakovitch) ; 12 h 35, Jazz classique en direct de Nancy (le Quintette de Hal Singer) ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Musiques : Les chants de la terre (Italie); 14 h. 30, Concertos (Weber, Glazounov) ; 15 h. 30, « Lieder », de R. Strauss, avec M. Caballé et A Weissenberg, piano ; 16 h., Les cercles musicaux (Mozart, Hasse, Jomelli, Bach, Haydn).
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Concert (en direct de l'Auditorium 106) : « Polonaise en ut majeur », « Fantaisie en sol mineur », « Sonate en fa dièse majeur », « Sonate en sol majeur », « Sonate en mi bémol majeur », « Sonate en ut dièse mineur », de L. Van Beethoven, avec Hans Richter-Haaser, piano ; 20 h., Concours international de guitare.
20 h. 30, Concert : Musique à découvrir (en direct de l'Auditorium 105) : « Trio en sol majeur », « Trio en ut majeur », « Concerto en ré majeur » (Vivaldi), « Cinq invocations au Crucifié » (Montsalvage) et « Pièces espagnoles » (Anonymes), par l'Ensemble instrumental, dir J.-J Werner, avec J Estournet et B. Chardonnier, violons, B Crépin, violoncelle, G. Robert, théorbe, L Garcisanz, soprano.
22 h 30, Ouvert la nuit : Le Lied schubertien, « l'Enfance et l'Adolescence » ; 23 h., Le compositeur compose et propose (Boulez, Ravel, Trojan, Risset, Beethoven, Koering, Levinas).

Vendredi 10 octobre

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles (le pont vers l'invisible) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain : Le clocher, le coq et sa rumeur.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Les palombes ne passeront plus », de C. Michelet.
11 h. 2, Vingt-cinquième anniversaire de la mort d'A. Honegger.
12 h. 5, Nous tous chacun : Abel, le montagnard.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Solistes : B. Haudebourg, clavecin (Dandrieux) ; J. Robin, piano (Boëly).
14 h. Sons :
14 h. 5, Un livre des voix : « Une légion d'anges », de J.-P Millecam.
14 h. 47, Un homme une ville: I. Stravinsky à Venise.
15 h. 50, Contact.
16 h. Pouvoirs de la musique : A. Honegger.
18 h. 30, Le théâtre Chichois, d'après M. Chevitt.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : Les ressources terrestres.
20 h., L'ésotérisme chez les anciens Egyptiens.
21 h. 30, Black and blue : Jazz et littérature (« Straight Life », l'autobiographie d'A. Popper).
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien-Musique (Prokofiev, Ravel, Schoenberg); L'intégrale de la semaine (Prokofiev) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations et l'invité du jour.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : L'orgue au vingtième siècle (Charpentier, Jolivet, Couperin, Titelouze) ; 12 h., Musiques de table : musique légère (Grofé) ; 12 h. 35, Jazz classique en direct de Nancy ; 13 h., Actualité lyrique.
14 h., Musiques : Les chants de la terre; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Répertoire choral (Charpentier, Saladin, Grossi) ; 16 h., Musique de chambre (Franck, Schumann) ; 17 h., La symphonie post-mahlérienne : « Dixième Symphonie », de Chostakovitch, par l'Orchestre philharmonique de Londres, direction B. Haitink.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D Lemery; 20 h., Actualités lyriques.
20 h. 20, Concert : « Concerto pour violoncelle et orchestre en ré mineur », de Lalo, et « Dante-Symphonie », de Liszt, par les Chœurs de Radio-France, direction J. Jouineau, et l'Orchestre national de France, direction L. Maazel ; soliste : Yo Yo Ma, violoncelle.
22 h. 15, Ouvert la nuit : Portrait par petites touches (Debussy) ; 23 h. 5, Vieilles cires : cycle F von Weingartner (Mozart) ; 0 h. 5, Jazz Forum : Eurojazz 1980 (Finlande et Danemark).

Samedi 11 octobre

FRANCE-CULTURE

8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : La renaissance religieuse de cette fin de siècle.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain : La politique de la culture en Europe, hier et aujourd'hui.
10 h. 45, Démarches avec... D. Sallenave : « Les portes de Gubbio ».
11 h. 2, La musique prend la parole :
12 h. 5, Le Pont des arts.
14 h., Sons.
14 h. 5, Science et conscience. Colloque international de Cordoue : Le rôle de la conscience en mécanique quantique (physique et philosophie).
16 h. 20, Livre d'or : B. Steinerova, piano (Schumann, Bartok, Liszt, Prokofiev).
17 h. 45, Pour mémoire : Un livre, des voix (M. Genevoix).
19 h. 10, Musique enregistrée.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Entretien avec... le peintre M. Estève (deuxième partie).
20 h., Carte blanche : « Le Marchand d'oiseaux », de J.-M Gonzalez. Avec : M. Lonsdale, M.-A. Dutheil, etc.
21 h. 25, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Les Funérailles de la grande-mémé », de G. Garcia Marquez, lu par G. Lartigau.
21 h. 55, Ad lib, avec M de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Terre natale (Roumanie).
6 h. 30, Musiques pittoresques et légères (Devogel, Pouly, Gabaye, Saint-Saëns, Cuevas, Strauss, Lehar).
7 h. 40, Cocoricopérette : « La Périchole », opéra-bouffe de J Offenbach, par les Chœurs de l'Opéra du Rhin et l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, direction A Lombard, avec R. Crespin, A. Vanzo, J. Bastin.
9 h. 2, Le Matin des musiciens : La musique d'orgue au vingtième siècle.
10 h. 30, Samedi : Magazine de J.-M. Damian, « les Souscriptions » (Mozart) ; 11 h. 15, Les enregistrements historiques et les rééditions (Beethoven) ; 12 h., Le billet de C. Hermann ; 12 h 15, Jazz ; 13 h., Musique contemporaine ; 13 h. 30, Temps de parole ; 14 h., Les classiques favoris (Ravel); 14 h. 45, Musique ancienne (Corelli) ; 15 h. 15, L'acoustique musicale (Bach).
17 h., Concert de musique de chambre (Festival Estival de Paris 1980) : Antoine Forqueray (Première, Deuxième et Cinquième Suites), avec Y Le Gaillard, clavecin.
18 h. 2, Comment l'entendez-vous ? La polyphonie, par Nanie Bridgman, musicologue (Perotin, Dufay, Ockeghem, Desprez, Créquillon, de Lassus, Frescobaldi, Bach, Beethoven).
20 h. 5, Soirée lyrique : « la Muette de Portici », opéra en quatre actes de D.F.E. Auber, par les Chœurs et l'Orchestre philharmonique de la B.R.T., dir. O. D'Narc, avec E Estève, D Gonzalès, P Bouts, ténors, J. Garden, soprano, J Van Dam et M Egel, barytons, P Bruninx, basse.
23 h., Ouvert la nuit : Sérialisme contre révolution cagéenne (Webern, Cage, Boulez, Carter) ; 0 h. 5, Le dernier concert : Quatrièmes soirées de Saint-Aignan (Bach, Mozart, Haydn).

Dimanche 12 octobre

FRANCE-CULTURE

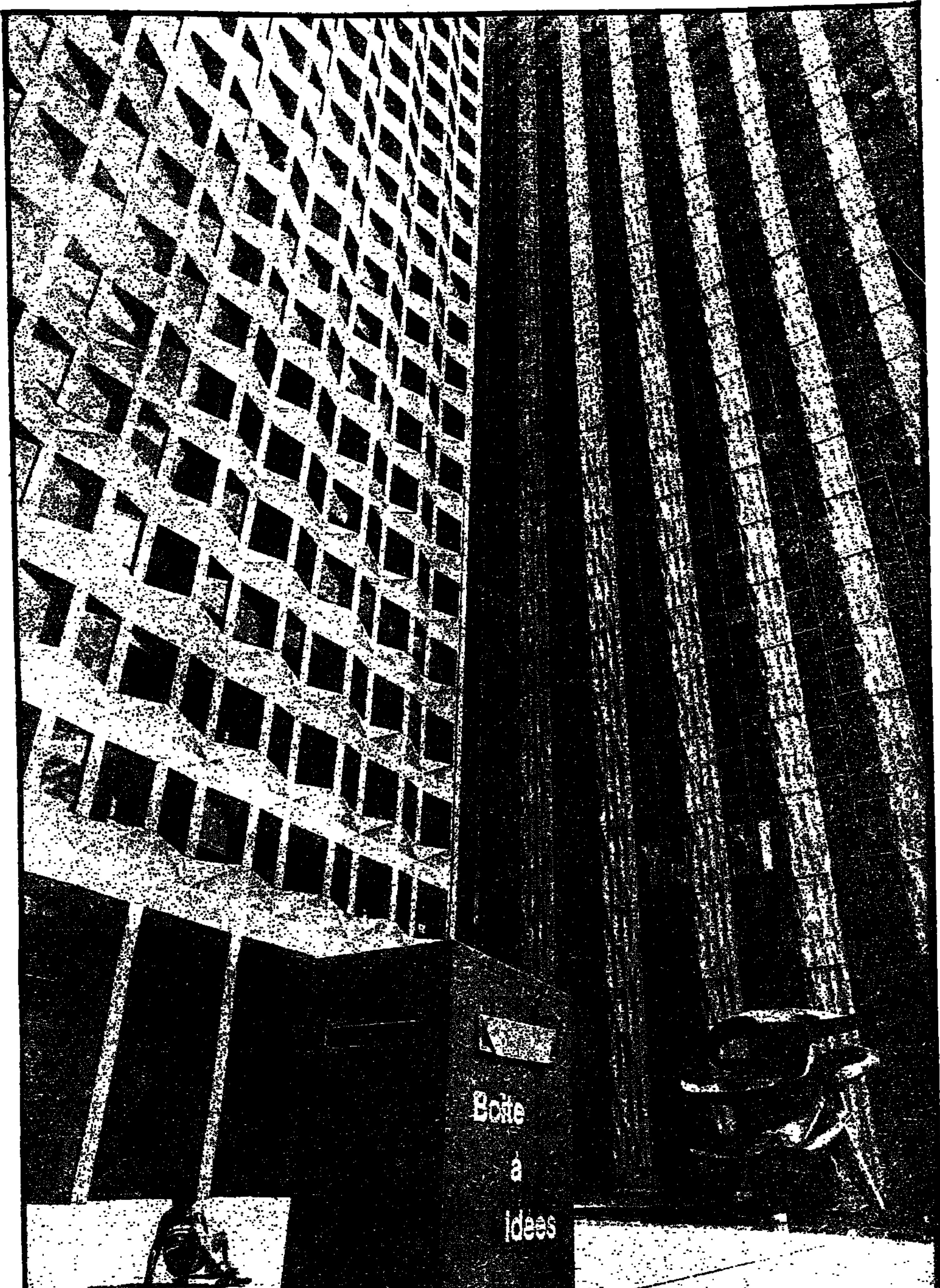
7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française.
10 h., Messe à Saint-Lambert-des-Bois.
11 h., Regards sur la musique : « Rousian et Ludmilla », opéra de Glinka.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 40, Inédits du disque.
14 h., Sons.
14 h. 5, La Pétition, de V. Havel, traduit par M. Aymonin et S Meldegg. Avec : G. Tréjean et P. Constant.
15 h. 35, Bonnes nouvelles, grands comédiens : « l'Auberge », de G. de Maupassant, lu par P Seignet.
16 h. 5, Hommage à Jean Piaget.
17 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
18 h., Concert de musique de chambre : en direct de l'atelier du peintre Monet à Giverny.
20 h., Albatros : G. Perros.
20 h. 40, Atelier de création radiophonique : Cordoba-Gongora.
23 h., Musique de chambre.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. 2, Concert promenade (Strauss, Duclos, Kremer, Schoenherr, Rossini, Chopin, Sandauer, Tchaïkovski, Bazzini).
7 h. 40, Dimanche matin : Musiques chorales (Palestrina, Roussel) ; 8 h 40, les Chants de l'âme : itinéraire du chant sacré monastique ; 9 h. 02, Cantate : BWV 56 de J.-S. Bach pour le dix-neuvième dimanche après la Trinité ; 10 h., les Classiques favoris : « Schéhérazade » de Rimski-Korsakov.
11 h., Concert : « Sonatine nº 3 pour violon et piano » de Schubert, « Valses » de Strauss-Schoenberg, par l'Ensemble J.-P Wallez, avec J.-P Wallez, violon, B. Rigutto, piano, O. Crenne, violon.
12 h. 5, Le Jeu des penchants : Une personnalité fait état de ses goûts et présente quelques œuvres.
12 h. 45, Tous en scène.
13 h. 30, Jeunes solistes : Chantal Thomas à la harpe (Vierne, Ducasse, Damase).
14 h. 15, Les Après-midi de l'orchestre : Histoire de la direction d'orchestre en France (Saint-Saëns, Bizet)
16 h. 15, La Tribune des critiques de disques : Comparaison des principaux enregistrements de « Ariane à Naxos » de R. Strauss.
19 h., Concert (en direct du festival Nancy Jazz Pulsation 1980) Le World Saxophone Quartet, le Quartette de Chico Freeman et l'Ethnic Heritage Ensemble.
20 h 5, Le Concert du dimanche : « Concerto pour deux violons et orchestre en ré mineur BWV 1043 » (J.-S Bach), « Responso, concerto pour orchestre » (Matthus), « Concerto pour violon et orchestre en mi mineur » (Mendelssohn), « Ouverture de Léonore nº 3 » (Beethoven), par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, dir. K. Masur, avec L. et W. Oistrakh, violons (Concert solennel pour l'anniversaire de la R.D.A.)
22 h. 30, Ouvert la nuit : Une semaine de musique vivante ; 23 h., Saturnales (Franck, Duparc, Fauré, Bizet, Massenet).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



MARIE BRETON.

HABITAT

La maison de l'an 2000 a l'air rétro

Pour imaginer l'habitat de l'an 2000, les voyantes ont mis des lunettes noires. En matière d'excuse... Comment s'y reconnaître, en effet, parmi les tendances contradictoires, les contraintes durables et les effets de la mode ?

MICHÈLE CHAMPENOIS

DANS sa maison bulle, le 9 avril 2002, la ménagère presse-boutons commande, devant l'écran mural de la télévision, le petit déjeuner de toute la famille. Ce cliché du futurisme domestique a déjà un air rétro. En matière d'habitat, les utopies scientistes sont derrière nous, et l'on imagine aujourd'hui plus volontiers le « progrès » sous l'aspect d'une maison en pierre et en bois, largement ouverte vers le soleil pour capter la chaleur et la petite famille régénérant l'eau qu'elle utilise, tissant la laine et faisant pousser des carottes sans engrais.

Entre la soucoupe sur pilotis et la cabane en bois, les experts ne savent plus quoi nous promettre. Les îles totales en forme d'atomium, les cités propres et pures posées sous cloche dans un désert, sur la mer, ou sur la lune, les logements-bulles accrochés à une mégastructure : cette débauche d'images qui fit rêver les architectes dans les années 60 n'a plus cours. Menant plus avant les recherches des grands « modernes » du début du siècle, ils concevaient des « machines à habiter » répondant aux besoins et aux désirs des hommes, scientifiquement recensés. Pendant qu'ils dessinaient la lune, on empilait les familles dans des boîtes normalisées ; on équarissait les rêves bachelardiens.

Même si elle trahissait les intentions des inventeurs des années 20, même si la ZUP des Froides-Bouillies ou la barre de La Courneuve, ce n'est pas seulement « la faute à Corbu », la dure réalité des grands ensembles d'après-guerre a porté un coup fatal aux utopies de « ville parfaite », où chacun aurait son grand bol d'air pur et sa ration de verdure, et où les ascenseurs et les voitures assureraient la communication sociale...

On comprend qu'après de tels chambardements les experts soient modestes. Les changements des vingt prochaines années ne pourront en aucun cas égaler ceux que nous venons de subir. « *L'an 2000, c'est demain* », notent lucidement les experts réunis par le commissariat du Plan pour réfléchir aux « *perspectives de l'habitat à long terme* » Même avec les techniques modernes, plus simples et plus rapides, on construit pour cent ans plutôt que pour vingt. Les besoins vont lentement diminuer (130 000 logements environ par an à la fin du siècle, selon les prévisions) et nous n'aurons plus les moyens, Dieu merci, de transformer l'espace urbain et rural aussi profondément qu'il l'a été depuis vingt ans. Enfin, une politique de l'habitat, même radicalement différente, ne serait visible que beaucoup plus tard, et il est vraisemblable qu'en l'an 2000 nous habiterons tout simplement les maisons et les immeubles d'aujourd'hui. A quelques nuances près, et pas forcément de la même façon.

Les plus pessimistes imaginent un urbanisme de plus en plus inégalitaire. Les privilégiés se réserveraient, comme ils le font déjà, la partie semi-campagnarde quand les enfants sont petits et les maisons réhabilitées du centre des villes pour les jeunes couples, les célibataires et les retraités. Les autres, plus ou moins exclus, seraient cantonnés dans les vraies banlieues, ces zones ni chat ni chien, qui souffrent des nuisances de la ville (encombrement, bruit, manque de verdure) sans en avoir les avantages et l'animation.

Energie plus chère

Au fur et à mesure que la ville attirante, le centre, se « réhabiliterait », les vieillards, les étrangers, les pauvres, qui se passaient du confort domestique, seraient progressivement chassés. Ce schéma caricatural n'est pas loin de décrire assez bien la « reconquête urbaine » menée depuis vingt-cinq ans, au moyen de la rénovation - bulldozer et puis de la « restauration » qui ne conserve que rarement les habitants avec les pierres.

Centre-ville gadget, ravalé de frais pour le plaisir du commerce et de la rencontre, pour le spectacle de la vie urbaine joué par des badauds figurants... Et pour l'efficacité quotidienne, de vastes supermarchés, des magasins de meubles, de vêtements, de jouets, flanqués d'immenses parkings proches des « périphéries » où habite le grand nombre. C'est la ville éclatée qu'on nous a fabriquée. Celle que nous subirons pendant plus de vingt ans encore.

La réflexion assez confuse des experts du Plan tente de prendre en compte les nouvelles contraintes : une énergie plus chère, un espace plus rare, et les changements sociaux qui s'esquissent. Mais aucun de ces éléments n'est suffisant pour tout changer.

L'énergie plus chère incitera bien sûr à limiter l'usage des automobiles, fondement néfaste de l'urbanisme actuel. Il est facile de rêver à la ville idéale où le temps de transport, du domicile au lieu de travail, serait strictement limité (il était en 1974 de une heure vingt-deux minutes en moyenne par jour en région parisienne, de cinquante-trois minutes ailleurs). Mais les autoroutes sont construites, et pas les métros qu'il aurait fallu prévoir.

Le développement des techniques de communications permet à certains d'imaginer une nouvelle forme de travail à domicile : grâce à la télématique, on créerait des « zones électroniques » comme il y a des zones industrielles. Mais la commission du Plan se contente de prévoir le développement des techniques actuelles : en 1975, les trois quarts des employés n'avaient pas le téléphone chez eux, et 89 % des ouvriers.

Plutôt qu'un schéma de crise conduisant à gazonner les autoroutes et à transformer les automobiles déchues en cabanes à lapins, il est plus réaliste d'imaginer que la société de consommation, même si elle est contestée par une minorité éclairée, trouvera les moyens de s'adapter à la pénurie relative. Malgré la brutalité des hausses du prix du pétrole, depuis 1973, ni les individus ni les pouvoirs publics n'ont réellement modifié, ou voulu modifier, les modes de vie. Même si on calfeutre les fenêtres des vieilles maisons et qu'on isole mieux les murs des logements neufs, le prix du pétrole n'est jamais assez élevé — avec la complicité des gouvernants — pour qu'on laisse les voitures au garage. Et le programme électro-nucléaire a précisément pour but de retrouver, le plus vite possible, par d'autres moyens, l'énergie à bon marché qui a permis la modernisation si controversée du pays.

La maison à soi

Le conservatisme n'est pas moins grand, les tendances ne sont pas moins lourdes, pour ce qui concerne le mode de vie et les relations sociales.

Pour les historiens, la construction massive d'immeubles collectifs, bien que soutenue par une forte réflexion théorique, apparaîtra peut-être plus tard comme un écart temporaire. Tout concourt, en effet, depuis cent ans, à favoriser, en France, le penchant à la propriété privée et le « rêve » de la maison à soi. Même s'il se nourrit d'illusion, même s'il est satisfait par de faux-semblants : l'appartement sans cave ni grenier, posé sur une pelouse. Ce « rêve », réel et supposé, des administrés inspire des politiques sincères ou démagogiques et se développe dès que l'économie laisse faire : depuis 1976, un logement construit sur deux est une maison.

L'augmentation du temps libre, la réduction des horaires de travail, l'insatisfaction engendrée par des villes mal faites, l'absence d'équipements collectifs généreux réellement pris en main par des communautés d'habitants, tout concourt à renforcer le fameux « rêve ». Les psychologues y ajoutent le désir de s'enraciner quelque part, de se « réaliser » comme ils disent, ou, pire, de « s'investir » dans une œuvre à sa mesure. On constate que ceux qui le peuvent financièrement ont déjà beaucoup « investi » dans la résidence prétendue secondaire, à défaut d'avoir pu organiser au mieux la vie et le logement de tous les jours.

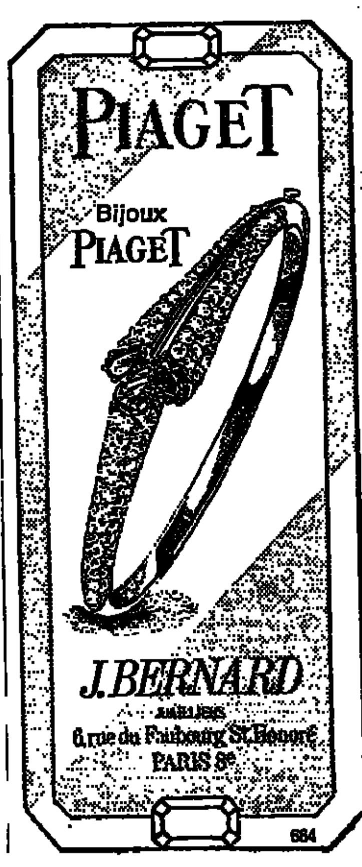
Quant aux changements proprement sociaux, les experts n'en attendent pas une influence marquante sur les besoins d'habitat. Si les jeunes vivent ensemble avant de se marier (50 % des enfants de cadres), cela ne change rien à leur espace de vie et d'ailleurs neuf sur dix, finalement, se marient.

Bricolage

Des familles moins nombreuses (la fameuse dénatalité des pays riches), plus de personnes seules (retraités, vieillards, célibataires, divorcés) et, à la marge, quelques communautés élargies. Rien de tout cela ne dessine un habitat franchement nouveau. Et de même que les communautés d'après 1968 ont facilement envahi les trop grands appartements vétustes devenus inabordables ou inconfortables pour une famille « normale », de même les nouvelles façons de vivre ensemble trouveront leur place dans ce qui existe... ou le bricoleront.

Après le cœur des villes, la prochaine savane à explorer est le patrimoine le plus récent : que faire en effet des grands ensembles construits depuis trente ans si leurs habitants les abandonnent un jour ? Il faudra en démolir certains et on a déjà commencé : à Vaulx-en-Velin les premières « vieilles pierres » du demi-siècle sont tombées et l'on n'est plus obligé de prendre l'exemple venu d'Amérique d'un immeuble obsolète avant d'avoir atteint sa majorité.

On pourra utiliser les ensembles qui méritent d'être gardés comme une trame de base pour imaginer un nouveau découpage intérieur, des regroupements, des transformations radicales de l'espace intérieur et jusqu'à la construction de nouveaux bâtiments pour combler les vides. Des projets de récupération du patrimoine récent existent, mais la réhabilitation engagée par les propriétaires d'H.L.M est encore, dans l'ensemble, très superficielle. Il faudra attendre que les « squatters » prennent cela en main, installent des capteurs solaires sur les toits et des poulaillers sur les balcons ■



ACCÉLÉRATEUR

Particuliers contre particules

Le projet du CERN de construire un nouvel accélérateur de particules de 10 kilomètres de diamètre soulève une petite tempête au pays de Gex. Et des questions sur un certain gigantisme scientifique.

YVES MAMOU

« *C'ETAIT un beau pays ici. Maintenant, il y a cette fatalité, on n'y peut rien.* »

« *Ils vont nous prendre nos terres, les grillager, et détourner les sources d'eau potable.* »

« *Inutile d'aller se plaindre, ils sont trop forts pour nous.* »

« *Maintenant qu'on a ce cancer, il faut vivre avec. Qu'est-ce qu'on peut faire, nous, contre ça ?* »

Qui parle ainsi ? Les habitants d'un pays du tiers-monde pris à la gorge par une multinationale ? Ou d'humbles immigrés soumis à un racket ? Non, des agriculteurs du pays de Gex, en 1980, dans le département bien français de l'Ain. Propos qu'il faut d'ailleurs aller solliciter, car ces paroles amères sont quasi murmurées. Dans ce couloir d'invasion, au pied du Jura, les maux restent secrets. On ne parle pas. Le cosmopolitisme de la ville de Genève, distante de quelques kilomètres à peine, une zone franche où transitent des marchandises du monde entier et surtout la présence massive de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) n'ont guère modifié les mentalités. Les jeunes agriculteurs du C.D.J.A. témoignent de la même résignation : « *On n'y peut rien, ça se fera quand même.* »

Quelle est cette affaire qui semble déjà jouée avant même de commencer ? Le CERN, centre multinational de la recherche fondamentale en physique des particules, veut construire le Lep (Large electron positron ring) ; soit un gigantesque accélérateur de particules souterrain de 30,6 kilomètres de circonférence (10 kilomètres de diamètre). Envisagé presque intégralement sur le territoire français, un bon tiers de ce vaste anneau de quatre mètres de large passera à 1 000 mètres de profondeur sous les montagnes du Jura. Y entreront en collision des faisceaux d'électrons et d'anti-électrons (ou positrons) animés d'une énergie de mouvement pouvant aller de 22 à 130 GeV (milliard d'électrons-volts). Car en physique des hautes énergies, seule la « brutalité » paie : pour connaître les composants ultimes de la matière, il faut casser les particules.

L'eau

Cet accélérateur géant, « *le plus grand du monde* », expliquent les dirigeants du CERN, entrera en service à la fin des années 80. Il est le prolongement d'une gamme de machines à protons, elles aussi de taille considérable. Sur un domaine de 560 hectares, situé de part et d'autre de la frontière franco-suisse, le CERN exploite déjà un synchro-cyclotron (S.C.) de 0,6 GeV, un synchrotron à protons (P.S.) de 28 GeV, plusieurs anneaux de stockage à intersections (I.S.R.) et un super-synchrotron à protons (S.P.S.) de 400 GeV, machine qui, en 1976, date à laquelle elle entra en fonction, était déjà le plus grand accélérateur du monde avec ses 6,5 kilomètres de circonférence. A cet ensemble d'engins, il faut ajouter de grands détecteurs de particules visuels et électroniques et des équipements ultra-modernes de dépouillement des données acquises. On trouve ainsi, au CERN, la chambre de calcul la mieux équipée d'Europe, reliée par satellite à différents laboratoires européens.

Etait-il donc urgent d'adjoindre à un tel ensemble une machine supplémentaire ? « *Oui, le Lep est nécessaire* », répond sans hésiter la direction du CERN. Car, dans la course aux découvertes et aux récompenses, le Lep « *s'inscrit dans un créneau où la concurrence est encore faible* », explique M. Robert Lévy-Mandel, membre du directoire du CERN. « *Ce sera une machine pour mener des expériences-frontières.* »

Y a-t-il de quoi inquiéter les agriculteurs gessiens ? Oui, car le projet Lep, qui doit être définitivement approuvé par les Etats membres du CERN en juin 1981, soulève un problème d'importance régionale : l'eau. « *Le Jura est le réservoir naturel du pays de Gex*, explique M. Maurice Grandclément, ingénieur à la Direction départementale de l'agriculture (D.D.A.) de Bourg-en-Bresse, *et personne ne connait le cœur de cet anticlinal où va pénétrer le Lep. En perçant dedans, on risque de drainer les nappes alluvionnaires et aussi de détourner définitivement les eaux contenues dans les failles et les karsts du jurassique.* » Dans les deux cas, on risque d'assécher le pays de Gex : le jour où la mise en perce du Jura sur plus de 10 kilomètres rencontrera des difficultés — « *et c'est inévitable* », ajoute M. Grandclément — il sera déjà trop tard.

Se peut-il qu'une assemblée de savants voués à la recherche désintéressée méprise de tels problèmes ? « *Nous ne méprisons rien du tout et nous pensons être bien armés pour faire face à ce problème d'eau potable*, explique M. Lévy-Mandel. *C'est d'ailleurs pour étudier ce problème qu'une galerie de reconnaissance de 4 600 mètres de long va être percée sous la commune de Crozet, à 70 mètres de profondeur. De plus, nous n'avons pas intérêt à ouvrir des voies d'eau, car le Lep inondé deviendrait inutilisable. C'est le meilleur argument que nous puissions offrir.* » Les experts sont cependant moins péremptoires. Quand on demande à M. Gilbert Ranton, directeur du Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) de Lyon, institution associée aux études du Lep, si les agriculteurs ont des raisons de craindre pour leurs sources, il répond par l'affirmative.

Explosifs

Bizarrement, sans doute à cause de son statut d'organisation internationale, le CERN n'est pas tenu de fournir un cahier des charges lorsqu'il effectue des travaux de cette importance sur le territoire français. Une étude d'impact (imprécise et laconique) constituera l'unique « *engagement moral du CERN* », selon l'expression de M. Michel Lavanseau, sous-préfet à Gex, de remédier à toute désorganisation de l'alimentation en eau de la région. De plus, cette « galerie de reconnaissance » sera percée à l'emplacement et aux dimensions exacts d'une des trois galeries d'accès à des laboratoires souterrains prévus dans les plans du Lep. Et les analyses de cette incursion sous le Jura (dont les travaux doivent commencer le 15 octobre 1980) ne seront terminées et disponibles qu'en juin 1982, soit un an après le feu vert donné par les Etats (1) à la construction du Lep.

Une deuxième galerie d'accès est prévue à Echenevex, non loin de Crozet. « *S'ils veulent creuser sur ma commune, il faudra faire venir les C.R.S.*, s'exclame le maire, M. Jean-Roger Honorat. *Lorsque j'ai demandé à M. Lévy-Mandel, au cours d'une réunion publique, de garantir par écrit qu'aucune commune du pays de Gex ne manquerait d'eau, il a simplement changé de sujet.* » Autres adversaires déclarés du Lep : les écologistes. M. Albert Delavière, éleveur, chef de file de la « commission Lep » de l'Agena (Association gessienne de défense de la nature), se déclare prêt à « *employer tous les moyens légaux* » pour sauvegarder l'équilibre écologique du pays de Gex. Depuis vingt-cinq ans que le CERN existe, les meilleures terres agricoles ont en effet été vendues comme terres à bâtir, et les plus beaux sites bétonnés à coups de résidences secondaires et principales, et de stations de ski. « *Maintenant, c'est trop*, explique M. Delavière. *Avec le Lep, ce n'est plus le CERN qui se trouve dans le pays de Gex, mais le pays de Gex qui va se trouver englobé dans le CERN. Alors, ces huit ans de travaux avec le bruit d'explosifs que ça implique, la poussière, ces milliers de camions chargés de terre pour lesquels il faudra élargir les routes, les huit tours de refroidissement qui dégageront en permanence une colonne de chaleur, on n'en veut pas.* »

En Suisse, les écologistes se sont également mobilisés. Le 20 septembre 1979, la Fondation suisse pour l'énergie (F.S.E.) dénonçait cette réalisation qui, une fois en marche, « *ferait du CERN un consommateur d'énergie plus important que le canton de Genève* ». Le chiffre de 1 500 GWh avancé par la F.S.E. sur la base de documents du CERN, est bien entendu contesté par M. Lévy-Mandel. Selon les derniers documents publiés par le CERN, une consommation énergétique de 300 GWh est prévue pour la première phase de mise en exploitation du Lep, soit un tiers des structures accélératrices. Ce qui porterait la consommation globale du CERN à 900 GWh pour 1988 (70 000 tonnes d'équivalent pétrole environ) et augmenterait la consommation actuelle du CERN d'environ 30 %.

Au-delà de cette bataille de chiffres, les écologistes suisses redoutent que cette voracité énergétique ne serve d'alibi pour l'installation de centrales nucléaires. Au point que Mme Monique Bauer-Lagier, député de Genève, interpellait le Conseil fédéral, le 5 juin dernier, pour exiger qu'aucune « *implantation de nouvelles centrales nucléaires* (n'ait lieu) *en Suisse du fait de la consommation du CERN en énergie électrique* ».

Ces prises de position ne font cependant pas l'unanimité. La plupart des élus gessiens ne sont pas hostiles au Lep. M. Laverrière, maire de Prevessin, commune sur laquelle une bonne partie des équipements sont situés, n'est pas inquiet pour l'eau. « *J'ai confiance, car le CERN s'entoure de toutes les précautions. Il faut que le Lep se fasse car les installations scientifiques se périment vite. Si le CERN ferme ses portes, le chômage qui en résultera sera un coup terrible pour la région.* » Le CERN est, en effet, le premier employeur du pays de Gex. « *Un éléphant dans un quasi-désert industriel* », selon l'expression de M. Lévy-Mandel.

« *Le Lep ou la mort* », cette alternative développée par le CERN a non seulement convaincu et rallié la plupart des communes, mais aussi la majorité du personnel technique, administratif et ouvrier du CERN. Aucun des trois mille cinq cents salariés de cet organisme ne désire perdre un salaire, d'autant plus confortable qu'il est payé en francs suisses. Cependant, la construction du Lep devant s'effectuer sans augmentation de budget, décision a été prise d'arrêter définitivement les expériences sur les autres accélérateurs. Le S.P.S., en attendant d'être couplé au Lep, fonctionnera au ralenti. Y aura-t-il des licenciements ? Bien que la direction n'en ait prévu aucun (sinon une cinquantaine de postes non renouvelés lors de départs à la retraite), des techniciens se posent la question. Regroupés au sein d'un embryon d'organisation syndicale, ces ingénieurs et techniciens (qui désirent garder l'anonymat) déclarent n'être « *pas opposés au Lep, au contraire. Nous voulons simplement que sa construction soit précédée d'une vraie politique de l'emploi et d'un plan de carrière pour chacun. S'il doit y avoir du travail pour tous qu'on le dise clairement.* ».

Comme preuve de la légitimité du projet, la direction du CERN ne manque pas d'affirmer, à tout propos, que « *le Lep est fortement appuyé par la communauté des physiciens européens* ». Cet anneau géant aurait même provoqué « *un large enthousiasme et un consensus général* ». Pour M. Vivargent, président du comité des physiciens européens pour les accélérateurs, il ne fait aucun doute que la quasi-totalité des scientifiques concernés sont pour le Lep. « *S'ils étaient contre,* argumente-t-il, *pourquoi ne se seraient-ils pas exprimés au cours des nombreuses réunions de commissions que nous avons organisées ?* » Derrière cette façade on trouve cependant un malaise profond mais largement inexprimé dans la communauté des physiciens français. Au point que certains d'entre eux se sont regroupés pour créer un périodique, en vue d'ouvrir un débat interne. *Démocrite-Démocrate* — tel est le titre-programme de cette revue — a, depuis sa création en novembre 1979, abordé les différents problèmes que le Lep pose aux physiciens. Mais gêne, peur des représailles ou ambiguïtés des différentes positions individuelles, peu d'articles sont signés.

Silence

« *N'écrivez pas que les physiciens sont contre le Lep*, explique M. Claude Broll, physicien détaché au CERN par le laboratoire d'Annecy de physique des particules. « Démocrite-Démocrate *ne représente qu'une minorité qui s'exprime au sein d'une vaste majorité silencieuse.* » Le savant d'aujourd'hui s'interroge effectivement peu sur les implications de ses expériences ou sur les rapports que la physique entretient avec la société. Il n'en a pas le temps. Il participe simultanément à deux ou trois expériences, et en prépare une quatrième sans avoir pris le temps d'analyser à fond le résultat de ses « manips ». Le physicien est un individu sur-occupé, accomplissant un travail parcellaire dont l'ensemble lui échappe le plus souvent.

Il n'est donc guère étonnant que ce laborieux silence puisse être exploité comme un soutien sans réserve. « *En fait, les physiciens n'ont jamais été consultés sur l'ensemble du projet*, indique M. Maurice Poulet, du laboratoire d'Annecy de physique des particules, également détaché au CERN. *On nous a, certes, associé quelquefois à des commissions techniques mais jamais à la décision de construire ou non le Lep.* » Les oppositions sont, en fait, de deux ordres. Pour les uns, cette machine va monopoliser l'intégralité des ressources du CERN et donc entraîner une « *hyperspécialisation de la recherche. Ce qui est fort regrettable pour d'autres secteurs tout aussi intéressants de la physique des hautes énergies* », ajoute M. Christian Baglin, lui aussi physicien « visiteur » au CERN.

Sur les mille trois cents scientifiques utilisant les machines du CERN (deux mille physiciens des hautes énergies en Europe) les deux tiers devront effectivement se reconvertir. Quatre cent cinquante physiciens seulement pourront travailler sur le Lep.

Gigantisme

Pour d'autres, l'enjeu réel de la recherche en physique des particules se situe dans le domaine militaire. De nombreuses innovations technologiques ont trouvé des applications directes dans le domaine de l'armement : tables de mesures automatiques pour les photos prises par satellites, systèmes de transmissions pour les sous-marins... et peut-être mise au point prochaine de la technique des *beam weapons* (2), ou canons à électrons, sortes de modernes désintégrateurs. Le renouveau de la physique des particules et les énormes crédits qui lui sont consentis (le Lep, phase I, va coûter environ 1 milliard de francs suisses) sont également liés à la possibilité d'« *utiliser des faisceaux de protons accélérés pour la surrégénération de matériaux fissiles* » (3). Un accélérateur peut, en effet, produire dix à vingt fois plus de plutonium qu'un réacteur et ce pour un investissement égal. D'ores et déjà, des systèmes hybrides combinant fusion et accélération sont à l'étude pour la production de plutonium. Ce qui n'est pas sans conséquence pour le traité de non-prolifération des armes nucléaires, dans la mesure où les accélérateurs de particules ne sont soumis à aucun contrôle international.

Ces deux groupes d'opposants se rejoignent pour regretter le « *cadre hyper-centralisé et hyper-hiérarchisé* » que connaît la physique des particules en Europe. Termes inspirés sans doute par la nostalgie des « manips » regroupant une petite équipe de scientifiques. Mais aussi par *l'inquiétude* de voir leur vie professionnelle envahie par un « *dirigisme politico-scientifique qui tarit l'imagination* ». Il est regrettable que la sociologie ne se soit guère intéressée au comportement de ces multinationales de l'administration ou de la science. Ces énormes complexes, tel le CERN, ne peuvent-ils subsister qu'en se développant toujours davantage ? Quels en sont les centres réels de décision ? Et surtout la « *fuite irrationnelle dans le gigantisme* » (selon l'expression d'un physicien désirant rester anonyme) qui les caractérise n'engendre-t-elle pas de la mégalomanie ? Car il est couramment admis en physique des particules qu'il faut quinze à vingt ans pour exploiter à fond un nouveau synchrotron. Or le S.P.S. entrait à peine en fonction, en 1976, que le projet Lep naissait. Et le Lep était encore une simple idée que déjà, en 1977, le CERN rêvait d'un « *very big accelerator* » (V.B.A.) si gigantesque qu'un financement mondial seul permettrait de le réaliser... L'accélérateur idéal prendrait-il la forme d'un anneau circumterrestre ? ■

P1,7,8 Salles d'expériences souterraines
P2,6 Salles d'expériences en surface
P3,4,5 Salles d'expériences profondément enterrées
Tunnel d'accès à ces salles
0 1 2 3km

Gex – Mt Colomby de Gex 1689 – Mont Chanais – P5 – Tougin – P6 – Echenevex – Naz-Dessus – Naz-Dessous – 1347 – le Creux de Praffion – P4 – Segny – Versonnex – D 984c – N5 – P7 – Maconnex – Crozet – Avouzon – Chevry – Centre de l'anneau – Bretigny – Collex-Bossy – Villeneuve – Ornex – Moëns – Prégnin – P3 – Sergy-Dessus – Sergy – Prévessin – P8 – Ferney-Voltaire – Pouilly – Anneau de 300 GeV – St-Genis-Pouilly – SYNCHROTRON D'ALIMENTATION – Mategnin – Thoiry – P2 – P1 – D 984 – C.E.R.N. – SUISSE – Meyrin – Aéroport de GENÈVE-COINTRIN – vers GENÈVE

(1) Douze Etats sont membres du CERN. Ils financent cet organisme au prorata de leur produit national brut : République fédérale d'Allemagne (25 %), France (21,43 %), Royaume-Uni (15,79 %), Italie (12,55 %), Pays-Bas (5,62 %), Suède (4,45 %), Belgique (4,33 %), Suisse (4,07 %), Autriche (2,39 %), Danemark (2,32 %), Norvège (1,69 %), et Grèce (0,36 %).

(2) Voir « *Aviation week and space technology* », numéros de juillet et août 1980.

(3) « *Courrier CERN* », mai 1978.

REPÈRES

Une centrale à base d'excréments bovins

Une centrale de production d'énergie à base d'excréments bovins a été inaugurée récemment à Lisbonne par la Commission nationale de l'environnement. D'un modèle simple, elle est constituée de trois cubes de fermentation et d'un gazomètre immergé, où le gaz accumulé actionnera plus tard un générateur d'une puissance de 30 kWh. Une centrale de même type fonctionne déjà dans le pays et deux autres sont en construction en Alentejo (région agricole du Sud). Par ailleurs, dans deux régions productrices de porcs (Leiria et Montijo), il a été décidé de construire des centrales électriques à partir d'excréments porcins, particulièrement nuisibles à l'environnement. (SOURCE : *ENERGIE, 26, rue Cadet, 75009 Paris.*)

Un institut africain de prospective

Un institut africain de prospective va voir le jour à l'initiative de M. Doo Kingue, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.) et directeur régional pour l'Afrique. Le but de cet institut sera de permettre aux cadres africains de réfléchir à l'avenir de leur continent sur des bases plus scientifiques. L'étude de ce projet a été confiée à M. Mahdi Elmandjra, professeur à l'université Mohamed-V de Rabat. *(SOURCE : FUTUR-INFORMATIONS, supplément à la revue* Futuribles*, n° 34, 55, rue de Varenne, 75017. Tél. 222-63-10.)*

Le soleil et l'Europe

La Commission des Communautés européennes procède actuellement à la sélection des douze premiers projets de production d'électricité d'origine solaire qui bénéficieront des crédits mis à disposition par la Communauté pour l'exploitation de l'énergie solaire.

Chaque Etat membre accueillera au moins un de ces projets qui convertiront directement le rayonnement solaire en électricité au moyen de cellules photovoltaïques.

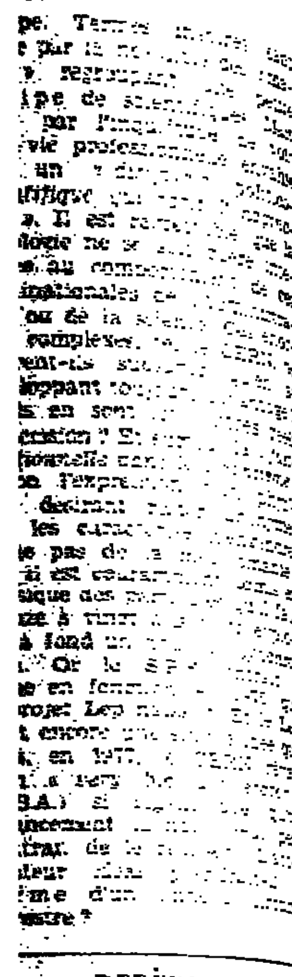
Aucun générateur de ce type n'a été construit en Europe jusqu'à présent. La puissance nominale se situera entre 30 et 300 kW. Ensemble, les installations auront une capacité approximative de 1 MW. Elles devraient être achevées d'ici au milieu de 1983 et visent à démontrer qu'il est possible de produire de l'électricité à partir du rayonnement solaire en Europe.

Les projets, qui recevront de la Communauté des aides représentant au maximum 50 % de leur coût total, ont été présentés par différents consortiums européens. *(SOURCE : Commission des Communautés européennes, 200, rue de la Loi, Bruxelles.)*

PRECISION — **Le tableau accompagnant l'article « Transport sous vide », dans « le Monde Dimanche » du 28 septembre, pouvait être mal interprété. L'auteur, François Chalons, nous précise qu'il ne s'agit pas de suppressions ou de créations d'emplois au sens strict mais d'effectifs existants qui pourraient être affectés à la mise en œuvre de ce nouveau moyen de transport.**

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل





JEAN-PIERRE GAPIHAN

MÉTAPHYSIQUE

Les électrons pensants de Jean Charon

Scientifique très controversé... par les scientifiques, Jean Charon veut réintroduire la métaphysique dans la physique. Pour lui, l'Esprit existe : il l'a rencontré dans les électrons. Paul Caro lui répond.

JEAN MANDELBAUM

ELEGANT, le verbe gouailleur, discret et volubile à la fois, Jean Charon est un homme déroutant. Salué comme un nouvel Einstein par une partie de la presse lorsqu'il publia sa *Théorie de la relativité complexe* en 1962 (Albin-Michel), ses théories sont farouchement combattues par de nombreux scientifiques, estimant qu'elles n'ont rien de... scientifique.

Ces idées rencontrent pourtant un très large écho auprès du grand public. Son livre de vulgarisation, *l'Esprit cet inconnu*, a été un succès de librairie. Le projet de Jean Charon, prolongeant celui de Teilhard de Chardin, est de réintroduire la métaphysique dans la physique (1).

« Peut-on résumer votre thèse en disant qu'elle a pour objet de rendre absurde la traditionnelle dichotomie matière-esprit en donnant un support matériel à l'esprit ?

— Il n'a jamais été facile, aujourd'hui pas plus qu'hier, de vouloir soutenir l'idée d'une complète dichotomie entre matière et esprit. Tout simplement parce que la matière, comme tous les phénomènes physiques, doit d'abord pour nous son existence au fait qu'elle est connue par notre esprit, donc supportée par notre esprit. On peut prétendre qu'elle « existe » indépendamment de la connaissance que nous en avons : mais c'est une hypothèse supplémentaire. Notre univers est d'abord ce que l'on pense de lui, puisque seul notre esprit nous fait prendre connaissance de la réalité. Notre univers est (s'il « est » aussi), indépendamment de ce que l'on pense de lui, inconnaissable par définition. On peut donc affirmer que l'esprit est nécessairement premier : supprimez l'esprit, et toute « image » de la matière disparaîtra ; on ne pourra plus rien en « penser », puisqu'il n'y aura plus de pensée.

— Vous semblez donc donner un support scientifique à la phénoménologie chère à Sartre et à Heidegger : il n'y aurait pas de réalité en soi, mais uniquement des perceptions...

— Si vous voulez, mais Berkeley l'avait déjà dit, et je crois être allé au-delà de cette forme de représentation. Cela dit, ai-je donné un support matériel à l'esprit, en le situant comme porté par ces particules élémentaires de la physique que sont les électrons ? La réponse ne me paraît pas pouvoir être faite par oui ou non. J'ai montré que les développements récents de la physique, et notamment de l'astrophysique, suggéraient que notre univers était biface, qu'il avait comme un « dedans » et un « dehors », et que ces deux faces avaient entre elles le même rapport que celui correspondant à la traditionnelle distinction philosophique entre le connaissant et le connu. C'est parce que l'électron se trouve localisé entièrement dans le « dedans » de l'univers qu'il est « connaissant », et danc doué de propriétés spirituelles. Mais, de ce fait, il n'est plus une matière ordinaire. Cette découverte d'un « dedans » de l'univers nous oblige à faire un distinguo entre la matière connaissante (les électrons) et la matière connue (tout ce qui n'est pas électron). On peut parler alors de psycho-matière, quand il s'agit de l'électron.

Néguentropie

— On vous reproche de ne pas tracer assez clairement la limite entre la partie absolument scientifique, et donc irréfutable, de votre théorie et ce qu'il y a d'intuitif.

— Chacun soupçonne bien que l'esprit possède d'une certaine manière des relations avec la matière, donc avec la physique, qui étudie la matière. Mais la tentation est grande pour les physiciens préoccupés de la nature de l'esprit (ce qui est non seulement leur droit, mais je pense aussi leur devoir, puisque c'est l'esprit qui bâtit les théories physiques) d'en quelque sorte « forcer » des caractéristiques spirituelles dans leurs approches créatives en physique. Il faut éviter cet écueil : mais il faut aussi rester attentif à tout ce qui, dans l'observation du monde physique, pourrait se révéler comme un chemin possible vers la compréhension des caractéristiques spirituelles, des caractéristiques observables de manière évidente chez l'homme, mais aussi, plus généralement, chez l'ensemble du règne vivant.

— Pourriez-vous clarifier la notion d'esprit telle que vous l'entendez ? Que convenez-vous d'appeler esprit ? Quand direz-vous que certaines structures matérielles présentent des caractéristiques spirituelles ? N'est-il pas temps de préciser la notion fondamentale de « néguentropie » ?

Cette question est, en effet, importante. Pour qu'une structure matérielle présente des caractéristiques spirituelles, il ne suffit naturellement pas qu'elle sache influencer son milieu extérieur ou que, à l'inverse, son milieu extérieur soit capable de l'influencer. Cela est le fait de toute matière, les lois physiques nous l'apprennent ; voyez, par exemple, les forces de pesanteur que la matière brute est capable de développer dans l'espace qui l'entoure, avec cette conséquence d'attirer vers elle toute matière située dans cet espace.

» Nous dirons qu'une structure matérielle présente des caractéristiques spirituelles si elle est capable de mémoriser l'information du milieu extérieur et, au fur et à mesure que le temps passe, d'ordonner toujours davantage et spontanément toute information. Les physiciens disent qu'une telle structure « spirituelle » se comporte et évolue à l'inverse d'une structure purement matérielle, qui s'achemine toujours avec le temps vers le désordre, puis vers la mort : c'est le célèbre principe d'entropie croissante caractérisant tout le monde physique. Au contraire, une structure spirituelle évolue à entropie décroissante ou, comme on dit parfois, à néguentropie croissante, la néguentropie désignant une entropie négative.

« Trou noir »

— Vous dites qu'une structure spirituelle évolue « spontanément » vers la néguentropie croissante. Qu'entendez-vous par ce « spontanément » ?

— Oui, cette spontanéité est une caractéristique fondamentale de l'esprit, c'est elle qui nous permet de parler d'un état de conscience associé à l'esprit. Il y a, chez l'esprit, comme un moteur qui le pousse continuellement vers l'avant, c'est-à-dire vers le changement. C'est ce que Bergson appelait déjà l' « élan vital ». Vous ne pouvez pas plus arrêter le fonctionnement de votre esprit que vous ne pouvez arrêter l'écoulement du temps.

» Les états successifs de conscience viennent se succéder l'un à l'autre, et cela même quand vous dormez. En fait, arrêter ce mouvement spontané de la conscience correspond à la mort. Cela signifie l'arrêt non seulement de votre pensée, mais aussi de tous vos processus inconscients, c'est-à-dire indépendants de votre volonté, comme la respiration ou le battement de votre cœur, par exemple. Il y a dans la conscience, qui est cependant faite d'images se rattachant à l'espace qui nous entoure, quelque chose qui ressemble au temps et à son écoulement inexorable, quelque chose qui provoque une manipulation incessante de ces images spatiales que nous avons mémorisées. Un peu comme si notre conscience baignait dans un milieu où temps et espace auraient échangé leurs rôles.

— C'est ici, sans doute, qu'interviennent les « trous noirs »...

— En effet. Un « trou noir » est ce qu'il advient à une étoile, quand elle s'achemine vers sa mort. Elle a brûlé tout son combustible, elle se recroqueville donc de plus en plus sur elle-même, devenant de plus en plus dense, puisque presque toute la matière de l'ancienne étoile vient se rassembler dans un volume de plus en plus petit (de l'ordre de quelque kilomètres de diamètre seulement).

» Einstein nous avait déjà annoncé que cet accroissement de densité de l'étoile s'accompagnait d'un accroissement de « courbure » de l'espace. C'est ce qui se passe autour d'une étoile mourante : mais, dans la phase terminale, l'espace se courbe tellement qu'il se crève en quelque sorte. L'étoile disparait soudain dans l'espace comme un navire sombrerait en dessous de la surface de l'océan. Et, comme le navire, l'étoile devient alors invisible, d'où le nom de « trou noir » donné par les astrophysiciens à la région de l'espace où vient ainsi à disparaître une étoile dans son stade ultime de contraction.

— Quel rapport y a-t-il entre les « trous noirs » et l'esprit ?

— Il y a quelque chose qui distingue ce phénomène de « trou noir » de tous les autres « trou noir » simplement « se phénomènes physiques connus. Si l'étoile était venue avec le « trou noir », simplement « se cacher » dans un pli de l'espace un peu plus courbé ici qu'ailleurs, nous dirions que ce phénomène est curieux, intéressant mais demeure dans le cadre de toutes les lois physiques habituelles. Mais ce n'est pas cela qui se produit : l'étoile mourante n'est plus dans notre espace habituel, elle est passée comme « de l'autre côté » de cet espace, exactement comme le navire, sombrant dans les flots, est passé de l'autre côté de l'air dans lequel il baignait précédemment.

» Pourquoi est-on conduit à cette conclusion de l'existence d'un « dedans » de l'espace visible habituel ? Parce que les physiciens, en étudiant au moyen des lois de la relativité générale d'Einstein la correspondance entre l'espace invisible du « trou noir » et notre espace observable, ont été conduits à constater que dans la région où se situe le « trou noir » l'espace et le temps n'ont plus les mêmes propriétés que ceux que nous connaissons dans l'espace habituel qui nous entoure, et dans lequel ont été énoncées toutes les lois physiques à ce jour. Dans le « trou noir », l'espace et le temps ont échangé leurs rôles respectifs : l'espace est devenu du temps et le temps est devenu de l'espace. C'est l'espace qui « s'écoule » de manière inexorable, et non plus le temps, comme cela avait lieu sur la face visible de notre univers.

» On peut dire que ce que nous apprennent les « trous noirs », c'est que l'espace et le temps de notre univers sont encore beaucoup plus complexes que ce que nous en avait dit Einstein : non seulement l'espace et le temps sont indissociables l'un de l'autre (« relativité restreinte », 1905), non seulement cet espace-temps est un milieu à propriétés géométriques, notamment capable de « courbures » (« relativité générale », 1915), mais encore il possède un « dedans » invisible et un « dehors » visible à propriétés complémentaires. L'entropie croissante des phénomènes se déroulant dans le visible est notamment, remplacée par une néguentropie croissante des phénomènes se déroulant dans l'invisible. Chassez la métaphysique de la physique, elle reviendra par la porte des « trous noirs » !

(Lire la suite page XVI.)

(1) Jean Charon vient de publier, en collaboration avec Christian Bartillat, *le Monde éternel des éons* (Stock).

Jean Charon

(Suite de la page XV.)

— Et au-delà de cette porte, l'on retrouve l'esprit ?

— Certains physiciens, dont je suis, avaient déjà, depuis quelques années, cherché à prolonger les idées de la relativité générale, en appliquant celle-ci à la structure des particules de base entrant dans les atomes, comme les protons, les neutrons et les électrons, par exemple. Dans *Théorie de la relativité complexe*, j'avais montré que les électrons pouvaient être considérés comme des micro « trous noirs », c'est-à-dire se situaient, comme les « trous noirs », sur cette face « invisible » de l'univers, rappelant tellement le lieu où peuvent se dérouler des phénomènes à caractéristiques s'approchant de celles du fonctionnement de notre esprit.

» J'étais donc particulièrement bien placé pour être parmi les premiers chercheurs à réfléchir à la question suivante : ce que l'on nomme « notre esprit » ne serait-il pas porté par les électrons puisque ceux-ci entrent abondamment dans la composition de notre corps et enferment dans leur « dedans » un espace-temps à caractéristiques spirituelles ?

— Si vous avez répondu par l'affirmative ?

— Je n'ai pas été si vite. J'ai d'abord examiné avec soin si ce modèle d'électron « potentiellement » pensant conservait bien, néanmoins, les propriétés physiques bien connues de l'électrons puisque ceux-ci entrent par exemple. La réponse est ici affirmative, sans aucun doute. Comme le pressentait Teilhard de Chardin, l'électron est donc une particule avec un « dehors » à propriétés physiques étudiées par les physiciens, et un « dedans » à propriétés spirituelles passées jusqu'ici inaperçues des physiciens, pour une bonne raison que l'esprit est, ou était en tout cas jusqu'à récemment, un « tabou » en physique. Ensuite, je me suis demandé quels types d'interactions « spirituelles » suggéraient la nouvelle structure ainsi découverte pour l'électron.

» Il y en a quatre : mémorisation des informations en provenance du monde extérieur (connaissance) ; accroissement néguentropique de la connexité des informations mémorisées (réflexion) ; création d'informations dans le monde extérieur (acte) ; échange direct d'informations complémentaires entre deux électrons (amour).

» Dans une troisième phase, j'ai cherché à imaginer ce que serait l'évolution de la matière et du vivant si, dès le début de notre univers, il y a une quinzaine de milliards d'années, il avait existé des particules (les électrons) disposant de ces quatre propriétés spirituelles que sont la connaissance, la réflexion, l'acte et l'amour.

Immortalité

» On constate que si l'accroissement neguentropique des structures spirituelles, c'est-à-dire l'élévation de leur niveau de conscience, est à la fois le moteur et l'objectif de l'évolution, on peut « logiquement » s'attendre à voir les électrons « pensants », ou éons, se regrouper en « sociétés », favorisant pour chacun d'eux un niveau de conscience toujours plus élevé, un peu comme un groupe social où le culturel et l'économique sont mis en commun et permettent à chaque membre du groupe de mieux disposer des avantages offerts par le milieu extérieur.

» L'évolution ferait ainsi apparaître, sans doute successivement, les chaînes d'A.D.N., les gènes, les chromosomes, les virus, les cellules vivantes ; puis, ensuite, les regroupements de ces cellules elles-mêmes, pour former le végétal, l'animal, l'humain. Pour ne nous en tenir qu'à « ici et maintenant », c'est-à-dire à ce que nous en apercevons aujourd'hui sur notre petite planète.

— Dans votre ouvrage, « Mort, voici ta défaite » (2), vous défendez la thèse que, si les éons entrant dans notre corps sont ainsi les porteurs de notre esprit, il en résulterait que notre esprit serait immortel. Certes, les physiciens nous apprennent que les électrons ont une durée de vie pratiquement éternelle. Mais, si notre esprit est porté par les milliards d'électrons de notre corps, ceux-ci vont finalement se disséminer après notre mort corporelle, et ainsi notre esprit viendra, semble-t-il, se disperser, tôt ou tard, dans une poussière de particules n'ayant plus de relations entre elles. Comment justifiez-vous donc cette « immortalité » de notre esprit ? Est-ce une conséquence de la thèse des éons ?

— Pour répondre à cette question, il faudrait d'abord savoir si notre esprit est tributaire du volume dans lequel se rassemblent les électrons porteurs de notre esprit. Quand notre corps retourne à la poussière, nos électrons viennent remplir tout l'espace, comme l'eau d'une casserole le fait quand elle se transforme en vapeur. Mais cela ne signifie pas que ces électrons ne sont plus en relation entre eux ; il y a transformation d'état de notre esprit, certes, mais non pas pour autant et nécessairement disparition de ce que nous avons nommé notre esprit. Par ailleurs, je crois qu'il est logique de penser que l'unité de notre moi, que nous ressentons très fortement de notre naissance à notre mort, implique que certains de nos électrons sont porteurs de tous nos souvenirs, de toutes les sensations éprouvées notre vie durant. En d'autres termes, après notre mort corporelle, les éons seront sans doute par milliards à posséder pour toujours, comme une tranche de leur vie éternelle propre, les états de conscience dont la succession a fait toute notre vie. Et, d'ailleurs, comment pourrait-on comprendre l'évolution du vivant si toutes les expériences vécues par ce vivant devaient finalement venir se perdre dans l'oubli total ?

— Ces conceptions « éonistes » ne viennent-elles pas soutenir des thèses comme celles de la réincarnation, puisque nos électrons donc notre esprit viendraient dans le futur participer à d'autres corps vivants apportant avec eux les souvenirs accumulés pendant notre propre vie ?

— Il est exact que la structure éonique de notre esprit, qui donne à celui-ci des racines plongeant dans un passé lointain, mais lui confère aussi les rameaux se prolongeant dans un futur aussi vaste que celui de l'univers lui-même, encourage à penser que indépendamment de la partie consciente de notre esprit rassemblant les souvenirs de notre expérience vécue depuis notre naissance, nous possédons aussi une large partie inconsciente portant le souvenir de vies antérieures dans le règne du vivant. Mais, s'il n'en était pas ainsi, si nos cellules ne possédaient pas « quelque part » le souvenir d'un savoir-faire appris au cours de milliards d'années de vie, comment connaîtraient-elles les secrets pour actionner de manière harmonieuse les milliards de mécanisme de notre corps ?

» Il faut bien que ce « savoir-faire » ait été appris bien avant notre naissance et que notre inconscient en possède quelque part le souvenir. Ce « quelque part », pourquoi ne serait-il pas constitué par les électrons, puisqu'ils ont eux la vie éternelle et que, la physique vient de le suggérer, ils possèdent des capacités de mémorisation et d'évolution néguentropique ? ■

(2) Albin Michel, 1979.

A la recherche du « soi »

Les conceptions de Jean Charon n'ont bien entendu, rien de scientifique au sens rigoureux du terme. A partir de notions mal connues du plus grand nombre, mais frappantes pour l'imagination, il construit des amalgames, fait des rapprochements, énonce des rapports. C'est un peu la technique qui dans les publicités associe les bouteilles de bière aux paysages tropicaux. Le public sait qu'il est trompé, que l'on cherche juste à accrocher son regard pour qu'il retienne un nom, une marque, mais, après tout, cela lui plaît, cela égaye les murs, cela fait rêver. C'est un peu la même chose avec la science de Jean Charon.

On ne sait pas trop ce que c'est que l'électron, l'entropie ou un « trou noir ». Alors apprendre que les électrons sont doués de propriétés spirituelles, que l'entropie est le contraire de l'information « connexée », et que le « trou noir » est une étoile passée dans la quatrième dimension ne choque pas trop dans un monde où la science-fiction et la science tout court ont habitué chacun à croire tout possible.

Rien dans la littérature scientifique sérieuse ne permet de justifier les bizarres idées de Jean Charon. Celui-ci joue avec les mots, avec des mots magiques. « trou noir » en est un bien joli, mais « relativité » a le nimbe mystérieux associé aux cheveux fous d'Einstein. Il est vrai que ces notions ont un pouvoir d'évocation impressionnant. Il n'est pas interdit de s'abandonner à leur égard au rêve. Mais, alors, que l'on dise tranchement que l'on traite les résultats de la recherche sur le plan poétique. C'est un beau sujet d'ailleurs et, sous cet angle, on peut bien exploiter tous les mythes, sans contraintes et dans la fantaisie.

Les associations que fait Jean Charon avec les concepts scientifiques qu'il détourne sont révélatrices de ses intentions, comme elles fournissent aussi une explication du succès certain qu'il rencontre auprès de nombre d'esprits honnêtes. En effet on voit apparaître dans ses textes des éléments bien reconnaissables, d'abord un binaire dedans-dehors, envers-endroit, qui est le vieux symbolisme primaire du pair et de l'impair ; ensuite, on lit que l'électron possède quatre types d'interactions spirituelles et que « nos électrons sont porteurs de tous nos souvenirs » : on touche donc là à un symbole de la totalité par la quaternité. Ce sont, parmi d'autres, des thèmes bien jungiens. En se rapportant à l'ouvrage du maître sur les soucoupes volantes (*Un mythe moderne*, coll. « Idées »), on trouve à la page 248, cette phrase : « Dans la perspective de cette hypothèse, l'être reposerait sur une entité jusqu'à présent méconnue, qui posséderait des qualités matérielles aussi bien que psychiques. » Jung parle des phénomènes paranormaux, et délire un peu, d'ailleurs.

Charon le prend au pied de la lettre et trouve que l'entité méconnue est tout simplement ce pauvre et banal électron, condensé plus tard en « éon » par un bel artifice de langage qui permet de faire la liaison avec les conceptions gnostiques (à moins que Charon n'ait fait le rapprochement contraire). Il aurait été mieux inspiré de choisir d'autres entités matérielles qui seraient *a priori* des candidats plus sérieux pour vérifier les hypothèses jungiennes, comme par exemple ce système indolique qui caractérise les molécules de la plupart des substances hallucinogènes. Il est vrai que c'est quelque chose de beaucoup moins connu du public que l'électron, qui a de plus l'avantage d'être, à titre individuel, plus ou moins éternel, ce qui élargit encore le champ de la spéculation.

La référence jungienne dans l'inspiration et la technique de Charon explique aussi le succès de ses écrits. En effet, avec de tels thèmes, il séduit à coup sûr, abrité derrière le prestige paternel de la science, en manipulant les archétypes qui agissent dans le subsconscient. Avec lui, il est facile de découvrir le « Soi ». Il le désigne, il le nomme, il certifie que son hypothèse est garantie par l'imprimatur académique. Dans l'inquiétude de notre époque, la recherche d'un « médiateur » pour suppléer à un Dieu mourant est l'inclination naturelle de beaucoup d'esprits [illegible] et sérieux. C'est le résultat des angoisses et des déséquilibres imposés aux individus dans les sociétés modernes.

Beaucoup de ces contraintes résultent de l'action de la science sur le monde, en un sens ses lecteurs sont reconnaissants à Jean Charon d'une adroite supercherie qui, pour eux, retire à la science son masque implacable pour la parer des couleurs reposantes des icônes d'antan. Des ouvrages comme ceux de Charon jouent dans les milieux intellectuels le même rôle que les soucoupes volantes jouent pour l'imagination populaire, c'est ce que démontre très bien Jung dans les derniers chapitres du livre cité ci-dessus.

Ce faisant, Jean Charon rend peut-être un bon service à la société, car, même si ses théories sont physiquement absurdes, la morale qui s'en dégage, bien exprimée dans sa conclusion ci-dessus, peut aider l'individu à vivre et à progresser en domptant son inquiétude métaphysique.

PAUL CARO

HISTOIRE

Le virage de Jaurès en 1907

1907 marque dans la vie de Jaurès une cassure. Il rompt avec l'intelligentsia française qui avait été à ses côtés dans l'affaire Dreyfus, mais qui refuse l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires.

MADELEINE REBERIOUX

« *On entrevit en noir, sur une tache grise, un petit melon qui avait glissé d'une tête très grande sur le front, l'extrémité d'une barbe jaune-marron épaisse, un cou puissant enfoncé revers de manteau entre les épaules, un ventre à l'intérieur de la redingote ; un paquet de journaux faisait bâiller une poche ; une main faisait des moulinets et peignait l'air avec un parapluie. Large, corpulent, court de jambes, il entra en coup de vent avec une exubérance de gestes ; il ressemblait plus à un gamin qu'à une célébrité.* »

C'est ainsi que l'écrivain symboliste russe, André Biely, aperçut pour la première fois Jaurès, un jour de l'été 1907 où la pluie menaçait. De ses rencontres, quasi quotidiennes, pendant plusieurs semaines, avec le leader socialiste, dans un petit restaurant où Jaurès prenait pension quand sa femme était à la campagne, l'ami d'Alexandre Blok, l'auteur, bientôt de *Petersbourg*, ce fabuleux roman fantastique, nous a laissé un récit plein de pénétration, de tendresse et d'humour, qu'on vient de traduire en français. Les liens de confiance et d'amitié qui se nouent à l'heure du déjeuner, leur narration ne relève pas forcément de l'anecdote. Un bavardage de table peut aussi être révélateur. A travers les informations et les remarques qu'échangent le poète russe et le militant français, on voit évoquer des problèmes aussi délicats que ceux qui visent les rapports entre révolutionnaires russes et socialistes français, intelligentsia russe et intellectuels français, voire socialistes et intellectuels en France en cette redoutable année 1907.

La première révolution russe s'achève dans la défaite des révolutionnaires : la deuxième Douma, trop à gauche, est dissoute en juin, les élus socialistes sont arrêtés, l'état de siège gagne de nouvelles provinces. Mais si certains refusent encore de le reconnaître, d'autres se préoccupent de tirer les leçons d'un échec qui, vu avec le recul du temps, était évident depuis des mois. Entre l'Allemagne et la France, la crise ouverte publiquement en 1905 par le discours de Guillaume II à Tanger s'est passagèrement apaisée et, dans les Balkans, les incidents sont quasi quotidiens. Si l'année 1907 attire l'attention, ce n'est pas du côté des pouvoirs officiels qu'il faut se tourner pour en rendre compte, mais du côté du socialisme et plus particulièrement du socialisme français.

Menaces de guerre

Au cœur du mois d'août 1907 en effet, l'Internationale socialiste, à la demande des délégués français au Bureau socialiste international, Jaurès et Vaillant, analyse pour la première fois les menaces de guerre qui, depuis 1904, planent sur les peuples les plus civilisés du monde : ceux de la vieille Europe, terre natale de la démocratie et du socialisme ouvrier.

Vif affrontement. D'un côté voici les sociaux-démocrates allemands, le « parti-guide », non pas certes de toute l'Internationale, mais de nombreux socialistes, le parti le plus prestigieux grâce à ses théoriciens, au nombre de ses adhérents, à la puissance du mouvement syndical qu'il anime. Soucieuse de ne rien faire qui puisse attirer et dresser contre elle un sentiment national sourcilleux, la social-démocratie allemande s'oppose fermement — elle n'est pas seule — aux suggestions françaises. La S.F.I.O. avance en effet des analyses et des propositions qui suscitent l'étonnement. Gustave Hervé, leader de la tendance dite « insurrectionnelle », utilise les formules du Manifeste du parti communiste pour dénoncer le caractère anti-prolétarien du concept de patrie et de toute défense nationale.

Défenseur de la motion qui a obtenu la majorité aux récents congrès socialistes français, Jaurès fait entendre la voix de ceux qui, sans contester le fait national, croient à la gravité de la menace de guerre. Il propose, pour la faire reculer, d'utiliser à la fois les armes forgées par le « génie ouvrier », et dont la révolution russe a révélé la puissance — la grève générale — et celles que la bourgeoisie pacifiste a élaborées au fil du dix-neuvième siècle : l'arbitrage international, en somme une nouvelle alliance. Produit d'un compromis, la motion votée intégrera finalement, en un paragraphe peu discuté à l'époque — on le croyait hors de saison, — la perspective révolutionnaire souhaitée par les marxistes radicaux, Lénine, Martov et Rosa Luxemburg : si la guerre éclate néanmoins, aux socialistes d'en faire jaillir la révolution.

Bien davantage que Gustave Hervé, inconnu dans le mouvement international, c'est Jaurès qui s'est trouvé placé au cœur de cette tempête. Même si son autorité politique restait contestée au sein de la S.F.I.O fraîchement unifiée, il jouissait d'une audience morale considérable et déjà ancienne auprès des intellectuels français et étrangers, et il visait en même temps, depuis deux ans, au rapprochement, si difficile, entre le parti socialiste et les ouvriers les plus militants liés à la C.G.T. Homme-orchestre — telle avait été longtemps son image de marque. — Il devient, à partir de 1907, celui par qui le scandale arrive, et les discours qu'il prononce à Stuttgart, puis au grand meeting de septembre tenu au Tivoli-Vauxhall, y sont pour beaucoup. Voici venir pour lui le temps de nouvelles ruptures.

Le souvenir de « l'affaire »

On ne les perçoit guère, à vrai dire, à travers le récit de Biely. Dans la mémoire de l'écrivain — il a vingt-sept ans quand il arrive à Paris, — comme dans celle de tant d'hommes de sa génération, Jaurès émerge presque comme un souvenir de jeunesse. Si le nom du leader français a pris rang, presque seul, parmi les mythes d'enfance des hommes et des femmes de cet âge, il ne le doit pas seulement à l'éclatante adhésion que, brillant représentant de l'Université française, il a donnée au socialisme ouvrier : c'est l'affaire Dreyfus qui a comme imposé Jaurès très au-delà des ghettos où l'on s'étonnait qu'un goy, bien enraciné dans son terreau provincial, ait accepté de mettre en jeu son pouvoir politique pour contraindre la République française à reconnaître l'injure faite à un officier juif.

Le grand Jaurès bavarde avec le petit Biely, et la colonie russe de Paris en est vite avertie. Intellectuels, militants politiques, il n'est guère aisé de les distinguer, et Jaurès ne les connaît pas très bien. Il n'a jamais eu, avec les sociaux-démocrates de Russie, les liens d'origine qui unissent les vieux marxistes russes et leurs descendants — un Plekhanov, un Lénine, un Martov, un Trotski — avec la famille française de Marx : son gendre Paul Lafargue par exemple, ou le jeune Jean Longuet, fils de Jenny, la fille aînée. Ceux auxquels il s'intéresse le plus, outre Herzen bien sûr, et Pierre Lavrov, venu vieillir en France, ce sont les « marxistes-légaux » comme Pierre Strouvé — mais passé au parti K.D., il a désormais quitté le camp du socialisme — ou certains S.R. comme Roubanovitch, le directeur de la *Tribune russe*, le correspondant à Paris de *l'Humanité* pour les affaires russes. Parmi les écrivains, son grand homme c'est bien sûr Tolstoï, dont il a salué la volonté de « *bouleverser toute l'humanité et toute la vie* ». Mais les propos rapportés par Biely permettent de voir un peu plus loin.

Le terrorisme

Où en est le jugement de Jaurès sur la révolution russe ? En 1905, tout en souhaitant au début l'accord entre socialistes et libéraux, il en avait pratiquement produit la même analyse que tous les socialistes français, à la seule exception de Jean Longuet : l'étape démocratique bourgeoise, celle qui correspond à la grande Révolution française, n'a pas de sens en Russie ; née trop tard et par trop dépendante, dès sa naissance, de l'étranger, la bourgeoisie russe n'est pas à la hauteur de son rôle historique. Il ne sert donc à rien de freiner la lutte révolutionnaire pour tenter de consolider l'impossible alliance du prolétariat et des nouvelles couches sociales.

Mais, deux ans plus tard, sensible à l'« *effondrement du mouvement* », Jaurès condamne avec la plus grande vigueur l'« *impuissance hystérique* » des « *esthètes* » qui, rejetant le marxisme, se croient « *plus à gauche que les socialistes* » et prétendent construire leur propre liberté. Difficile à formuler dans *l'Humanité*, où Roubanovitch exalte l'esprit de sacrifice des terroristes et la victoire morale, ainsi que l'espérance politique, dont il est porteur, ce jugement s'enracine chez Jaurès dans une ancienne méfiance : il n'a jamais éprouvé grande estime pour ceux qui, par individualisme, cherchent la liberté dans l'exaltation de leur moi, alors que l'action révolutionnaire requiert plan de lutte et organisation des masses. Le socialisme consiste d'abord à reconnaître l'empire du social. Mais cette argumentation politique ne prévaut pas contre les intellectuels, dont la quête se situe à un autre niveau, contre les écrivains, qui s'efforcent de rompre avec les platitudes bourgeoises. Et Jaurès interroge son voisin de table sur la typologie de la jeune littérature russe, sur la place qu'occupe, par exemple, dans l'intelligentsia, le « trio symboliste » : Dmitri Merejkovski, sa femme Hippius et leur ami Filosofov, auxquels Biely voue une amitié douce-amère.

Apporter à leur tendance un appui politique, c'est une autre affaire. Mais, sensible à l'inquiétude de la jeune génération — il s'intéressait déjà en 1893 à Maurice Pujo, au Sâr Peladan et à Léon Bloy, — Jaurès s'inquiète à présent de l'effort tenté, à l'intérieur du multiple symbolisme russe, par les disciples de Vladimir Soloviev : ne s'agit-il pas

Lectures complémentaires

Harvey Golberg, Jean Jaurès, Fayard, 1970.

Jean Rabaut et Jean-Pierre Rioux, « Jean Jaurès », les Grands Révolutionnaires, Martinsart, 1979.

Actes du Colloque Jaurès et la Nation, Faculté des lettres de Toulouse, 1965.

Jaurès : la Classe ouvrière, textes choisis et présentés par Madeleine Rebérioux, Maspero, 1976.

Jacques Beynac, les Socialistes-Révolutionnaires, R. Laffont, 1979.

Et des articles fondamentaux : Françoise Prigent-Laurent, « Jaurès », un numéro spécial du Mouvement social : « Critique littéraire et socialisme au tournant du siècle », avril-juin 1967. Bulletin de la Société d'études jaurésiennes, avril-juin 1979 (la correspondance de la marquise Arconati-Visconti présentée par Gérard Baal) et juillet-septembre 1979 (le texte d'André Biely, traduit et présenté par Philippe Bredèche).

● Antenne 2 diffuse, le jeudi 9 octobre, à 20 h 35, un téléfilm écrit et réalisé par Ange Casta : « Jean Jaurès, vie et mort d'un socialiste », avec la participation de Charles-André Julien. C'est le comédien Bernard Fresson qui interprète le rôle de Jaurès. Madeleine Rebérioux a servi de conseillère historique pour cette émission (lire page IX dans la rubrique radio-télévision).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

n 1907

e. Il rompt avec
tés dans l'affaire
révolutionnaires.

Le terrorisme

pour eux d'inscrire dans le social cette « *conception religieuse de la vie* » à laquelle, à l'écart de toute religion révélée et de tout déisme, il n'a pour sa part jamais rénoncé ?

Dislocation

Etrange Jaurès vraiment, qui se rit des prétentions politiques de tel ou tel révolutionnaire, mais prend appui sur ses certitudes socialistes pour recueillir le miel de ceux qui, au cœur de la révolution russe, ont rêvé d'unir le langage symboliste et une manière de socialisme chrétien. En 1907, cette part de lui-même va pourtant s'étioler — le récit de Bieley, à sa manière allusive, en rend fort bien compte — devant l'urgence et la complexité du combat politique et devant les problèmes qu'il pose à l'alliance dreyfusienne sur laquelle s'est bâtie *l'Humanité*. La réponse jaurésienne à la menace de guerre va éloigner de lui, en grand nombre, ces normaliens, ces sorbonnards qui, sur la lancée de « l'affaire », avaient cru, dans le cadre du bloc des gauches, à l'avènement d'un socialisme paisible.

Il ne s'agit pas de Péguy, dont le projet était tout autre, mais de solides cohortes universitaires. En explorant la correspondance conservée par la marquise Arconati - Visconti, fille d'un parlementaire gambettiste, Alphonse Peyrat, épouse et veuve d'un richissime italien, et grande amie d'Emile Combes, Gérard Baal a pu analyser la dislocation d'un groupe d'intellectuels un temps fortement jaurésiens. A l'époque où Jaurès entra dans son amitié (1904) et devint un fidèle des jeudis de la marquise, on comptait parmi les « jeudistes » des hommes comme Joseph Bédier, l'éditeur des fabliaux et des chansons de geste, Abel Lefranc, le spécialiste de Rabelais, que fustigera plus tard Lucien Febvre, Gabriel Monod, un des premiers dreyfusards, qui avait fait l'éloge des *Preuves* de Jaurès dans la sévère *Revue historique*, Jules Claretie, manière d'incarnation de l'histoire journalistique des révolutions françaises, d'autres encore.

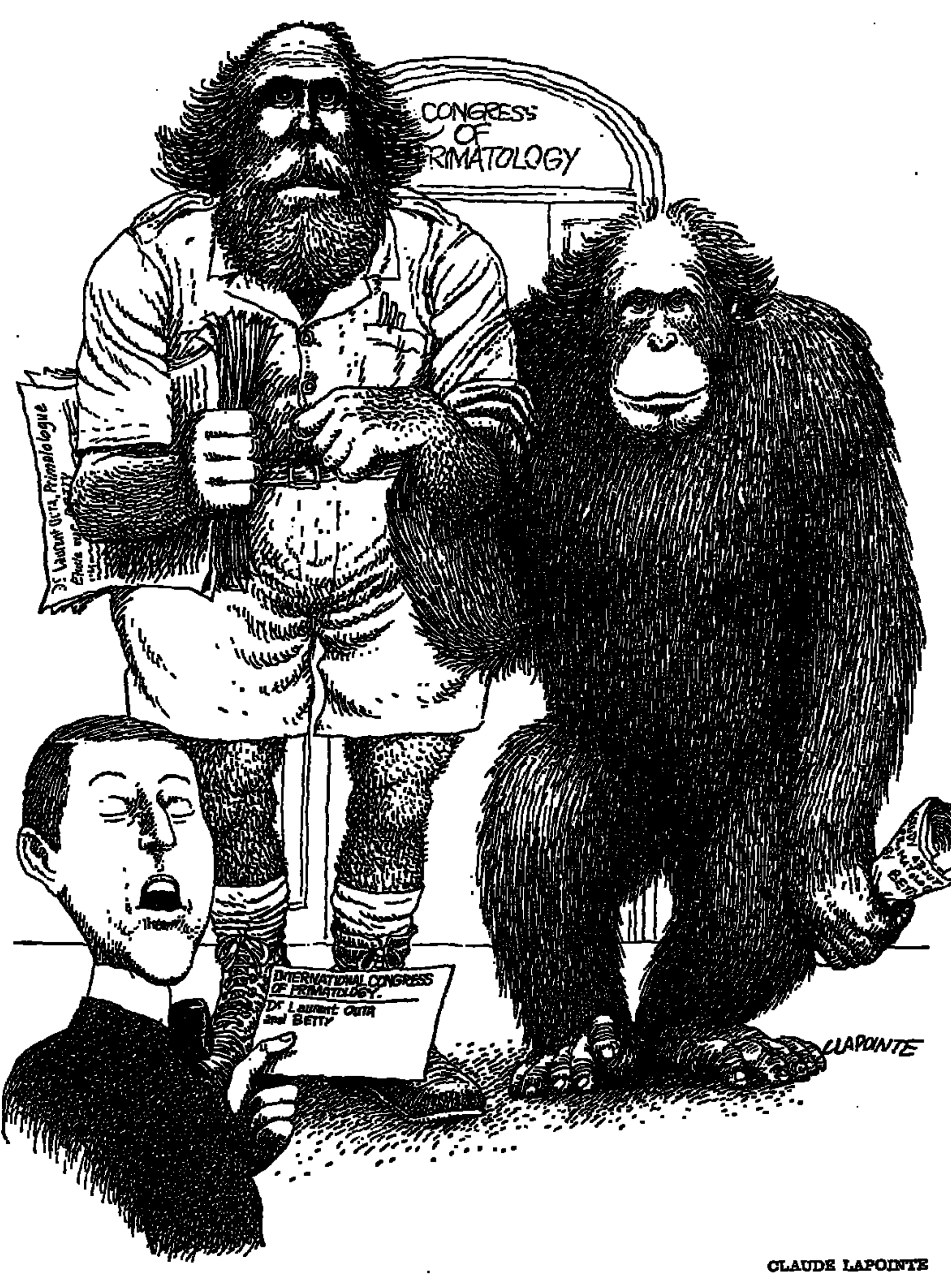
Tous brisent, entre 1905 et 1907, avec celui dont ils avaient tant admiré le cœur « *noble, ardent et brave* » (J. Bédier). Leurs lettres à la marquise ne laissent aucun doute sur leurs sentiments. Ce qui les révolte ? L'approbation d'abord que Jaurès apporte à « *la révolution qui vient* » : les grèves, le 1er mai 1906, le syndicalisme — horreur ! — des instituteurs, voire le projet Caillaux d'impôt sur le revenu... Puis, de façon plus vague, « *l'anarchie grossière de la C.G.T.* », à laquelle Jaurès ouvre en 1906 une tribune libre dans *l'Humanité*.

Un homme seul

Naïveté, jalousie, lâcheté ? On dispute entre « jeudistes » du qualificatif le plus adéquat pour désigner l'évolution de ce Jaurès en qui une large fraction des intellectuels de gauche a cessé de se reconnaître. Couronnant le tout, le voici qui exalte au Tivoli-Vauxhall « *l'élan révolutionnaire qui émane de notre histoire* » et qui, seul peut-être, repoussera la guerre et la barbarie : complice de Gustave Hervé, ennemi de la patrie... On reconnaît au même moment le même éloignement et presque la même aversion dans la correspondance qu'échange avec son ami Elie Halévy, le sociologue radical Célestin Bouglé, dreyfusard de la première heure lui aussi, malgré, à l'époque, son isolement provincial, et collaborateur, comme Jaurès, de *la Dépêche de Toulouse*.

Décidément, on aurait tort de croire que seuls le dégoût du parlementarisme, de ses pompes et de ses œuvres, et celui des excès de l'anticléricalisme combiste ont joué un rôle dans la crise du dreyfusisme et dans la dérive qui écarte de Jaurès — et du coup du socialisme — tant d'intellectuels français un temps convaincus. Valable dans une certaine mesure pour l'avant-garde esthétique, cet argument ne rend pas compte de l'attitude d'hommes et de femmes attachés, certes, à l'œuvre républicaine émancipatrice, mais détenteurs d'une vision du monde forgée dans les laboratoires et les salles de cours et désorientés devant les tensions nouvelles où nous reconnaissons aujourd'hui la naissance du vingtième siècle. La crise du bloc politique des gauches, ouverte d'ailleurs dès 1904, donc avant l'unité socialiste, se double de l'éclatement de cet autre bloc qui avait soudé, pendant quelques années, l'intelligentsia scientiste et généreuse et une fraction notable du socialisme français.

Au reste, maints intellectuels venus alors au socialisme organisé, et qui y resteront — Léon Blum en est un bon exemple — s'ils ne partagent pas, bien sûr, le dégoût ou tout au moins la profonde déception éprouvée par un Bedier ou un Monod, ont de fortes réticences devant les responsabilités que Jaurès accepte d'assumer. La nouvelle alliance à laquelle, par les pratiques qu'il recommande, il appelle à Stuttgart les intellectuels pacifistes et les ouvriers révolutionnaires sera très difficile à forger. S'il va pourtant y investir l'essentiel de ses forces pendant les sept années qui lui restent à vivre, c'est que, dans cette crise générale des valeurs et des coalitions politiques, « *dans cette dissolution du monde d'aujourd'hui* », il perçoit, comme il l'écrit à « *la fille de Peyrat* », les « *germes d'un monde naissant* » : ce monde nouveau devra peut-être subir l'épreuve de la barbarie, mais peut-être l'éviterait-il si parvenaient à s'élargir l'horizon de la « classe pensante » et à *s'épurer et s'étoffer* la conscience et l'action de la classe ouvrière. En 1907, celui qu'admire André Biely et dont s'éloigne Gabriel Monod, Jaurès, est un homme assez seul. Mais non un homme désespéré. ■



CLAUDE LAPOINTE

MODESTIE

Singe, notre frère

La primatologie, en décortiquant les mœurs du sagouin, du gorille ou du chimpanzé, pose surtout une grande question : qu'est-ce qui finalement distingue l'homme de l'animal ?...

CLAUDE FISCHLER

C'EST entendu, l'homme ne descend pas du singe. Dans l'ordre des primates, le chimpanzé ou le gorille *ne sont pas nos ascendants*, mais de vagues collatéraux, lointains cousins de basse branche, bien qu'assez à l'aise au plus haut des arbres. Pourtant, il est une variété d'*homo sapiens* qui entretient avec eux des relations singulières et pour tout dire ambiguës : les primatologues. Quatre cents spécimens s'étant rassemblés cet été à Florence en congrès international, on a pu procéder à quelques observations sur leurs mœurs et leur comportement et sur l'état de certaines recherches.

A vrai dire, il y a une multitude de variétés de primatologues. On trouve de l'une à l'autre des différences aussi nettes que celles qui distinguent *macaca fuscata* de *macaca mulatta* ou *galago zanzibaricus* de *galago crassicaudatus panganiensis*. Les militants de la ligue italienne contre la vivisection, qui manifestaient à l'entrée du palais des congrès de Florence, établissent une distinction fondamentale, hautement proclamée sur leurs banderoles : « *Bienvenue aux chercheurs de terrain; à bas les bourreaux de laboratoire !* » C'est que, sous la même étiquette primatologique, on trouve des spécimens aussi variés et différents que ce *monkey watcher* néerlandais, qui a déjà passé cinq années de sa vie le nez levé vers les grands arbres de Sumatra, à observer, éperdu de tendresse, les amours des orang-outangs, ou ce neurophysiologiste américain qui, dans son laboratoire du New-Jersey, décalotte la boîte crânienne de ses singes pour leur implanter des électrodes dans le cerveau.

Mais il y a aussi les généalogistes de l'hominisation, ceux qui grattent des sols arides à la recherche des ossements de l'ancêtre primordial ; il y a ceux qui traquent l'évolution d'une mâchoire ou d'un membre ; ceux qui scrutent des fossiles, des radiographies, des microscopes ; ceux qui, comme dans toute spécialité, sont les hyper-spécialistes d'une sous-spécialité : la biologie comparée du sperme chez les primates n'a pas suscité moins de vingt et une communications à Florence.

Tout aussi divers, semble-t-il, sont les rapports personnels du primatologue avec « ses » animaux. Prenez le « chimpanzologue » : c'est avec les yeux de Chimène qu'il regarde vivre ses bêtes africaines. A l'entendre, le chimpanzé est *le phénix de la gent simiesque*. Si le babouin peut *parfois trouver grâce* à ses yeux, l'orang-outang se heurte à son dédain — un animal si grossier, si fruste, sans aucune vie sociale ! Le contact avec les animaux est parfois un chemin de Damas : tel jeune et brillant chercheur britannique s'est fait végétarien depuis, m'explique-t-il, qu'il a découvert qu'il aimait trop ses animaux pour *consommer* de la chair animale.

La mort de Flo

Une autre Britannique, Jane Goodall, qui, dans les années 60, a révolutionné les connaissances sur les chimpanzés, s'est faite, dans un livre étonnant (1), la biographe de ce qu'il faut bien appeler ses *personnages* simiesques. Et c'est avec gros titres et photos que les grands journaux anglo-saxons ont annoncé la mort de *Flo, la vieille femelle qui* fut l'héroïne de ce roman animal vécu. A force de se faire historiographes de groupes et de générations simiesques, peut-être certains *monkeys watchers*, comme les biographes enthousiastes, en viennent-ils à se projeter dans leurs animaux, ou même à s'identifier à eux.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les hommes de terrain s'occupent très activement de la protection des espèces, et pas seulement afin de protéger leurs propres travaux. Les gens de laboratoire, quant à eux, *s'ils peuvent partager ce* souci, ont souvent d'autres problèmes, et notamment celui de se procurer des animaux d'expérience. Certains d'entre eux se lancent dans l'élevage, d'abord pour leurs besoins de recherche personnels, puis, s'avisant qu'il existe un « marché », « commercialisent » leurs singes. Tel savant réputé finance ainsi une bonne part du fonctionnement de son laboratoire. Devant une *telle variabilité, on ne s'étonnera* pas que la communication entre *primatologues soit parfois difficile*.

Si, à n'en point douter, les scientifiques peuvent s'accorder à admettre que le primatologue possède une forme de langage, la question des capacités linguistiques des grands singes anthropoïdes a soulevé davantage de passions depuis quelques années. Aujourd'hui, faute sans doute d'arguments nouveaux et décisifs, les adversaires se retrouvent dos à dos. Ceux qui considèrent qu'il ne manque aux singes les *plus évolués qu'un appareil vocal* pour parler, continuent à citer, entre autres, les prouesses de Washoe, le chimpanzé femelle des Gardner, qui peut s'exprimer en *American Sign Language* (le langage des sourds-muets américains). Pour les autres, le singe peut sans doute acquérir un certain « vocabulaire », mais il ne manifestera jamais une *véritable aptitude grammaticale* ou syntaxique. En attendant de nouveaux résultats, les singes parleurs font donc un peu moins parler d'eux.

Patates douces

Mais la question de l'aptitude simiesque au langage est loin d'être sans conséquence : elle *fait béer encore plus largement* cette brèche d'incertitude qui s'est ouverte dans la conception que l'homme se faisait de sa propre nature, de sa propre identité : le langage, découvrons-nous, n'est peut-être pas le propre de l'homme. Mais où donc, alors, résiderait cette différence radicale, *cette rupture irrémédiable*, que nous présupposions *entre l'animal et nous ?* Chaque fois que l'on propose une réponse, il semble qu'elle se heurte à des contradictions, qui résultent bien souvent de découvertes des primatologues.

Depuis que Jane Goodall a observé en Tanzanie que le *chimpanzé est capable de se* servir d'une longue brindille pour *extraire des insectes d'une termitière*, on sait que le propre de *l'homme* n'est pas *non plus* l'usage de l'outil. Serait-ce, alors, *la vie en société et la culture ?* Mais, dans les années 50, les *primatologues japonais ont observé* et analysé la genèse et la transmission d'un trait culturel, d'une « coutume », chez les macaques de l'îlot de Koshima : une jeune femelle se mit un jour à laver les patates douces avant de les manger. Quelques années plus tard, la majorité des singes en faisaient autant, et certains « trempaient » même dans l'eau de mer pour saler. Le macaque, en somme, *avait découvert* la cuisine... Il fallait admettre que *des manifestations culturelles*, ou infra-culturelles, existent dans le monde animal.

Quant à l'organisation sociale, tout ce que l'éthologie (c'est-à-dire l'observation du comportement animal) nous a appris, en particulier depuis la dernière guerre, *montre assez qu'il n'y a* pas véritablement là une exclusivité humaine. Hans Kummer, de Zurich, l'a encore illustré à Florence en présentant les résultats de cinq années d'observation, en Ethiopie, sur l'organisation sociale des babouins hamadryas. Mais Kummer et son équipe *ouvrent aussi des horizons* inédits, et pour tout dire assez vertigineux, sur les capacités cognitives des singes, c'est-à-dire la manière dont leur système nerveux central leur permet d'appréhender le monde.

Un chercheur de l'équipe a, en effet, vérifié ceci : à leur départ, le matin, dans les premiers mètres qu'ils parcourent, les singes empruntent une direction qui est très précisément celle du point d'eau où ils feront halte à la mi-journée. Et pourtant la troupe de babouins aura entre-temps multiplié tours et détours imprévisibles au gré de sa quête de nourriture. Il faudrait donc admettre que les babouins « savent » en partant où ils s'arrêteront plusieurs heures plus tard, et que, selon la formule de Kummer, ils possèdent, en somme, une sorte de cartographie mentale, une représentation de leur territoire. La grande direction de recherche, désormais, c'est, selon *Kummer, celle-ci : « Il faut étudier non plus seulement ce que l'animal fait, mais aussi ce qu'il sait.* »

Effrontée

Plus anecdotique, mais non moins frappant : les primatologues nous révèlent que le monopole supposé de l'homme est également entamé en matière de certains comportements sexuels. Jusqu'ici, celui des orang-outangs mâles, croyait-on, se caractérisait par une brutalité peu digne d'éloges : les savants avaient été contraints, pour décrire la copulation, de parler de « viol ». Or voici que, au prix d'années de patience et sans doute d'un torticolis chronique, le Néerlandais Schürmann a tout appris sur les amours du mâle Jon avec trois femelles, dont une jeune effrontée. Et que nous révèlent les extraordinaires photos de pornographie simiesque qu'il nous présente ? Que les orang-outangs peuvent avoir des liaisons temporaires *mais suivies (consort relationship)*, mais surtout que, pendant ces liaisons, la femelle peut prendre l'initiative sexuelle, de manière assez hardie et provocante, en pratiquant par exemple la fellation sur son partenaire. Après ces observations en pleine nature, il deviendra de plus en plus difficile aux bien-pensants de soutenir qu'il s'agit *là de pratiques « contre nature »...*

Ainsi, du primate simiesque au primate humain, de l'animal à l'homme, ce que nous révèle la primatologie, c'est davantage l'existence d'une continuité que *d'une rupture bien marquée*. De là, sans doute, une double et *contradictoire tentation, toujours* latente : l'anthropomorphisme ou son symétrique, le zoomorphisme à la Desmond Morris (2). On a vite fait, en somme, de confondre continuité et identité : il suffit de déclarer de nos « frères animaux » que, à la lettre, « il ne leur manque que la parole » ; ou, symétriquement, que *l'homme* n'est « rien d'autre » qu'un singe parvenu.

Si véritablement, entre l'humain et l'infra-humain, les différences étaient plus de degré que de *nature*, peut-être faudrait-il tirer de là, entre autres, deux *conséquences. La première*, ce serait la nécessité impérieuse de réviser radicalement la morale qui régit nos rapports avec les animaux. La seconde : constater que le temps où l'homme, pour se définir, tentait de s'extraire totalement de l'univers animal n'est plus : voici celui où c'est peut-être en l'y réintégrant que la science de l'homme pourra progresser. ■

(1) Jane Van Lawick-Goodall, *Les Chimpanzés et moi*. Coll. « J'ai lu », Presses de la Cité, 1979.

(2) *Le Singe nu*. *Le Zoo humain*.

PORTO DIEZ
DIEZ
Mis en bouteille au Portugal.
CROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré – 75001 PARIS

JEUX

Comme dans la vie

BERNARD SPITZ et ALEXANDRE WICKHAM

« *NOW, you are the physician !* » (« *A partir de maintenant, vous êtes le médecin !* »). Placée juste au-dessus d'une photo représentant un personnage alité, apparemment en train d'agoniser sous l'œil terne d'individus en blouse blanche, cette interpellation d'un jeu américain consacré à *la médecine*, « *Intern* », illustre assez bien l'intrusion des jeux de société dans un nouvel « espace ludique » : l'apprentissage social.

Il ne s'agit pas d'un phénomène brutal. Si le jeu suppose, par définition, un minimum de conventions qui l'évade de la réalité quotidienne, il n'est tout de même pas dénué de tous rapports avec le monde qu'il prétend décrire ou reconstituer. La plus parfaite incarnation de la *transposition*, dans l'univers de l'enfance, de fonctions adultes est, à *l'origine*, la panoplie. Traditionnellement orientées vers les métiers guerriers — à la grande consternation de beaucoup d'éducateurs et de psychologues. — les panoplies contemporaines se déplacent d'ailleurs peu à peu vers des activités à dominante scientifique (aviateur, cosmonautes...).

Une deuxième étape, financièrement plus pénible, a été le *coffret* d' « initiation ». A voir les listes présentées par certains éditeurs spécialisés (1), on constate qu'il n'est guère de domaines où les bambins les plus endormis n'aient une chance de développer leurs talents ou de faire progresser leurs dons. La troisième étape, en mettant en scène des professions plus ou moins typées (du chauffeur de taxi à l'agent immobilier, du journaliste au... commissaire-priseur), introduit indirectement l'idée de hiérarchie sociale. Ces jeux, qui s'adressent à de jeunes enfants (à partir de 8 ou 9 ans), leur donne parfois une curieuse image de l'univers professionnel. Ainsi, le « Jeu des livreurs » (Miro) oppose deux à quatre participants dans une course-poursuite où il s'agit d'effectuer le plus rapidement possible ses livraisons..., quitte à se tromper de destinataire ! Légèrement plus subtil, « Ecology » (Scandecor) fait naître des affrontements sans merci entre partisans du béton et défenseurs de la nature, à coups de... tremblements de terre et de pollutions : de quoi permettre aux futurs promoteurs de se faire les dents.

A condamner

La phase actuelle se caractérise par l'apparition de jeux plus particulièrement destinés aux adolescents et aux adultes et qui devraient donc être plus riches. C'est vrai dans la mesure où il ne s'agit plus seulement de « mimer » un métier : il faut souvent se fixer des objectifs et tenir compte des contraintes de l'environnement, c'est-à-dire avoir une stratégie. Mais cela ne va pourtant pas toujours très loin. « Point of Law », l'une des récentes réalisations de Avalon Hill (2), important éditeur d'outre-Atlantique, invite ainsi les joueurs à traiter des « cas » juridiques d'une manière qui ne peut sans doute intéresser que quelques étudiants fanatiques, auxquels la règle semble d'ailleurs s'adresser en priorité. Pour ceux que n'attire pas spécialement la lecture d'un dossier, la méditation sur le choix d'un jugement, l'argumentation de sa décision et la collation des verdicts des autres participants, un jeu à condamner sans circonstances atténuantes...

Chez le même éditeur, « Intern », déjà mentionné, est plus original, quoique conçu dans une optique pour le moins particulière. Si le but du jeu est d'accueillir les malades, d'établir des diagnostics et d'effectuer des traitements, ses auteurs ont adopté le point de vue du médecin : c'est-à-dire qu'il s'agit moins de guérir les patients que d'épargner au maximum son temps, car le « *temps libre, c'est le plus important dans la vie* ». On aimerait penser qu'il y a là une manière de voir les choses qui ne prête pas à conséquence.

Business

En tout cas, on frémit — au second degré — en découvrant la multitude d'aléas qui peuvent affecter le bon déroulement des traitements : diagnostics incertains, consultations que l'on est obligé de donner à ses adversaires, malades imaginaires qui viennent semer la perturbation, erreurs de laboratoire, rien ne nous est épargné. Le fait que, d'après la règle, six heures de sommeil sont censées constituer « *une bonne nuit de repos* » pour les médecins n'est pas de nature à rassurer ! A travers ce jeu se lisent ainsi les normes d'efficacité de l'institution hospitalière. Mais on y trouve surtout, sous une forme peu détournée (la case « hôpital » est côtoyée, avec la plus franche gaieté, par une case « morgue », par exemple), un thème que les jeux de « société » ne se souciaient guère, jusqu'ici, de mettre en valeur : la mort.

Il y a là, pour employer une terminologie actuelle, quelque chose comme un signe. Un signe qui nous dit que les jeux ne peuvent porter l'évasion que s'ils fournissent un certain nombre de références réalistes à la vie sociale concrète : que le rêve n'est possible que si les joueurs agissent dans un cadre qui présente, pour eux, un minimum de familiarité. Le fait que même les éditeurs français, après quelques années d'une prudence qui confine à l'assoupissement, aient fini par se décider à lancer des jeux de simulation en matière économique montre combien cette évolution est largement irréversible.

L'un des meilleurs est probablement « Business » (Fenwick), un jeu sur la vie des affaires qui amène les participants à choisir une stratégie d'investissement qui tienne compte des différentes étapes de la fabrication d'un produit. Presque intégralement copié sur le jeu américain « Stocks and Bonds » (Avalon Hill) « Bourse », du même éditeur, ne tire pourtant pas profit, si l'on peut dire, de cette inélégance ; les procédés pour fixer les cours sont fastidieux et les parties longues à s'animer contrairement à l'un de ses homologues, le « Jeu de la Bourse » de Ravensburger, sans nul doute un des fabricants européens les plus imaginatifs. Le plus réaliste, sur le plan de l'idéologie autant que de la représentation macro-économique, reste « le Jeu de l'économie » (Fleurus) qui fait intervenir le marché financier mais aussi l'Etat et les différents acteurs de la vie économique. Le « réalisme », dans toutes ces productions, trouve évidemment rapidement ses limites. Pas question dans un pays civilisé de mettre en scène — comme c'est le cas aux Etats-Unis — un système économique où pourraient se produire des événements aussi incongrus que des assassinats planifiés, des transferts de fonds en Suisse, des achats de politiciens ou des escroqueries impunies. *Les jeux sont décidément* — et plus que jamais — une chose trop sérieuse pour être laissée aux éditeurs... ■

(1) On peut citer, entre autres, la chimie, la biologie, l'électronique, la poterie ou la pyrogravure (Laffont), le tissage, la sérigraphie, la bijouterie (Nathan).

(2) The Avalon Hill Game Company, 4517 Harford Road, Baltimore, Maryland 21214. Certains magasins parisiens (l'Œuf-Cube, 24, rue Linné, 75005 ; Jeux-Thèmes, 2, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 ; Jeux-Descartes, 40, rue des Ecoles, 75005) en ont quelques exemplaires.

LANGAGE

Charabia tous azimuts

JACQUES CELLARD

IL n'y a rien de plus déplaisant que de jouer au pion de collège, de tancer l'un pour la boursouflure de ses propos, l'autre pour l'incohérence de ses déclarations, le troisième pour le débraillé de son écriture, et quoi encore ! Quelle corvée ! Mais aussi, trop, c'est trop, et sans cesse, c'est trop souvent. Les deux mamelles de la France d'aujourd'hui sont le *logos et le pathos. Faire un tant soit peu attention à ce que l'on* dit ou écrit à l'usage du public, c'était, autrefois, le rudiment de la politesse. C'est aujourd'hui, paraît-il, prétention, préciosité, purisme.

Ce n'est pas encore l'avis de tout le monde. Le lecteur et l'auditeur attendent du chroniqueur un peu de sévérité, même si personne ne nourrit d'illusions sur le résultat de ces mouvements d'humeur.

Ouvrons le bal avec deux textes officiels. Le décret 80-274 du 15 avril (*J.O.*, p. 987), à propos de rémunérations de fonctionnaires précise que « *l'indemnité* [de résidence] *n'est abondée outre-mer d'aucun index* ». On comprend vaguement que cette indemnité n'est assortie, complétée, augmentée, majorée, d'aucun supplément indexé sur cette inflation que l'Europe nous envie.

Un au moins de ces cinq verbes (assortie, complétée, etc.) simples et précis convenait parfaitement à ce que voulait dire l'administration. Eh bien, non ! Pour le père Soupe, rédacteur du décret, et pour le ministre (académicien, sauf erreur) qui l'a signé, et pour le premier ministre (universitaire estimé par ailleurs), qui l'a contresigné, c'était trop simple et trop précis. Alors qu'*abonder* ! Ah, qu'on m'en redonne ! Je pâme !

On se demande où ils vont chercher tout ça. Pas dans le dictionnaire en tout cas, et encore moins dans le français de tout le monde. Pensez donc ! Des *fonctionnaires* ! Des hommes d'autorité ! De savoir ! Ecrire comme vous et moi ? Fi, manants !

Passons sur *outre-mer*. Nous n'avons plus d'empire, mais n'importe. Notre outre-mer ne fait pas le détail : il commence sans doute à Ouessant pour finir aux Galapagos. Et la Corse ?

Bref, ce charabia signifie seulement que « dans les départements d'outre-mer, cette indemnité n'est assortie d'aucun supplément indexé ». Nul n'est censé ignorer la loi ; que la loi se fasse déjà compréhensible.

Pataquès

Autre décret (80-609 du 31 juillet), signé d'un autre ministre. Il s'agit de la nouvelle carte d'identité nationale, qui, dit le texte officiel, « *mentionne au recto (...) la photographie du titulaire. Y figurent également l'autorité de délivrance du document, le numéro de la carte, la durée de validité (...) le timbre fiscal et la signature de l'autorité qui délivre la carte* ».

C'est n'importe quoi n'importe où. Le rédacteur du décret s'est bien rendu compte que la carte d'identité comportait, d'une part, des *mentions*, d'autre part, des *documents* annexes. Il a distingué les deux dans les verbes *(mentionner* et *figurer)*, après quoi il a tout mélangé.

La photographie du titulaire est, comme le timbre fiscal, un document annexé à la carte. Mais l'autorité de délivrance *(sic)*, le numéro de la carte ou la durée de validité sont des mentions. La signature, elle, doit être considérée comme un document.

Le lecteur vigilant qui nous communique ce texte se demande s'il y a des cours de français à l'ENA. Si oui, on doute de leur efficacité. Et s'étonne (ce lecteur) que notre journal ait publié ce texte (9 août) « *sans piper* ». Comme il y va ! Rectifier des textes de ministres ! Des hommes qui causent si bien dans le poste !

***

En fait, non, ils ne causent pas si bien que ça. A la suite du cas que nous avions relevé, d'une double négation aboutissant au contraire de ce que l'on avait voulu dire *(« Il n'est pas contestable que le Festival du livre n'a pas contribué au développement de la lecture en France »)*, un lecteur nous fait tenir quelques extraits de son « carnet d'écoute », dûment référencé et authentifié. C'est le triomphe du pataquès.

De M. Raymond Barre, premier ministre, sur Antenne 2, 13-2-1978, 21 h-21 h 30 : « *Ne croyez-vous pas que nos objectifs ne méritent pas l'effort des Français ?* »

De M. Yvon Bourges, ministre de la défense, sur TF 1, le 17-2-1978 13 h 50 : « *Je suis trop respectueux de la loi et de la démocratie pour ne pas me substituer au juge...* ».

Du président de la République lui-même, sur Antenne 2, le 9 mai 1977 à 20 h 15 : « *Notre objectif doit être (...) d'éviter la non-prolifération des armes nucléaires.* »

De M. André Giraud, ministre de l'industrie, sur France-Inter, le 23-9-1979 à 12 h 45 : « *Je ne pense pas que les Français, chaque fois qu'on leur explique bien les choses* (sic), *ils en fassent bon usage. Ils sont assez intelligents pour cela.* »

Enfin, de M. Beullac, ministre de l'éducation, *le Monde*, daté 1-2 juin 1980, page 9 : « *Pourquoi ne pas apprendre aux enfants à ne pas connaître les différentes périodes historiques ?* »

Comme celle de M. Médecin à propos du Festival du livre, toutes ces déclarations déraillent en abordant le point sensible, la supposition refoulée que les objectifs économiques du gouvernement ne mériteraient pas l'effort des Français, qu'un ministre peut bien, dans la nécessité, se substituer au juge, que la France ne serait pas tellement perdante à une prolifération des armes nucléaires, ou qu'il est inutile, sinon dangereux, d'apprendre aux enfants à connaître notre histoire.

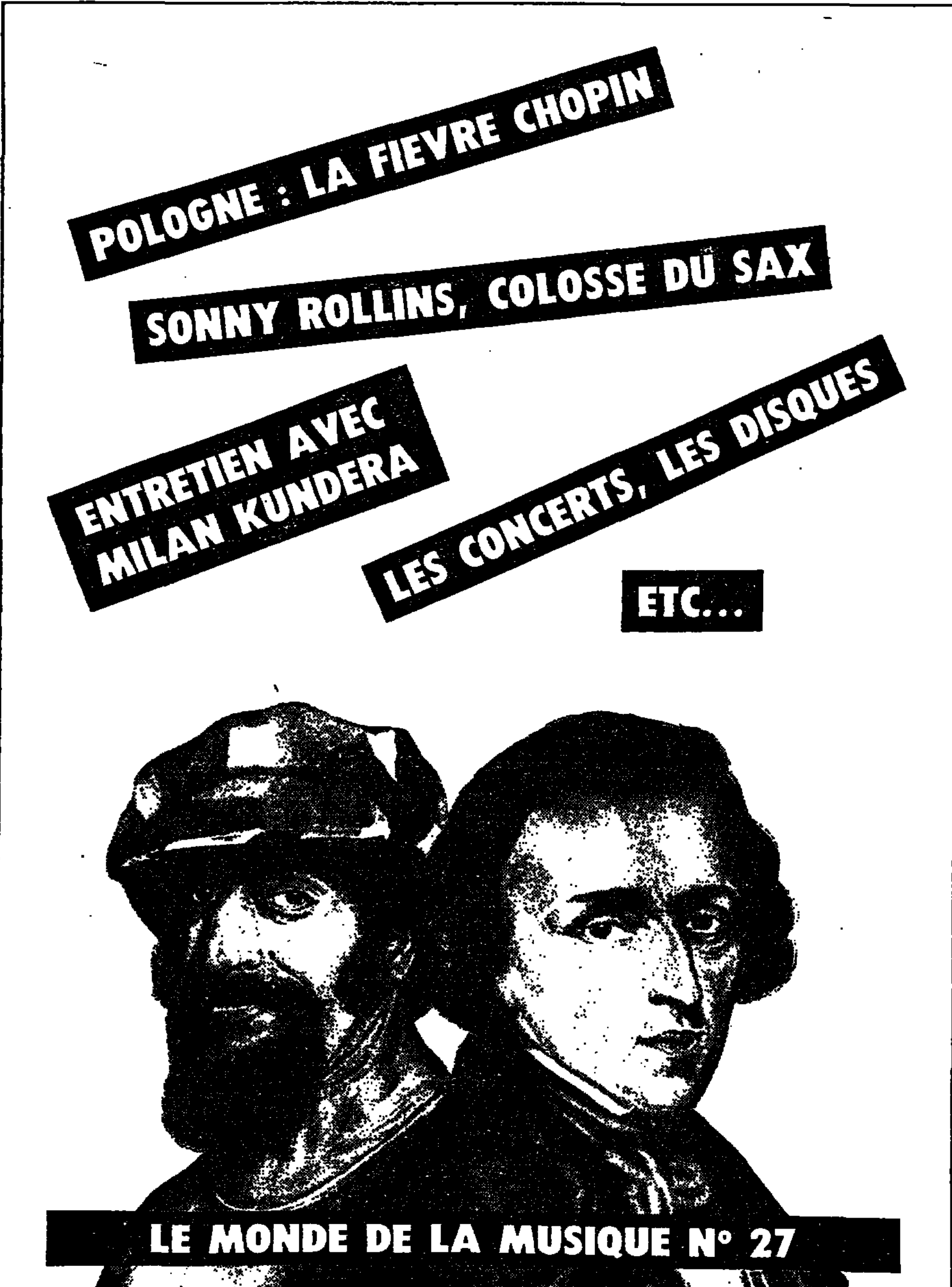
Retour du refoulé

Ce « retour du refoulé », on le verra encore à l'œuvre dans des déclarations moins officielles, toujours du même « carnet d'écoute ». D'un représentant de la régie Renault, sur TF 1, le 14 juin 1978, à 13 h. 25, en commentaire d'une victoire de Renault aux Vingt-Quatre heures du Mans : « *Renault va maintenant se consacrer à la formule 1... Mais cela n'exclut pas une absence du Mans pour l'éternité.* »

De M. Tixier-Vignancour, dont on connaît par ailleurs les positions plutôt « intégristes » en matière de religion : « *Je n'ai jamais été calotin. Il ne faut pas qu'on ne se trompe pas sur ce sujet.* »

Les psychanalystes ont ici une belle collection de « retours du refoulé ». Beaucoup plus que les démocraties de type anglo-saxon, la française s'accommode très bien d'une vérité officielle systématiquement rassurante et satisfaite d'elle-même. Comme toujours en pareil cas, des vérités moins officielles (et qui ne sont pas nécessairement sévères pour le pouvoir) tentent tant bien que mal de se faire jour : à défaut d'un canal mieux approprié, elles empruntent souterrainement celui de la vérité officielle. Ce qu'on a chassé par la porte revient par la trappe d'une grammaire mal à son aise.

Le philosophe aujourd'hui et l'historien dans vingt ans s'émerveilleront de voir de banales fautes de syntaxe « coller » avec tant d'à-propos aux coulisses de la politique et fournir avec tant de pertinence (et d'impertinence) les réponses aux questions que se posent nos contemporains. Beau sujet de réflexion ! ■



La décenn
des fémin

Le chemin parcouru

هكذا من الأصل

La décennie des féministes

Dix ans de luttes féministes ont changé – un peu – la face de la société. Le mouvement des femmes, après ses victoires, marque le pas.

JOSYANE SAVIGNEAU

ON le disait mort, le mouvement des femmes, en France, englué dans ses insuffisances et s divisions, devant laisser place au « post-féminisme » (1), voire au retour des femmes dans leur foyer.

Et soudain, le 6 octobre 1979, à l'appel d'un collectif constitué de fraîche date et de quelques groupes, des femmes, venues de la France entière, défilaient à Paris. Plus de vingt mille femmes (cinquante mille, selon les organisatrices) prenaient possession de la rue en ce samedi après-midi pour demander la libre disposition de leur corps, la possibilité de choisir leur maternité, exigeant la reconduction de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

Il fallait se rendre à l'évidence ; ce mouvement, qu'on pensait mû par quelques intellectuelles et tout juste capable de réunir un millier de femmes, était une force non négligeable. « Bien sûr, l'avortement est un thème sur lequel il est devenu facile de mobiliser les femmes, dit une militante de la Charente, enseignante, mais la diversité des banderoles, du Nord à l'Occitanie, prouvait que nous existons partout. »

Il n'est que d'aller en province pour s'en persuader. A Toulouse (où a été créée une Maison des femmes), à Marseille, à Lille, à Aix, à Nantes, les militantes féministes sont actives. Même dans les petites villes, il est rare de ne pas trouver un ou plusieurs groupes femmes. A Quétigny, près de Dijon, un groupe — en sommeil depuis quelques mois et cherchant à « repartir » — s'est réuni pendant plusieurs années avec une grande régularité : « C'était plus facile de réfléchir ensemble à notre vie quotidienne et à notre avenir, précise l'une d'elles, dans le respect de notre diversité : femmes au foyer, employées, enseignantes, médecin. »

A Brest (Finistère), dans la nuit du 21 au 22 juin, un groupe de femmes, qui, dans un tract, se nommaient « les bombeuses de torse », ont badigeonné de peinture les vitrines de plusieurs pharmacies du centre-ville afin de protester contre des campagnes publicitaires pour des produits de beauté et le slogan qui les accompagnait : « Madame, oserez-vous vous montrer cet été ? ». « Les bedaines, la cellulite, les zizis en mauvais état, les rides des hommes ne choquent personne, écrivaient-elles dans un tract, mais, par contre, notre corps de femme se doit d'être beau, gracieux et bronzé, et les pharmaciens s'en préoccupent particulièrement avant l'été. »

Désormais, sans même se dire féministes, beaucoup de femmes reprennent à leur compte les protestations des femmes du mouvement pour alimenter leur révolte contre leur vie quotidienne. « Fonder une famille, dit Agnès, quarante-quatre ans, épouse d'un représentant de commerce, c'était se sacrifier et souffrir. C'est du moins ce que j'avais appris de ma mère. Pour moi, tout ça, c'est fini, et il a bien fallu que mon mari commence à le comprendre, sinon je partais. On se marie, on est deux. Si on fonde une famille — nous avons trois enfants, — on le fait à deux. Ça devrait être une évidence. »

Les librairies de femmes ont essaimé en France. Mais, le plus souvent, l'argent nécessaire à leur survie fait défaut. Les féministes, surtout en province, se plaignent de cette absence de moyens, du manque de coordination. « On est là isolée dans un petit groupe, avec l'impression d'être seule, de tourner sur soi, se plaint l'une d'elles. On ne sait pas ce qu'il y a ailleurs, quelles idées ont les autres femmes ; c'est pour ça que le mouvement semble ne plus exister. Le 6 octobre a pourtant prouvé que, quand l'information passe, les femmes sont là. »

Plusieurs fois, depuis 1973, une coordination des groupes femmes a été mise en place. Plusieurs fois elle s'est dissoute. Au lendemain du 6 octobre une nouvelle coordination s'est constituée, regroupant des groupes femmes de la région parisienne et des groupes entreprises. « Mais tout le monde ne se reconnaît pas dans cette coordination, explique Monique Capitaine, membre du collectif. Il y a en notre sein un clivage très marqué entre deux tendances, celle de la Ligue communiste révolutionnaire et celle des femmes plus radicalisées. » Deux ou trois fois par an, des week-ends de coordination nationale sont organisés. Plus régulièrement, des assemblées générales régionales, à Paris, réunissent quelque trois cents personnes. Le bulletin mensuel de la coordination — dont la périodicité a rarement la régularité prévue — tire à 1 000 exemplaires. Ce n'est certes pas là la coordination nationale attendue par la plupart des femmes de province qui déplorent la « volonté de centralisation » du collectif.

Le chemin parcouru

C'est, pour partie, le succès même du mouvement qui a donné l'impression de sa mort. Parler des problèmes des femmes est devenu banal, et on n'imagine plus que, voilà dix ans, c'était le silence. A Paris, depuis mai 68, des femmes cherchaient à s'organiser, mais c'est le 27 août 1970 que, pour la première fois, les journaux français ont parlé du mouvement de libération des femmes. La veille, alors que les féministes américaines se mettaient en grève, une dizaine de femmes avaient tenté de déposer une gerbe à l'Arc de triomphe, proclamant : « Il y a plus inconnu encore que le soldat : sa femme. » La police avait empêché le dépôt de la gerbe (2).

On a oublié le chemin parcouru depuis lors, celui qui sépare le « je ne suis pas féministe, mais... » de l'avant-70, du « je ne suis pas phallocrate, mais... » de 80 (3). Pour les adolescentes d'aujourd'hui, « le féminisme, c'était quand les femmes avaient besoin de se libérer » dit l'une d'elles. « C'était après 68, explique Maud, (dix-sept ans) à la sortie du lycée. Les femmes avaient besoin de réfléchir, de se réunir seules. Elles s'étaient fait avoir par les mecs en 68. Elles faisaient le café et tapaient à la machine pendant que les mecs parlaient et faisaient la révolution. Nous, nos mecs sont super, pas phallo. On peut faire des actions avec eux. »

Tout cela ne semble pas évident à Anne Tristan et Annie de Pisan, militantes des origines et coauteurs d'« Histoires du M.L.F. ». Elles ne croient pas qu'on soit déjà arrivé au stade où « il n'y a plus de problèmes », comme le pense Maud. Cependant, elles regardent avec émerveillement les années écoulées. « Sur ma vie de femme, dit Anne, j'ai vu plus de bouleversements que je n'en aurais jamais attendu ». « Qu'aurait été ma vie sans le mouvement, se demande Annie. Je n'aurais pas eu la force de crier seule dans le désert, mais, quand j'ai vu que d'autres descendaient dans l'arène, je les ai rejointes. Tout alors a changé, dans ma vie personnelle comme dans ma vie professionnelle. Je suis ingénieur, on m'avait donné un poste de documentaliste. Sans le mouvement, ça aurait continué comme ça. »

Ni Anne ni Annie, pas plus que Liliane, Cathy et quelques autres — qui après dix ans de lutte commune peuvent se dire les « historiques » du mouvement — n'ignoraient que la faiblesse essentielle du féminisme, au long de son histoire, a été de disparaître pendant de longues périodes. Elles souhaitent donc en maintenir la continuité. Pour Martine Storti, journaliste à F Magazine, et militante féministe, il faut d'abord faire l'analyse de ces dix années. Elle distingue trois périodes « dont la dernière, qui nous est encore inconnue, commence le 6 octobre 1979 ».

1970-1974 était l'époque « de la mise à nu, spectaculaire, minoritaire, intellectuelle », explique-t-elle. Des femmes issues de mai 68, en rupture de ban avec les organisations gauchistes, affirmaient avec violence la nécessité d'une lutte non mixte, parlaient au nom des femmes, proposaient des combats.

Ensuite, on a vu les conséquences du succès de la première période. Les idées émises ont touché d'autres femmes. 1975 a été déclarée par les Nations unies Année de la femme, ouvrant avec la conférence mondiale de Mexico en juin 1975 une décennie de la femme. A l'initiative des Nations unies, la conférence mondiale de Copenhague — 15-30 juillet 1980 — devait après les cinq premières années de cette décennie faire le bilan des acquis.

La lutte des femmes a donc gagné les institutions. En France, dès juillet 1974, un secrétariat d'Etat à la condition féminine a été créé. Une femme, Mme Simone Veil, est devenue ministre de la santé. Des courants femmes sont nés dans les partis politiques de gauche : Elles voient rouge au parti communiste et le courant G au parti socialiste.

« En se répandant, en devenant un courant culturel important, le mouvement s'édulcorait nécessairement, ajoute Martine Storti. Mais je fais une différence entre le réformisme, que j'accepte, et la récupération, que je refuse. Je ne crois plus au grand soir. Alors, si les choses peuvent être gagnées, ici et maintenant, et qu'elles changent la situation des gens — dans ce cas précis, celle des femmes — je suis d'accord. Je dis oui à des lois qui améliorent un peu les choses (avortement, divorce). On a payé le prix pour ça : un certain affadissement, une intégration égalitaire à l'ordre établi. Mais sans cela nous n'aurions pas pu gagner des couches plus larges. »

Qu'il suscitât quolibets ou applaudissements, le féminisme était sans relâche évoqué, discuté, tant qu'il était à l'initiative de la lutte sur des questions restées jusqu'alors enfouies : l'avortement, le viol. Il devenait en outre un bon produit, qui « faisait vendre ». On assista donc à la multiplication des collections de femmes dans l'édition, à l'apparition de pages réservées au féminisme dans la quasi-totalité des journaux féminins, enfin à la création de journaux féministes. Toutefois le consommateur, comme toujours, s'est lassé. Alors, on a commencé à écrire sur la mort du féminisme.

On ne saurait pourtant réduire le mouvement des femmes à une mode. Son importance ne peut se mesurer en recensant les militantes, mais, en dix ans, il a marqué la société, bousculant des préjugés et quelques lois.

En avril 1971, trois cent quarante-trois femmes, parmi lesquelles des femmes connues — Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi, Jeanne Moreau, Françoise Sagan, Delphine Seyrig, Nadine Trintignant, etc. — signaient un manifeste, publié par le Nouvel Observateur et repris dans toute la presse, affirmant qu'elles avaient avorté. Cette provocation, dans un pays dont la législation réprimait sévèrement l'avortement, marquait le véritable début du combat public pour l'avortement libre.

Immédiatement après, la création du mouvement Choisir (4) par Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi, les journées de la Mutualité sur l'avortement, le procès de Bobigny en 1972, plaidé par Gisèle Halimi, les débuts du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) (5) en 1973 (organisme mixte auquel participaient des médecins, des militants du planning familial et de la C.F.D.T., des avocats), ont constitué autant de moyens de pression, aboutissant à la fin de 1974 au vote d'une loi sur l'interruption volontaire de grossesse, dite loi Veil (publiée au Journal officiel du 18 janvier 1975). Adoptée pour une période de cinq ans, elle a été reconduite en 1979. Les féministes estiment qu'elle n'a pas été améliorée et que leur lutte pour l'avortement libre et gratuit n'a pas encore abouti.

Demandant la « libre disposition » de leur corps, les militantes devaient aussi exiger le droit de faire l'amour « quand on veut, comme on veut, avec qui on veut », donc « le droit de ne plus être violées et de devoir se taire ». La ligue du droit des femmes (6), (présidée par Simone de Beauvoir après son départ de Choisir en 1972), Choisir, ainsi qu'un collectif d'avocates — Monique Antoine, Colette Auger, Josyane Moutet — qui a fonctionné de 1976 à 1978, se sont attachés à dénoncer le viol, à le faire reconnaître comme un crime contre les femmes, et non un avatar de la drague, acte sans gravité pour les hommes et risque inhérent à la condition féminine. La loi sur la répression du crime de viol — dont la définition va être modifiée — est en discussion au Parlement.

« Cette aile législative du mouvement a été très nécessaire, le reste étant beaucoup plus souple et diffus », estime Elisabeth Salvaresi, journaliste, écrivain, membre du Collectif du 6 octobre — fondé pour la marche du 6 octobre 1979, il ne s'est pas dissous. Ses militantes ont réfléchi sur la législation, contribuant à l'élaboration de nouveaux textes (Choisir a fait des propositions de loi, notamment sur le viol). La Ligue du droit des femmes s'est particulièrement intéressée, dans les dernières années, au problème des femmes battues, créant un refuge dans la région parisienne et obtenant l'aide des pouvoirs publics. Cette initiative est aujourd'hui reprise dans plusieurs villes de province, dont Strasbourg.

Les références

Le mouvement des femmes, fier de ses actions collectives, a voulu refuser la personnalisation, ses textes étant généralement signés de pseudonymes : Anne Tristan, Catherine Crachat, Rose Prudence, etc. Mais les médias, comme le public, souhaitaient pouvoir se référer à des leaders, des symboles. C'est ainsi que, selon Anne Tristan, le mouvement s'est trop vite institutionnalisé, avec deux groupes « stables et repérables », Choisir et Politique et psychanalyse.

Choisir est, pour l'opinion publique, « l'organisation de Gisèle Halimi », qui a présenté un programme commun des femmes et des candidates aux élections législatives de 1978 — les quarante-trois candidates ont obtenu trente-trois mille voix, soit une moyenne de 1,4 %. Les « scores » variaient entre 1 % et 4,3 %, quatre circonscriptions dépassant 2 %. Alliant le charme physique à la séduction intellectuelle, Gisèle Halimi domine le groupe de toute son autorité. Elle est le pivot des grands moments de Choisir, que ce soit les procès qu'elle plaide (7) ou les réunions, tel le colloque organisé en octobre 1979 à l'UNESCO sur le thème « Choisir de donner la vie » (8).

Organisation mixte, Choisir annonce sept mille adhérents — dont quelques hommes, — « Ça ne veut malheureusement pas dire sept mille militantes », déplore Catherine, employée de bureau, qui se plaint de la « mollesse » de Choisir, « sauf peut-être à Paris où la permanence du samedi au local (9) est une bonne chose qui permet de se retrouver et aussi de discuter avec des gens nouveaux. » Elle souhaiterait que le mensuel Choisir (huit mille à neuf mille exemplaires) fasse plus largement écho à la vie de l'organisation dans les différentes villes. Elle voudrait connaître sa position sur « les grands problèmes actuels, le nucléaire, la démographie », mieux comprendre ses idées, son fonctionnement en dehors des actions liées à la personnalité de Gisèle Halimi, qui, largement répercutées par la presse, font de Choisir l'une des références du mouvement des femmes pour le grand public.

L'autre référence, c'est Politique et Psychanalyse, dont on a longtemps vu la fondatrice, Antoinette Fouque, représenter à la radio et à la télévision l'aile radicale du mouvement. « Psych. et Po. », comme il est communément appelé, a, dès les origines, rejeté le mot « féminisme », « renvoyant à une lutte réformiste et petite-bourgeoise », et appelé à l'« indépendance politique et érotique des femmes ». « Antoinette a aussi compris avant nous toutes que l'argent était le nerf de la guerre, rapporte une féministe, et elle en a trouvé, une riche héritière étant entrée en analyse avec elle, et faisant depuis lors partie du groupe. »

Autour d'Antoinette, avec beaucoup d'argent et beaucoup de travail, un noyau de femmes très unies — une cinquantaine — ont créé une maison d'édition (Des Femmes), une librairie Des Femmes à Paris (10), puis à Lyon et Marseille, une publication mensuelle, Femmes en mouvement, qui a cessé de paraître en janvier 1979, un an après son lancement, et depuis l'automne de 1979, Femmes en mouvement hebdo, décrit comme « le premier hebdomadaire politique de femmes » (quatre-vingt mille exemplaires). Mais la propension de ce groupe à se présenter comme seul représentant du mouvement des femmes en France a provoqué des tensions de plus en plus vives avec les féministes.

Quand, le 30 octobre 1979, parut au Journal officiel la déclaration faite à la préfecture de police indiquant : « Mouvement de libération des femmes — Politique et Psychanalyse — change son titre qui devient : Mouvement de libération des femmes (M.L.F.) » (11), ce fut un tollé. « Vous nous connaissez. On préfère le mouvement sans majuscule ni marque déposée », écrivait Catherine Crachat (12), féministe « historique » dénonçant le glissement de « Femmes EN mouvement », à « DANS le Mouvement », « où le mouvement signifie un être fixe au bord de la majuscule. Attention, il va la prendre. Il l'a prise : M.L.F. ».

Depuis, la crispation est totale. Psych. et Po., dont les réalisations sont en effet considérables et qui a toujours insisté sur la nécessité pour les femmes de ne pas reproduire ce qu'elles condamnaient dans le monde des hommes, symbolise pourtant pour certains « cette manière de penser très désocialisée, glaciale, ce manque de chaleur humaine », que Dominique Wolton, sociologue, voit comme l'une des caractéristiques du mouvement des femmes et une cause de la stagnation qu'il a connue. Né dans une période d'expansion, de développement de la société de consommation, après l'émergence de l'idée de libération individuelle, explique-t-il, le mouvement des femmes « a tapé sur le maillon le plus fort et le plus faible à la fois, la sexualité ». La contraception, l'avortement, étaient très médicalisés. Les femmes ont fait éclater le scientisme dans lequel on les avait enfermées. Mais elles sont trop restées attachées aux problèmes sexuels, qui, avec la crise, sont passés à l'arrière-plan. Alors le mouvement s'est enlisé. « De plus, le rapport homme-femme est plus compliqué que ce qu'elles ont dit. Elles ne sont pas sorties de la logique du règlement de comptes. Surtout, elles n'ont pas compris qu'elles étaient le fer de lance. Elles n'ont pas cherché le relais dans l'espace du travail. »

La néo-féminité

La faiblesse de l'« articulation du féminisme avec l'économie » est relevée par Gisèle Halimi ; Jeannette Laot, secrétaire nationale de la C.F.D.T., membre fondateur du MLAC, avoue qu'elle n'est « plus très en prise sur le mouvement, car il a fallu passer à un autre stade ». La crise économique a amené une « mobilisation sur des fronts différents ». Il faut combattre l'incitation à l'abandon du travail salarié (13). Pour l'instant, 60 % des femmes de moins de trente-neuf ans travaillent — souvent au bas de l'échelle. Malgré la crise, elles veulent se maintenir, et d'autres continuent d'affluer sur le marché. « Elles ont intériorisé à leur façon toute la lutte des femmes et la majorité veulent travailler », conclut Jeannette Laot.

L'entreprise est un lieu où l'influence des idées féministes est importante. Dans les agences bancaires, comme dans les supermarchés, les responsables constatent, pour leur part, qu'on ne peut « plus vraiment diriger les femmes comme avant ». Les travailleuses n'acceptent plus les discriminations dont elles sont victimes quotidiennement.

De plus en plus de femmes font appel à la justice contre les employeurs diffusant des offres d'emploi sexistes ou avançant des arguments sexistes pour refuser la candidature d'une femme. Dans une chaîne d'hypermarchés, on demandait encore l'an dernier aux femmes d'indiquer sur leur fiche de demande d'emploi leur taille, leur poids, leur pointure de chaussures et les tailles de leurs vêtements. Elles devaient ensuite dire si leur mari acceptait les conditions de leur travail, si elles avaient quelqu'un pour garder leurs enfants, si elles avaient absolument besoin de travailler.

Des femmes, enfin, souhaitent faire des métiers jusqu'alors réservés aux hommes. Le gouvernement les y encourage. Mais lorsqu'on est comme Nicole, électricienne en bâtiment, il faut « avoir les nerfs solides et avoir envie de tenir », déclare-t-elle.

Les syndicats ne veulent plus ignorer les problèmes spécifiques des femmes, souligne Jeannette Laot, qui se dit féministe « si c'est être solidaire de son groupe », mais refuse, la qualifiant de « reflux », la théorie de la « différence ». « La néo-féminité, qui a fait régresser vers la spécificité féminine un mouvement qui ne pouvait pas se permettre de faire l'impasse sur les problèmes de société, les problèmes politiques, ceux du travail ou du non-travail des femmes. »

Cette question de la néo-féminité, apologie de la « différence » des femmes, n'est pas sans rapport avec l'immobilisme de la lutte des femmes depuis quelques années. Selon Antoinette Fouque, « le féminisme de la non-différence — sexuelle, économique, politique — est l'atout maître du gynocide ». Pour de nombreuses féministes, la théorie de la spécificité du sexe féminin est, au contraire, un piège limitant le mouvement à des couches socioculturelles privilégiées, à des intellectuelles soucieuses de faire entendre leur « différence ». « La néo-féminité a défini le corps féminin comme modèle de tout corps, de toute création ou créativité, déplore Elisabeth Salvaresi. Antoinette continue à promouvoir une complète confusion entre le corps et l'esprit. On parle de « mettre au monde des livres ». La néo-féminité n'a jamais pu arriver à penser. »

Face à cet avenir où tout reste à faire, certaines militantes se montrent découragées, fatiguées « parce que ça va trop lentement ». D'autres, plus optimistes, font en cette année 1980 leur bilan. « Quel autre mouvement a vu autant de réalisations en dix ans ? Aucun, pas même les écolos », affirment-elles. Elles annoncent huit mille militantes à Paris, bien qu'il soit difficile de se compter, en raison du fonctionnement en petits groupes « qui font parfois des grandes marées », dit Cathy. « C'est une façon comme une autre de résister à cette société. »

Contrairement aux partis politiques, le mouvement des femmes n'a jamais caché la violence de ses débats derrière les discours de bon ton, et a toujours préservé l'humour de ses slogans : « Viol de nuit, terre des hommes », « La démocratie de monsieur est avancée », « Ni faux cils ni marteaux piqueurs », « L'avenir de l'homme n'est plus ce qu'elle était ». Ce qui fit sa force, et risque de périr dans les luttes de tendances, c'était le plaisir toujours renouvelé que les femmes prenaient à se retrouver, leurs cortèges colorés, leurs banderoles fleuries, le désir de ne pas perdre le sens du jeu pour se transformer en institution, en structure morte.

Sortant d'une phase de reflux partiel (1977-1978 essentiellement) le mouvement des femmes, tout en conservant sa tradition, issue de l'esprit de mai 68, veut tenter d'être reconnu comme un mouvement politique extra-parlementaire avec lequel il faudra compter. « Il lui faudra négocier, commente Dominique Wolton, et ce sera sans doute moins agréable que la radicalité, moins spectaculaire. » Peut-être alors le mouvement sera-t-il suffisamment fort pour faire entendre à tous l'un de ses premiers slogans : un homme sur deux est une femme. ■

(1) Maria-Antonietta Macciocchi : les Femmes et leurs maîtres, Christian Bourgois, 1979.
(2) Annie de Pisan, Anne Tristan : Histoires du M.L.F., Calmann-Lévy, 1977, p. 55.
(3) Christine Delphy, Libération des femmes : An dix dans questions féministes, éditions Tierce, février 1980.
(4) Choisir, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.
(5) MLAC, 34, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris, 278-70-38.
(6) B.P. F.M.A. 370, 75625 Paris, Cedex 13.
(7) Choisir : Viol : le procès d'Aix ; Gisèle Halimi : le Crime, Idées Gallimard, 1978.
(8) Choisir : Choisir de donner la vie ; Gisèle Halimi : la Liberté des libertés, Idées Gallimard, 1979.
(9) 30, rue Rambuteau, 75003 Paris, 277-33-06.
(10) 70, rue des Saints-Pères, 75009 Paris.
(11) 12, rue de la Chaise, 75007 Paris, 548-15-85.
(12) Le Sexisme ordinaire, dans les Temps modernes, Gallimard, décembre 1979.
[Les chroniques parues dans la rubrique « Le sexisme ordinaire » entre 1974 et 1978, dans la revue les Temps modernes, ont été rassemblées dans un livre : le Sexisme ordinaire, Le Seuil, « Libres à Elles », 1979.]
(13) Christiane Collange : Je veux rentrer à la maison, Grasset, 1979.

Le Monde

LE SANG

(Suite de la première page.)

« D'accord, mais c'est la dernière ! Après, on ne se connaît plus. Si tu fais celui qui me connaît, je te casse la gueule ! »

Après il est allé téléphoner en disant qu'il allait se renseigner ; un peu plus tard, il est revenu avec sa grande bouche toute souriante.

« Quel pot ! Un festin ! »

Il m'a emmené, sans que je sache ce que cela voulait dire, de l'autre côté de la Montagne du Sud, pas dans un hôpital, mais dans un quartier résidentiel. Les murs de soutènement et l'escalier étaient aussi hauts que la Grande Porte du Sud ; la cour, grande comme le terrain vague à l'entrée de mon patelin. A mi-voix, La Plie a expliqué à une femme entre deux âges qu'il venait de l'hôpital ; j'ai eu l'impression qu'il recevait de l'argent. Puis, il est parti en me donnant une tape dans le dos.

« Cette fois, tu as de la chance ! m'a-t-il dit. *Je t'attends dehors ; tu vas me donner seulement 1 000 wons ; le reste te servira pour faire du commerce. »*

Je me suis contenté de faire oui de la tête. La femme m'a emmené vers la salle à manger ; il y avait une table immense et bien garnie : inutile de parler de Séoul, même à la maison, jamais je n'avais vu tous ces plats. Quand je me suis trouvé assis là-devant, je n'ai plus pu me contrôler. A peine la femme sortie et la porte refermée, je me suis lancé sur les côtes de bœuf, la soupe ; je me suis bourré de mets enrobés de farine. A la fin, je n'en pouvais plus et je me suis adossé au mur, les jambes allongées. Pour la première fois, je me suis rendu compte de ma situation ; j'ai compris pourquoi La Plie avait parlé de festin. Je savais que je devais donner mon sang à quelqu'un : il serait difficile de trouver un crétin assez idiot pour offrir gratis un bon repas à une espèce de clochard qu'il ne connaît même pas. Si, comme on le dit, on ferait n'importe quoi pour de l'argent, ça doit être la moindre des choses pour quelqu'un qui achète le sang d'un autre. Derrière la femme, je suis entré dans une chambre : il y avait un vieux tout maigre, allongé dans son pyjama ; une infirmière faisait les préparatifs pendant que, moi, j'attendais dans un coin. La femme a réveillé le vieux, elle lui a parlé de fortifiant et de je ne sais quoi ; le vieux m'a regardé d'un air indifférent sans m'adresser la parole. Quand j'ai été allongé à côté du bonhomme, mon aiguille dans le bras, j'ai fermé les yeux et je me suis mis à penser à des tas de choses et, quand j'ouvrais les yeux, j'ai cru voir une lampe avec des perles bizarres et des dessins de fleurs. J'ai aussi entendu la conversation du vieux avec l'infirmière.

« Il n'y aura pas d'ennui, j'espère ; il est bien du groupe O ? »

— Oui, monsieur le président, on a fait tous les examens ; c'est un homme en parfaite santé. »

Moi, je continuais à remuer les doigts ; chaque fois, j'entendais mon sang couler avec le bruit du pétrole qui sort d'un bidon. De temps en temps, arrêté par une bulle d'air, il montait dans le flacon. Quand j'ai eu manœuvré de la main à peu près vingt-cinq fois, ça a fait 400 centimètres cubes ; j'avais la bouche sèche et un goût comme si je suçais de la rouille. On m'a enlevé l'aiguille ; j'ai essayé de me mettre debout, mais j'ai titubé et je me suis cogné dans le montant de la porte, pour me retrouver par terre. La femme et l'infirmière m'ont soutenu ; c'est alors que je me suis aperçu que j'avais mal à l'arête du nez. J'ai refusé de me reposer comme on m'y invitait, et j'ai eu tout le mal du monde à sortir ; à ce moment-là, on m'a mis une enveloppe blanche dans la poche. Une fois qu'on m'a eu claqué la porte dans le dos, je me suis demandé comment descendre l'escalier, qui n'en finissait pas : tout me paraissait jaunâtre, comme si j'avais pris une purge. Heureusement, La Plie m'attendait en bas, et il est venu m'aider.

« C'est pas grave. Tu sais, la vie c'est pénible. Comme tu as dû te caler l'estomac, tu n'as qu'à boire un peu d'eau. Ils t'ont donné combien ? Si c'est 400 centimètres cubes, ça doit faire 4 000. »

Je me suis libéré de l'animal et je lui ai jeté deux billets de 500 wons par terre. Il m'a jeté un coup d'œil en grognant, le salaud ; puis il a ramassé son fric et m'a laissé tomber. Moi, je me tenais aux poteaux électriques, aux murs... Dès que je regardais par terre, j'avais l'impression de manquer la terre ; alors je me suis mis à marcher en regardant le ciel, qui paraissait tout jaune ; j'avais des larmes jusque sous les oreilles. Je suis entré dans une ruelle, où je me suis appuyé sur une boîte à ordure en ciment pendant un certain temps.

J'ai dû m'endormir, et, quand j'ai ouvert les yeux, il faisait déjà tout noir : les étoiles m'ont paru toutes brouillées ; je les ai regardées un bon moment sans penser à me lever. Je ne sais pas pourquoi, mais j'étais très calme ; quand j'ai voulu me relever, j'avais perdu toute sensation : mon corps était tout raide, comme gelé. J'ai fait quelques pas, je me suis appuyé ; puis je suis revenu dans la rue.

Un couteau

C'est à ce moment-là que j'ai pensé aux 3 000 won qui devaient se trouver dans ma poche, j'ai pensé à tout ce que je pouvais en faire : acheter une charrette à bras, faire du colportage, vendre de la barbe à papa devant une école, vendre des vers à soie. Et puis, tout s'est écroulé : je n'avais aucune envie de vivre à tout prix. Pour commencer, je suis allé boire. Comme je n'avais pas bu depuis longtemps, je me suis retrouvé complètement saoûl. Après ça, je suis allé au marché, acheter un couteau de cuisine que j'ai enroulé dans du papier de journal et mis sur ma poitrine. J'ai traîné dans les rues jusque vers le couvre-feu en me disant que le premier qui me tomberait sous la main je lui mettrais le couteau dans le ventre ; je me sentais une force extraordinaire. J'ai commencé à me sentir dégoûté à la pensée que je faisais partie de la foule des rues. A cause de cette envie de tuer, je me retrouvais avec la fierté que j'avais à l'armée. En plus, j'ai eu envie d'une femme, d'une femme avec une poitrine douce, un ventre chaud, qui parlerait avec douceur ; ça m'était égal que ce soit une grosse dondon qui pue la sueur et sente le crabe bouilli.

Tout d'abord, j'ai pensé aller au bordel pour y dormir tout mon saoûl, la tête sur la poitrine moelleuse d'une fille, qu'elle s'appelle Puni, Yoongja, ou Aeran... Pour dire vrai, je n'avais aucune envie de ce que vous pensez : à force de traîner à Séoul, je n'ai plus grand-chose entre les cuisses, sauf deux bricoles toutes sèches comme des petites pommes de pin. Vous savez, je les connais les putes ! Elles en ont eu marre de sarcler, de porter les repas aux champs ; un jour quelqu'un sera revenu du quartier voisin de chez Siksun et il aura raconté qu'elle avait gagné de l'argent, alors, comme moi, les filles auront vu rouge et auront filé en cachette pour la ville.

Pour finir, les pauvres, elles auront fini par tomber entre les mains des racoleurs au service des souteneurs et, une fois ébréchées par un salaud quelconque, elles auront fini par se dire qu'il ne leur restait plus qu'à en profiter pour faire du fric. Au bout d'un certain temps, elles finissent toutes par prendre goût aux conversations grossières ; elles sont bonnes pour les centres de redressement où elles vont et viennent et, en faisant sauter les gosses qu'elles se sont fait faire par quelqu'un qu'elles ne connaissent pas, elles prennent de la bouteille. Je savais tout ça et, pourtant, je me suis retrouvé comme un gamin, tout gêné. Si vous saviez avec quelle insolence la fille m'a traité ! Moi, j'ai dormi toute la nuit à poings fermés, je me suis réveillé deux ou trois fois ; la fille, elle, était toujours absente, en déplacement sans doute ! Elle n'est jamais revenue, d'ailleurs. Pour ces sales femelles, des types comme nous ne sont pas des êtres humains. Elles détestent même qu'on les touche ; peut-être parce qu'elles ont l'impression de retrouver quelqu'un de leur village.

L'autobus

Le soleil était déjà haut quand je me suis retrouvé dans la rue. J'avais dépensé 1 100 wons pour boire, 1 500 au bordel et le couteau m'avait coûté 100 won ; il me restait donc 300 won : le festin n'avait duré qu'un jour ! Je savais ce qui m'attendait : courir pour trouver du travail ou crever de froid et de faim. Jusqu'à quand ? Où aller ? J'ai pris un autobus sans savoir où il allait ; assis à côté du moteur, je regardais Séoul qui défilait. Sacrebleu !... Que c'était drôle ! Je me suis vu dans la foule ! Un type habillé comme un clochard, qui marchait de travers, les mains dans les poches. J'étais bien dans l'autobus et, pourtant, j'étais là, en train de marcher. Je peux dire que j'ai compris Séoul ce jour-là. Je veux dire que j'ai compris ma situation ; à moins que je ne l'aie déjà *comprise* au moment où j'étais allongé à côté du vieux milliardaire orgueilleux qui refusait de claquer et prenait les autres pour un médicament. C'est probablement ce qui m'avait fait acheter le couteau. A chaque cahot de l'autobus, j'en sentais le manche sur mes côtes. Je pensais à m'en servir sans savoir où, dans le ventre de qui je devais le mettre pour me libérer de ce qui m'étouffait.

L'autobus avait quitté le centre, pris une rue adjacente, passé par une autre toute défoncée et fini par arriver au terminus ; je me suis retrouvé dans quelque chose d'indescriptible, une sorte de camp de réfugiés. Je suis allé un peu plus loin ; j'ai traîné ici et là, comme si je cherchais quelqu'un. Il ne manquait rien : des ivrognes allongés au bord du chemin, des gars qui se cassaient la figure ; les ruelles étaient glissantes de merde et de pisse. Les fesses à l'air des mouflets chétifs se réchauffaient au soleil. Sur les côtés des ruelles, des femmes flétries passaient avec des sacs en papier où il y avait quelques poignées de riz qu'elles venaient d'acheter. Sous une tente, il y avait un vacarme de tous les diables, à croire qu'on s'entretuait ; peut-être qu'un ivrogne était en train de caresser les côtes de sa femme.

Malgré ça, à la pensée que c'était un village, j'avais l'impression de quelque chose d'humain. Je ne voyais plus la ville de Séoul ; j'avais l'impression qu'elle avait disparu de la face de la terre. Mais il suffisait de reprendre l'autobus, de retourner, certainement que ces rues diaboliques étaient toujours là. Pour moi, ce n'était pas seulement « Ah ! Séoul ! » ; non, je pensais à tout ce monde. D'un autre côté, Séoul n'existait que dans mon imagination. J'ai pris un autre autobus et, quand j'ai été au terminus à l'autre bout, ce n'était toujours pas ce que je cherchais. C'était pareil quand je revenais au centre. Je retrouvais exactement ce que j'avais voulu fuir il y a quelques mois en me sauvant de chez moi, ce que j'avais voulu fuir il y a quelques jours en vendant mon sang ; ce que j'avais voulu fuir quelques heures plus tôt en prenant l'autobus. J'ai passé toute la journée en autobus d'un terminus à l'autre, du terminus au centre et j'ai compris que cet endroit, c'était moi-même.

Un type comme moi

Quand l'autobus que j'avais pris à Pongch'ondong est arrivé à Sangdodong la nuit commençait à tomber ; j'aurais voulu entrer à Séoul sans me trouver en marge de la société. Sans penser à rien, je suis descendu là ; tout mon argent était passé en tickets d'autobus, et je ne savais même pas où je pourrais dormir. J'ai commencé à traîner sans but dans un quartier résidentiel. J'ai passé par une ruelle pleine du bruit d'un feuilleton télévisé, du bavardage des gens dans leurs maisons, de l'odeur de poisson grillé, des cris d'un bébé ; tout cela me paraissait venir de loin. J'ai vu une maison dont le portail était ouvert avec un vélo devant ; le propriétaire devait être entré dans la maison pour quelques minutes. J'ai fait quelques pas, je *suis* revenu ; j'ai enfourché le vélo avec le plus grand naturel et je me suis mis à pédaler comme un fou en direction de la *grande rue*.

Au bout d'un moment, mon cœur s'est mis à battre la chamade ; chaque fois qu'une voiture klaxonnait, j'en faisais des bonds, mais ça n'a pas duré longtemps. A partir de Noryanjin, j'ai senti l'air frais du *fleuve* ; j'aurais voulu pouvoir rouler toute la nuit, jusque chez mon frère. Je crois que j'ai chanté pour me sauver le plus loin possible, non pas du propriétaire de la bicyclette, mais de cette oppression incompréhensible que je ne pouvais vaincre qu'en ayant un couteau sur moi. Le vélo était tout neuf et, du guidon aux rayons des roues, tout brillait à la lumière des phares. En un rien de temps, j'ai passé le pont de la Han pour descendre en direction de Yongsan.

Il y avait des embouteillages et c'était impossible de rouler ; au bout d'un moment, j'ai arrêté le vélo au bord du trottoir pour me reposer. Je ne sais pas si c'est parce que je ne suis pas en bonne santé, j'avais la sueur qui me dégoulinait dans le cou. J'ai aperçu une vieille qui allait et venait du côté de l'arrêt d'autobus et qui regardait tout le temps vers moi ; comme je n'avais pas la conscience tranquille, moi aussi je me *suis mis* à la surveiller. Un peu après, elle est venue vers moi : elle souriait ; alors, je me suis senti rassuré.

« Vous ne voulez pas passer un moment avec une jolie petite ? », m'a-t-elle dit.

Assis sur la selle du vélo, j'ai examiné la bonne femme en me disant qu'après tout ce ne serait pas si mal ; je l'avais bien fait la veille, pourquoi pas ce jour-là ? J'ai dit à la vieille que je n'avais pas un sou.

« *Mais,* a-t-elle répondu, *vous avez une belle bicyclette. »*

Quand je lui ai demandé si je pouvais coucher pour le prix du vélo, elle n'a pas hésité et m'a invité à la suivre ; ce que j'ai fait. Je me suis retrouvé avec une fille à l'air timide, maigre comme un clou et moche comme un crapaud ; mais elle était toute naïve et n'avait absolument pas l'air d'une traînée. Je lui ai parlé de l'armée ; elle m'a parlé du centre de redressement. Elle m'a dit qu'elle y avait appris le travail de coiffeuse, qu'elle s'était sauvée, qu'elle avait été battue pour avoir manifesté parce que la nourriture était infecte ; elle m'a parlé de son enfance... On a parlé toute la nuit. C'était étonnant : on se comprenait parfaitement. Quand je lui ai dit qu'après la vie que j'avais menée depuis mon arrivée à Séoul j'en avais totalement marre, elle m'a encouragé.

Je me suis juré de retourner à la gare, d'essayer de travailler avec courage ; toute la matinée, j'ai couru, mais ça ne risquait pas de s'être arrangé. J'avais déjà sauté deux repas et, à midi, je ne tenais plus debout ; allongé sur un banc devant la gare, j'ai pensé à des tas de choses, au vélo, qui devait valoir bien plus de 3 000 wons. En enlevant les 1 500 pour la fille et le reste, d'après mon calcul, il devait rester au moins 500 wons. J'aurais mieux fait de vendre le vélo, qui était maintenant non pas dans les mains de la fille mais du souteneur qui exploitait la gamine. J'ai décidé d'aller lui demander de me rendre le reste ; je me disais que, si je lui expliquais ma situation, il se laisserait peut-être faire. Hélas, la fille était moins naïve que moi !

« Je ne me souviens pas vous avoir vu », m'a-t-elle dit.

Je me suis mis à expliquer ma situation, mais ça lui était bien égal. Alors, le souteneur est arrivé, il a retroussé ses manches et s'est mis à gueuler.

« Quoi ? Te rendre 1 000 wons ? Non mais ! Tu viens d'où ? Tu as mal choisi ton endroit pour faire des tiennes ! Puisque tu es là, dis-moi, le vélo, il est à toi ? Tu veux te faire coffrer ? Tu iras te plaindre à qui ? Mon gars, tu as intérêt à foutre le camp avant d'avoir des ennuis ! »

Au milieu des cocottes qui regardaient en ricanant, je n'ai rien trouvé à dire ; et puis, j'ai repensé à la garce qui faisait la belle la nuit dernière, je n'ai plus pu me retenir. J'ai sorti toutes les insultes les plus odieuses que je connaisse. J'allais partir quand quelqu'un s'est mis à crier d'une voix forte derrière moi.

« Qu'est-ce que c'est ? Quel est l'individu qui fait des siennes, encore ? »

J'ai jeté un coup d'œil vers le type en question : il était habillé en contractuel ; probablement qu'il se prenait pour le roi du coin avec sa gueule toute jaune et son air fatigué, à cause, peut-être, des nuits blanches qu'il passait. Je crois que je n'ai même pas répondu ; j'ai saisi le couteau dans le papier de journal et je me suis mis à crier : *« De quoi te mêles-tu, espèce de cabot ? »*. En même temps, je lui avais enfoncé le couteau dedans, heureux comme tout d'avoir enfin trouvé celui que j'attendais. Comme je lui ai foutu la lame en plein dans les boyaux, il a dû claquer sur le coup ; pourtant, je me suis assis sur lui et j'ai continué à le larder je ne sais combien de fois. Dans la ruelle, quand j'ai regardé, il n'y avait plus personne. Voici comment je suis arrivé à tuer quelqu'un, comment le couteau a fini par s'enfoncer dans le ventre de quelqu'un ! Lui, c'était un pauvre crétin comme moi. Je ne sais pas pourquoi, il m'a été impossible de résister en voyant ce type-là, moi qui avais tenu le coup à la guerre, à la campagne, en travaillant comme manœuvre à Séoul ; moi qui étais allé jusqu'à vendre mon sang ! Pardon ? Vous dites ? Une expression d'amour ? Peut-être qu'au fond j'ai pensé avoir trouvé un adversaire facile à vaincre. Je viens de vous le dire, quand je suis allé en banlieue, j'ai cru comprendre. Oui, j'ai dû me demander pourquoi il fallait qu'un type comme lui s'acharne contre moi. J'avais un couteau sans savoir contre qui je m'en servirais. Evidemment, c'est moi qui ai tué ce pauvre type, mais ce n'est peut-être pas vraiment moi qui suis responsable de sa mort : j'ai l'impression que ce n'est pas moi qui ai frappé. C'était la même chose quand je me servais de mon fusil sur les champs de bataille à l'étranger.

Je vous ai déjà dit qu'après avoir commis ce crime j'avais compris quelque chose. Jusqu'à quand faudra-t-il que nous nous traitions de cette façon les uns les autres ? Quand j'y pense, pour moi, c'est désespérant. Mais, voilà l'inspecteur chargé de mon interrogatoire ; l'heure doit être arrivée, je vais vous quitter. Ah ! Est-ce que je peux vous demander de prévenir ma mère avant mon jugement ? ■

(Traduit du coréen par Roger Leverrier.)

